

Les grands travaux du mouvement Freinet pendant la période du Front populaire

À travers les textes de Célestin Freinet
parus dans *L'Éducateur Prolétarien*

1936, 1966, 2016

Pourquoi ces dates ?

C'est simple : l'année 2016 verra les 80 ans de la victoire électorale du Front populaire (le 3 mai 1936) et le cinquantenaire de la mort de Célestin Freinet (le 8 octobre 1966).

J'ai souhaité rendre hommage à Célestin Freinet en m'arrêtant sur ses écrits dans *l'Éducateur prolétarien* en lien avec cette période particulière du Front populaire (1935-1939) et en les regroupant dans un seul document.

Catherine Chabrun

Sommaire

[1. Les positions pédagogiques, sociales et politiques](#)

Pourquoi défendre la pédagogie nouvelle prolétarienne, page 4

Surveillez avant tout la santé et la vie de vos enfants, page 5

Aux Éducateurs d'avant-garde, page 6

En faveur d'un large mouvement de Parents Prolétariens, page 7

Optimisme, page 8

Aimer, c'est haïr, page 9

Notre position en face de la religion en général et du Catholicisme en particulier, page 10

Victoire du Front Populaire, page 13

Notre vrai visage, page 13

Conférences à Oslo, déclencheurs politiques, page 15

Techniques et Méthodes, page 17
Relations avec le Syndicat National, page 19
Optimisme raisonné, page 21
A propos des coopératives scolaires, page 24
Encore un effort de compréhension, page 26
La cause est gagnée, page 29
Nous bâtissons la Pédagogie Populaire, page 32
Camarades jeunes instituteurs, page 35
Rapport d'activité de la C.E.L., page 36
Du travail, encore !, page 40

2. Le Front populaire de l'Enfance

Charte constitutive du Front Populaire de l'Enfance, page 45
Le Front Populaire de l'Enfance, page 49
Tour d'horizon, page 50
Front de l'Enfance, grande réunion constitutive publique, page 52
Projet de Tâches du Front de l'Enfance, page 53
A l'œuvre ! Camarades ! pour le Front de l'Enfance, page 56

3. La rénovation de l'École

Besogne constructive, page 57
Vers un nouveau plan d'études français, page 60
Pour un nouveau Plan d'Études Français, page 62
Il faut sortir de l'impasse, page 69
L'École Freinet doit devenir l'Institut des nouveaux Éducateurs Prolétariens, page 72
Préparons pratiquement le nouveau Plan d'Études Français !, page 73
Trois questionnaires, pour un nouveau Plan d'Études Français, page 77
A propos du projet de réforme de l'enseignement, page 80
Le C.E.P.E. et la réforme de l'enseignement au Congrès de Nice, page 81
Le Certificat d'Études, page 82
Pour la rénovation de l'École : les lignes générales d'un Nouveau Plan d'Études Français, page 85
La réforme du certificat d'Études, le « bachot des gueux », page 87
Coup d'œil de fin d'année et tâches à venir, page 91
Vers un nouveau Plan d'Études Français, page 93
La réduction des horaires dans les Écoles primaires, page 98
Les « Trente heures », pour la dignité de l'enfant, page 103
Pour nos enfants : la semaine de trente heures ?, page 104
La réforme du C.E.P.E., page 107
L'évolution favorable de la pédagogie française, page 108
Une organisation nouvelle de l'école, page 113
Les instructions ministérielles de Jean Zay, page 118
Activités dirigées, page 123

4. L'Éducation nouvelle en France

Il faut que le mouvement d'éducation nouvelle devienne un mouvement de masse, page 126

Pour une profonde action de pédagogie nouvelle en France, page 130

Un pas décisif, page 132

Plus que jamais, travail coopératif, page 135

Groupe Français d'Éducation Nouvelle, page 138

Le Groupe Français d'Éducation Nouvelle et nous, page 139

Pour terminer cette période

Clartés dans la nuit, page 142

I. Les positions sociales et politiques

Pourquoi défendre la pédagogie nouvelle prolétarienne

25 février 1935

Une certitude pour Freinet, l'école ne pourra changer qu'avec le soutien des parents prolétariens. Il est donc essentiel de leur ouvrir les yeux, d'expliquer les rouages de l'école capitaliste afin d'agir dès maintenant sans attendre le grand soir pour ne pas laisser les enfants la subir au quotidien.

Il fera plusieurs appels aux parents prolétariens.

Camarades ouvriers et paysans, on vous demande souvent de défendre l'École.

Mais quelle école ?

Celle que les meilleurs d'entre nous accusent de servir hypocritement le régime d'exploitation contre lequel vous vous dressez, celle qui ne serait qu'un rouage de la grande machine d'asservissement capitaliste ?

Et quelles raisons avez-vous alors de défendre cette école ?

La condamner en bloc et irrévocablement pour attendre patiemment la révolution et, pendant ce temps, laisser les jeunes générations entre les griffes tenaces de la réaction ?

Agir dès maintenant, mais en quel sens ?

Nous sommes en France de nombreux éducateurs d'avant-garde qui essayons de tirer du présent le maximum d'avantages pour le progrès socialiste, qui jetons, au sein même de cette école capitaliste dont nous dénonçons obstinément les tares, les fondements inébranlables de votre école prolétarienne.

On m'a demandé instamment de préciser ici, d'une part, les griefs que nous faisons à l'école capitaliste ; de montrer, d'autre part, dans quelle mesure et comment nous pouvons, dès aujourd'hui, oeuvrer modestement mais hardiment dans le sens du progrès et de l'avenir.

Dans aucune branche d'activité humaine, la domination capitaliste n'est aussi bien camouflée que dans l'asservissement de tout le processus scolaire. A tel point que de nombreux éducateurs, militants clairvoyants et dévoués de la classe ouvrière, continuent servilement à l'école une besogne obscurantiste dont ils ne comprennent point encore les dangers. Et c'est cet aveuglement quasi général qui complique étrangement notre tâche.

Ah ! certes, tant d'hommes éminents ont élaboré les idées qu'on nous inculque à l'école ; tant de penseurs, tant de philosophes renommés ont écrit les livres précieux qu'on nous impose, tant de vénérables législateurs ont fixé les cadres dans lesquels doivent évoluer les universels principes éducatifs !

Et nous sommes quasi seuls à opposer un clair bon sens aux grands mots de la scolastique, à ses formules débordantes d'idéalisme et de spiritualité. L'instituteur, le professeur, élevés dans le culte et l'admiration de cette culture, en restent éblouis et déformés. Le pauvre travailleur lui-même, ancre à la terre et au labeur par sa condition et sa destinée, et qui ne peut s'élever à cette hauteur de pensée formelle, éprouve une sorte de béate et traditionnelle vénération devant les grands hommes Pères de ces grands principes. On a changé nos dieux, pense-t-il. Et il redoute, et il adore, et il courbe la tête. Les Intellectuels satisfaits gonflent leur orgueil et, derrière la coulisse,

le capitaliste sourit de la candeur des uns, de la présomptueuse suffisance des autres, et renforce d'autant son exploitation.

N'en déplaise à tous les philosophes et à tous les théoriciens, grands ou petits, nous ne les suivrons pas dans leurs spéculations. Nous ramènerons le problème sur le terrain du bon sens et de la raison matérialiste ; nous tâcherons surtout de voir clairement les voies futures où pourront s'engager les activités prolétariennes.

[Texte dans son intégralité](#)

Surveillez avant tout la santé et la vie de vos enfants

10 mars 1935

Un appel à vigilance des parents et à soutien des pratiques de libération scolaire.

Surveillez avant tout la santé et la vie de vos enfants, car d'elles dépendent, quelles que soient par ailleurs les circonstances accessoires, les progrès intellectuels, moraux et scolaires dont vous vous préoccupez à juste titres. Nous disons bien santé et vie pour attirer votre attention sur une conception erronée et souvent courante de la santé. [...] La santé est une harmonie à la conquête difficile ; elle est en danger toutes les fois que vous constatez en vos enfants une altération de ses grandes fonctions vitales, qu'elles soient diminution ou atténuation de ses réactions, ou, au contraire, excitation et déséquilibre.

L'École s'en soucie fort peu, direz-vous.

– Exigez de l'air, de la lumière, de la propreté en classe ; faites désaffecter les vieux locaux sombres et exigus ; exigez la construction d'écoles spacieuses et claires.

– Protestez contre le surmenage des éducateurs débordés par une surcharge scandaleuse des classes ; protestez contre les habitudes d'une administration qui parque les enfants pendant six heures par jour, entre des bancs inconfortables, véritables instruments de torture ; soutenez les tentatives de libération scolaire dont nous nous vous parlerons.

– A vos enfants exténués par les efforts scolaires, donnez au moins, en dehors des heures obligatoires de travail passif, la possibilité de s'épanouir selon leurs lignes de vie. Six heures par jour – si elles étaient rationnellement employées – seraient largement suffisantes pour les acquisitions indispensables.

Quoi qu'il en soit, pour la besogne de bourrage actuellement poursuivie, les heures de classes suffisent amplement.

Élevez-vous donc contre la pratique barbare des devoirs à la maison, et exigez l'organisation collective et sociale des jeux et du travail libre enfantins hors l'école.

– N'oubliez pas, enfin, qu'il n'y a pas de pire handicap pour des enfants que la misère physiologique. En réclamant pour vos salaires, en luttant pour le travail et le pain, vous luttez pour une meilleure éducation de vos enfants ; car un régime qui attende aussi gravement que le régime actuel à votre niveau de vie, atteint encore plus profondément vos enfants dans leurs possibilités éducatives, quelles que soient les apparentes sollicitudes, foncièrement hypocrites, par lesquelles on tente de masquer ce crime social.

Ne séparez donc pas, dans votre lutte quotidienne, des revendications qui sont aussi intimement liées : il n'y a pas d'un côté votre vie à vous, votre travail exténuant, votre asservissement et votre misère, et de l'autre la possibilité pour vos enfants de profiter de l'école capitaliste pour s'émanciper et secouer le joug de l'exploitation. Ces deux questions sont intimement, matériellement liées : votre misère, c'est la misère de vos enfants, leur défiance scolaire, leur impuissance devant la vie, un anneau seulement de la chaîne qui vous rive à vos maîtres. Le problème scolaire est avant tout un problème social et un problème politique : chacune de vos victoires sociales, syndicales ou politiques est une victoire pour l'école ; chacune de vos défaites est une accentuation des difficultés de libération scolaire ; le fascisme, qui serait votre défaite totale, marquerait comme en Italie et en Allemagne, une régression pédagogique incroyable ; votre victoire seule ouvrira à l'école des horizons insoupçonnés, que le triomphe prolétarien en U.R.S.S. nous fait entrevoir et espérer.

C'est à dessein que le capitalisme s'est obstiné à isoler l'école de la vie et de la lutte ouvrière. Nous venons de

vous démontrer l'interdépendance intime de l'une et de l'autre. Problème capital, croyez-le bien, auprès duquel les questions de méthode, de morale ou de faux idéal que le capitalisme place hypocritement au premier plan, ne sont que des accessoires, des moyens pour le grand œuvre qui ne saurait s'accomplir hors de son élément essentiel et vivifiant.

Non pas que nous sous-estimions l'importance de ces moyens. Encore une fois nous avons voulu rétablir d'abord une hiérarchie afin que les fumées, de l'esprit qu'on agite romantiquement devant vos yeux ne vous empêchent point de voir se lever à l'horizon le grand soleil libérateur.

Célestin Freinet

Extrait du « [Deuxième discours à des Parents sur l'Éducation nouvelle prolétarienne](#) »,
[L'Éducateur Prolétarien, n° 11, 10 mars 1935 dans son intégralité](#)

Aux Éducateurs d'avant-garde

10 mai 1935

Après celui aux parents, voici l'appel aux instituteurs, aux éducateurs, ceux qui sont à l'avant-garde des luttes et restent dans leur classe (et dans leur famille) des traditionnels, voire des réactionnaires et sont en contradiction avec leur vision de la société.

« Nous avons publié dans nos trois derniers numéros des *Lettres aux Parents sur l'Éducation Nouvelle prolétarienne* qui, si imparfaites qu'elles soient, n'en ont pas moins été utilement commentées et appréciées.

Lettres aux parents, d'ailleurs, dont les instituteurs eux-mêmes pourront et devront faire leur profit. Car, nous ne sommes pas les seuls à le constater, il reste autant à faire dans le milieu enseignant que dans le milieu familial pour cette nécessaire rénovation des fondements mêmes de notre éducation.

Nous n'écrivons cependant pas de *Lettres aux Éducateurs* parce que toute notre action depuis dix ans vise justement à convaincre les instituteurs progressistes des avantages incontestables des nouvelles techniques. [...] Nous voudrions cependant faire un appel particulier aux milliers d'instituteurs militants d'avant-garde qui, soit par manque de temps, soit plutôt par incompréhension de la portée de notre effort, se refusent à nous suivre, et continuent le dangereux bourrage traditionnel. Il faut absolument que ceux-ci se rendent compte à quel point leur conduite dogmatique en classe, leur discipline autoritaire, leur asservissement inconscient aux programmes et aux manuels sont en contradiction avec leurs conceptions sociales et politiques de libération prolétarienne. Il y a là une harmonisation de l'activité personnelle qui décuplera tout à la fois le rendement pédagogique et le rendement social de leurs efforts.

Comment voulez-vous, en effet, que les ouvriers et les paysans, parents d'élèves, vous prennent totalement au sérieux et comprennent profondément vos appels à la lutte virile et à l'émancipation de personnalités conscientes s'ils sont témoins d'autre part de votre domination despotique, sinon brutale, sur des êtres qui ne peuvent point, malgré eux, se réaliser ? Comment leur donnerez-vous une idée de la société fraternelle que nous rêvons si vous êtes incapables d'en constituer dès l'école, avec un nombre réduit d'individus, l'embryon révélateur ? Et ces élèves que vous dressez ainsi conformément aux instructions et aux programmes, qu'aurez-vous fait pour les aider à s'engager dans la voie que vous préconisez lorsque, dans quelques années, ils subiront à leur tour « le malheur d'être jeunes » ?

Mettez, au contraire, vos actes de tous les jours en harmonie avec vos idées : apprenez à vos enfants dans votre famille, à vos élèves en classe, à se gouverner eux-mêmes, à prendre des responsabilités et à s'émanciper ; entraînez-les à s'exprimer totalement, à parler et à écrire, à critiquer et à voir juste ; donnez-leur la joie du travail désiré et voulu.

Nous savons certes, - et il ne faut nous faire aucune illusion, - que la plus grande partie de cet effort sera annihilée par l'emprise brutale ou hypocrite de la société réactionnaire. Mais vous aurez été du moins, sur le plan pédagogique comme vous essayez de l'être sur le plan social, des flambeaux ; vous aurez contribué à dénoncer la duperie des mots en réalisant une partie de votre idéal ; vous aurez aidé élèves et parents à comprendre, obscurément ou positivement, que vous ne prêchez pas l'utopie mais la société nouvelle dont vous contribuez à jeter les bases tangibles et fécondes.

Ne dites pas : Il y a une besogne urgente de propagande qu'il faut mener hardiment pour jeter bas un jour un régime qui est la négation même de l'idée éducative ; nous n'avons pas le temps de rénover notre classe. Nous ne sous-estimons point ni la portée ni l'urgence de cette propagande. Nous avons dit bien des fois l'impasse où se débat l'éducation nouvelle bourgeoise et le seul espoir révolutionnaire qui reste à la pédagogie prolétarienne. A tel point que, s'il nous fallait choisir entre effort éducatif et militantisme social et politique, il nous serait difficile de nous prononcer radicalement. Mais nous prétendons justement que rénover leur classe selon nos techniques aidera nos camarades militants dans leur action sociale prolétarienne.

Vous sentez la nécessité de ménager vos forces, et vous avez raison. Mais vous sous-estimez la fatigue psychique que vous occasionne ce travail « forcé » que vous exécutez pour gagner votre pain, sans intérêt ni élan ; vous ne vous rendez pas compte de la somme de lassitude que vous vaut cette tension de l'esprit pour un effort qui n'est pas dans la ligne de votre évolution vitale. Vous en sortez brisés et désabusés, sans confiance ni amour, sceptiques même sur la puissance génétique de cet enthousiasme qui, seul, soulève les masses et permet à nos camarades soviétiques de tendre à l'extrême limite de leurs forces leur énergie constructive.

Adoptez nos techniques : votre classe deviendra pour vous comme une projection de votre personnalité ; vous y vivrez avec vos élèves un aspect original et émouvant de la souffrance, de l'effort et de l'espoir prolétariens ; votre pédagogie s'incorporera à votre vie, et votre militantisme ne sera que le prolongement naturel et la conséquence souvent de votre effort pédagogique. Vous gagnerez à cette unité dans votre action, à cette harmonisation de votre vie, un calme bienfaisant, une puissance nouvelle que ne sauront atteindre ni les échecs, ni les désillusions. Et puis vos heures de classe passeront comme un enchantement, dans la vie instinctive de qui se donne totalement à une idée. Vous craigniez la fatigue : l'activité et l'enthousiasme décupleront vos forces en vous redonnant cet élan qui soulève les individus et les foules lorsqu'ils se sentent à la proche conquête de leur idéal. Nous ne cachons pas qu'il y a un effort initial à faire pour quitter les sentiers traditionnels, un effort surtout de documentation personnelle d'abord et de réorganisation du travail ensuite. Mais cet effort lui-même n'est non pas épuisant mais vivifiant. Il y a des repos qui sont déprimants et mortels ; il y a des travaux et des efforts qui bandent les énergies, trempent les caractères, et sont susceptibles de donner à l'activité militante une unité imposante et féconde.

Camarades d'avant-garde, n'hésitez plus. Vous devez être aussi des éducateurs d'avant-garde, mais à l'image de ceux de notre groupe, qui connaissent la nature des obstacles qui se dressent devant eux, qui mesurent avec sûreté la portée de leurs efforts, qui sont conscients de l'aspect social et politique de l'éducation prolétarienne et qui, sur tous les terrains, luttent sans faux espoirs, donc sans désillusion, avec cet optimiste enthousiasme qui transformera le monde.»

[Texte dans son intégralité](#)

En faveur d'un large mouvement de parents prolétariens

10 juillet 1935

Un appel aux parents prolétariens avec la prise en compte de tous les lieux que fréquentent les enfants en dehors de l'école et la coopération avec les parents et avec tous les acteurs de l'Éducation populaire. La pédagogie Freinet doit s'installer aussi dans ces différents espaces...

Le succès éclatant du Front populaire pose avec plus d'acuité encore la question de l'organisation des Parents prolétariens.

Parallèlement à ce puissant Front Populaire, est en train de se constituer une solide Fédération de l'Enfance Ouvrière et Paysanne qui, en dehors de tout sectarisme de chapelle ou de parti, groupera toutes les associations d'enfants, toutes les Ligues scolaires ou post-scolaires qui intéressent la jeunesse.

"Nous pensons, dit l'appel, qu'il est absolument nécessaire que se crée en France, en face du bloc des organisations enfantines dirigées par la bourgeoisie, une fédération des organisations d'enfants dirigées par les travailleurs, bloc solide ayant des vues communes, une direction homogène, reconnue par tous, pouvant prendre des décisions et diriger l'ensemble." Sont déjà adhérents : Pionniers, Jeunes Amis du SRI, Groupes du SOI, Amis de l'enfance ouvrière, minimes de la FSGT, jeunes campeurs, etc. Les Faucons rouges socialistes y adhéreront certainement sous peu.

Nous demandons à nos camarades de s'intéresser activement à la constitution de cette Fédération Populaire, de contribuer à l'imprégner de nos conceptions pédagogiques. Elle pourra devenir alors un appui considérable pour notre éducation nouvelle prolétarienne.

Nous demandons enfin à nos camarades d'œuvrer pour ce rassemblement et ce regroupement, parce qu'il entraînera nécessairement l'organisation, le rassemblement, le regroupement de forces populaires pour la défense de l'école prolétarienne.

Notre Ligue de Parents Prolétariens sera certainement constituée sous peu. Nous en informerons nos camarades en temps voulu pour qu'ils nous aident de leur mieux.

Élargira le domaine de la pédagogie a toujours été un de nos mots d'ordre. Nous avons montré bien souvent comment le capitalisme obscurantiste sert sa domination en cantonnant l'action éducative entre les quatre murs de la classe, dans les pages mortes des manuels. Si nous voulons, par l'éducation, féconder vraiment l'action sociale et humaine, nous devons, moins que jamais, redouter la vie et la lutte.

L'heure est plus que jamais propice.

Cœuvrez pour le rassemblement des organisations d'enfants prolétariens ; préparez le rassemblement des parents prolétariens. C'est le service le plus grand que vous puissiez rendre actuellement à la cause de l'éducation nouvelle, à la cause de nos techniques.

[Texte dans son intégralité](#)

Optimisme

10 octobre 1935

La perspective d'un regroupement des masses populaires permet d'espérer le recul des menaces du fascisme en France et attise l'espoir.

« Nous vivons, à n'en pas douter, une période tragique de l'histoire des peuples. La réaction, le fascisme, la guerre, sont là à nos portes ; mais aussi la Révolution, la Révolution triomphante en URSS et la Révolution qui débute en France par le regroupement et la mobilisation de masses qui prennent conscience du danger social et de la nécessité d'une lutte élargie et décisive.

Ce regroupement des masses, cette levée étonnante de tant de défenseurs de la paix et de la liberté, sont pour nous éducateurs, les raisons réconfortantes d'un immense espoir. Il y a un an, la nuit fasciste menaçait la France et le monde ; la barbarie hitlérienne semblait élargir irrésistiblement sa tâche lugubre, négation et anéantissement de tous nos efforts éducatifs.

Nous revivons !

Malgré les restrictions de crédits, malgré des décrets-lois draconiens, nous sentons que l'éducation prolétarienne dont nous avons été en France les initiateurs, s'affirme, se développe et s'impose : les municipalités de Front populaire ont une plus généreuse estimation de l'importance sociale et politique de l'école ; les colonies d'enfants s'inspirent de l'esprit nouveau ; le naturisme et le campisme prolétarien fixent leurs techniques et leurs buts ; un mouvement d'enfants unifié va se développer et nous nourrissons l'espoir d'animer bientôt un vaste Front populaire de l'Enfance qui groupera, pour des buts progressistes, tous les amis de l'école.

N'essayons pas de trop pronostiquer sur le triomphe prochain et définitif de l'esprit populaire et révolutionnaire. La victoire nous demandera bien des efforts encore et des sacrifices. Mais nous avons du moins aujourd'hui un espoir et une certitude : la lutte est possible entre les forces de progrès et les forces de réaction et, dans cette lutte, l'influence d'une solide et profonde formation scolaire prolétarienne peut devenir prépondérante. Cette assurance nous est d'un grand réconfort.»

[Texte dans son intégralité](#)

Aimer, c'est hair

10 novembre 1935

Freinet publie ce texte de Jean Roger paru dans l'École nouvelle de Lille en éditorial de l'Éducateur Prolétarien. Un cri de révolte dénonçant la misère des enfants des écoles publiques qui ont faim, froid...et le coupable : le régime capitaliste.

Nous tairons-nous davantage, amis de l'école nouvelle, devant la grande misère des élèves de nos écoles publiques, devant l'incroyable détresse des gosses de banlieues de nos cités ouvrières ?

C'est une question à laquelle chacun se doit scrupuleusement de réfléchir et sa conscience lui dira, j'en suis sûr : Non.

Les plus malheureuses et les plus innocentes victimes de la crise sociale actuelle sont les enfants. Je pourrais citer de nombreux exemples de l'immense détresse qui est la leur. Je me bornerai à reprendre ici quelques cas typiques parmi ceux que j'ai déjà tenu à citer au hasard de réunions corporatives.

Un enfant de 13 ans a volé ! Qu'a-t-il volé ? Un petit morceau de beurre ! Cet enfant je le connaissais bien, il est pauvre, pas méchant, honnête, courageux. Il n'avait pas voulu parler encore, mais à 11 h. 1/2, lorsque les autres ont quitté la classe, il est resté et il m'a dit : « Je voulais en goûter, je n'en avais jamais mangé. » Je sais bien que je puis le croire, je vérifie pourtant ; la petite enquête à laquelle je me livre, montre que c'est bien vrai et qu'il n'est pas le seul dans son cas : Il y a actuellement des pauvres petits qui, à 13 ans, n'ont jamais mangé de beurre. C'est atroce.

Qui de nous n'a parfois demandé aux enfants quel métier leur semblait le plus beau ? L'on obtenait, hier encore, des réponses pleines d'imprévu, les plus amusantes comme les plus sérieuses, les plus naïves comme les plus audacieuses. Mais voilà que depuis quelque temps, deux métiers tentent bien des gosses de 8 à 11 ans : celui de boucher, « parce qu'on est bien nourri, parce qu'on « vient » gros », et celui de boulanger, parce que – n'est-ce point navrant de lire de telles choses sous les plumes d'enfants – « il doit faire chaud auprès de son four ».

Je n'abuserai pas. Mais il faut que je dise ici que ce sont les beaux rêves, les plus merveilleuses espérances d'enfants de 10 ans. Lisez ceci :

« Si je gagnais les cinq millions, j'irais à Lille faire un bon dîner, on achèterait des habits neufs, on aurait une armoire.... »

Manger, c'est le premier cri. Mais comme est révélateur de la révolte intérieure enfantine le second cri lorsqu'on sait ce qui le motive : l'enfant est fils de chômeurs, la mère est une femme courageuse, admirable ; sa maison, ses enfants, tout est remarquablement propre. Des personnes charitables lui font parvenir de temps à autre des vêtements usagés, qu'elle nettoie, qu'elle démonte et dans lesquels elle confectionne les habits de sa petite famille. Et le cri de cet enfant, il faut le traduire ainsi : « Je veux être comme les autres, je veux avoir des habits à moi, des habits achetés pour moi seul, que je serai seul à avoir portés, je ne veux pas qu'on me fasse l'aumône, qu'on me dise : « Tu es bien dans « mon » pantalon, elle te va bien « ma » veste. »

Tenons-nous-en là. Ceux qui enseignent dans les écoles publiques, ceux surtout qui exercent dans les quartiers ouvriers ou dans les banlieues immédiates des grandes cités industrielles, savent bien que devant leurs yeux, six heures par jour, ils voient des gosses sous-alimentés, rendus nerveux à l'excès par l'abus de café promu au rang de repas habituel du soir, des malheureux sur qui des parents, malheureux eux aussi, passent trop souvent « leurs nerfs », des jeunes de demain qui sentiront en eux l'angoisse d'être non pas des soutiens de famille, mais, affreusement inutiles, des poids morts pour lesquels il n'y aura aucun travail, aucune vie réelle, rien, rien qu'une profonde désespérance.

Je ne noircis pas un tableau malheureusement trop courant et qui devient plus sombre de jour en jour.

Mais alors, comment ne pas voir que disparaissent, très rapidement, les possibilités de progrès pédagogiques dans nos écoles publiques, qu'au surplus les décrets-lois d'économie surchargent de plus en plus. Je précise bien : dans nos écoles publiques. Car je ne doute pas un instant que chez Bertier aux Roches, que chez Decroly à Uccle, que dans les écoles nouvelles privées du groupe Cousinet-Gueritte, les éducateurs pourront encore ne se soucier que de pédagogie pure et réussir les expériences les plus intéressantes, le recrutement ne se faisant dans ces établissements payants que dans des milieux où l'aisance est certaine.

Dans l'enseignement primaire public, il faut maintenant bien plus encore qu'autrefois, qu'avant toute chose l'école soit toute tendresse, toute affection, j'irai même jusqu'à dire toute faiblesse pour le pauvre petit qui, sans cela, n'aura plus, le plus souvent, un seul refuge heureux, une seule oasis de douceur. Il faut que nous ayons la conviction inébranlable que ces enfants physiologiquement déficients parce que sous-alimentés, ne sont pas

responsables des fautes qu'ils commettent, que leurs possibilités vont s'amointrissant et que, pourtant, les progrès de l'école publique, au surplus sabotée par l'administration elle-même, sont bien compromis.

Aussi, est-ce notre devoir, - j'insiste, car je voudrais convaincre ceux qui ont du cœur mais demeurent insouciantes - d'être plus tendres, plus faibles pour les innocentes victimes de la crise, mais c'est, pour la même raison, notre devoir durs, d'être de plus en plus durs contre le régime social qui permet un tel martyre : le devoir d'aimer a ici pour conséquence inévitable le devoir de haïr ; aimer l'enfance malheureuse c'est haïr le régime capitaliste décadent qui permet une telle iniquité.

Et ainsi la conclusion s'impose d'elle-même. Les amis de l'enfance doivent lutter pour elle, les véritables amis de l'école nouvelle n'ont plus le droit de s'enfermer dans une tour d'ivoire, de s'y croiser les bras et de jouir de leur petite tranquillité bourgeoise bien à l'abri des coups de la gigantesque bataille sociale qui secoue actuellement le monde entier. Ils sont donc, dans cette lutte, les représentants, les délégués de l'enfance meurtrie. La solution des problèmes pédagogiques qu'ils se posent est pour une bien faible proportion maintenant à chercher à l'intérieur de nos écoles, elle est surtout dans la lutte qu'il faut mener pour que de telles iniquités sociales disparaissent et pour qu'au milieu d'une abondance si grande que le profitariat éprouve le besoin de la détruire, on ne voie plus une détresse aussi effroyablement totale et aussi parfaitement imméritée.

Porte-parole de l'enfant, l'instituteur doit être dans la lutte, c'est un fait acquis ; il y perdra - qu'il n'ait aucune illusion là-dessus - la considération de ceux des chefs qui ne veulent pas d'histoires ou qui ont la volonté d'arriver ; il y perdra avancement et récompenses dont l'obtention n'exige qu'un silence et une réputation, fréquentation des forts et dédain à peine voilé des faibles, mais il gagnera la satisfaction de sentir qu'il fait son devoir et qu'il défend une cause sacrée : celle des petits ; il y gagnera ce regard d'affection qui, venant du faible, est le plus doux ; il sentira enfin, avec une netteté accrue, qu'il remplit alors complètement son rôle de pionnier de l'éducation nouvelle, lequel ne peut plus se satisfaire des seuls efforts faits en classe.

Ainsi, notre attitude, par la force des choses, en arrive donc, en définitive, à coïncider avec celle de Freinet et du mouvement « Éducateur Prolétarien » ; c'est pour nous une réelle joie et nous avons la conviction d'être avec notre héroïque camarade, dans la voie la meilleure, étant donné les circonstances actuelles, pour travailler à la réalisation de l'éducation nouvelle.»

Jean ROGER, L'École Nouvelle, Lille

[L'Éducateur Prolétarien, 10 novembre 1935 dans son intégralité](#)

Notre position en face de la religion en général et du Catholicisme en particulier

10 janvier 1936

Une position de compréhension pour certaines individualités « sincères et dévouées » que le mouvement rencontre sur son chemin.

Nous sommes une des rares revues d'avant-garde qui aient suivi, et d'assez près, ces années-ci, le mouvement de pédagogie et d'action sociale du catholicisme.

Notre but n'a pas été seulement de dénoncer cette action mais d'en tirer un enseignement pour notre propre comportement dans notre œuvre de vulgarisation. Nous avons voulu faire besogne équitable, solide et profonde, non pas pour nous en tenir à la surface mais étudier attentivement cette merveilleuse adaptation de sa propagande que l'Église a su faire, au jour le jour ; par quels actes, par quels procédés, elle attire à elle, malgré nous, des masses considérables d'hommes, de femmes et d'enfants ; par quel filet d'entreprises sociales la religion peut rester dans la société actuelle en apparence « déchristianisée », une des plus redoutables forces de réaction.

Notre critique et notre effort dans ce domaine n'ont pas été ce que nous aurions désiré, mais nous avons du moins lu, pour en rendre compte dans cette revue, quelques-uns des livres les plus suggestifs du mouvement pédagogique et social religieux. Nous ne sous-estimons ni l'importance des boys-scouts catholiques et protestants, ni l'effort que fait Marie Fargues par exemple, depuis une dizaine d'années pour moderniser l'enseignement

religieux et mettre nos techniques modernes de libération enfantine au service de ceux que nous persistons à considérer comme les plus dangereux bourreurs de crânes. En face de la propagande si souple et si soucieuse des faiblesses humaines, en face de l'organisation systématique de la charité capitaliste chrétienne, nous avons essayé de voir clair pour y parvenir.

Nous ne pratiquons plus cet anticléricalisme des « mangeurs de curés » du début du siècle. Nous reconnaissons et nous ne craignons pas de le dire, qu'il y a parmi les propagandistes de la Foi chrétienne, des personnalités totalement sincères et dévouées à leur idéal, et nous leur rendons hommage toutes les fois que nous rencontrons ces « hommes » sur notre chemin.

Mais nous n'oublions jamais, par contre, que ces hommes eux-mêmes ne sont que des rouages de la machine religieuse au service du capitalisme et que cette machine reste, de ce fait, notre ennemie permanente.

Cette position de compréhension, vis-à-vis des hommes et de claire et définitive opposition en face du cléricalisme nous a valu à diverses reprises des témoignages réciproques de catholiques influents.

Lors de notre affaire de St Paul déjà un Professeur des Universités catholiques de Lille nous adressait spontanément un télégramme d'enthousiaste sympathie.

Ce télégramme, détourné(e) en cours de transmission, paraissait aussitôt dans la presse royaliste qui opérait une sorte de chantage dont l'auteur devait être la victime.

Parmi d'autres témoignages, nous donnerons notamment de larges extraits de lettres reçues d'un Directeur d'une grande école religieuse que nous nous abstenons de nommer, afin d'éviter les représailles possibles contre les rares hommes qui pensent librement. Les conclusions que nous en tirerons nous situeront parfaitement en face de l'action religieuse contemporaine.

« J'ai lu avec un grand intérêt l'Éducateur Prolétarien que vous avez eu l'amabilité de joindre à l'envoi.

Nous devons faire un effort sérieux et sans arrière-pensée pour nous comprendre, pour pénétrer nos mystiques différentes. Il me semble que j'ai fait cet effort consciencieusement avec vous. Certaines remarques de vos articles m'ont paru justes. Permettez-moi de vous apporter, comme elles me sont venues, celles que j'ai faites et sur lesquelles je crois ne devoir pas être d'accord avec vous. La recherche de la vérité est un travail collectif et continu. St Augustin avait dit autrefois : « Cherchez comme quelqu'un qui doit trouver, et trouvez comme quelqu'un qui doit trouver encore ». Spinoza disait : « Ne pas s'irriter, ne pas admirer, mais comprendre ». Voulez-vous qu'on mette ces diverses paroles en pratique ?

J'ai lu très attentivement vos recensions de livres ; il m'a semblé que vous n'avez pas bien saisi certains aspects du catholicisme. *Combattez le cléricalisme qui est une soumission, un asservissement de la religion aux fins utilitaires d'une classe ou d'une caste ; les vrais catholiques les combattront autant que vos ; ils en souffrent comme le Christ a souffert des Pharisiens.* (C'est nous qui soulignons. CF.).

Dans votre compte-rendu de l'abbé Teberghien, vous l'accusez de torturer les mots et les textes. Certes, je reconnais que nous pouvons comprendre de travers des textes et des mots... mais nous avons cette même impression qu'on torture nos mots et nos textes quand des adversaires de bonne foi ne nous comprennent pas.

Dans le même compte-rendu vous accusez certains catholiques de se faire de Dieu une idée mesquinement rétrécie... Je ne vous trouverai pas tort là-dessus... C'est un catholique qui a dit que « Dieu a créé l'homme à son image et que... les hommes le lui ont bien rendu ». Mais ne confondez pas catholiques et catholicisme. L'idée de Dieu telle que la donne notre grand philosophe St Thomas, voilà ce qu'est le catholicisme, ou telle que la donne l'évangile de St Jean disant : « Dieu est amour, Dieu veut le salut de tous les hommes ; seuls ceux qui refusent de suivre les appels de leur conscience ne seront pas sauvés ».

...Il me semble que vous saisissez mal la vraie doctrine de l'Église catholique. C'est d'ailleurs normal quand on ne la connaît que du dehors, quand on la considère de loin et qu'on y découvre si souvent des hommes qui se croient catholiques ou qui cherchent à se servir de l'Église. Il faut éviter de juger d'après ces pauvres gens : on ne les exclut pas, car on garde toujours l'espoir de les améliorer mais évidemment, ce ne sont pas eux qui, dans leurs livres, expriment la doctrine ou incarnent l'esprit chrétien dans leur vie.

Autre réflexion, toujours à propos d'analyses d'ouvrages : Ne cherchez pas, je vous prie, la doctrine de l'Église sur la guerre et les rapports internationaux dans les journaux dits « de droite »... Dans une exposition internationale de la presse catholique au Vatican, on n'a retenu en France que deux journaux de Paris et publiés pour la France entière : La Croix et l'Aube.

Quand le Pape condamne la guerre (« toutes les guerres », comme vient de le préciser encore tout récemment le journal officiel l'Osservatore Romano) en raison de l'existence actuelle de moyens nouveaux et légaux pour régler les conflits, il est évident que d'une part, les journaux payés et s(c)outenus par les marchands de canons, les

agences capitalistes, déforment ou passent sous silence ces déclarations qui leur déplaisent. En face d'eux, les journaux dits « de gauche », inspirés par des préjugés d'ordre métaphysique et antireligieux, imitent les journaux capitalistes dans la déformation de la vérité et des faits...

Encore une fois, croyez, Monsieur, qu'à côté de ces critiques, j'admire votre œuvre. Je Ne vous critiquerais pas si je ne vous admirais pas et ne vous estimais pas, ou du moins, je ne vous écrirais pas si longuement. »

Nous ne pourrions mieux dire, nous ne saurions plus justement stigmatiser cette masse de catholiques sans doctrine qui se servent de l'Église. Et si des âmes doivent être sauvées, nous sommes donc tranquilles, car nous n'avons jamais refusé de suivre les appels de notre conscience.

C'est à bon droit donc, que nous considérons comme des ennemis de la vérité et du bien social la masse conformiste des cléricaux pour qui sembleraient bien impies les assertions de notre correspondant, anticlérical comme nous.

Et pourtant l'expérience nous a appris à ne nous faire aucune illusion sur ces chrétiens 100 % qui stigmatisent, dans le privé, les marchands du Temple qui déconsidèrent la religion. Nous jugeons leurs déclarations pour ce qu'elles sont : des positions idéalistes et verbales, des jeux d'esprit, des jeux de mots dans lesquels les Jésuites sont, depuis longtemps passés maîtres. Mais ces convictions ne supportent que très accidentellement l'épreuve du grand jour et de l'opposition effective, dans l'action, aux pratiques condamnées.

Nous avons eu, au cours de notre affaire de St Paul, l'expérience d'un juif converti au catholicisme et qui fait aujourd'hui métier d'écrire des livres à la gloire de sa nouvelle religion. Dans le privé, en tête à tête, il nous tenait exactement les mêmes propos que notre correspondant. À l'entendre, il était encore plus révolutionnaire que nous et le gros curé qui prostitue à l'église de St Paul sa vierge noire n'avait pas de pire ennemi.

Mais le dimanche venu, ce grand écrivain - René Schwob pour parler clairement - allait s'incliner devant ce même curé et écouter béatement les balivernes dont il émaille ses sermons.

Mieux, quand un groupe d'écrivains de passage - dont Lucien Jacques et André Viollis - ont pris l'initiative d'une déclaration publique pour ma défense, le catholique révolutionnaire s'est piteusement dégonflé : il a préféré servir les marchands du Temple que les faiseurs de vérité.

Si notre correspondant était placé dans la même alternative : condamner publiquement les mauvais catholiques pour servir la vérité, - servirait-il la vérité ou s'inclinerait-il ?

L'expérience nous a prouvé qu'il s'inclinerait et c'est pourquoi nous ne prenons les déclarations du genre de celles que nous venons de donner que comme des sursauts de consciences angoissées qui voudraient bien ne pas pactiser avec le mal et qui, à défaut de courage suffisant pour conformer leur actes à leurs convictions tiennent à jeter quelques bravos discrets à ceux qui, logiques avec eux-mêmes, disent tout haut ce qu'ils pensent bien bas.

Et qu'on ne vienne point comparer cette position du chrétien dans l'Église à celle du communiste qui, lui aussi, serait asservi à une certaine orthodoxie. Il y a du moins cette différence primordiale que les communistes jettent hors de leurs rangs ceux qui, au lieu de servir le peuple, se servent du peuple et de leur parti. Dans l'Église, ce sont les trafiquants d'idéal, mar(r)ionnettes dont le capitalisme tire les ficelles, qui se servent de faux idéalistes qui prétendent penser révolutionnairement mais qui, en aucun cas, ne savent réagir révolutionnairement.

La question n'est pas ici de savoir si Dieu existe, si la science le révèle ou le nie. Car ce Dieu alors n'a rien de commun avec le Dieu que l'Église exploite et impose à la masse des asservis.

Le Dieu des idéalistes n'a rien de contre-révolutionnaire et il s'identifierait assez bien avec notre conscience de l'immensité de la nature et de l'infini dont nous sommes des éléments.

Mais le Dieu des curés, le Dieu des Papes, le Dieu au nom de qui les peuples se déchirent, le Dieu dont le capitalisme fait un utile paravent, ce Dieu que les véritables chrétiens ne reconnaissent plus comme leur Dieu, comment ne les considérerions-nous pas comme le pire ennemi de la vérité et du progrès ?

Et ces quelques réflexions nous poussent à dire à nos camarades : qu'elle soit avouée ou tacite, la collusion de toutes les forces de réaction est certaine. Notre correspondant chrétien lui-même assure que capitalisme et cléricanisme poursuivent la même action d'asservissement du peuple. Il nous faut lutter sans cesse contre le cléricanisme soutien permanent du capitalisme. Mais, dans cette lutte, évitons l'influence amollissante des croyants sincères qui voient cette collusion mais prêchent du moins, en faveur du catholicisme, les circonstances atténuantes. Le bloc religieux est plus compact que nous ne croyons et ses éléments avancés, si près qu'ils soient de notre idéal, se replient toujours, en fin de compte, sur le corps puissant de l'Église qui reste notre grande ennemie.

La religion est une maladie qui affecte les faibles : ceux qui, vaincus provisoirement, ont besoin d'un illusoire appui - et ceux aussi qui, idéalement conscients, manquent du ressort nécessaire pour regarder la vie en face, sans le secours d'une mystique.

La société socialiste de demain, l'organisation collective qui rendra impossible l'exploitation de l'homme par l'homme, la possibilité infinie de développement qui s'offre aux yeux des hommes libérés donnent aux individus d'autres raisons de vivre et de lutter. Dégagé de la religion, opium du pays, l'homme pourra alors, s'il le désire, évoquer un Dieu splendide et infini, à la mesure de ses rêves et de ses conquêtes, un Dieu qui sera l'aboutissement des efforts de tous les chercheurs courageux, de tous les ouvriers de justice et de vérité, de tous les ennemis déclarés d'un cléricalisme soutien et instrument du capitalisme national et international.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 7, 10 janvier 1936 dans son intégralité.](#)

Victoire du Front Populaire

10 Mai 1936

Une semaine après la victoire électorale du Front populaire aux législatives, l'éditorial de Freinet dans l'Éducateur Prolétarien

Nous avons fait la démonstration maintes fois des rapports étroits qui lient le sort de notre pédagogie prolétarienne à l'évolution sociale et politique des divers pays.

A mesure que montait le fascisme en France, il y a quelques années, les conditions de notre travail et de notre évolution allaient se compliquant. La victoire du fascisme a été la fin de la pédagogie nouvelle en Allemagne et en Italie ; la victoire réactionnaire en France aurait inévitablement marqué l'étouffement de notre foyer de régénération pédagogique.

Nous n'oublions pas, personnellement, que la plainte de l'Académie au Procureur de la République pour fermeture de notre école attendait au Tribunal la décision électorale et que l'affaire aurait suivi son cours dès le 4 mai si la décision populaire n'avait porté au pouvoir nos propres défenseurs.

Nous savons être l'interprète de tous nos camarades en saluant cette promesse de progrès. Mais, maintenant, au travail plus encore que par le passé pour cette promesse devienne réalité.

Continuons notre travail pratique et réalisateur, attachons-nous à imprégner de nos idées la grande masse des éducateurs et surtout œuvrons sans retard pour que vive et agisse le Front de l'Enfance dont notre CEL a eu l'initiative et qui devrait un jour prochain cristalliser au sein du Front Populaire, toute l'action revendicative en faveur de l'Enfance.»

[L'Éducateur Prolétarien, n° 15, 10 mai 1936](#)

Notre vrai visage

25 juin 1936

Entre « communiste », « bolchévik », « bourgeois » et « petit-bourgeois », le mouvement a connu depuis trois ans des représentations politiques caricaturales selon les modes, les événements et les organisations politiques. Freinet trouve important non pas de se disculper, mais de montrer le « vrai visage » du mouvement, ce qu'il est véritablement dans ses principes et réalisations.

Dans l'école nouvelle et sa pédagogie populaire, la confiance en l'enfant est telle, qu'il est impossible de lui imposer des convictions et des opinions. Au contraire, tout est fait pour que l'enfant construise sa personnalité et sa culture. La laïcité sans être nommée est bien présente.

On ressent quand même de l'amertume envers le silence de certains, dits d'avant-garde qui n'ont jamais levé leur petit doigt ou pris leur plume !

On ressent également le besoin chez Freinet de justifier une pédagogie créatrice, émancipatrice et révolutionnaire auprès des militants, mais aussi des parents, de tous les ouvriers et paysans pour qu'ils comprennent les actions du mouvement et les soutiennent et diffusent.

Néanmoins, l'espoir demeure très présent : « En avant ! » termine cet article.

Il y a des légendes qui ont la vie dure.

Au temps où le fascisme naissant fourbissait ses armes, nous avons été victimes d'un des premiers coups de mains tenté dans l'illégalité pour débarrasser une Croix de feu d'un voisinage gênant. Pour les besoins de la cause, pour préparer l'atmosphère d'hostilité qui allait permettre la violence, il a fallu donner au pédagogue qui n'avait jamais écrit un seul article politique, qui n'avait jamais pris la parole dans un seul meeting politique, figure d'excitateur bolchevick. On a présenté Freinet comme un épouvantail communiste, servilement orthodoxe dans ses conceptions et ses réalisations, danger local et national.

Les coups ont porté. Trahis par ceux-là même qui devraient nous défendre, nous avons dû quitter Saint-Paul, puis l'enseignement.

Il fut un temps où, parmi les organisations qui se bolchévisaient, nous faisons figure de tièdes parce que nous ne craignons pas de nous mêler à la masse pour y porter la vérité, sachant bien que nos efforts ne seraient jamais totalement perdus. La Fédération de l'Enseignement ne nous accusait-elle pas, lors du Congrès de Nice de l'Éducation Nouvelle, en 1932, de nous mêler en confusionnistes à des bourgeois et petit-bourgeois au lieu de nous cantonner à la propagande strictement révolutionnaire ?

Quelques mois après, nous étions dénoncés dans plusieurs centaines de journaux comme les plus dangereux ennemis du désordre capitaliste.

La roue a tourné. Le vent est maintenant à l'union par l'action généreuse au sein des organisations existantes – ligne que nous approuvons d'ailleurs totalement puisqu'elle est la nôtre depuis toujours. Mais alors, par un regrettable renversement des rôles, c'est au sein même du mouvement révolutionnaire que nous sommes devenus l'épouvantail communiste, l'élément trop rouge qu'il faut souvent éliminer pour ne pas effrayer la masse des pâles et des indécis.

Nous n'avons certes pas à nous disculper ici devant des camarades qui savent dans quel esprit nous travaillons et nous réalisons. Mais nous avons cru nécessaire de leur signaler l'injustice dont nous sommes victimes, par suite de la fausse réputation qui nous avait été faite il y a trois ans par la presse fasciste.

Nous n'avons pas à nous disculper, disons-nous.

Notre œuvre plaide pour nous. Lorsqu'un mouvement comme le nôtre groupe en son sein, dans un même enthousiasme, plusieurs centaines d'éducateurs particulièrement chatouilleux pour ce qui touche à leur liberté d'expression et appartenant à des opinions très diverses, depuis quelques rares communistes jusqu'à des catholiques sincères, on comprend que celui qui l'anime ne saurait être un étroit sectaire. Qui prétend comme nous travailler en profondeur ne peut être un vulgaire agitateur... Cela, n'importe qui le comprend : mais encore faut-il le dire !...

C'est maintenant notre école prolétarienne qui souffre de ce tenace malentendu. La légende s'institue qu'elle n'est qu'une école communiste orthodoxe, n'admettant que des communistes, pratiquant des méthodes directement inspirées de la révolution soviétique, poursuivant un bourrage de crâne nuisible à la saine action révolutionnaire.

Des anarchistes viennent ; ils voient sur place notre effort pour organiser la vie libre des enfants et, enthousiastes, nous confient leurs enfants. Cachin vient visiter notre école ; il en sent la vie intense et loyale, en est ému, et promet de nous soutenir. Des bourgeois d'abord sceptiques, mais qui savent situer la destinée au-delà de l'horizon borné de leur intérêt, comprennent, au contact des enfants, notre action profondément humaine. Des jeunes passent, qui rêvent de communautés semblables jalonnant la route de l'avenir ; des catholiques discutent fraternellement avec nous.

Seuls, ceux qui n'ont connu de Freinet que ses démêlés tragiques avec la mobilisation fasciste nous font un visage qui est un épouvantail et se refusent à nous soutenir. Un fait est là : malgré de multiples et vigoureuses interventions de camarades à qui une visite chez nous avait dessillé les yeux, aucun journal d'avant-garde n'a accepté de faire la moindre propagande directe ou indirecte pour notre école.

C'est parce que nous savons que la vérité est et reste la grande arme révolutionnaire que nous recherchons avant tout, et dans tous les domaines, sa lumière et son enseignement. C'est parce que nous avons en l'enfant, le grand porteur de vérités, une entière confiance que nous nous abstenons, bien plus que dans n'importe quelle autre école, d'imposer nos conceptions et nos points de vue. Notre orgueil est d'apprendre aux enfants à vivre et à travailler en communauté, à penser en fonction de leur travail et de leur vie, à se dégager de l'appât des mots et des formules pour construire solidement leur personnalité et leur culture.

Dans cette préoccupation réside toute l'originalité dynamique de l'expérience que nous entreprenons.

Nous poursuivons une besogne ingrate de création et de construction qui demande une grande loyauté, une claire conscience des nécessités de l'heure, une continuité harmonieuse de nos efforts malgré les modes et les incompréhensions passagères.

Il faut qu'on apprenne à nous juger autour de nous avec équité ; il faut notamment que les ouvriers et les paysans avec qui nous prétendons nous lier intimement pour notre besogne profonde, comprennent nos vrais mobiles d'action, appuient nos mots d'ordre, divulguent nos réalisations, sans prêter l'oreille à la calomnie intéressée que nos ennemis lancent et entretiennent.

C'est dans l'espoir d'aider nos camarades dans cette défense essentielle de notre esprit et de notre œuvre que nous avons cru devoir faire en cette fin d'année cette rapide mise au point.

Incompréhension et brimades ne nous empêchent pas d'ailleurs de continuer notre action plus vigoureuse que jamais. Nous n'avons pas désespéré dans des heures tragiquement troubles. Nous avons maintenant quelques lueurs d'espoir.

En avant !

L'Éducateur Prolétarien, n° 18, 25 juin 1936

Conférences à Oslo, déclencheurs politiques

1^{er} novembre 1936

Freinet rentre d'un voyage en Norvège : conférence à l'Université d'Oslo ainsi qu'un cours tous les soirs pour initier les enseignants à la technique de l'imprimerie. C'est dans le bateau qui le ramène qu'il rédige les notes pour l'article « La diffusion mondiale de notre technique » dont un extrait est reproduit ci-dessous.

Ce cours a obtenu un grand succès : « C'est que ce cours diffère essentiellement des conférences théoriques que des professeurs plus ou moins éminents sont parfois appelés à donner. Non pas que notre technique, et surtout nos réalisations, n'autorisent actuellement de longues controverses psychologiques et pédagogiques. Nous aurons bientôt fort à faire dans ces domaines.

Mais nos nouvelles conceptions pédagogiques ne doivent point sortir toutes faites de spéculations théoriques ; elles doivent être la résultante d'une technique de travail qui, en changeant les rapports entre milieu social, milieu scolaire, enfants et éducateurs, bouleverse les enseignements de vingt siècles de scolastique.

C'est cette technique de travail, c'est la nécessité subséquente de ces rapports nouveaux que nous nous appliquons plus spécialement à susciter, DANS LA PRATIQUE DE NOS CLASSES POPULAIRES. »

Dès le lendemain de l'arrivée de Freinet, scandale à Oslo ! La réaction fait paraître un article dans un journal fasciste. Une soi-disant interview – réalisée avec des « copier-coller » d'articles de l'Éducateur Prolétarien – où le mouvement affirme faire de la politique à l'école et préparer par sa pédagogie la révolution.

Freinet réaffirme alors les visées d'une pédagogie populaire et libératrice, respectueuse des enfants en refusant tout enseignement dogmatique et idéologique.

Les instituteurs sont des citoyens, et c'est de leur responsabilité d'être parmi les plus clairvoyants, surtout dans une période sombre.

Mais partout la réaction veille.

Le bateau n'était pas encore amarré au port d'Oslo que surgissent reporters et photographes, les uns sympathiques, les autres – nous le saurons demain – ennemis de nos progrès, et sans doute d'ailleurs renseignés et prévenus sur la portée libératrice de nos techniques.

Toujours est-il que le lendemain, grand scandale à Oslo. Le journal fasciste « Tidens Tegn » publiait une longue et prétendue interview intitulée : La politique est mauvaise mais le pédagogue est bon.

Dans cet article savamment tiré de nos publications, découpées et commentées à la mode fasciste que nous connaissons, le reporter peu scrupuleux nous faisait affirmer que nous faisons de la politique à l'école et que, par notre pédagogie nous préparons directement l'ère révolutionnaire.

Il a suffi, pour ma défense, de citer la fin de mon article leader du n° 1 de « E.P. », dans lequel je précisais d'avance la position de notre mouvement en face des questions sociales et politiques urgentes – nullement contrarié d'ailleurs de voir un journal fasciste dénoncer l'influence libératrice de nos techniques.

L'événement serait peut-être passé inaperçu en période normale. Mais le lundi suivant les électeurs norvégiens étaient appelés à nommer leurs députés. Comme dans tous les pays, socialistes et communistes mènent là-bas une lutte active pour essayer de conquérir la majorité au Parlement. Et les fascistes ne restent pas inactifs. Rien n'est si dangereux et si délicat en de telles périodes que la position de ceux qui, comme les dirigeants du Groupe d'Éducation Nouvelle, voudraient rester au-dessus de la mêlée.

Nous avons quant à nous, et sans aucune restriction, affirmé notre position de toujours : nous sommes contre tout bourrage de crânes à l'École ; nous pensons que notre besoin d'aller vers la vie ne doit pas nous faire redouter les discussions sincères sur les questions politiques et sociales, mais nous nous en voudrions de pousser nos enfants, par un enseignement dogmatique, vers une orthodoxie de quelque couleur qu'elle soit. Nous nous élevons au nom des mêmes principes sur l'obligation qu'on fait actuellement à l'école publique de servir passivement – et hypocritement – la morale et l'idéologie d'une classe au pouvoir. Le seul fait de prétendre former des hommes – et d'y parvenir dans une certaine mesure – postule aussi que nous préparons nos enfants à prendre demain leur place dans la grande armée de ceux qui réclament et qui luttent pour le triomphe de la démocratie prolétarienne.

Ceci concerne l'école et notre position pédagogique avec les enfants.

Mais, en dehors de l'école, les instituteurs restent des citoyens. Dans les graves conjonctures présentes, ils doivent être parmi les plus clairvoyants des citoyens. Nos amis Norvégiens, paisiblement passionnés à des luttes électorales hors de l'atmosphère tragique qu'est la nôtre, s'étaient quelque peu émus de notre formule « **VAINCRE OU MOURIR** ». Il nous a fallu leur expliquer que l'avènement du fascisme serait notre mort physique et la fin de notre œuvre et que, face à cette alternative, il nous était impossible, en tant que citoyens, de ne pas prendre position et de ne pas affirmer, même hors de France, **LA NÉCESSITÉ PÉDAGOGIQUE ET HUMAINE DE LA LUTTE ANTIFASCISTE**.

Nos amis, tout en regrettant que nous, paisibles et constructeurs, en soyons réduits à d'aussi regrettables extrémités, ont compris du moins la rectitude de notre attitude et n'en apprécieront sans doute que mieux la portée générale de notre technique.

Qui dit École nouvelle d'ailleurs ne dit-il pas pédagogie tournée vers le progrès, vers la démocratie, vers la libération sociale, préparation définitive de la libération intellectuelle et morale ? Il y a là un aspect de la pédagogie nouvelle que nous devons, partout et toujours, mettre en lumière. Les pays fascistes, destructeurs impitoyables de toute tentative de libération pédagogique, nous montrent d'ailleurs la nécessité, pour l'Éducation nouvelle, de choisir son milieu et de prendre socialement position.

J'ai dit librement ces choses, tant à l'occasion de mes cours que durant une causerie faite à l'Université à des étudiants norvégiens étudiant le Français sous la direction de M. Gunnar Host. Que les éducateurs qui auraient pu être quelque peu inquiets de cette attitude en fassent responsables les implacables événements dont nous subissons plus qu'eux les dures conséquences.

L'Éducateur Proletarien, n° 3, 1^{er} novembre 1936

Techniques et Méthodes

15 février 1937

Réflexion au-delà du seul domaine scolaire, le terme « méthode » peut servir des visées politiques, économiques et sociales.

La méthode, c'est le but, la direction et les techniques sont les moyens d'action. Une lecture de l'œuvre de quelques pédagogues contemporains à travers cette définition s'avère utile.

Quant aux écrivains pédagogiques, inspecteurs, professeurs ils préfèrent enrober leurs propos d'une enveloppe savante plutôt que de s'occuper d'organisation pédagogique.

La spécificité du mouvement tout en étant partie prenante de la masse des instituteurs, c'est d'expérimenter et d'élaborer les chemins – les techniques – pour guider ceux qui le souhaitent à réaliser une partie de leur idéal pédagogique.

Un appel à poursuivre les expérimentations et les réalisations pour améliorer la visée d'éducation libératrice que porte le mouvement.

Nos anciens adhérents se souviennent sans doute des articles que nous avons écrits à ce sujet au début de notre mouvement et dans lesquels, distinguant techniques et méthodes, nous tentions une sorte de reclassement des valeurs et des recherches pédagogiques.

L'idée a heureusement marché et l'appellation de techniques est aujourd'hui assez communément employée en pédagogie et en éducation. A contrecœur parfois car, sous la plume de ceux qui sacrifient parfois aux besoins nouveaux, le mot **TECHNIQUE** garde quelque chose de roturier, de matérialiste en face des grands vocables idéalistes et philosophiques qui rehaussent si généreusement les articles pédagogiques.

Une nouvelle mise au point, enrichie d'ailleurs par nos expériences récentes, ne nous paraît donc pas inutile.

Qui dit **MÉTHODE**, en effet, dit vaste conception générale du devenir humain, basée sur des principes qu'on suppose à peu près sûrs et immuables. La méthode suppose une conception vaste et profonde de la vie et déborde donc considérablement l'étroit domaine scolaire.

Une méthode est nécessaire à qui prétend s'orienter et orienter les autres dans des voies pas toujours précisées scientifiquement et philosophiquement. Nous pouvons parler de méthode libératrice si nous considérons sans apriorisme les diverses forces qui agitent actuellement l'évolution sociale, si nous prenons conscience des rapports étroits qui existent entre le programme et le travail scolaire et les réalités économiques, sociales et politiques.

Nous comprenons alors que nous trouvons en face de nous la méthode fasciste qui, partant d'une autre conception du monde, comprenant différemment la trame des devenirs sociaux, retourne à une théorie trop grégaire de l'asservissement et de la discipline.

On voit aussi l'ampleur nouvelle que nous donnons au vocable de méthode et avec quelle circonspection on devrait dorénavant l'employer.

Pour quoi ne pas préciser davantage et ce mot de méthode et ses contenus possibles ? Parce que, on le comprend, tant d'éléments vivants et génétiques y participent que la méthode pédagogique ne saurait sans danger être définie et figée : **ELLE EST UNE DIRECTION PLUS QU'UN CADRE, UNE LIGNE D'ACTION, UN CHEMIN DANS LEQUEL NOUS PENSONS DEVOIR NOUS ENGAGER.** Il suffit que nous ayons une sûre orientation générale, car nul ne pourra sans prétention en délimiter les détails tant que les sciences pédagogiques, économiques et sociales n'auront pas apporté dans ce domaine une plus grande lueur de certitude.

Dans le cadre général de cette méthode d'éducation libératrice, il nous faut prévoir maintenant les moyens par lesquels nous avancerons avec le plus de sûreté et de succès, avec le moins de déperdition des forces dont nous disposons.

Ce sont les techniques pédagogiques qui vont nous permettre cette marche en avant dans la direction prévue par notre méthode. **CELLE-CI EST DONC LE BUT, LA DIRECTION, LA LIGNE ; LES TECHNIQUES SONT LES MOYENS D'ACTION.**

Nous avons autrefois appliqué cette distinction essentielle à l'œuvre de plusieurs pédagogues contemporains et il ne nous paraît pas inutile d'y revenir rapidement pour préciser définitivement notre point de vue.

Le Dr Decroly avait, comme nous, une méthode d'éducation, ligne générale d'activité qui orientait et motivait ses recherches et ses essais. Mais l'ensemble de ces essais, les procédés d'enseignement, l'organisation éducative qu'il a prévus, mobiles d'ailleurs dans le temps et l'espace, modifiables selon les individus et les contingences, tout cela constitue, dans le cadre de sa méthode pédagogique, une technique de travail.

Même considération pour la pédagogie Montessorienne. Mme Montessori a bien conscience d'une méthode d'éducation d'ailleurs différente de la nôtre, mais c'est surtout par sa technique pédagogique, par l'organisation nouvelle de travail scolaire, par sa conception d'un matériel mieux adapté aux enfants qu'elle a fait faire à l'éducation maternelle d'aussi décisifs progrès.

Ce qui montrerait plus encore la justesse de la distinction que nous faisons entre méthode et techniques serait précisément la possibilité d'utiliser éventuellement les techniques pour des méthodes différentes d'éducation. Les techniques pédagogiques sont dans une certaine mesure interchangeables, tandis qu'il n'y a qu'une direction juste ou supposée juste pour la méthode préconisée.

Le Dr Decroly avait très loyalement reconnu la valeur et l'utilité de notre distinction. Nous ignorons ce qu'en a pensé Mme Montessori. Nous supposons qu'elle a été prise d'une sainte colère, tout comme M. R. Cousinet qui nous répondit hautainement qu'il ne pouvait rabaisser au rang de technique de travail sa « méthode personnelle et originale ».

L'Imprimerie à l'École est naturellement une technique. Non pas, comme l'ont prétendu certains écrivains pédagogiques, parce qu'elle suppose une manipulation matérielle, mais parce qu'elle prétend organiser plus rationnellement le travail scolaire, dans le cadre d'une méthode éducative qui a fait ses preuves puisqu'elle nous a permis d'adapter harmonieusement aux nécessités humaines et sociales les diverses activités pédagogiques.

Nous avons créé en France la technique scolaire.

Avant nous, les écrivains pédagogiques, les inspecteurs et les professeurs avaient une sorte de dédain instinctif pour ces questions si terre à terre d'organisation scolaire. Lorsqu'accidentellement, ils en parlaient dans leurs livres, ils auraient cru déchoir s'ils n'avaient pas enrobé leurs considérations d'une enveloppe savante étiquetée méthode. Tout comme ces bourgeois et ces écrivains d'autrefois, qui spéculaient à perte de vue sur le progrès, sans aider jamais matériellement les ouvriers dans une organisation plus efficiente et plus humaine de leur travail.

Par notre distinction que nous considérons essentielle entre méthode et technique, nous avons rappelé que si l'instituteur n'est pas indifférent à l'orientation économique et sociale de son éducation, s'il sent la nécessité d'une méthode, il oublie encore moins que les difficultés matérielles et techniques l'ont toujours empêché de réaliser son idéal.

Que lui importe en définitive une méthode aussi savante, aussi scientifique, aussi idéale soit-elle, si, pratiquement, il ne peut en approcher ?

Et que peut-il alors sinon maudire ceux qui, de loin, lui montrent bien la rive à atteindre mais qui, orgueilleux et distants, s'en voudraient de leur jeter une branche pour les aider à vaincre le courant.

Nous, nous avons montré la rive. Mais, éléments nous-mêmes de cette masse désabusée par les théories des clercs, nous avons patiemment, expérimentalement, établi les chemins et les gués par lesquels tous les instituteurs avec nous peuvent enfin réaliser une part de leur idéal.

Nous disons **TECHNIQUE**, et nous nous enorgueillissons.

Technique de l'apprentissage de la lecture et de l'écriture aux tout-petits, qui, d'oppressive et scolastique qu'elle était devient naturelle, formative et libératrice.

Technique de l'apprentissage de la langue par l'expression libre, l'Imprimerie à l'École, les échanges. Et les progrès effectifs obtenus, la libération psychique, la libération consciente qui en sont la conséquence disent assez l'utilité de notre effort.

Technique de calcul pour délivrer enfin l'éducateur plus encore que les élèves d'une pratique épuisante et remettre un peu de vie et de joie dans un des enseignements qui devraient le plus être liés au puissant devenir humain.

Technique de musique par nos Disques C.E.L. Technique de dessin...

Nous n'avons pas fait de grands mots. Mais conscients des buts que nous indiquait notre méthode pédagogique, nous nous sommes attachés tout spécialement à l'organisation technique de nos classes populaires. Les succès obtenus montrent assez la nécessité d'une telle action et les jeunes surtout qui n'ont pas encore – heureusement ! – trouvé dans la routine scolastique les assises techniques qui leur permettraient de gagner la retraite, les jeunes donc sentent l'urgence de la tâche que nous avons entreprise.

Et peu à peu notre distinction s'impose à tous les professionnels du journalisme pédagogique. Les plus férus de phrases ronflantes et de considérations principielles sentent monter de la masse cet appel à l'organisation technique. Ils vont vers cette organisation, mais à contre-cœur, avec grand renfort de verbiage, comme si tous ces jeunes qui, par leurs cahiers roulants, par leurs publications professionnelles, par leur collaboration à notre mouvement, améliorent progressivement leur technique de travail ne servaient pas plus utilement leur idéal que ceux qui ont cru, depuis toujours, au pouvoir magicien des mots dans un monde où l'organisation technique s'impose dans bien des domaines.

Et nous continuerons :

Nous garderons, d'une part, la plus nette possible, notre conception d'ailleurs provisoire et perfectible, d'une méthode d'éducation libératrice. Mais nous donnerons surtout le meilleur de notre effort à l'amélioration de l'effort pédagogique des enfants et des éducateurs. Qu'importe que les ouvriers d'une usine aient une haute conception de l'idéal et du devenir humain si les machines imparfaites, si la désorganisation matérielle de cette usine ne permettent pas aux ouvriers de progresser vers cet idéal. Notre école est cette usine imparfaite où les prêches ont, jusqu'à ce jour, tenu lieu de machines modernes et de techniques de travail. Nous voulons que cesse ce dangereux gaspillage d'énergie, nous voulons que les enfants n'usent plus leurs jeunes enthousiasmes à des besognes sans but ; que les éducateurs ne s'épuisent plus en rabâchages impuissants. Tout reste à faire dans ce domaine. Mais nous avons jeté sérieusement les bases de ce que sera vraiment l'école nouvelle populaire d'où sera exclu l'inutile verbiage, mais où éducateurs et enfants de prépareront effectivement et pratiquement aux tâches nouvelles que demandent la vie et la conquête méthodique de notre idéal.

[...]

On voit alors les grandes lignes de notre technique telle que nous la mettons au point dans notre école :

- 1) Organisation de l'effort communautaire, apprentissage technique du travail sous toutes ses formes.
- 2) Acquisition, par nos techniques pédagogiques, du sens profond et synthétique des diverses disciplines.
- 3) Acquisition formelle par les fiches auto-correctives.

C'est dans ce cadre que nous continuons et continuerons nos réalisations, en dénonçant impitoyablement tous les procédés qui nous paraissent gaspiller l'effort des éducateurs et des enfants et nuire à leur puissante harmonie constructive, mais en restant attachés avant tout à une école qui soit susceptible, dans le cadre actuel de notre société et de notre administration, de permettre le rendement maximum pédagogique et humain.

C'est à cette besogne incommensurablement vaste, nous le savons, que nous convions tous les éducateurs, tous les parents, et plus particulièrement les jeunes qui n'ont pas encore oublié toutes les limitations regrettables dont la scolastique a opprimé leur enfance, qui se sentent aussi au seuil d'un monde nouveau qui ne permettra plus qu'on tourne en rond autour de quelques pratiques désuètes mais qui exigera l'effort intelligent et organisé de tous les producteurs socialistes.

Répandez nos questionnaires, recueillez les réponses, réfléchissez à nos conceptions hardies mais impitoyablement justes, et tous ensemble, sans verbiage, pratiquement, à même nos classes, nous améliorerons notre technique pédagogique pour le triomphe de notre méthode libératrice.

L'Éducateur Proletarien, n° 10, 15 février 1937

Relations avec le Syndicat National

15 mai 1937

Le mouvement n'est plus un petit groupe d'expérimentateurs, mais il est devenu un grand mouvement pédagogique. Un véritable mouvement et non pas un petit groupe mené par une personnalité ou un dirigeant, ce sont tous ses militants éducateurs qui prennent en main le changement de l'école et de sa pédagogie.

Freinet appelle à une collaboration permanente avec le Syndicat National pour réunir les forces. C'est aussi une possibilité pour le mouvement d'entrer en contact avec de nombreux instituteurs.

Un appel également aux adhérents à entrer dans les commissions pédagogiques du Syndicat et même à en devenir responsables. Et au sein du mouvement à constituer une commission spécifique de travail avec les syndicats.

Une vision optimiste du monde enseignant qui serait prêt dans sa grande majorité à s'engager pour une pédagogie populaire !

Le Congrès, qui a discuté de la question, aurait sans doute émis un vœu, peut-être esquissé des directives. Mais un souci légitime nous en a fait abstenir. Nous avons craint que des gens mal intentionnés profitent de cette occasion pour arguer que nous nous immisçons dans le mouvement syndical, que nous noyautons le S.N. au profit de je ne sais quelle tendance politique ou syndicale.

Nous serons plus à l'aise alors pour nous en expliquer dans cette page. Que nous le voulions ou non, notre mouvement est maintenant parti vers la divulgation de plus en plus grande de nos techniques ; la conséquence de cette divulgation est la nécessité où nous sommes placés d'élargir malgré nous notre mouvement pour répondre aux besoins pédagogiques de ceux qui nous rejoignent. Nous cessons – nous avons cessé – d'être un petit groupe d'expérimentateurs pour devenir un grand mouvement pédagogique, le seul mouvement pédagogique de France, dont l'action sur l'évolution de l'école publique est et sera considérable. On a souvent comparé ce mouvement au mouvement Decroly en Belgique, dont le nouveau Plan d'Études belge est en grande partie le glorieux aboutissement. S'il nous manque peut-être, pour l'instant, certaines possibilités d'expérimentation scientifiques qui ont largement servi le Dr Decroly, nous avons par contre, dans notre groupe, un dynamisme dont on chercherait en vain le pendant dans d'autres essais français ou étrangers.

Pour la première fois en France et peut-être dans le monde (URSS excepté), ce n'est plus une personnalité exclusivement qui lance un mouvement ; ce ne sont plus des groupes restreints d'officiels ou de chefs qui le dirigent ou l'exploitent. Ce sont les éducateurs eux-mêmes qui prennent en main, avec une conscience et un enthousiasme émouvants, la réadaptation aux nécessités actuelles de leur école et de leur pédagogie.

Nous ne pouvons pas trahir tous ses espoirs, réprimer ces élans. Au contraire, par la collaboration active de centaines de camarades, nous allons plus pratiquement et plus effectivement que jamais donner corps de plus en plus à ce qui sera la pédagogie populaire de demain.

Cette action, on le voit, se développe parallèlement au mouvement syndical qui veut lui aussi, et doit vivre et se développer par l'action incessante des larges masses d'éducateurs. Il serait même normal et souhaitable que, à défaut d'une intégration de notre action dans le mouvement syndical, il y ait collaboration permanente entre notre Coopérative et le Syndicat National.

C'est une chose naturelle, souhaitable. Nous ne l'esquisons pas par calcul, mais parce que nous la croyons être une nécessité historique de la conjonction de forces qui devraient être unifiées. Nous pouvons beaucoup pour le mouvement syndical en apportant aux éducateurs, aux jeunes surtout, le goût de l'action pédagogique, le goût du travail professionnel bien fait, ciment nouveau et indispensable pour des syndicats d'instituteurs. Le Syndicat nous aiderait aussi parce qu'il peut, seul, nous offrir la possibilité permanente d'entrer en contact avec les masses d'éducateurs que nous devons toucher.

Cette collaboration, ce travail parallèle, fusionné, sont nécessaires. Nous les souhaitons, nous les préparons, loyalement, sans aucune arrière-pensée. **ET AUCUN GESTE DANS LE PASSÉ NI DANS LE PRÉSENT NE DOIT LAISSER AUCUNE SUSPICION D'AUCUNE SORTE DANS L'ESPRIT DES CAMARADES, NUL NE PEUT DIRE QUE NOUS N'AYONS PAS OFFERT, EN TOUTE CAMARADERIE, EN TOUTES OCCASIONS, À QUELQUES TENDANCES QUI L'AIENT SOLlicité, – NOTRE COLLABORATION PÉDAGOGIQUE ABSOLUMENT DÉsINTÉRESSÉE.**

On ne nous a pas toujours compris. Ceux qui ont toujours fait leur tâche avec dégoût, pour gagner – ou pour toucher leur mois en attendant la retraite, n'ont pas compris que nous offrons aux éducateurs un autre but et une autre dignité. Alors ils ont vu dans le prosélytisme de nos adhérents comme une menace dont ils ne mesureraient exactement ni les intentions, ni les buts, mais dont ils voulaient se prémunir.

L'ère de cette incompréhension n'est pas close. Nous espérons du moins que, après cette courte explication, les responsables syndicaux acceptent loyalement comme nous l'offrons, notre collaboration permanente.

Il y a d'ailleurs des précédents qu'on ne saurait négliger : dans certains départements, nos camarades imprimeurs sont les responsables de la commission pédagogique du Syndicat ; partout où des conférences et expositions ont été organisées par nos groupes – avec ou sans ma participation – c'est le Syndicat qui en a accepté la responsabilité ; la Section des Alpes-Mmes enfin a patronné officiellement notre Congrès de Nice.

Il faut que cette collaboration permanente se généralise. Dans tous les départements, nos adhérents, qui sont en général les éducateurs les plus actifs pédagogiquement, doivent entrer dans les Commissions pédagogiques du Syndicat, en prendre même la responsabilité totale si possible, rédiger la partie pédagogique du bulletin, prendre l'initiative des manifestations pédagogiques. Par leur action sincère et totale au sein des syndicats, ils assureront indirectement mais de la façon la plus efficace et la plus souhaitable cette collaboration que nous avons reconnue indispensable.

Nous ferons mieux ensuite : les grandes questions que l'actualité nous force à mettre à l'ordre du jour, celle du Nouveau Plan d'Études par exemple, celle du Certificat d'Études, doivent être mises à l'étude par nos camarades au sein des syndicats ; nos questionnaires, nos appels doivent être diffusés dans la presse syndicale. Les problèmes qui le méritent devront être même soumis à l'étude des Congrès nationaux.

S'il est bien admis que nous ne saurions être soupçonnés d'un quelconque noyautage, que nous ne visons que la réalisation, par l'appui indispensable de forces syndicales, des revendications pédagogiques de groupes toujours plus importants d'éducateurs ; si on est persuadé, dans les milieux syndicaux, que cette action – sous le contrôle permanent des syndicats d'ailleurs – ne saurait que servir l'action syndicale elle-même, prenons toutes dispositions pour l'efficacité maximum de notre action commune.

Le Congrès a nommé des camarades et des Commissions responsables de quelques-unes de nos activités principales. Pratiquons de même sur le Plan pédagogique-syndical. Nommons une Commission avec son responsable, choisi parmi les camarades qui ont su déjà pratiquer cette collaboration que nous voudrions généraliser et harmoniser. Cette commission aura mission de s'occuper de tout ce qui concerne nos rapports avec les syndicats : action pédagogique départementale et nationale, sections pédagogiques, collaboration officielle de nos filiales, action à mener pour la défense au sein des syndicats des revendications formulées dans les Congrès du S.N., etc.

Camarades secrétaires départementaux, Camarades de la direction du S.N., sommes-nous d'accord ?

Si oui, au travail ! Vous pouvez compter sur notre dévouement entièrement désintéressé. »

[L'Éducateur Prolétarien, n° 16, 15 mai 1937 dans son intégralité](#)

Optimisme raisonné

15 décembre 1937

Une circulaire donne la formule nouvelle des horaires : les 30 heures d'enseignement deviendront 30 heures d'éducation dont 24 heures d'enseignement, 3 heures pour les « Loisirs dirigés » – classes promenades pour la découverte de la vie et de la nature –, et 3 heures d'éducation physique.

Freinet se réjouit de cette réduction des horaires (L'E.P. n° 5) et de l'influence de l'Éducation nouvelle dans les instructions du ministre de l'Éducation du Front populaire, Jean Zay.

Mais certains enseignants veulent compenser cette réduction des heures d'enseignement par des devoirs et des leçons à la maison. Le temps de travail journalier de l'écolier augmenterait alors que celui de l'ouvrier diminue ! Un adhérent s'inquiète.

Freinet pense que le mouvement doit s'emparer du problème, mais avec son rôle d'éducateur populaire en convainquant la « masse » des enseignants, pour transformer et harmoniser la grande majorité des écoles

populaires. Il montre une grande compréhension envers ceux qui restent traditionnels et conserve tout son optimisme pour leur venue vers les techniques du mouvement.

Nos précédents articles nous ont valu de nombreuses lettres qui nécessitent quelques mises au point en cette période décisive de notre mouvement.

Nous recevons d'un de nos fidèles adhérents la lettre suivante :

L'optimisme à petite dose est une chose excellente. Mais il me semble que, dans ton dernier article (n°5 de l'E.P., 30 nov. 37) tu t'en verses un peu trop.

Certes, nos adhérents vont avoir, dans leurs classes, les coudées un peu plus franches ; et je m'en réjouis. Mais comme ils sont encore loin de représenter la masse, il est nécessaire de scruter aussi, soigneusement, les réactions de la majorité des collègues, et d'essayer de parer les chocs en retour.

Le nombre des « Nestor Hallan-Crerouge » (voir un récent numéro de l'École Libératrice) n'est pas encore, malheureusement, négligeable. Tous ces Nestors (des deux sexes) sont très occupés en ce moment. Ils s'exercent au tour d'acrobatie pédagogique qui consiste à résumer les résumés et à faire ingurgiter par leurs patients, en 24 heures, ce qu'ils leur distribuèrent en 30 heures jusqu'à ce jour. Ne t'y trompe pas. Ces gens-là sont les « bons maîtres ». Ils occupent les postes importants. Ils battent les records pour les mentions au C.E.P. Ils influenceront beaucoup sur les rapports des Inspecteurs d'Académie concernant les « Loisirs Dirigés ».

En général, nos Nestors ont déjà gonflé à bloc leurs 30 heures (problèmes, dictées, résumés de sciences, d'histoire, etc.). Ils ont ensuite débordé (devoirs du soir). Pourquoi ne leur viendrait-il pas tout naturellement à l'idée de faire « rattraper » à la maison les 6 heures « perdues » en classe ?

Et voici l'objet précis de cette note. Puisqu'on lit l'Éducateur Prolétarien dans les hautes sphères, je te demande de rendre publique la proposition suivante :

- Une note ministérielle interdira de façon absolue la pratique des « devoirs à faire et des leçons à apprendre à la maison. »*
- Les contrevenants seront passibles des peines suivantes : a) avertissement ; b) réprimande ; c) censure ; d) révocation.*

Il est inhumain, et d'ailleurs parfaitement stupide, d'allonger, ou même de ne pas raccourcir la journée de travail de l'écolier alors qu'on réduit les heures de travail de l'adulte.

Pour ceux qui seraient étonnés ou même scandalisés d'une telle proposition, je n'hésite pas à affirmer qu'ils ignorent la profondeur du mal. Les Nestors d'ailleurs ne comprendront que ce langage. Et les autres se croient obligés de les suivre.

Mais je te demande aussi la permission de faire cette proposition sous le couvert de l'anonymat. On me lapiderait et je suis suffisamment abîmé pour hésiter à courir ce risque.

Voilà qui nous place au cœur difficile du problème, là justement où nous voulons aller. Car c'est cette masse que nous voulons toucher et convaincre ; c'est cette masse dont nous prétendons transformer les techniques.

Et ce n'est pas d'aujourd'hui que nous entendons ce langage désabusé qui semble nous dire : ne nous mêlons pas de ces gens-là ! Faisons notre petit travail, tranquilles !

Oui, nous savons qu'il serait plus simple de créer et de mener un bon petit mouvement d'éducation nouvelle où n'entreraient que ceux qui auraient montré patte blanche d'éducateur libéré. Cela pourrait être une expérience intéressante. Mais nous ne désirons pas faire une expérience : l'expérience a été faite et répétée, et elle est concluante. Nous voulons, par nos techniques, réadapter et harmoniser la grande majorité des écoles populaires. Il s'agit là d'une entreprise donc nul à ce jour ne peut dire qu'elle soit présomptueuse.

C'est cette conception hardie de notre rôle possible qui fait que nous ne parlerons pas le même langage que notre correspondant anonyme. Il n'y a pas, pour nous, d'un côté notre expérience et nos techniques avec nos adhérents, et de l'autre la masse rétive du personnel. Nous sommes en plein dans notre élément d'éducation populaire et il nous faut bien ou suivre le courant ou réagir.

Nous réagissons.

Et nous conservons notre optimisme parce que nous avons appris à considérer, par delà les personnalités que nous côtoyons, d'autres questions essentielles de milieu et d'organisation qui suscitent toujours une très grande indulgence.

Nous connaissons le danger que signale notre camarade ; nous savons que les méthodes traditionnelles ont encore d'innombrables fervents et que, quelle que soit l'ampleur prise par notre mouvement, presque tout reste à faire. Mais avons-nous pensé jamais que, sous l'effet d'une quelconque baguette magique, l'école ancienne allait

disparaître, et avons-nous vraiment tort de considérer que le cercle que nous avons tracé va s'élargissant à un rythme et avec une sûreté et un enthousiasme qui nous donnent pleine satisfaction ?

Quant aux autres, à ceux qui n'ont pas encore compris, nous ne leur jetons pas la pierre.

Sommes-nous d'ailleurs bien sûrs qu'ils n'aient pas compris ? Et n'avons-nous pas d'excellents camarades que les conditions déplorables de l'école retiennent contre leur gré dans une voie dont ils sentent la malfaisance ? N'avons-nous pas même des adhérents qui, après avoir respiré l'air libre de nos techniques ont dû retourner à la mort des pratiques traditionnelles et qui ne trouvent parfois pas d'autre remède que de fuir un jour, à nouveau, un milieu impossible pour planter leur tente dans un village où on travaille enfin !

Oui, nous osons dire que, dans cette masse que stigmatise notre camarade, il y a une immense majorité d'éducateurs qui subissent le carcan, qui ont conscience du renouveau que nous annonçons et qui viendront à nous dès que les circonstances le leur permettront.

Mais le problème est plus complexe et nous nous trompons, et nous trompons nos camarades si, pour des commodités de raisonnement, nous le simplifions arbitrairement.

Il y a l'atmosphère de la caserne dans les grandes villes, il y avait les programmes – pour lesquels un pas vient d'être fait ; il y a le certificat d'Études que nous œuvrons à rendre le moins malfaisant possible. Il y a aussi les parents qui ne comprennent pas toujours, qui ont été tellement déformés par l'école qu'ils ne voient que l'acquisition et sont prêts à tout lui sacrifier, même la santé de leurs enfants.

Il ne faut pas dire qu'on peut, dans tous les milieux, transformer sa classe. Cela n'est pas vrai. Il faut travailler avec méthode et persévérance, et dans tous les domaines d'activité, à transformer les conditions qui sont faites à cette école afin que nos techniques puissent accomplir leur mission : locaux scolaires, décharge des classes, éducation des parents, etc.

Incriminons-nous les éducateurs qui tentent cette impossibilité de condenser en 24 heures ce qu'ils avaient déjà condensé en 30 ?

Mais leur avait-on proposé une technique qui rende inutile cette condensation ? Depuis des années l'école concentre sans cesse des acquisitions ; un dernier acte vient de se jouer : on ampute l'horaire, mais on n'a point dit aux éducateurs par quel moyen il était possible de solutionner ce problème insoluble : la société, les parents, réclament toujours une meilleure formation, toujours de plus solides connaissances. Ils ont raison ? A nous les professionnels de trouver les moyens d'y parvenir sans danger mortel pour les enfants.

Or, ce serait faire injure au corps enseignant que de supposer que, dans la presque unanimité, il ne se rend pas parfaitement compte des tares de l'école. Il voit bien que le bourrage épuise maîtres et élèves, et sans grand profit. Mais quel autre chemin ! Ces éducateurs sont comme de pauvres soldats engagés dans un boyau : obus et mort en avant, impossible de reculer, impossible d'en sortir. Alors on continue : nous connaissons l'atmosphère et de meilleurs que nous sont allés ainsi, pendant des années, où ils ne voulaient point finir...

Que nous disions à ces éducateurs :

« Vos enfants vont à leur travail sans enthousiasme et sans espoir, comme le soldat dans son boyau. Mais il existe d'autres techniques de travail qui permettent le même rendement et parfois un rendement supérieur et qui donnent aux enfants confiance et enthousiasme. Vous pourrez alors réduire les leçons et les devoirs, réduire l'horaire. Nul ne sera lésé. »

L'instituteur dressera l'oreille. Et s'il est sûr de ce que nous avançons ; si un voisin qui a tenté l'expérience, lui affirme que cela est possible, neuf fois sur dix il quittera progressivement la tradition pour nous suivre.

Mais il faut travailler encore davantage à mettre définitivement au point nos techniques ; il faut mettre à la portée de tous le matériel nouveau. Il en est de même de toutes les inventions : tant que l'auto présente trop d'inconvénients, on garde la voiture avec son cheval. Le jour où l'auto est moins chère, plus facile à manier, moins dangereuse et plus pratique que la voiture à cheval, tout le monde abandonne la tradition. Combien en voyez-vous qui dans ce domaine, restent fidèles à la tradition parce que c'est la tradition ?

Les éducateurs restent fidèles à la tradition, parce qu'ils ne peuvent pas, pour l'instant, faire autrement. Le jour où nos techniques auront vraiment conquis leur place à l'école, les leçons, les devoirs, les manuels auront vécu.

Et d'entrevoir la réalisation possible, même lointaine, de ce rêve libérateur, nous est un très grand réconfort.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 6, 15 décembre 1937 dans son intégralité](#)

A propos des coopératives scolaires

1^{er} janvier 1938

Une mise au point de Freinet, après la réception d'un courrier de Barthélémy Profit

Nous n'avons pas toujours été d'accord avec M. Profit, l'initiateur des Coopératives scolaires, mais nous n'avons cessé de déclarer que la coopération scolaire était une des formes originales de l'école nouvelle en France et que, en lançant l'idée, M. Profit avait fait œuvre de grand pédagogue.

Nous avons constamment engagé nos camarades à constituer des Coopératives dans leurs classes, et dans l'esprit pédagogique défini et défendu par M. Profit et en opposition avec l'esprit mercantile et retardataire de ceux qui ont vu dans l'idée de la Coopération un moyen pratique de faire payer les usagers.

Dans l'E.P. n° 5, à propos d'un article de M. Profit paru dans le Manuel Général, nous avons indiqué pourquoi nous ne partirions pas en guerre avec M. Profit contre l'Office des Coopératives. Notre point de vue, exprimé avec quelque brièveté, ne méritait cependant pas, croyons-nous, la lettre suivante de M. Profit, que nous croyons utile de verser au dossier de la Coopération scolaire pour que nos camarades puissent décider sagement la route à suivre.

16 décembre 1937

Mon cher Monsieur Freinet,

Mes sentiments à votre égard n'ayant jamais varié, je cherche les raisons possibles de votre parti-pris à l'égard de nos coopératives.

Vos tentatives pour en créer de semblables n'ont pas réussi. Si vous en avez connu quelque dépit, je n'y suis pour rien : nul ne vous demandait de vous borner à « glaner chez nous ». Vous avez sollicité ensuite de vos adhérents des critiques à leur sujet et vos enquêtes n'ont pas abouti. Aussi, c'est d'un ton assez désinvolte que vous annoncez la mort de nos associations. Tout beau, cher Monsieur, les Coopératives que vous tuez se portent assez bien. Un peu de patience, s'il vous plaît.

Surtout, ne vous laissez pas prendre au bluff de l'Office qui, depuis dix ans, promet des subventions mirifiques et qui, en 1936, à ses sections départementales (dont les coopératives ne sont qu'une partie dans le plan) alloue royalement 38.000 fr. dans toute la France ; de l'Office qui annonce l'embrigadement de 4.000 coopératives alors qu'il n'en compte que 2.000 dont beaucoup ne « paient pas ». Je sais bien que nous avons affaire depuis 1933 à forte partie, depuis que quelques chefs, agissant sans instructions, essaient de livrer à une organisation extra-scolaire, ce qui ne leur appartient pas, des associations qu'ils ont, au contraire, mission de protéger. Patience ! Attendez ! A moins que vous ne soyez pressé de voir, comme en Russie, l'école inspectée par les gérants des coopératives d'adultes.

Peut-être bien, voyez-vous dans l'Office, malgré les expériences que vous avez faites ailleurs, un allié possible. Auprès de tous ces alliés que vous recherchez pour le développement de vos techniques, vous serez toujours — avec quelques autres — aussi sympathique que ce voyageur dont parle J. Payot, qui a pénétré à minuit dans un compartiment où tous sont étalés à leur aise. Et bien sincèrement, c'est ce que je vous souhaite. Soyez longtemps ce voyageur pour le progrès de l'école que nous aimons tous deux, en me permettant toutefois d'inscrire cette autre expérience touchant un homme qui pouvait avoir plus de compréhension et plus de sympathie pour des associations qui ont contribué assez largement au développement de l'Imprimerie à l'École.

Un mot encore : vous dites que je n'ai pas su ou pu en rester l'animateur. Vous me permettez de penser que c'est là ne rien entendre à l'œuvre de liberté que nous avons voulu créer, et dites-vous bien que je ne l'ai pas voulu. C'est parce qu'elle est une œuvre de liberté qu'elle ne comporte pas d'animateur unique et si je combats l'Office, c'est parce que son entreprise vise précisément comme à l'exploitation des petits déjà suffisamment rançonnés par d'autres œuvres, à la centralisation, à la hiérarchisation, à la mécanisation de l'œuvre créée par nos sacrifices d'argent, de temps, de peines diverses. Et c'est pour cela que nous aurons raison dans la lutte de la vérité contre l'erreur, pour l'indépendance contre la sujétion à un organisme extra-scolaire sans droit comme sans compétence. La coopération des intérêts matériels ne prévaudra pas en face de la coopération des esprits et des cœurs que nous voulons maintenir dans l'école.

Vous vous voyez déjà notre cohéritier avec l'Office. Vous ne boudez pas l'Office et sans doute espérez-vous vous accrocher à lui. Croyez bien que l'héritage n'est pas encore ouvert.

Ni surpris ni peiné, je continuerai à le défendre contre tous les intrigants et tous les arrivistes, car il s'agit ici de l'indépendance de l'école, de la liberté des maîtres comme de celle des enfants.

Recevez, etc.

(signé) : Profit.

J'en suis à me demander si cette lettre m'était bien destinée ?

Ai-je manifesté quelque parti-pris vis à vis des Coopératives ? Si quelqu'un de nos lecteurs a cru saisir une telle pensée je m'excuse d'une expression imparfaite de mes sentiments, car je reste à fond pour les coopératives, surtout les coopératives inspirées par l'idée pédagogique de Profit.

Quand avons-nous fait des tentatives pour créer de nouvelles coopératives ? Comme si notre mouvement ne nous avait pas toujours accaparés et si nous n'avions pas été heureux de trouver dans les bonnes coopératives scolaires des alliées permanentes ?

Nous avons sollicité des critiques contre les coopératives ; mais c'était contre les coopératives mercantilisées, et nous croyons être là en compagnie de M. Profit. Pourquoi dès lors aurions-nous quelque dépit ?

Avons-nous annoncé la mort des Coopératives ? Je serais bien attristé si j'avais un jour à faire une semblable annonce. J'ai constaté seulement que, par suite de la création en série de coopératives mercantilisées, les bonnes coopératives ont perdu du terrain comparativement aux autres, ce qui ne veut pas dire que les bonnes coopératives n'aient pas progressé. Je regrette d'ailleurs cette disproportion croissante en nombre sinon en influence véritable.

Je n'ai jamais essayé de défendre l'Office. Nous ne cherchons pas d'allié puisque nous ne craignons pas la critique des mouvements qui, tels la Coopération de Profit, sont le plus près de nous.

Je ne me fais aucune illusion sur l'appui que nous pouvons attendre de l'Office et des associations similaires et je regrette sincèrement que M. Profit se soit mépris sur mes sentiments vis-à-vis des bonnes coopératives qui ont toujours été, je le sais, les meilleures propagandistes de nos techniques et dont je recommande partout la constitution dans l'esprit défini par M. Profit dans ses livres.

Je dis cela, non pas pour essayer de plaire à M. Profit ou pour me raccrocher à quelque organisation, mais parce que c'est ce que je crois être la vérité et que je dis la vérité — même lorsqu'elle me dessert momentanément.

Il n'y a qu'un petit désaccord sur lequel je n'ai certainement pas suffisamment insisté dans ma courte chronique : je n'ai pas, vis-à-vis des coopératives adultes, la sainte horreur que manifeste M. Profit; je ne pense pas que la Coopération scolaire doive n'être que la coopération des esprits et des cœurs. Elle doit être aussi la coopération économique, la boîte à sou, indispensable dans notre régime; et elle s'apparente, de ce fait, aux coopératives adultes dont elle peut, donc, rechercher l'alliance.

Les Coopératives scolaires ne doivent pas être des associations mercantiles; mais ce serait masquer la réalité que de ne pas reconnaître les lourds soucis matériels qui sont à l'origine de la création de toute Coopérative.

C'est, à mon avis, cette intransigeance puritaine qui a créé le schisme dans la Coopération scolaire, schisme qui risque de frustrer la coopération scolaire de l'esprit pédagogique et social dont l'expérience Profit devait l'imprégner.

Il n'y a aucun calcul d'aucune sorte dans nos paroles favorables à l'Office. Nous pensons que les Coopératives mercantiles à l'origine — et il est regrettable qu'elles soient mercantiles — sont susceptibles cependant, si nous savons les animer, d'apporter à l'école populaire quelques précieux éléments de vie, en attendant qu'elles s'imprègnent davantage des principes idéaux de M. Profit.

Voilà la raison profonde, et la seule, qui nous pousse à ne pas boudier l'Office.

Nous ne nous accrochons à personne ; nous ne recherchons aucun héritage puisque nous avons peine à gérer nos propres richesses. Et, tout comme M. Profit, nous n'avons qu'un souci, servir l'école et ses maîtres.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 7, 1^{er} janvier 1938 dans son intégralité](#)

Encore un effort de compréhension,

15 février 1938

L'éducation nouvelle avec ses activités « attrayantes » est insuffisante, il faut redonner du sens au travail avec une nouvelle ressource éducative : la communauté. A l'inverse d'une éducation individualiste et autoritaire, se sentir membre d'un courant social permet de se dépasser...

Freinet récuse « L'enseignement ennuyeux » comme moyen – préconisé dans le dernier Manuel Général – pour motiver les enfants : après l'ennui, tout semblerait attrayant !

Ne pas habituer les enfants à la misère, à l'injustice, plutôt leur apporter bonheur, justice et enthousiasme, ils seront ainsi mieux formés pour aller de l'avant, être téméraires et défendre leurs droits. Préférer les entraîner vers la vie dont le mouvement adopte et adapte les buts et les techniques.

Nous ne nous arrêtons pas trop souvent, on le sait, à la justification théorique de nos techniques.

Et c'est à dessein.

Le raisonnement le plus subtil et le plus logique apparemment est à nos yeux sans valeur s'il est contredit par les faits et par les observations que les éducateurs sont amenés à faire au jour le jour, avec leur simple bon sens.

Nous laissons à d'autres les grandes spéculations philosophiques, même si on doit cataloguer d'exagération primaire cette attitude toute expérimentale et qui se refuse à l'explication et à la justification dialectiques.

Les pédagogues qui nagent obstinément dans les vieilles pratiques traditionnelles peuvent, pour masquer leur immobilisme, invoquer des théories désuètes. Nous, c'est au feu de l'expérience que nous les jugeons.

Et notre cause, si elle a fait des progrès considérables, est loin cependant d'être gagnée. Elle ne le sera pas tant que la grande masse des éducateurs et des inspecteurs n'aura pas intimement compris, expérimentalement, la justesse des grands principes d'éducation nouvelle.

Or, ce sont justement ces principes essentiels qui sont l'objet dans la presse et ailleurs aussi donc de critiques obstinées contre lesquelles nous devons encore une fois nous élever.

L'axe central de nos réalisations est en effet cette grande question d'intérêt et de travail.

On a constaté, et on constate tous les jours, que l'enfant comme l'adulte d'ailleurs, ne se donne jamais que partiellement à une activité qui ne l'intéresse pas, c'est-à-dire qui ne répond pas aux besoins puissants de son être. Et l'attention accordée aux diverses besognes scolaires est directement proportionnelle à la proportion d'intérêt qu'elles éveillent. Trouvez le chemin de l'âme et de la vie des enfants : vous sentez alors que votre effort rend à 100 %. Écartez-vous de cet intérêt : vous entrez dans le domaine du mensonge, de l'activité superficielle que satisfait parfois un incurable verbalisme mais dont il ne reste rien ou si peu.

Le grand problème pédagogique reste incontestablement : par quelle organisation du travail, par quelles techniques l'École peut-elle toucher au maximum les enfants afin d'obtenir le maximum d'efficacité ?

Là réside le nœud central de nos préoccupations, la ligne directrice permanente de nos recherches.

Nous n'essayerons même plus de justifier cette nécessité pédagogique qui « tombe sous les sens ». Nous demanderons seulement à nos lecteurs de penser à leur jeunesse et de juger loyalement aussi leur activité actuelle d'adulte. Ils verront que cet intérêt profond, physiologique presque, cette nécessité de faire corps avec l'activité proposée sont toujours le mobile des seules réalisations qui comptent dans la vie...

Mais il y a le passé qui pèse et l'incompréhension aussi de ceux qui ont tâtonné dans leurs recherches avant que s'étale la grande lumière.

On se souvient, en effet, que, par réaction à la triste école ennuyeuse, l'éducation nouvelle a prêché d'abord l'école attrayante. A cet enfant si totalement vidé de réactions profondes par les pratiques traditionnelles, on a offert d'abord le puissant intérêt du jeu.

Et alors, on se déclare triomphalement contre une éducation nouvelle « attrayante », uniquement basée sur le jeu.

Nous aussi nous sommes contre une telle éducation qui est tout à fait dans la ligne bourgeoise de la facilité. Nous réprouvons nous aussi ces techniques qui ont été une étape qui consistent à « attirer » l'attention de l'enfant par des

procédés qui tiennent du charlatanisme. Mais nous sommes à l'aise pour cette réprobation parce que nous pouvons affirmer que le jeu n'est pas du tout l'instinct le plus puissant et le plus profondément dynamique chez l'enfant. Du moins le jeu tel qu'on le comprend communément, si spécifiquement déformé et détourné de ses buts.

Il y a, certes, un domaine où le jeu voisine étrangement avec le travail, où il s'identifie avec le travail. Et c'est là qu'il faut atteindre si on veut baser définitivement des techniques : Lorsqu'il compose ou qu'il imprime, l'enfant travaille et joue tout à la fois. A tel point qu'on a souvent nommé JEU les petites imprimeries qu'on offre dans les bazars. Joue-t-il ou travaille-t-il lorsqu'il grave du linoléum, classe des documents ou prépare spontanément une conférence ? Son activité est alors du même type que celle du petit chat qui joue avec une pelote, mais qui joue avec sérieux au point de se mettre parfois en colère, parce que ce jeu le prépare à saisir sa proie demain.

Si ce mot de jeu n'avait pas été tellement galvaudé, nous pourrions ainsi appeler JEU-TRAVAIL toutes nos activités pour bien marquer qu'elles répondent totalement aux besoins les plus profonds de la race, y compris les besoins de jeu. Et c'est pourquoi nos techniques sont si appréciées, pourquoi elles ne lassent jamais...

Réunissez dans vos classes tous ces jeux pédagogiques ou pédagogo- commerciaux inventés et diffusés au temps de l'école « attrayante ». Et puis apportez nos techniques : offrez aux enfants des activités profondes, socialement motivées, répondant parfaitement à leurs besoins essentiels et l'imprimerie et le fichier, les conférences aussi sont parmi celles-là, vous constaterez une désaffection rapide du jeu inutile et démoralisant au profit de notre TRAVAIL-JEU, à l'intérêt permanent.

Et si vous souhaitez être convaincus de cette différence, mais si vous n'avez pas encore l'imprimerie pour en faire la preuve éclatante, voyez simplement autour de vous : mettez entre les mains de vos enfants un de ces jeux apparemment passionnants que le commerce a imposés aux familles. Puis, à côté des enfants jouant, commencez à menuiser, à scier, à clouer... Dès la première surprise de la nouveauté passée, vous verrez les enfants délaisser leur jeu et s'en aller vers ces activités qui réalisent plus complètement leurs désirs ancestraux et auxquelles on revient par tous les temps et dans tous les pays.

Et malheur aux enfants qui ne les ont pas connues et qui ont été si totalement déformés par les jeux et l'éducation attrayante et qui ont perdu parfois jusqu'à l'instinct de leurs besoins vitaux !

Vous comprendrez alors cette différence essentielle que j'ai voulu marquer entre notre école vivante et l'école attrayante, entre les activités profondes répondant aux besoins essentiels des enfants jeu compris et le jeu vulgaire, déformé par la civilisation et imposé dans sa forme mineure par le mercantilisme.

Inutile de dire alors que nous sommes entièrement d'accord avec les critiques qui voient dans l'enseignement « attrayant » une des plaies de notre époque, la dévirilisation totale des enfants, leur impuissance devant les événements qui réclament plus que jamais décision et héroïsme.

INTERET ET EFFORT !

Voilà encore un thème à discours pour ceux qui n'ont pas encore entrevu la voie nouvelle.

Nous avons été tellement habitués, nous, les manants, à travailler sans joie sous le fouet du maître, à épuiser notre volonté en des besognes qui n'avaient aucun sens, que nous ne pouvons admettre parfois qu'existe un ordre social ou pédagogique qui ignore cet effort inhumain. Nous ne croyions connaître que cette sorte d'effort... Et c'est celui même que nous chargeons de toutes les vertus, comme l'esclave qui baise la main du bourreau.

Mais n'y a-t-il pas une autre sorte d'effort, plus efficient, plus normal, et plus humainement profitable, celui qu'on fait parce que, individuellement ou socialement, on en sent l'ardente nécessité.

Nous n'irons pas chercher bien loin dans le temps un exemple probant.

Croit-on que Papanine et ses compagnons qui sont partis VOLONTAIREMENT pour leur exil au pôle n'ont pas eu à fournir un effort physiologique et moral sans précédent ? Que leur calme et leur sérénité en face du danger ne nécessitent pas une lutte surhumaine entre l'instinct de vie et les forces supérieures qui les ont fait se déclarer volontaires pour une aventure aussi héroïque ?

Eh ! bien, nous ne voulons plus de l'effort des esclaves asservis à leur maître ; nous réalisons et réaliserons l'effort héroïque et voulu qui a engendré les Papanine.

Nous avons pour cela une nouvelle ressource éducative : la communauté.

Une éducation individualiste sombre facilement vers la facilité et l'égoïsme si elle n'a pas, pour la redresser, la force oppressive qui l'oblige à « faire effort ». Mais ce n'est là qu'une nécessité née d'une grave erreur : il ne saurait y avoir d'éducation individualiste puisque l'homme vit en société et que l'influence du milieu reste déterminante

dans la formation des générations.

Si nous replaçons l'individu dans son milieu normal ; si nous l'habitons à sentir et à comprendre la nécessité de ne pas suivre toujours les lignes de moindre résistance et d'égoïsme, alors prend naissance la moralité nouvelle : l'individu, spontanément, librement, s'astreint à des tâches qui nécessitent plus que de l'effort, des sacrifices parfois héroïques. Nous en avons tous des exemples probants dans nos classes où la vie communautaire se substitue peu à peu à la vieille école individualiste et autoritaire.

Nous le répétons : nous ne voulons pas de l'éducation amollissante et passive, qu'elle se présente sous l'aspect revêché de la vieille école ou avec le masque facile de l'effort « attrayant ». Il nous faut des individus habitués à réfléchir, à juger et à agir dans le sens des obligations individuelles et sociales qu'exige le monde nouveau.

Mais nous récusons, on le conçoit, le moyen offert dans le Manuel Général du 12 février par M. André Ferré, directeur d'École Normale : l'enseignement ennuyeux.

L'auteur écrit :

« L'enseignement ennuyeux, dispensé à doses modérées, a des vertus immédiates et d'autres qui sont à échéance plus lointaine. Le simple effort pour réprimer un bâillement est déjà bienfaisant, et contribue à l'apprentissage de la maîtrise de soi. Fixer son attention sur un objet sans charme et même sans intérêt, comme une liste de chiffres, de dates ou de noms propres, se résoudre à accomplir de son mieux une besogne ingrate, comme d'apprendre par coeur une telle liste, se débarrasser des difficultés non en les ignorant ou en les escamotant, mais en les attaquant avec patience, n'est-ce pas une salutaire discipline ? Et comme tout autre travail entrepris après cette petite cure d'ennui paraît plus excitant ! »

Nous connaissons l'antienne. On dira aux enfants : apprenez à faire ce qui vous déplaît parce qu'il faudra faire plus tard des besognes sans intérêt pour vous, mais auxquelles vous serez astreints. On leur enseignera à souffrir et à patienter parce que souffrir et patienter sont le lot des prolétaires, et que, effectivement, des enfants habitués à la misère et à la souffrance supporteront avec plus de docilité le triste sort qui les attend.

Mais nous, nous ne voulions justement pas de cette habitude à la docilité et à la misère. Nous savons que toute souffrance injuste, toute obligation à fournir un effort dont on ne sent ni les raisons ni les buts sont des atteintes graves portées à la vie même des enfants, un amoindrissement de leurs possibilités d'épanouissement, une mutilation de leur élan.

Nos enfants auront toujours le temps de s'habituer à la misère, et peut-être même à l'oppression et à l'injustice. Donnons-leur, pour l'instant, le maximum possible de bonheur, de justice et d'enthousiasme. Ils seront mieux armés pour aller de l'avant, avec une forte volonté d'attaque, intrépides et téméraires devant le danger et l'injustice... Ils seront les lutteurs prolétariens que nous voulons.

Si maintenant, d'aucuns goûtaient insuffisamment ces considérations plus sociales que pédagogiques, nous citerons le cri humain d'un des écrivains qui ont su parler de l'enfance avec le plus de compréhensive sensibilité, Charles-Louis Philippe¹ :

« On dit que le mauvais temps passe et qu'un enfant de douze ans, à cause de son imagination voyageuse, trouve le chemin du bonheur. Et l'on ne s'en inquiète pas dans le monde. Si nos mères nous regardent, elles voient la souffrance, mais le monde n'en tient pas compte et parle de la nécessité de la souffrance : nous avons tous passé par là... c'est la vie !

O philosophes ! Qu'avez-vous fait des trois dernières années de mon enfance ! Vous leur avez construit un lycée que vous avez tapissé de vos principes : Mon enfant, c'est pour ton bien ! Vous avez dit : Tu sacrifies le bonheur de ton enfance, mais cela ressemble à ton père lorsqu'il place de l'argent qui lui revient un jour avec des intérêts. O Philosophes ! L'Avenir ne m'a rendu ni le capital ni les intérêts. Jamais il ne les as rendus à personne. Les joies de notre enfance ont un goût qui demeure et une substance qui nourrit les hommes. Moi qui en fus privé, me voici pâle ; or, il n'est pas de suralimentation du bonheur qui nous redonne le bonheur intégral et l'énergie que nous avons perdus ! »

« En vérité, conclut M. André Ferré, l'ennui qu'il faut combattre dans l'enseignement, ce n'est pas celui des élèves mais bien celui des maîtres. Une classe où les écoliers s'ennuient n'est pas forcément médiocre... L'enseignement ennuyeux lui-même exige, autant que l'enseignement attrayant, d'être donné avec une certaine passion. »

Nous nous demandons vraiment si de tels paradoxes ont leur place dans une revue pédagogique sérieuse.

¹ Ch.-L. PHILIPPE : La Mère et l'Enfant (N.R.).

Comme si l'ennui du maître n'était pas intimement lié à l'ennui des élèves, comme si l'école n'était pas, qu'on le veuille ou non, une communauté, même dans l'ennui, et s'il était possible de donner avec passion à moins que ce soit une passion sadique un enseignement qui réfrène toutes les forces de vie de l'individu.

Contre l'enseignement individualiste de la facilité et de l'obéissance, contre l'amollissante éducation attrayante, mais à fond aussi contre tout enseignement ennuyeux, nous allons vers la vie dont nous adoptons et adaptons les buts et les techniques.

Ce n'est, hélas ! que dans les manuels de morale ou dans les leçons officielles que s'aplanissent les difficultés que cette vie suscite sans cesse sous nos pas. Nous ne cachons plus sous un hypocrite verbiage la délicatesse des problèmes qui nous sont posés : nous faisons face !

Et cela exige une honnêteté et une ténacité dans l'effort qui ne sont pas à la mesure de l'ancienne école.

Ce n'est pas en retenant un bâillement que les Papanine s'en vont héroïquement vers le pôle. C'est parce que, sacrifiant délibérément les secondaires considérations personnelles, ils ont su replonger intégralement leur vie dans le puissant courant social auquel ils sentent la nécessité de se dévouer.

Nous resterons à l'école des Papanine !

[L'Éducateur Proletarien, n° 10, 15 février 1938 dans son intégralité](#)

La cause est gagnée

1^{er} mars 1938

Un « rapport d'activité » de l'Imprimerie à l'École. Un bilan qui projette l'avenir et affirme que la pédagogie Freinet n'est ni une méthode finie ni un dogme, mais bien un mouvement. Un projet ambitieux toujours en construction qui doit réunir tous les éducateurs soucieux d'efficience pédagogique certes, mais aussi d'éducation émancipatrice.

Pour Freinet, tout éducateur devra mener de front l'action pédagogique libératrice et l'action sociale et politique.

La menace du fascisme plane sur l'avenir...

Après le beau Congrès de l'an dernier, qui avait montré la vitalité et l'allant permanent de notre mouvement, il ne faisait pas de doute que nous allions certainement commencer à nous épanouir.

Le Congrès International de l'Enseignement a été une première étape dans cette voie.

A Paris, nous avons bien senti autour de nous une grande curiosité et une ardente sympathie. Aussi notre Conférence sur nos techniques – celles de Boyau sur le Cinéma, celle de Davau sur les Disques et la mienne sur la technique Freinet – furent-elles d'incontestables succès. Des centaines d'éducateurs, parmi les plus conscients, étaient là. Ils ont pu, à ce moment-là, faire connaissance avec notre mouvement. Et, pendant toute l'année, nous sentions, jusque dans les coins les plus reculés, la répercussion heureuse de nos conférences au Congrès.

On sait aussi toute l'importance que nous accordons au milieu, au climat, pour l'épanouissement, à un moment donné, d'initiatives latentes. Les récentes mesures officielles : éducation physique, réduction d'horaires, loisirs dirigés, classes d'expérimentation, scolarité prolongée, ont sans nul doute contribué largement à créer un climat favorable à l'éclosion de nos techniques.

Nous sentons maintenant le réveil de toute une couche d'éducateurs que nous croyions insensibles et qui, brusquement, par nécessité, se sont mis au pas de l'éducation nouvelle, tacitement ou même parfois formellement encouragés dans cette voie par les autorités elles-mêmes.

Conséquence naturelle : en un an, notre chiffre d'affaires a presque doublé malgré les augmentations constantes de prix. Depuis août dernier, nous avons livré plus de cent presses, ce qui fait une centaine d'adhérents nouveaux puisque nos presses sont si solides qu'on ne les remplace jamais !...

Des camarades qui, pour des raisons accidentelles, avaient dû abandonner nos techniques, y sont revenus. Et nous sommes heureux de constater que, avec notre presse, dans la presque totalité des cas, ce n'est pas un vulgaire

matériel didactique qui entre à l'école, mais bien aussi une techniques, des besoins et des possibilités nouveaux dans la ligne pédagogique que nous avons toujours préconisée et défendue.

[...]

Le mouvement de l'Imprimerie à l'École et les officiels

Nous n'avons jamais recherché les honneurs et nous ne les recherchons pas. Nous ne ferons aucun sacrifice idéologique ou pédagogique pour plaire à qui que ce soit.

Notre mouvement se présente tel qu'il est. Nous insistons seulement pour que nul n'en déforme ni la portée ni les moyens d'action.

Mouvement d'instituteurs travaillant dans leurs classes, nous nous méfions toujours quelque peu de ceux qui ont monté en grade et qui, directeurs ou inspecteurs, sont déjà, plus ou moins haut placés, des contre-maîtres ou des directeurs assez loin de la masse des instituteurs, assez loin des enfants aussi, et incapables, de fait, de mener à bien l'adaptation que nous préconisons.

Nous affichons formellement cette défiance. Ce qui ne signifie point que nous ayons *a priori*, d'autres parti-pris vis-à-vis des Inspecteurs notamment.

Nous savons combien leur tâche est délicate, combien elle a été délicate au temps surtout des pouvoirs réactionnaires. Alors même que les puissances ennemies cherchaient à nous abattre, nous devons à la loyauté historique de dire que, dans la presue totalité des cas, les Inspecteurs ont gardé vis-à-vis de notre mouvement une neutralité sympathique qui nous a permis de continuer notre travail en marge des règlements.

Maintenant cette cause est gagnée. Le Plan d'Études Belge, les nouvelles directives espagnoles, préconisent nos techniques. Les récentes directives officielles françaises nous sont totalement favorables. Du coup, les Inspecteurs Primaires ont la possibilité d'exprimer leurs préférences et nombreux sont ceux qui encouragent ouvertement nos adhérents ou nos futurs adhérents.

Dans nos conférences, ces mêmes Inspecteurs, en général très compréhensifs, viennent apporter aux éducateurs rassemblés le poids de leur autorité.

Nous nous en réjouissons sans réserve, disposés que nous sommes à œuvrer loyalement avec tous ceux qui comprennent la nécessité de l'action à laquelle nous avons tant sacrifié.

Notre mouvement et le Syndicat national

Nous n'insisterons pas à ce sujet puisque nous avons donné longuement notre position dans un récent n° de l'E.P.

Nos adhérents sont parmi les meilleurs militants. Et nous ne demandons pas mieux que de nous intégrer au maximum dans la grande famille du Syndicalisme universitaire.

Notre action d'avant-garde nous place, certes, dans une position parfois difficile, pas toujours comprise de la masse : et cette incompréhension est et restera peut-être longtemps encore le plus gros obstacle à la parfaite collaboration que nous souhaiterions.

Nous sommes disposés aussi à braver cette incompréhension pour continuer notre action d'avant-garde, même si elle doit parfois nous faire suspecter par ceux qui ne comprennent pas la lutte ardente que nous avons engagée.

Notre mouvement et le Groupe Français d'Éducation Nouvelle

Pendant longtemps, nous avons essayé de rassembler autour de nos techniques tous ceux qui s'intéressent à la rénovation de l'enseignement, à ce qu'on appelle, d'un mot aujourd'hui admis : l'éducation nouvelle.

Pour ce rassemblement, la collaboration et l'appui du Groupe Français d'Éducation Nouvelle se sont révélés comme les plus efficaces. Partout où des sections de ce Groupe ont été fondées, nos camarades n'ont eu qu'à s'en féliciter : des réunions ont été organisées, des filiales prévues, une heureuse campagne pédagogique entreprise.

Nous continuons donc notre action au sein du Groupe Français.

Cela ne signifie pas que nous devons nous contenter dans cette association d'un rôle passif pour lequel, on le sait, nous sommes peu disposés. Mais nos suggestions, nos critiques, ne seront jamais des attaques et nous espérons que les dirigeants du Groupe sauront y voir ce que nous y mettons nous-mêmes : notre ardent désir de faire vivre en France un mouvement d'Éducation nouvelle capable d'impulser et d'harmoniser nos efforts communs.

Nous entendrons à Orléans les divers camarades qui, dans les départements, ont travaillé à l'organisation de sections. Nous demandons à Mlle Flayol d'assister à nos discussions.

De notre Congrès sortiront des directives qui vont, au cours de l'année à venir, nous aider à répandre encore davantage nos idées pédagogiques au sein du personnel enseignant.

Ce long exposé de notre activité répond d'avance aux critiques à courte vue de ceux qui avaient cru voir dans nos réalisations une méthode trop tôt définie et déjà dogmatique.

Nous ne sommes pas à la recherche d'une méthode. Nous sommes un « mouvement » pour la modernisation de notre école et l'amélioration pédagogique et technique de nos conditions de travail.

Ce que nous avons déjà bâti n'est rien à côté de ce qui nous reste encore à réaliser. Nous avons pleinement conscience et c'est pourquoi nous affirmons des projets grandioses pour lesquels nous travaillerons méthodiquement et avec persévérance jusqu'à ce que nous ayons atteint nos buts essentiels : introduire à l'école des outils et des techniques de travail si bien adaptées aux nécessités de l'heure que les éducateurs qui se joignent à nous puisent dans ces activités nouvelles de puissantes raisons de vivre, pour que l'école aussi acquière de ce fait un rendement et une efficacité jamais égalés.

Nous avons posé le problème, jeté les bases de la solution à trouver. Tous ensemble, nous aboutirons.

Nous avons mis comme titre : *La Cause est gagnée...*

Et la plus avait écrit spontanément au-dessous : *si...*

La cause est gagnée si les conditions sociales, économiques et politiques continuent à être favorables à l'évolution de nos techniques ; si le « climat » dont nous avons parlé autorise la continuation de nos efforts.

Et il n'y a qu'une conjoncture qui pourrait changer ce climat : c'est le triomphe du fascisme.

Nos techniques libératrices ne survivraient pas à la défaite de la démocratie, à l'asservissement du peuple. L'expérience des pays qui ont sombré dans la réaction nous en donne la triste assurance. La lutte qui se poursuit en Espagne nous montre, elle aussi, où sont nos amis et nos défenseurs.

C'est pourquoi, sans vouloir aborder dans ses détails la question si délicate des luttes politiques, nous affirmons encore une fois la nécessité pour les éducateurs de mener de front et l'action pédagogique libératrice et l'action sociale et politique antifasciste. La réaction serait la mort de notre mouvement ; le triomphe progressif du gouvernement du peuple est la garantie de notre épanouissement.

Nous lutterons à fond pour le triomphe du peuple.

[L'Éducateur Prolétarien, n°11, 1^{er} mars 1938 dans son intégralité](#)

Nous bâtissons la Pédagogie Populaire

15 mars 1938

Éducation nouvelle bourgeoise ou éducation nouvelle populaire ?

Freinet répond aux questionnements de l'institution. L'enfant ferait-il que ce qui lui plairait dans les classes Freinet ? L'enfant devrait-il souffrir pour apprendre ?

Enthousiasme, élan, joie, vie... sont des moteurs essentiels que ne comprend pas la scolastique. Pourtant, la compréhension de ce que l'enfant a à faire, l'organisation et le sens des activités qu'il donne au sein d'une communauté coopérative ont montré leur réussite plutôt que l'autoritarisme, l'individualisme, l'obéissance passive et l'obligation.

Les classes Freinet sont modernes par leurs techniques en cohérence avec celles qu'utilise la société.

Convaincre par des discours est insuffisant, l'expérience et l'expérimentation sont indispensables. Freinet insiste pour que les techniques de cette pédagogie populaire ne soient pas figées dans une théorie, car elles ne sont pas établies définitivement. Elles devront évoluer au fil des expériences et des réflexions vers des pratiques plus humaines et plus efficaces, un vaste chantier !

L'Imprimerie à l'École est un mouvement entraîné vers l'avenir par la vie.

A l'issue de ma conférence de Périgueux, M. l'Inspecteur d'Académie de la Dordogne a tenu à me poser quelques questions qui montrent avec quel intérêt et quelle compréhension il a suivi mon exposé, mais qui marquent aussi un doute que nous devons dissiper au risque de nous répéter quelque peu. Il disait :

Vous avez critiqué fort justement les expériences menées dans les Écoles Nouvelles bourgeoises. Mais l'éducation que vous préconisez n'est-elle pas, elle aussi, essentiellement aristocratique en ce sens qu'elle ne peut convenir à la masse des enfants, puisque vos élèves devraient aller à l'école fort tard pour parfaire leur formation selon notre idéal ?

Vos enfants font ce qui leur plaît... Comment conciliez-vous cela avec les nécessités éducatives de l'école publique ?

Il y a une première erreur sur laquelle nous voulions encore insister parce qu'elle est cause d'une grave méconnaissance de l'esprit pédagogique qui nous anime.

Nous ne disons nullement que les enfants chez nous ne doivent faire que ce qui leur plaît. C'est une déplorable école anarchisante, et dans le plus mauvais sens du terme, qui pose le problème éducatif de façon aussi théorique, et nous ne sommes nullement des anarchistes en éducation. Dans la vie, nul ne fait ce qui lui plaît : nos désirs et nos tendances sont sans cesse en butte à des nécessités économiques et sociales impérieuses avec lesquelles il serait fou de ne pas compter.

C'est justement l'ancienne école qui ignore ces nécessités : elle soumet de bonne heure les enfants, il est vrai, à l'épreuve de l'autorité et de l'asservissement, mais elle ne les prépare point à des réactions salutaires en face des problèmes de l'heure, et c'est en ce sens qu'elle est inactuelle, donc retardataire, d'où réactionnaire et néfaste.

C'est contre cet autoritarisme et cet asservissement que nous protestons. L'expérience a suffisamment prouvé que, en éducation plus encore que dans la vie, l'autoritarisme et l'obligation sont toujours un mauvais calcul. Il faut que l'enfant comprenne et sente la nécessité de faire ce qu'on lui demande, qu'il en discerne le but, qu'il organise lui-même, à son rythme autant que possible, les activités qui y mènent pour qu'il se donne 100 % à sa tâche et que tous les problèmes pédagogiques en soient bouleversés.

C'est la communauté qui réalisera ce miracle.

Éducation anarchiste et aristocratique ? Mais n'est-ce pas là les caractéristiques essentielles d'une école qui ne préconise, ne prône, ne pratique, que le travail individuel, comme si l'enfant était et devait être seul dans la vie, qui isole les individus dans un milieu factice, avec des techniques désuètes, parce que la vie est trop complexe et qu'il est toujours plus simple et apparemment plus sûr de faire en vase clos les expériences dont on veut voir sur le champ la réussite.

Nous allons au maximum vers la vie. Par l'imprimerie, par toutes nos techniques, nous introduisons le plus

possible à l'école les normes de la société ambiante ; à l'école même nous ne supprimons pas les problèmes sociaux : nous restons au centre de ces problèmes en travaillant sans cesse au sein de la communauté scolaire. Et c'est cette communauté qui corrige toutes les erreurs d'éducation.

Non, l'enfant chez nous ne fait pas tout ce qui lui plaît. Il fait nombre de choses qui lui demandent effort et sacrifice. Mais il sent la nécessité individuelle et sociale de ce sacrifice. Et c'est cette donnée nouvelle qui transforme radicalement l'atmosphère de nos classes et la portée de notre éducation.

Il y a chez tous les adultes et chez les éducateurs aussi une sorte de sadisme inconscient que nous avons maintes fois dénoncé : nous avons tant pâti, physiquement, intellectuellement et moralement, que nous admettons difficilement que des générations nouvelles puissent, de leur propre gré, enthousiastes et gaies, monter aussi haut que nous, aller plus loin encore que notre idéal pour réaliser un jour nos rêves. On veut à tout prix charger l'éducation et l'instruction de l'éternel péché originel qui entraîne la souffrance et la terreur de réaliser « à la sueur de son front ».

Il y a d'autres techniques : la vie et l'élan, l'enthousiasme et la joie construiront un jour ce que l'autoritarisme scolastique n'a pas su entrevoir.

Alors, on croit fermement que nos enfants ne pourront point acquérir l'instruction nécessaire si l'école n'est pas là avec ses techniques pour les obliger à toutes ces acquisitions que les pédagogues ont rendues à souhait hermétiques et rébarbatives.

Est-ce en pleurant que l'enfant apprend à parler ? Le gazouillis de bébé au berceau, si délicieusement semblable au gazouillis des oiselets au printemps, n'est-il pas l'exemple émouvant de ce que peut la vie et de la joie qui est naturellement liée à toute conquête ?

Tout notre effort tend à prouver au contraire qu'il y a des techniques de vie qui permettent un maximum d'acquisition et de formation sans obligation scolastique. Et encore une fois l'acquisition merveilleuse et mystérieuse du langage nous en est un éloquent exemple.

Le tout est de découvrir ces techniques et nous nous y sommes employés.

Parce qu'on peine tant, dans les écoles officielles, pour enseigner la rédaction, la lecture, la grammaire, le calcul ; qu'à treize ans, malgré tant d'efforts et tant de déboires, l'écolier quittant l'école n'a pas toujours maîtrisé ces techniques, on en conclue tout de suite qu'on ne fera mieux que si « on se donne plus de peine », si on pâlit davantage sur le livre, si on pleure et si l'on souffre plus encore.

Il est certes un peu humiliant pour des éducateurs d'assister à l'épreuve contraire : sans vos leçons, sans vos exercices tenaces, sans cris, sans pleurs (nous ne disons pas : sans effort), nos enfants iront bien plus loin que les vôtres et plus sûrement, aussi bien en lecture qu'en grammaire, ou qu'en rédaction. Et nous le prouvons : dans nos écoles, nous suivons les programmes et la proportion des élèves reçus du C.E.P.E. et à un rang honorable, est bien plus élevé dans les écoles travaillant selon nos techniques que dans les autres écoles.

Et cela se comprend si on raisonne non plus scolairement mais humainement : nous savons bien, par notre commune expérience, qu'un travail imposé est toujours fait avec quelque lassitude et à contre-cœur, même s'il présente un certain intérêt. L'obligation apporte la contre-partie défensive : la tromperie et le sabotage.

Que nous sentions au contraire la nécessité profonde d'une besogne à accomplir : nous sommes capables alors d'efforts surhumains, héroïques parfois... Nous mettons nos enfants à cette école d'héroïsme : tout le reste nous vient par surcroît.

Il est vrai que nous frisons l'aristocratie.

Nous pensons, en effet, que la possibilité de s'éduquer au cours de toute une adolescence ne devrait pas être le privilège d'une fausse aristocratie qui n'y prend que morgue et suffisance. Quatorze ans ne devrait jamais être la clôture d'une éducation mais seulement l'aurore prometteuse d'un épanouissement.

Nous voudrions qu'à cet âge, nos enfants aient acquis, plus qu'un savoir apparemment précis et définitif, la conscience de leur véritable ignorance en face de la vie. Mais nous voudrions aussi que, au seuil de cette vie, ils ne soient pas minés déjà par une mentalité de désabusés et de vaincus ou de révoltés. Nous les voudrions pleins d'allant et d'enthousiasme, intrépides à l'action, parce qu'alors, nous sommes certains qu'ils sauraient s'organiser et lutter pour accéder aux conquêtes réservées aujourd'hui à cette aristocratie.. Quelque peu aristocratique aussi notre souci de faire jaillir en chaque enfant l'étincelle d'idéal de beauté ou de génie qu'on y découvre toujours à quelque degré.

L'École traditionnelle a délibérément refoulé les possibilités enfantines pour sacrifier à ce sadisme de l'effort et de la souffrance.

Nous savons, nous, que la joie vient d'un désir intime et profond, souvent inavoué, qui se réalise enfin; que la vie est stimulée et parfois portée à son paroxysme par la satisfaction normale d'un besoin. Et, délibérément, nous recherchons ces désirs et ces besoins et nous nous en servons de leviers pour élever et vivifier nos jeunes enfants.

Il se peut que, dans la société actuelle, l'effort libre et consenti, la réalisation puissante de nos destinées, l'éclosion sacrée de ce que nous portons rie meilleur en nous soient scandaleusement aristocratiques. Nous affirmons que pas nos techniques, et dans le cadre actuel de notre école et rie notre société, les enfants du peuple peuvent déjà en bénéficier.

Nous ne nous faisons cependant pas d'illusion. Il ne nous suffit pas de faire des discours, ni même de convaincre nos collègues (l'expérience seule d'ailleurs peut préparer cette conviction).

Il ne suffit pas non plus de bâtir théoriquement une technique.

Il nous serait facile, certes, de mettre aujourd'hui sur le papier une méthode définitive et brevetée peut-être et de dire comme de prétentieux inventeurs : ceci est notre méthode, nul n'a le droit de la modifier... Qui l'applique doit l'adopter intégralement, et avec notre matériel complet et breveté...

Non, notre méthode n'est pas dans la théorie. Théoriquement, nous n'avons pas découvert grand chose. Nous n'avons peut-être même rien découvert du tout, mais nous avons certainement apporté dans la compréhension pédagogique un bon sens et une honnêteté qui auront raison un jour prochain de tous les savants verbiages.

Nous avons certes une ligne libératrice qui nous permet d'adapter de plus en plus parfaitement aux besoins enfantins nos essais et nos réalisations.

Mais notre méthode elle est avant tout dans l'organisation nouvelle de la vie de l'école et du travail des enfants et dans la réalisation toujours plus poussée du matériel qui permet cette organisation. C'est cette mise au point permanente, ce constant effort d'adaptation qui sont nos caractéristiques essentielles.

Alors, nous nous gardons, bien sûr, de dire que notre technique est enfin établie définitivement. Ce serait là un non sens. Nous avons déjà obtenu des résultats certains, mais ce que nous avons réalisé, n'est rien à côté de l'immense besogne qui nous reste à faire et dont nous avons pleine conscience.

Et c'est justement parce que notre technique est avant tout pratique et matérielle qu'elle peut se réaliser par étapes et qu'elle apporte, morceaux par morceaux, jour par jour, aux éducateurs qui s'engagent dans notre mouvement, des satisfactions sans cesse accrues. On introduit l'imprimerie à l'École... Pour imprimer deux fois par semaine. Puis on imprime tous les jours... On ne pratiquera pas les échanges cette année... Et l'on s'y met immédiatement sous la poussée des enfants eux-mêmes... Le fichier : c'est trop long et trop compliqué... Et puis on se met à sa réalisation... Puis les fiches autocorrectives s'imposent... On essaye des conférences, des plans de travail... on fait de la gravure à un rythme accéléré... L'adaptation et la modernisation de l'école, timidement amorcée, prennent de l'ampleur et, sans heurt, sans « cobaye », sans anarchie ! (par l'organisation au contraire), la joie et la vie reviennent dans nos écoles populaires. Et les programmes eux-mêmes que nous trouvions autrefois exagérés et prétentieux, deviennent moins inaccessibles, une fois la délimitation faite entre les acquisitions normales et les quelques obligations antipédagogiques qui persistent, en histoire surtout...

Cette adaptation, cette montée progressive vers des pratiques plus humaines et plus efficaces, cet effort incessant pour l'amélioration de notre enseignement, avec, à la base, notre découverte expérimentale de l'importance primordiale de l'expression libre par l'Imprimerie à l'École, c'est cela notre mouvement, c'est cela notre technique. Elle est, nous l'avons dit, mouvement et avenir parce qu'elle est vie.

En présence de la faveur croissante que nos techniques rencontrent auprès du public et même auprès des autorités, nous sentons venir le moment où des ouvriers de la onzième heure, plus profiteurs que réalisateurs, essaieront de monnayer ce que nous avons créé avec tant de dévouement et de désintéressement collectifs.

Mais non, nos techniques ne pourront pas être exploitées tant que nous leur garderons ce caractère dynamique que nous avons tâché de préciser aujourd'hui encore.

Des traités théoriques ou même pratiques, d'autres pourront en écrire ; des éditeurs pourront les susciter et les diffuser. Mais ces traités eux-mêmes, comme leurs prédécesseurs, ne seront encore une fois qu'une désillusion pour les éducateurs s'ils sont une résurrection du verbiage d'éducation nouvelle

Le travail effectif de mise au point du matériel et des techniques, nous seuls pouvons le mener parce que nous sommes le seul groupe de travail œuvrant effectivement, et non théoriquement, pour l'adaptation de l'École. Et comme ce travail nécessitera encore de longues années d'efforts et de sacrifices, on nous en laissera longtemps encore l'honorable privilège.

Et on nous suivra dans la mesure où nous réaliserons; on se détachera des belles théories pédagogico-littéraires pour aborder toujours davantage la vie dans la mesure où nous saurons faire triompher les principes de bon sens, de compréhension humaine et d'effort collectif qui, seuls, assureront la rénovation de notre école populaire.

Le succès présent nous encourage certes. Il est pour nous aussi, et de ce fait, une obligation morale à continuer dans cette voie, quels que soient les sacrifices répétés qu'entraîne notre conception nouvelle de la lutte pédagogique.

[L'Éducateur Proletarien, n°12, 15 mars 1938 dans son intégralité](#)

Camarades jeunes instituteurs

15 mars 1938

Une participation et une mobilisation des jeunes qui réjouit Freinet et le mouvement.

VENEZ AU CONGRES D'ORLEANS

Coopérative de l'Enseignement et de l'Imprimerie à l'École

Notre Congrès de l'an dernier avait été marqué par la participation massive de jeunes instituteurs, sous l'impulsion du Groupe des Jeunes, avec nos camarades Biscarlet et Claude comme dévoués animateurs.

Nous avons été tout à la fois étonnés et heureux de voir avec quel intérêt ces jeunes suivaient nos travaux et nous sentions dans cet attrait l'aube d'un mouvement croissant en faveur de nos techniques.

Nous n'avons pas été déçus. Depuis un an, dans tous les départements, les jeunes ont mené une ardente campagne qui a abouti à l'organisation de nombreuses journées pédagogiques et à la constitution de sections du Groupe Français d'Éducation Nouvelle.

Et nous nous en réjouissons.

Nous sommes, en effet, nous le répétons encore, un mouvement de jeunes, parce que nous sommes un mouvement d'avant-garde et d'action, que la jeunesse est action dynamisme, même, et surtout, dirais-je, lorsqu'il y a le risque. L'essentiel est qu'il y ait du nouveau à tenter, qu'on ne coule pas toujours la vie dans les mêmes moules, et qu'on ne mette pas la routine à l'origine d'une profession pour laquelle la routine est la mort.

Oui, nous secouons la routine, nous décortiquons la tradition et nous dénonçons les fausses raisons qui masquent seulement la paresse et l'égoïsme.

Mais nous ne nous contentons pas de critiquer. Il ne nous suffit pas de vous dire généreusement : sortez des sentiers battus !

Nous préparons coopérativement les nouveaux chemins sur lesquels vous pourrez marcher avec certitude, car la jeunesse aussi se lasse des tâtonnements et des échecs, et les gens en place d'ailleurs surveillent sans cesse ces échecs pour jeter sur les téméraires la douche désespérante de l'ironie ou de la condamnation.

Nous préparons technique et matériel afin que vous puissiez prudemment, progressivement, méthodiquement, vous avancer sur les routes nouvelles, où vous sentez que vous attire la vie.

Notre Congrès d'Orléans sera une nouvelle étape dans cette voie.

Réunion fraternelle d'abord de camarades qu'anime un même idéal, qui sentent les mêmes nécessités, ont entrepris les mêmes expériences. Et les jeunes, comme à Nice, y seront idéalement à leur place.

Congrès de travail aussi, et surtout. Car c'est dans le travail que nous communions. C'est l'effort réalisateur dans

le sens de la libération pédagogique et sociale qui est le ciment entre des idéologies pas toujours très voisines, qui trouvent ici un aliment commun.

Et travail essentiellement pratique.

Vous n'entendrez pas à Orléans d'inutiles discours ou de fastidieuses considérations psychologiques ou pédagogiques. Nous continuerons à mettre au point les outils qui vous permettront d'œuvrer dans vos classes selon des techniques qui sauvegardent au maximum le développement de l'enfant au sein de la communauté sociale.

Notre réputation n'est pas à faire. Mais ce sont les jeunes qui l'ont faite. Et nous comptons toujours sur eux.

Nous savons qu'ils seront nombreux à Orléans où nos camarades leur ont préparé un programme qui les enchante.

Dès maintenant, préparez vos délégations pour Orléans.

[L'Éducateur Prolétarien, n°12, 15 mars 1938 dans son intégralité](#)

La part de la C.E.L. dans la mise au point des « Activités dirigées » dans nos Écoles

15 mars 1939

Un « rapport d'activité » de la C.E.L. qui avec les nouvelles instructions ministérielles montre un rapide développement, notamment grâce aux « Activités dirigées » qui articulent enseignement scolaire et découverte du milieu.

La joie ressentie est recouverte par les événements politiques menaçants, notamment en Espagne. Mais Freinet reste encore persuadé que la réaction ne pourra pas tout raser des avancées en éducation.

A la veille de notre Congrès de Grenoble, nous tenons, comme les autres années, à présenter ici un aperçu général de l'activité de notre coopérative au cours de l'année écoulée.

Les congressistes d'Orléans en excursion à Cheverny, l'an dernier

Aperçu d'activité et de situation et non rapport général complet puisque — et c'est sur ce point que je voudrais insister tout d'abord — nous avons, au cours de ces derniers mois, accentué une tendance caractéristique de notre mouvement.

Certes, notre coopérative a toujours mérité son nom puisque ce qui a été réalisé pendant près de quinze ans, ne peut être que l'œuvre des nombreux camarades qui se sont dévoués pour une collaboration permanente et désintéressée. Mais, comme cela se passe dans, la plupart des coopératives, le nombre des collaborateurs véritables était relativement réduit et « l'Éducateur Prolétarien » était l'expression de ces collaborateurs.

Depuis notre Congrès d'Orléans, les Instructions Ministérielles aidant, le chiffre d'affaires de la Coopérative augmentant et rendant possible des initiatives nouvelles, nous avons vu la C.E.L. prendre heureusement une figure nouvelle : sa vraie figure de Groupe Coopératif de travail et l'Éducateur Prolétarien a cessé d'être une revue pédagogique comme les autres pour devenir l'outil de travail et l'expression de ce Groupe Coopératif.

C'est là une évolution d'importance, qui mériterait d'être signalée en tout premier lieu.

En quelques mois une large et profonde collaboration, comme il n'y en avait jamais eu en France pour aucune entreprise pédagogique, s'est organisée pour la réalisation d'un Dictionnaire C.E.L. Davau en établira le bilan. Dans presque tous les départements, les équipes de camarades ont effectivement travaillé et ont suscité autour d'eux un intérêt croissant en faveur de la C.E.L.

La Guilde de la Bibliothèque de Travail n'arrivait pas à démarrer. Nous en avons hardiment confié le sort à nos adhérents eux-mêmes et, de tous les coins de France et des colonies des collaborations se sont fait jour pour des œuvres dont quelques-unes sont déjà prêtes à être éditées. C'est par dizaines, par centaines peut-être que se comptent aujourd'hui les ouvriers de la Guilde et les œuvres amorcées ou terminées.

Le Fichier Scolaire Coopératif en était jusqu'à ces dernières années, à l'époque de l'enfance, pénible et

laborieux. Le voilà lancé, avec de très nombreux collaborateurs qui, de partout, aident notre ami Guet à réaliser pour cette édition, un choix pédagogique collectif qui donne les plus grandes garanties.

La Commission des Disques démarre elle aussi. Et demain, quand, avec la collaboration de tous les camarades intéressés, notre ami Lemoine aura lancé le travail folklorique dont il a bien voulu prendre la responsabilité, c'est une voie nouvelle que nous ouvrirons à la pédagogie du phonographe.

Le travail de notre dévoué Lallemand, de personnel qu'il était au début, rencontre lui aussi un écho croissant parmi nos adhérents. Nous donnerons d'autre part la liste des Commissions constituées à ce jour. D'autres naîtront sans doute. Il suffit aujourd'hui d'un appel dans l'Éducateur Prolétarien pour que s'éveillent ou s'affirment des vellétés de travail que nous aiderons à devenir activité coopérative.

Et tout cela sans formalisme, sans bureaucratie. Des commissions se forment librement selon les besoins ; y collabore qui veut ; les camarades intéressés s'organisent librement pour le travail coopératif dans le cadre de la C.E.L. Et l'œuvre réalisée profite à tous.

Est-il, dès lors, étonnant que notre mouvement soit parvenu, en des moments où on accuse tellement l'inertie générale, à mobiliser profondément plusieurs centaines de camarades.

C'est l'honneur de notre Coopérative ; c'est son originalité ; c'est sa garantie pédagogique souveraine qu'elle puisse à ce jour organiser à Grenoble une sorte d'assemblée de travail et de revue générale de son effort d'une année.

Nous avons remporté une autre victoire, et qui a son importance.

Il y a un an, deux dangers nous menaçaient, et nous les avons exposés à Orléans.

Nous sentions que l'orientation favorable des Instructions Ministérielles allait amener à nous un nombre croissant d'éducateurs.

Nous devons être prêts, commercialement, à les satisfaire et à les accueillir ; nous devons, plus encore que par le passé, leur offrir un matériel parfait, à un prix défiant toute concurrence, afin qu'aucune maison d'éditions ne puisse lancer sur le marché une camelote concurrente. Non pas que nous tenions, pour ses profits possibles, à ce monopole de fait mais parce que, tant qu'il existe, notre mouvement garde son unité ; partout en France, on sait, lorsqu'on parle de techniques nouvelles et d'imprimerie à l'École, qu'il existe une Coopérative de l'Enseignement Laïc qui en a la spécialité.

Notre but a été atteint. Nous gardons ce monopole de fait et nous le gardons parce que nous avons continué à améliorer notre matériel : que nous avons sans cesse cherché des arrangements, pour mettre l'imprimerie à la disposition des Écoles les plus pauvres, que nous continuons nos recherches. De nombreux camarades du secondaire ou du technique étaient à la recherche d'une machine à imprimer plus rapide et plus perfectionnée, mais ne présentant pas les graves inconvénients des machines professionnelles. Nous avons réalisé pour eux nos presses à encrage et tirage automatiques.

Les instituteurs français ne pouvaient pas s'approvisionner à bas prix d'outils à graver. Nous avons fait la dépense nécessaire pour sortir nos trousseaux.

Nous devons, et nous pouvons, garder ce monopole parce que nous sommes bien placés avec la collaboration de tant de camarades compétents et dévoués, pour améliorer sans cesse ce matériel et pour le fournir, coopérativement, à des conditions imbattables.

Si nous continuons à conserver ce monopole, ce ne sera pas la fortune pour la Coopérative, car notre C.E.L. fait à ses adhérents le maximum d'avantages, mais ce sera l'accroissement incessant de notre groupe coopératif, donc l'accroissement, malgré tout, de sa puissance économique et réalisatrice.

Et surtout nous éviterons, le schisme dans notre mouvement.

Le jour où des éducateurs achèteraient à une autre firme leur matériel éducatif, ils se sépareraient moralement déjà de notre mouvement. Il faut que nous évitions absolument cette dispersion de nos efforts afin de constituer la force cohérente de tous les éducateurs qui cherchent pour eux et leurs enfants des voies éducatives plus normales et plus efficaces.

Nous ferons à cette unification de notre mouvement le maximum de sacrifices. Tous les éducateurs peuvent et doivent adhérer et collaborer à notre Coopérative ; tous les progrès, toutes les améliorations techniques peuvent et doivent se faire dans le cadre de notre groupement. Où pourraient-ils trouver atmosphère plus favorable et plus fraternelle ?

Mais la partie n'est pas gagnée parce que tous les éducateurs partisans de techniques nouvelles adhèreraient à un rythme accéléré à notre mouvement.

Alors surgit un autre danger, celui de voir noyer, amenuiser et disparaître le sens, la raison d'être et la portée de tous nos efforts de quinze ans.

Je signalais déjà ce danger à Orléans : nous en avons parlé avec précision à Nice où nous disions la nécessité de conserver l'esprit Imprimerie à l'École, que nous essayions de définir.

Mais l'esprit Imprimerie à l'École n'est pas quelque chose qui s'insuffle du dehors, doctoralement, par règles et règlements, ou qu'on pose comme principe à l'adhésion de nouveaux camarades. Cet esprit n'est que la résultante du travail que nous avons su entreprendre, de l'enthousiasme que nous avons créé et que nous entretenons ; il est l'expression de toute l'activité du groupe et il ne saurait rester vivace et pur que si nous gardons, si nous stimulons le dynamisme et l'élan qui entraînent et agglomèrent.

Cette claire vision des conditions indispensables à notre développement et à notre succès pédagogiques nous avaient poussés à reprendre et à continuer à un rythme accéléré la préparation des éditions et du matériel nécessaires à l'École adaptée à l'époque et, au milieu. Nous l'avons fait pour deux raisons : parce que nous savons qu'il n'y a pas de meilleur ciment idéologique que le travail motivé et voulu, et aussi parce que la réalisation de ce matériel nouveau est une condition sine qua non du succès de nos techniques.

Il ne suffit pas de placer la question sur le terrain strictement idéaliste et de demander aux éducateurs de modifier leurs pratiques scolaires au nom des doctrines d'éducation nouvelle, à la lumière d'une foi et d'un idéal. Cela ne prend qu'avec de rares individus, et ils se fatiguent vite.

Ce qu'il faut, c'est que les éducateurs sentent la nécessité de changer leurs pratiques et que ce changement ne leur coûte que le petit effort de réadaptation qu'entraîne toute rupture dans des habitudes de vie et de travail : il nous faut leur offrir le matériel, les livres, les techniques qui les font pénétrer de plain-pied dans ce monde nouveau d'activité et de vie et leur fait dire : « Je suis content de travailler selon ces nouvelles techniques... cette vie, cette activité m'enchantent et me délassent... Je ne regrette point d'être affranchi des anciens procédés pédagogiques ».

On prend parfois un nouvel outil parce qu'il brille ou qu'un charlatan nous a assuré qu'il faisait merveille. Mais si, à l'usage, on s'aperçoit qu'il n'en est rien, on reprend avec obstination l'ancien outil et on se méfie plus que jamais des camelots qui spéculent sur cette soif de changement, sur ce besoin de se perfectionner qui, malgré tant de désillusions, reste si obstinément ancré au cœur de l'homme.

Par contre, si l'outil est bon, cela se dit, cela se sait : une sorte d'amour familial en accompagne l'usage et la possession.

Nos techniques sont cet outil. Nous perfectionnons chaque jour les pièces de notre matériel et tous nos adhérents y participent : nous créons, pièce par pièce, avec une attention et un amour d'artisans moyenâgeux, les éditions diverses qui nous sont nécessaires et, lentement mais sûrement, notre fichier, notre encyclopédie enfantine, notre Dictionnaire relègueront parmi les outils inutiles, les manuels scolaires, les devoirs et les leçons dont nous avons tant pâti.

Et le triomphe de notre matériel et de nos techniques sera le triomphe de l'esprit. Imprimerie à l'École.

Ah ! nous voudrions bien que la chose puisse se réaliser plus simplement, qu'il nous suffise d'écrire des articles ou des brochures, de prononcer des discours, de publier des revues pour transformer les méthodes éducatives. Nous n'avons pas pris ce chemin-là parce que nous savons que c'est, celui des échecs et des désillusions. Nous construisons matériellement, mois invinciblement, notre 'pédagogie nouvelle populaire.

Le nombre de nos adhérents et de nos clients a augmenté à un rythme accéléré. Pendant l'année 1937-1938 (dont les derniers mois avaient été déjà beaucoup plus animés), nous avons expédié 1000 gros colis. Depuis le 1er octobre, nous en avons déjà expédié 2600.

Nous avons dû rééditer une grande partie de notre fichier, des N° d'Enfantines et de la B.T. Plusieurs N° de notre B.E.N.P. tirent à leur fin.

Nous commandons nos presses par séries de 100, nos rouleaux par centaines : nous avons réalisé nos casses, nos fichiers : nous allons sortir les presses à encrage et tirage automatique, sans compter de nombreuses innovations, toutes fort appréciées.

Dans le domaine de l'édition : nous avons entrepris la publication d'une 2e série de B.E.N.P. et nous commençons

la réalisation de notre encyclopédie enfantine qui sera un des monuments pédagogiques de notre époque.

Nous avons continué la publication du fichier dont la réalisation prochaine d'une classification imprimée et d'un index alphabétique rendra l'usage facile pour tous.

Nous ne prétendons pas énoncer ici, morceau par morceau, nos réalisations et nos projets. Tous nos lecteurs les connaissent. Nous les passerons en revue à Grenoble ; on en discutera et les camarades qui ne peuvent assister à notre Congrès peuvent d'ores et déjà, nous donner leur appréciation et leurs critiques.

Nos publications périodiques ont continué leur ascension. L'Éducateur Prolétarien est maintenant solidement assis avec sa figure spéciale de revue de travail. Il n'en est pas de même de La Gerbe pour laquelle nous sommes obligés de faire de lourds sacrifices et qui, malgré ses améliorations certaines, n'arrive pas à mordre — et cela ne saurait nous étonner — sur les publications illustrées qui continuent à empoisonner notre jeunesse.

Ces revues sont vos revues. À vous de dire, — avec la plus complète liberté, — les améliorations à y apporter pour qu'elles soient, plus encore que par le passé, à votre service.

Notre Coopérative est aujourd'hui solide et connue ; on fait spontanément appel à nous chaque fois qu'il s'agit d'imprimerie à l'École en particulier, et d'Activités Dirigées en général. Les éducateurs qui achètent notre matériel sont pris dans notre mouvement auquel ils participent avec joie et enthousiasme. Nous sommes ainsi parvenus à marier jusqu'à ce jour nos buts pédagogiques avec les nécessités commerciales de notre Coopérative. Notre activité rayonne aujourd'hui dans tous les domaines et grâce à l'organisation souple et à l'esprit fraternel que nous avons su maintenir dans notre Coopérative nous assistons à l'épanouissement méthodique d'un des plus puissants mouvements pédagogiques de l'histoire.

Notre Congrès de Grenoble, après notre beau Congrès d'Orléans, en sera le témoin et l'expression.

Quelle tristesse pour nous, de ne pouvoir, au terme d'un rapport si optimiste et franchement si encourageant, examiner avec la même sérénité les événements politiques et sociaux dont nous avons dit bien souvent les retentissements certains sur notre pédagogie !

C'est avec le cœur serré que nous pensons, parmi ce triomphe pédagogique local, à la disparition de tous les espoirs pédagogiques qui avaient marqué la lutte héroïque de nos frères Espagnols : que nous enregistrons l'anéantissement et la dispersion de notre École Freinet de Barcelone.

Les « freinetistes » Espagnols sont dans les camps de concentration. Dès la première heure, nous avons pensé à eux : et eux aussi, dès qu'ils ont pu écrire, ils se sont souvenus de leurs amis de France avec lesquels ils menaient la même lutte profonde.

Nous avons tout fait pour eux : envois immédiats d'argent et d'effets, démarches pour les tirer de ces camps maudits, visites, soutien moral.

Le Directeur de l'École Freinet, sa femme et ses trois enfants sont maintenant réunis en lieu sûr. D'autres camarades ont été accueillis par nos adhérents dévoués qui se sont offerts nombreux pour cette œuvre de solidarité. L'appui aux enfants Espagnols de notre École continue.

En ces dures circonstances, notre mouvement pédagogique aura donné la mesure de ce qu'est et de ce que veut, de ce que peut la solidarité agissante d'éducateurs conscients de leur tâche et de leur responsabilité.

Ces graves événements donnent évidemment aux problèmes de l'heure un aspect angoissant que nous ne saurions dissimuler.

Mais les forces mauvaises ne sauraient triompher. La lutte ne nous étonne point puisque nous y sommes, depuis toujours, mêlés. Et qui dit lutte dit difficultés, dit possibilité de défaites momentanées dont on triomphe avec obstination.

Des paroles peuvent effacer momentanément le souvenir d'autres paroles ; des idéologies diverses peuvent s'affronter ; les forces de réaction monter passagèrement à l'assaut des conquêtes populaires.

La réaction ne rétablira pas les chariots ni les charrues du bois là où se sont imposés les machines modernes. Nos conquêtes résisteront, de même si elles se sont, ancrées dans les habitudes scolaires, si elles ont montré leur supériorité technique et leurs avantages matériels et pédagogiques.

Continuons notre effort et nous apporterons notre pierre au progrès pédagogique et social en contribuant puissamment à la formation des personnalités viriles qui construiront victorieusement le monde de demain.

[L'Éducateur prolétarien, 15 mars 1939 dans son intégralité.](#)

Du travail, encore !,

1^{er} juillet 1939

Bilan et perspectives pour scruter l'avenir, telle est l'invitation de Freinet aux militants pour les vacances avec :

Le Certificat d'Études

Une nouvelle psychologie pour une nouvelle pédagogie

Les tests

Le subconscient et la psychanalyse

Les idées d'Alain

La rénovation de l'enseignement dans les villes

LE C.E.P.E.

Le nouveau Certificat d'Études vient d'avoir lieu.

Nous qui avons été les inspirateurs de quelques-unes des réformes dont on a fait cette année l'expérience, nous nous devons d'étudier longuement et profondément, au cours de l'année qui vient, l'organisation nouvelle.

Cette question est et sera liée à une reconsidération des problèmes d'acquisition et d'efficacité à la lumière des idées que nous avons émises sur *l'Éducation et les techniques*.

Nous avons en effet à remonter un courant qui nous est hostile et qui a son origine dans les erreurs — au point de vue social et populaire — du mouvement d'éducation nouvelle dont nous nous réclamons parfois.

En effet, par réaction contre une école qui sacrifiait trop la formation de l'individu à l'acquisition formelle, on a eu tendance à pratiquer l'inverse. Je sais certes que cette formation facilite et renforce l'acquisition, mais nous avons parfois oublié que cette acquisition et la maîtrise des techniques sont aussi des tendances naturelles très marquées chez les enfants qui aiment lire et apprendre à lire, qui aiment compter et apprendre à compter, qui veulent connaître autour d'eux.

Il y a une réhabilitation de l'acquisition et des techniques que nous devons tenter, avec mesure, en nous basant sans cesse sur les besoins véritables révélés par l'expérience, réhabilitation qui changera aussi notre position pédagogique vis-à-vis des examens bien compris.

La performance, la compétition, sont recherchées par les enfants, on le sait. Lorsqu'on a travaillé pendant une année de façon profonde et large, qu'on a donné d'excellentes assises à la formation que nécessite l'école, je ne crois pas qu'il soit si mauvais, pédagogiquement parlant, de faire pendant quelques mois un peu d'entraînement technique, de faire les enfants se mesurer à des normes, de les faire affronter des épreuves,

Nous venons de pratiquer encore cet entraînement et nous avons l'impression qu'il n'a pas fait de mal aux enfants, au contraire. Mais cela, parce qu'il faisait suite au travail normal et pédagogique de toute une année.

Qu'on ne croit pas que nous voulions ici, pour je ne sais quelle propagande, réhabiliter le bourrage,

Pour le brevet sportif, nos enfants ont compris la nécessité de s'entraîner pendant quelques jours selon les normes prévues, ils s'y sont donnés de bon cœur, et avec succès. Pourquoi ce succès ? parce que, tout au cours de l'année par notre vie si active, par le travail, par la santé, ils ont acquis la force, l'agilité et la puissance qui, disciplinées par l'exercice, conduisent sans surmenage au résultat désiré.

Il en est de même pour le certificat d'études : une bonne préparation profonde au cours de l'année, puis entraînement méthodique selon des normes prévues. Il n'y aura alors ni surmenage, ni bourrage, ni effort antipédagogique.

Il faut justement que nous arrivions à faire comprendre la nécessité, la solidité et l'efficacité de ce processus. Nous tâcherons de faire pénétrer ensuite dans l'examen lui-même un peu de cet esprit sportif qui fait qu'on affronte en hommes les compétitions, qu'on serre la main au vainqueur et qu'on sait admettre les supériorités et les insuccès. Nous touchons là un problème délicat, nous le savons, parce qu'il est lié à l'amour-propre exagéré des parents et que froisser cet amour-propre peut être un risque grave pour l'instituteur. Question que nous aimerions voir débattre par les intéressés puisque, personnellement, je ne suis pas placé dans les mêmes conditions et que j'admets très bien que des enfants qui aux épreuves se sont révélés incapables d'affronter l'examen puissent cependant, s'ils le désirent, se mesurer avec leurs camarades afin de sentir leurs faiblesses et de comprendre la

nécessité de l'effort nouveau.

Quand nous aurons justifié cette sorte d'entraînement, il nous faudra prouver que l'efficacité de nos techniques est effective, qu'elle est égale – et certainement supérieure à celles des autres techniques, et que, même sur le plan de l'acquisition et des examens, nous pouvons, avec sûreté, nous mesurer avec les autres écoles.

L'enquête parlera ici mieux que le raisonnement. Nous demandons à nos camarades qui ont présenté des enfants au C.E.P.E. de vouloir bien répondre sans faute à la petite enquête ci-dessous.

Afin de vous éviter des frais inutiles, nous avons prévu la possibilité de répondre en soulignant sans écrire. Soulignez ou encadrez les nombres qui répondent aux questions ; mettez votre nom et expédiez comme imprimé à 0 fr. 30.

ENQUÊTE SUR LES RÉSULTATS AU C.E.P.E.

Ecole de département

Nombre d'élèves présentés : 1 2 – 3 – 4 – 5 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 –

Nombre d'élèves reçus : 1 – 2 – 3 – 4 – 5 – 6 – 7 – 8 – 9 – 10 – 11 – 12 – 13 – 14 – 15 –

(encadrez le nombre qui répond)

Il y aura aussi à examiner dans quelle mesure les modifications apportées à l'examen nous paraissent être des améliorations.

Le calcul ainsi compris – et dont nous avons donné l'idée – semble un grand progrès ; la dictée n'a pas encore été suffisamment dépouillée de mots inconnus de l'enfant ; le blocage des questions de sciences, de géographie et d'histoire minimise comme nous le désirions l'importance de l'épreuve d'histoire qu'on a rarement voulu modifier.

Nos camarades auront la parole. Et nous arriverons à faire comprendre enfin dans quelle mesure nous sommes pratiques et efficaces et l'importance que nous accordons aux préoccupations légitimes des éducateurs.

Ainsi tomberont les dernières barrières qui freinent les bonnes volontés toutes prêtes, par ailleurs, à se joindre à nous.

LA NOUVELLE PSYCHOLOGIE, RÉVÉLATION ET BASE DE LA NOUVELLE PÉDAGOGIE

Nous l'avons déjà signalé à diverses reprises : à mesure que nous modifions les conditions d'éducation et d'acquisition, que nous éliminons progressivement les dangers et les déviations de la scolastique, l'enfant nous apparaît sous un jour nouveau, que les poètes parfois nous avaient laissé deviner mais que la psychologie ignorait systématiquement.

Les besoins, les tendances, les possibilités, les élans qui se manifestent dans nos classes vivantes et liées à la vie, ne sont point les besoins, ni les tendances, ni les possibilités, ni les élans des élèves assommés par la scolastique. L'oiseau en cage ne saute point et ne prend point l'élan comme l'oiseau libre dans le ciel bleu.

De plus, le milieu ambiant s'est modifié autour de nous, et ce changement influence de façon parfois décisive le comportement des enfants et leurs réactions à notre enseignement.

Le début de notre siècle était encore la période tranquille et calme où la formation avait mieux tendance à se faire en profondeur. D'où floraison de morceaux choisis, de poésies et de considérations morales.

L'image et le mouvement qui, dans tous les domaines, se substituent à l'expression écrite d'une pensée, ont bouleversé ce processus psychologique et pédagogique. On a tendance à ne plus penser par la pensée pour ainsi dire ; il faudra trouver la possibilité de faire penser par le mouvement et l'action si nous ne voulons pas que l'image tue un jour prochain la pensée.

L'expérience des journaux d'enfants nous est, à ce sujet, un enseignement décisif.

Je me souviens de la joie avec laquelle nos enfants accueillaient, il y a vingt ans, cette belle réalisation qui s'appelait *Petits Bonshommes* et à laquelle s'apparente quelque peu notre *Gerbe*. Aujourd'hui, les *Petits Bonshommes* n'auraient pas plus de succès que notre *Gerbe*. Que l'enfant voie un illustré et il laisse nos écrits pour sauter sur l'image parce que l'image a tendance à supprimer la pensée et l'effort.

Le cinéma contribue considérablement à renforcer cette tendance.

Il ne s'agit point, en l'occurrence, de maudire et de passer outre. Il y a là un grave problème qu'il nous faut examiner froidement, même si de cet examen devaient sortir de nouvelles nécessités pédagogiques. Le temps marche : le siècle du cinéma et de l'illustré n'est plus celui de l'imprimé rare et serré et austère où l'on puise la seule

pensée fertile. Le siècle de la réflexion et du raisonnement a fait place au siècle du mouvement, de la performance et de la vitesse. Il ne nous appartient pas de faire faire machine en arrière à cette évolution à laquelle nous devons au contraire adapter notre école pour en tirer le maximum d'efficacité.

Nous ne sommes pas de ceux qui se lamentent et qui pleurent sur un passé regretté. Nous devons virilement agir selon notre temps et face aux difficiles problèmes de l'heure.

Ce sera une tâche essentielle pour l'année à venir.

LES TESTS

Dans cette pédagogie en mouvement, et que nous voyons la nécessité d'adapter davantage encore aux nécessités trop dédaignées de l'heure, il nous sera difficile de fixer des normes et d'utiliser les tests dont nous approuvons cependant le principe.

Mais ces tests mesurent les personnalités ou l'acquis des piétons qui, il y a trente ans, s'en allaient paisiblement sur les routes envahies par l'herbe fleurie. La même mesure ne saurait être utilisée par ceux qui ne rêvent que d'autos, d'avions, d'aventures, pour une éducation qui a gagné en élargissement ce qu'elle a perdu en profondeur. A temps nouveau, des normes nouvelles, et établies avec des enfants soumis aux possibilités nouvelles et délivrés de la prison scolastique.

Là encore, ce n'est pas notre faute si les temps ont marché. Nous serons impardonnables de ne pas le suivre et de croire que nous avons pu bâtir définitivement dans un domaine aussi nouveau et aussi dynamique.

Il y a là de la besogne sur la planche, et intéressante. Nous serions heureux de voir une de nos commissions s'y intéresser.

LE SUBCONSCIENT ET LA PSYCHANALYSE

J'avais rapidement, au cours de notre cours de vacances de l'année passée, traité cette grave et importante question sur laquelle nous reviendrons plus profondément cette année. Nous avons été frappés tout à la fois par la complète ignorance, dans ce domaine, de la presque totalité de nos camarades et par l'intérêt passionné que toute l'assistance y portait.

Il y a là, à n'en pas douter, une porte ouverte sur un domaine inexploré de notre psychologie et dont l'étude risque de bouleverser et de rénover bien des conceptions.

Combien il est regrettable qu'on ait galvaudé le mot de psychanalyse et qu'on ait identifié presque cette technique à l'érotisme ou au sexualisme. A tel point que nous avons quelque appréhension à traiter honnêtement le sujet dans notre revue, à mener les enquêtes indispensables et que nous pourrions aujourd'hui entreprendre. Nous savons, hélas ! ce qu'il peut nous en coûter.

U faudra bien cependant que nous affrontions la difficulté et que nous abordions ce problème, intimement lié au précédent d'ailleurs. Quelques camarades s'occupent déjà de la question. Nous les aiderons volontiers dans leurs recherches.

LES IDÉES D'ALAIN

Nous avons, depuis dix ans, remonté triomphalement un courant difficile en éducation. Nos idées sont de plus en plus admises et il est rare qu'on nous réserve les considérations, courantes naguère, sur la discipline, sur l'instruction, sur l'obligation, sur la nécessité de l'effort imposé, sur l'autorité.

Il y a cependant quelques bons esprits qui ne se résignent point à l'éclipse des idées dont on a nourri leur scolastique. Et ces bons esprits citent toujours comme référence les paradoxes d'Alain.

Nous dirons d'abord – même si des intellectuels jugent notre opinion bien hardie et bien péjorative – que nous n'aimons pas ces jongleurs de la phrase qui ont appris dans les écoles l'art de nous faire prendre des vessies pour des lanternes, qui présentent agréablement les mensonges comme des erreurs, et inversement, et dans les écrits desquels on peut trouver les justifications de tout, et, pour ce qui nous concerne, la justification des réformes les plus hardies à côté des jugements les plus retardataires.

Nous considérons cela comme un jeu de la pensée et de la phrase et nous récusons d'avance toutes références à de tels écrits qui n'ont aucune assise dans le réel et l'expérience.

C'est au nom d'Alain que sont formulées très souvent des considérations à notre avis désuètes sur la liberté et l'obligation d'une part, sur la lecture d'autre part. Nous reposerons donc, en cours d'année, le problème de la

liberté, non pas de cette liberté verbale, idéale et idéologique, mais de la liberté maximum, fille de l'organisation harmonieuse et du travail.

Nous tâcherons de répondre aussi à Delfolie qui cite de grands auteurs pour prouver que « ce qui amuse n'instruit pas ; et on ne saurait devenir instruit si on ne lit que ce qui plaît ». Nous montrerons comment il y a, à la base de tels raisonnements, une méconnaissance monstrueuse des besoins et des possibilités de l'enfant. On ne sait, avec lui, que parler autorité, où, à l'opposé, amusement et jeu. On néglige tout l'intermédiaire dynamique et humain sur lequel nous avons bâti toute notre pédagogie : l'effort sérieux dans le sens du devenir permanent, pour et par la satisfaction de nos besoins ancestraux de connaissance, de réalisation et d'effort.

LA RÉNOVATION DE L'ENSEIGNEMENT DANS LES VILLES

Jusqu'à présent, notre mouvement de rénovation et d'adaptation a trouvé son terrain favorable dans les campagnes : petites villes, bourgs et villages. Et nous avons bien souvent donné les raisons de cet état de fait.

Est-ce à dire qu'il n'y ait rien à faire dans les écoles de villes ? Nous ne le croyons pas, surtout depuis les nouvelles instructions ministérielles qui s'y appliquent comme à toutes les écoles.

Mais le problème est là, beaucoup plus matériel et technique que pédagogique.

Dans les écoles de campagne à une, deux ou trois classes, où l'instituteur a eu, de tout temps, une grande liberté d'action, d'importantes initiatives personnelles étaient possibles.

L'instituteur de ville subit, lui, la loi du groupe, et c'est sur l'organisation de ce groupe que nous devons agir si nous voulons modifier un jour l'atmosphère pédagogique de ces classes.

Malheureusement, cette action n'est plus de notre domaine et tout ce que nous pouvons faire, c'est de suggérer des idées sans savoir si nous trouverons un jour des administrateurs suffisamment hardis, compréhensifs et audacieux pour en tenter la réalisation.

Nous rappelons à ce sujet l'article que nous avons écrit l'an dernier sur *l'Architecture et la Pédagogie*, dans lequel nous demandions qu'on abandonne dans les villes la construction de grands groupes scolaires pour s'orienter vers l'aménagement de groupes homogènes de 3 à 5 classes, qui pourront avoir une vie propre et où disparaîtra cette atmosphère hallucinante d'usine ou de caserne qui règne dans les grandes écoles.

La chose serait pratiquement très possible. Cette organisation, qui permettrait de disséminer les centres de rassemblement des enfants, réduirait les longs parcours que ceux-ci doivent faire aujourd'hui, sur des routes ou des avenues dangereuses. Les locaux seraient faciles à trouver.

Nous avons récemment, examiné cette possibilité avec un directeur d'une école à 14 classes de Montreuil qui a reconnu spontanément les avantages certains d'une telle organisation.

Il faut populariser cette idée. Il faut dire les tares incurables de l'école-caserne, les possibilités de travail profond de l'école, groupe communautaire à effectif réduit, avec l'espoir qu'un jour enfin on comprendra nos raisons pour tenter l'organisation nouvelle projetée.

Mais en attendant, n'y a-t-il rien à faire dans les écoles de ville pour améliorer la vie et le travail dans le sens de nos techniques et des instructions ministérielles ?

Il serait bon pour cela que nous ayons la collaboration active et permanente de quelques camarades intéressés. Car nous n'avons pas l'habitude de parler de ce que nous ne connaissons pas ni d'apporter des solutions à des problèmes qui n'ont pas même été posés. Et, personnellement, Je n'ai jamais voulu aller à la ville où je sentais d'insurmontables difficultés pédagogiques.

Il faudrait donc qu'une enquête préalable nous dise avec précision quels sont les obstacles essentiels qui s'opposent à la réalisation de nos techniques dans les écoles de villes. Nous pourrions alors établir une sorte de plan de réalisation et voir les possibilités pratiques d'action immédiate.

Nous demanderons à nos délégués départementaux de mener en octobre cette enquête à laquelle nous tâcherons d'intéresser directeurs d'écoles et inspecteurs.

Disons tout de suite qu'une des conditions à notre avis indispensables pour redonner une activité pédagogique aux grands groupes scolaires, c'est d'atténuer la forme et l'atmosphère caserne, de rapprocher l'instituteur des enfants afin de supprimer l'actuelle éducation en série.

La solution préconisée et tentée par M. Lévesque, inspecteur de Caen, nous paraît totalement souhaitable : créer, au sein de ces grands groupes, des groupes homogènes d'écoles à deux ou trois classes avec des instituteurs qui

suivraient leurs enfants pendant toute la scolarité, qui les connaîtraient et qui pourraient alors envisager l'organisation scolaire susceptible d'améliorer et de rendre plus efficiente la vie du groupe.

Chacun de ces groupes homogènes pourrait avoir sa salle ou son coin des Activités dirigées, d'exposition ; il pourrait prévoir des sorties indépendantes et faire tous aménagements compatibles avec l'organisation générale de l'école.

Nous serions heureux de voir cette idée reprise et développée.

Et même là où rien ne peut être fait dans ce sens, nos techniques ne peuvent-elles apporter aucune amélioration ?

Nous sommes persuadés du contraire.

Il sera difficile d'adopter, brusquement, l'Imprimerie à l'École, ou bien alors on pense à une imprimerie pour tout le groupe ; nous pouvons certes fournir l'imprimerie, qui peut fonctionner et rendre des services, mais ce ne sera point là le travail selon nos techniques dans les classes mêmes.

Par contre, la modernisation, l'adaptation de ces classes aux possibilités de 1939 pourrait être beaucoup plus poussée : tirages de textes au limographe et commencement de la pratique des échanges : gravure du lino, fichier scolaire coopératif, fichiers autocorrectifs, pratique des conférences.

À l'usage de ces techniques possibles partout, les instituteurs habitués à une besogne standardisée, uniforme et sans intérêt, reprendront goût à leur travail ; et c'est cette amorce qui a pour nous, la plus grande importance parce que nous nous sentons en mesure d'en tirer toutes les conséquences.

Au travail, camarades des Villes.

Nous n'avons certes pas tout dit.

Au cours de l'année qui finit, nous avons mis au point nombre de questions sur lesquelles de graves malentendus risquaient de se produire, et nous savons que ces malentendus sont souvent, ensuite, à l'origine des campagnes d'opposition et de dénigrement, qu'on tente contre nous,

Si, par nos tentatives d'éclaircissement, nous avons tué dans l'œuf ces oppositions, si nous avons mieux armé nos camarades pour répondre aux critiques qui se font jour, nous n'avons point perdu notre temps,

Et nous sommes heureux de voir naître, parmi nos adhérents, une compréhension qui autorise l'action cohérente entreprise aujourd'hui dans les départements. Des propagandistes naissent, et montent ; des camarades qui n'avaient jamais fait de conférences parlent pendant deux heures à un auditoire d'instituteurs et ils sont étonnés eux-mêmes de l'intérêt qu'ils suscitent.

Dans ce sens est la garantie que noire mouvement prend des assises solides et qu'il pourra, sans mon intervention directe et permanente, s'approfondir et s'amplifier partout.

Nous qui cherchons une pédagogie qui donne aux enfants compréhension, confiance en eux, activité et élan, sommes heureux d'avoir suscité parmi les éducateurs ces mêmes conquêtes, gage du développement d'une pédagogie vraiment populaire, adaptée à notre époque et dont, l'efficacité ira croissant avec l'organisation technique à laquelle nous continuerons à apporter tous nos soins.

[L'Éducateur prolétarien n° 19, 1^{er} juillet 1939 dans son intégralité](#)

2. Le Front populaire de l'enfance

Charte constitutive du Front Populaire de l'Enfance

25 novembre 1935

Après le constat amer sur le peu de prise en compte dans les programmes du Front populaire des conditions de vie et d'éducation de l'enfance et de la jeunesse qui pourtant représentent l'avenir, Freinet va répertorier les points essentiels, les leviers de changement.

On y trouve un beau plaidoyer sur l'école laïque et ses principes ; Freinet considère les instructions ministérielles de 1923 comme une véritable charte de l'éducation nouvelle dans les écoles publiques. Il conseille aux parents et aux éducateurs d'utiliser au maximum les possibilités idéologiques et scolaires des règlements, des programmes... qu'il considère comme des conquêtes à défendre. Et surtout ce que peut devenir l'école laïque, si on y fait vivre les grands principes de ses fondateurs.

Mais on ne peut pas dissocier l'école des conditions de vie des familles qui se répercutent obligatoirement sur l'enfant. La lutte revendicative des parents pour leur niveau de vie est donc une condition de l'amélioration de l'école.

Dans cette charte, sont évoqués également les conditions matérielles dans lesquelles fonctionne l'école, les salaires des enseignants, les lieux éducatifs hors école et la presse pour les enfants.

Dans l'ensemble, elle est encore d'actualité, la jeunesse n'est guère au cœur des actions politiques, il suffit de voir le peu de cas en France de la Convention internationale des droits de l'enfant (même s'il y a quelques petites avancées). De plus, les conditions de vie des familles se dégradent, la pauvreté augmente... rapidement.

Dans les points listés par Freinet, il faudrait ajouter le chômage des jeunes, l'école comme grande reproductrice des inégalités sociales et des discriminations, sans oublier les problèmes liés à la destruction de l'environnement.

Une société ne vit, ne s'améliore et ne progresse que par les forces vives et intrépides qui la poussent hardiment en avant.

[...] Un gouvernement populaire doit tout mettre en œuvre pour que l'Enfance et la Jeunesse puissent, au sein d'une communauté heureuse, s'affirmer et s'épanouir.

L'Enfance se meurt chez nous !

Jamais les conditions économiques et morales ne lui ont été plus fatales : le chômage et la misère entraînent inévitablement avec eux la déficience physiologique et l'affaiblissement plus ou moins catastrophique des possibilités intellectuelles des enfants.

Le fascisme ne serait que l'aggravation des maux redoutables dont le capitalisme accable l'enfance prolétarienne.

Et l'adolescence impuissante cherche en vain les moyens de dépenser sa généreuse activité, de se réaliser par un travail productif et socialement utile, par le dévouement aux grandes œuvres humaines qui sont, pour les jeunes surtout, les vraies raisons de vivre et d'espérer.

Le *Front Populaire* a, depuis quelques mois, heureusement réagi contre les prétentions du fascisme naissant. Dans toutes ses revendications cependant, l'Enfance et la Jeunesse n'occupent point la place de premier plan qui devrait leur être réservée.

Il s'agit là non seulement d'une question d'humanité, mais aussi de la plus haute et de la plus importante nécessité sociale : l'avenir libérateur de la classe prolétarienne.

Que, de toute urgence, les amis de l'enfance populaire se groupent, collaborent, conjuguent leurs efforts pour l'aboutissement de revendications précises sur lesquelles il nous est facile de faire l'accord de tous les honnêtes gens.

Au *Front Populaire* doit répondre le *Front Populaire de l'Enfance*.

Les enfants, les écoliers d'aujourd'hui seront dans quelques années les adolescents intrépides et enthousiastes qui forment, dans tous les mouvements sociaux, le meilleur des troupes partisans.

L'éducation, la formation de ces enfants ont donc une importance primordiale et une portée souvent décisive sur la marche des événements sociaux et politiques.

On peut former l'enfant à l'obéissance et à la passivité, lui inculquer le respect et la crainte des riches et de ceux qui tiennent le pouvoir, le persuader qu'il est venu sur terre pour travailler, souffrir et obéir. Ce faisant, les gouvernements et les régimes au pouvoir prennent ainsi une sorte d'assurance sur le maintien de leurs privilèges au cours des années à venir.

À cette œuvre d'asservissement et d'obscurantisme collaborent directement toutes les écoles privées aux mains des jésuites et des ensoutanés, ouvertement soutenues d'ailleurs par toute la réaction citadine et rurale.

Collaborent indirectement à cette œuvre aussi, et souvent malgré eux, les nombreux instituteurs qui conservent dans leurs classes les méthodes dogmatiques d'asservissement scolaire, de respect des manuels, de bourrage et d'abrutissement.

Parfont cette œuvre toutes les entreprises péri et post-scolaires du régime capitaliste : la presse immonde pour enfants – depuis le *Bon-Point*, *Mickey* et *Hurrah* jusqu'au *Pèlerin* – le Cinéma, les organisations bourgeoises d'enfants : Patronages et Boy-Scouts.

Mais on peut à cet âge aussi former en l'enfant ce précieux esprit d'activité et de libération, lui inculquer la connaissance et le respect du travail et des travailleurs, lui faire sentir la noblesse de l'effort, si humble soit-il, lui donner confiance en ses possibilités créatrices et l'habituer à mettre ces possibilités au service de la communauté, éduquer en lui ce sens moral, ce besoin de coopération qui seront les ferments du monde nouveau.

L'école laïque française est un premier pas, et important dans le sens de cette libération.

Elle a affirmé la nécessité de libérer l'enfant de l'emprise religieuse, de l'éduquer dans le sens de la connaissance et de la vérité. Elle a commis certes des erreurs idéologiques, dues en général aux erreurs sociales d'hommes qui avaient en la vérité, en la justice et la liberté une foi trop exclusivement idéaliste et qui n'ont pas su mettre pratiquement ces grands principes à l'abri des attaques hypocrites de la réaction.

Mais il en est de l'école laïque comme de la plupart des conquêtes démocratiques. Elle est un pas important vers la libération des enfants à condition qu'on puisse et qu'on sache l'utiliser : les programmes eux-mêmes de cette école ne manquent pas d'un certain idéalisme et les instructions ministérielles de 1923 qui accompagnaient les nouveaux programmes restent comme une charte véritable de l'éducation nouvelle dans les écoles publiques.

Éducateurs et parents doivent utiliser au maximum les possibilités idéologiques et scolaires qui leur sont ainsi offertes par les règlements, les programmes et instructions diverses qui régissent notre école laïque et défendre ces conquêtes contre les attaques sournoises ou avouées de la réaction. DÉFENDRE LES CONQUÊTES POPULAIRES DE L'ÉCOLE LAÏQUE DOIT ÊTRE UN DES POINTS ESSENTIELS DU PROGRAMME DU FRONT POPULAIRE DE L'ENFANCE.

Mais ces conquêtes doivent être développées, à la lumière surtout des récentes découvertes psychologiques et pédagogiques.

Les principes ne suffisent pas : encore faut-il que soient étudiés les moyens pratiques de les faire passer dans la réalité.

Nos pères avaient une confiance presque illimitée dans le verbalisme, dans les proverbes et les formules morales, dans les vertus de l'instruction, des livres, des manuels, de la parole pontifiante du maître. L'expérience nous a montré la vanité pratique de ces moyens d'action dont la réalité a souvent fait des armes au service de la réaction et de la guerre.

Il faut aujourd'hui organiser pratiquement l'école nouvelle progressiste qui fera entrer dans la réalité des faits les grands principes des fondateurs de l'école laïque.

Il faut que l'école libère l'enfant, non pas en paroles, mais dans la réalité de la vie, pratiquement, effectivement :

- en lui apprenant à travailler avec joie et à exercer sans cesse ses immenses possibilités créatrices ;*
- en lui enseignant à ouvrir au sein d'une communauté pour le plus grand bien de cette communauté ;*
- en substituant à la discipline passive et autoritaire une auto-discipline basée sur les nécessités du travail coopératif et sur les besoins de libération des individus ;*
- en liant toujours davantage les destinées de l'école populaire aux destinées de la grande masse du peuple, en plaçant toujours davantage l'école dans la vie, en relations directes avec le travail, les souffrances, les espoirs et les rêves des travailleurs ;*
- en faisant connaître parmi les parents et le personnel enseignant les techniques éprouvées qui permettent pratiquement la marche vers la libération de l'enfant par l'influence de l'école.*

CETTE DÉFENSE SUR LE TERRAIN D'UNE LARGE CONCEPTION NOUVELLE DE LA PÉDAGOGIE ET DE LA VIE DE L'ENFANT DOIT ÊTRE LA DEUXIÈME DES TÂCHES ESSENTIELLES DU FRONT POPULAIRE DE L'ENFANCE.

Mais le destin de l'école est intimement lié au destin des masses populaires elles-mêmes.

Si les familles vivent dans les taudis ; si elles sont sous-alimentées ou mal alimentées : si les parents s'épuisent dans les bagnes modernes en attendant que leurs enfants les y rejoignent pour les y remplacer, l'école populaire est matériellement marquée par cette misère et cette exploitation.

Il est un fait que parents, et même éducateurs, n'ont pas encore suffisamment compris : le développement intellectuel, scolaire et moral des enfants est directement fonction de leur développement physiologique vital, lequel, est lui-même fonction des conditions de travail et de vie qui leur sont imposées.

Améliorez ces conditions de vie, donnez aux enfants une meilleure santé en leur permettant de jouir d'une nourriture saine, de l'air, de l'eau et du soleil, et vous aurez réalisé une des plus grandes conquêtes pédagogiques qui soient.

C'est pourquoi nous plaçons la lutte revendicative des parents pour l'amélioration dans tous les domaines de leur standard de vie comme une des conditions de l'amélioration financière de l'école.

LE FRONT POPULAIRE DE L'ENFANCE DEVRA MONTRER À SES ADHÉRENTS LA NÉCESSITÉ URGENTE DE CETTE ACTION NON SEULEMENT POUR EUX-MÊMES, MAIS AUSSI, MAIS SURTOUT POUR L'AVENIR DE LEURS ENFANTS.

Les conditions dans lesquelles vivent et travaillent les enfants dans leur famille sont, nous l'avons dit prépondérantes.

Mais il faut qu'on sache aussi que le succès scolaire est directement fonction des conditions matérielles dans lesquelles fonctionne l'école.

Une école sans air, sans soleil, sans eau, sans espace libre, sans arbres et sans jardin, est, comme le taudis l'est pour la famille, mortelle pour l'éducation des enfants du peuple.

Les parents ne doivent tolérer nulle part des écoles taudis comme il en existe tant encore. Ils doivent tout mettre en œuvre pour que les crédits nécessaires à l'entretien des écoles existantes et à la construction des groupes nouveaux soient votés sans retard.

Mais ce n'est pas tout.

Les règlements stipulent que, dans les classes de ces écoles, le nombre normal des élèves est de 30, 35, sous-entendant par là que, au-dessus de ce chiffre, tout travail régulier et profitable devient impossible.

Qu'a fait le fascisme ? Il ne s'est attaqué ni aux programmes ni aux principes de l'école parce qu'il se savait en possession d'une arme autrement redoutable : il a réduit dans une proportion scandaleuse le nombre de classes et le nombre des instituteurs. La conséquence en a été une surcharge incroyable de ces classes. À l'heure actuelle,

dans les villes surtout, il n'y a pour ainsi dire plus de classes de 30 - 35 élèves. Les classes de 40, 50, 60, 70, 80, 90 et même 100 élèves deviennent la norme.

Il faut que les parents sachent que, dans de telles conditions, tout travail pédagogique est matériellement impossible. L'école devient une garderie où l'instituteur est une sorte de garde-chiourme, obligé de violenter et de dominer les enfants, et de les plier ainsi, d'avance, à l'obéissance capitaliste. Dans de telles écoles, quelle que soit la beauté de l'école, il ne peut s'agir ni d'instruire, ni d'éduquer, ni de libérer vos enfants.

Si cette école d'abrutissement est voulue par le capitalisme fasciste, **IL APPARTIENT AU FRONT POPULAIRE DE L'ENFANCE DE LUTTER SANS CESSER, DANS TOUS LES DOMAINES, POUR RÉTABLIR UNE SITUATION NORMALE, POUR FAIRE ROUVRIRE DES ÉCOLES, NOMMER DES INSTITUTEURS, DÉCONGESTIONNER LES CLASSES AFIN QUE SOIT POSSIBLE LE TRAVAIL D'ÉDUCATION QUI FERA DES ENFANTS DU PEUPLE DES HOMMES, DES LUTTEURS, DES CONSTRUCTEURS DE LA SOCIÉTÉ NOUVELLE.**

Pour que le peuple ne se rende pas compte de la nocivité excessive de ces mesures fascistes, le capitalisme a fait dévier contre les instituteurs la colère des parents. On a montré les éducateurs comme des budgétivores, des gens qui sont payés pour ne rien faire ; on les a dénoncés comme nuisibles toutes les fois qu'ils ont affirmé leur désir de se dégager des forces mauvaises pour servir le peuple.

LE FRONT POPULAIRE DE L'ENFANCE DEVRA NÉCESSAIREMENT PRENDRE EN TOUTES CIRCONSTANCES LA DÉFENSE DES INSTITUTEURS : MATÉRIELLEMENT, EN APPUYANT LEURS REVENDICATIONS, EN EXIGEANT POUR EUX DES TRAITEMENTS HONNÊTES QUI LEUR PERMETTENT DE SE CONSACRER TOTALEMENT À LEUR SACERDOCE ; MORALEMENT, EN SE GROUPEMENT AUTOUR DE L'ÉCOLE TOUTES LES FOIS QUE, OUVERTEMENT OU NON, LE FASCISME ET LE CLÉRICALISME LA MENACENT.

Mais l'école n'agit sur les enfants que pendant une petite partie de la journée.

Depuis longtemps la réaction a vu la possibilité d'influer sur le destin des enfants en se saisissant d'eux hors de l'école. Le cléricalisme notamment a eu une forte influence par l'organisation de patronages d'abord, de fêtes, de secours, de séances de cinéma, etc. Quand les besoins des enfants ont évolué, la réaction a organisé le scoutisme dont l'idéologie et les buts servent totalement le régime existant.

LE FRONT POPULAIRE DE L'ENFANCE DOIT GROUPEMENT TOUTES LES ORGANISATIONS POST-SCOLAIRES PROGRESSISTES ET EN SUSCITER LA NAISSANCE LÀ OÙ IL N'EN EXISTE POINT ENCORE : PATRONAGES, SALLES DE RÉUNION, FÊTES, SÉANCES DE CINÉMA, ETC. IL APPUIERA ENSUITE DE TOUTE SON AUTORITÉ L'ORGANISATION DES ENFANTS DANS DES GROUPES DE PIONNIERS QUI, SELON DES TECHNIQUES MIEUX ADAPTÉES AUX BESOINS ACTUELS, SERONT LA MEILLEURE DES PRÉPARATIONS AUX LUTTES DONT LA SOCIÉTÉ NOUVELLE SERA L'ABOUTISSEMENT.

Le journal enfin est une des formes dangereuses par lesquelles la réaction impose aux enfants les croyances nécessaires à la domination capitaliste.

LE FRONT POPULAIRE DE L'ENFANCE DÉNONCERA TOUS LES JOURNAUX POUR ENFANTS ESSENTIELLEMENT NOCIFS ET QUI SONT À METTRE DANS LE MÊME SAC, QU'ILS SOIENT *BON-POINT*, OU ROMAN D'AVENTURES, OU *BENJAMIN* OU *BERNADETTE*. IL RECOMMANDERA LES QUELQUES JOURNAUX D'ENFANTS QUI, HORS DE TOUTE CONSIDÉRATION COMMERCIALE, VISENT À L'ÉDUCATION VÉRITABLE ET À LA FORMATION DES ENFANTS. IL SOUTIENDRA TOUT SPÉCIALEMENT LES JOURNAUX QUI RÉPONDENT LE MIEUX À CES BUTS, EN ATTENDANT DE CRÉER, OU DU MOINS DE PATRONNER, UN VÉRITABLE JOURNAL POPULAIRE D'ENFANTS.

Nous nous sommes appliqués à définir et à préciser ici les points essentiels qui doivent être comme les jalons du programme fondamental du Front Populaire de l'Enfance. Dans le détail, il appartiendra ensuite à ses sections de prendre telles initiatives qui correspondent aux buts principaux dont nous avons montré l'urgente nécessité.

[L'Éducateur Prolétarien, 25 novembre 1935 dans son intégralité](#)

Le Front Populaire de l'Enfance

25 décembre 1935

Encore peu de réponses à la constitution du Front populaire de l'Enfance et à sa charte... Freinet renouvelle son appel dans un contexte qui lui semble favorable avec notamment des initiatives spécifiques pour l'Enfance qui pourraient rejoindre le Front Populaire de l'Enfance.

Il est impossible de mesurer dès maintenant la portée de notre initiative, car il faut laisser aux individus et aux groupements touchés par nos publications et nos circulaires le temps de réagir.

Nous enregistrons du moins :

D'abord l'adhésion enthousiaste de notre grand Romain Rolland qui nous adresse la lettre suivante :

« De tout cœur, je m'associe à vous, dans le Comité de Patronage du Front Populaire de l'Enfance, que vous voulez former et dont la nécessité m'apparaît, comme à vous, impérieuse. Je vous prie de croire toute ma sympathie dans le bon combat que vous livrez. »

Le secrétaire de la Fédération de l'enseignement nous écrit :

« Le Bureau de notre Fédération a pris connaissance de votre lettre du 2 courant.

Il a estimé qu'en raison de la proximité de la fusion syndicale, il ne pouvait accepter de participer au Comité de Patronage que vous projetez.

Ce sera à la Fédération *unifiée* d'étudier votre proposition quant au fond même. »

Le Comité Central des Groupes de Jeunes, lui, nous soutient totalement comme par le passé et se propose de demander à tous les groupes une action énergique.

Deux ordres de faits ensuite montrent que l'idée d'un regroupement des forces gravitant autour de l'Enfance est désormais dans l'air et qu'une action coordonnée de tous ceux qui s'y intéressent, devrait rapidement aboutir.

La Fédération Nationale des Comités d'action et de défense laïque de France se réunit en Congrès à Paris le dimanche 29 décembre. Elle adresse une invitation aux divers groupements laïques pour que soit étudiée la possibilité d'un *Front laïque*, susceptible surtout de défendre l'école et ses maîtres.

D'autre part, la *Fédération de l'Enfance Ouvrière et Paysanne* publie le rapport intégral fait par Daniel à la réunion du Bureau et fixant l'orientation nouvelle de la Fédération.

Nous reviendrons plus loin sur certaines considérations pédagogiques contenues dans ce rapport. Nous signalons seulement ici qu'il préconise la constitution d'une *Fédération Populaire de l'Enfance Française*, gravitant plus spécialement autour des patronages laïques.

L'une et l'autre de ces deux initiatives nous paraissent insuffisamment élargies et gagneraient à s'incorporer et à se fondre dans notre *Front de l'Enfance*.

Le Front laïque s'adresse exclusivement aux parents et aux éducateurs et néglige l'action si puissante auprès des enfants eux-mêmes, c'est-à-dire tout le côté pédagogique et social de notre action éducative.

La Fédération Populaire de l'Enfance Française au contraire s'occupe spécialement des enfants et ne pense pas suffisamment à mobiliser, à grouper et à animer parents et éducateurs.

L'une et l'autre de ces actions ont certainement leur pleine raison d'être. Mais puisque nous parlons de regroupement, pourquoi ne pas élargir notre conception et ne pas constituer ce large *Front Populaire de l'Enfance* qui ne négligera aucune des questions touchant l'Enfance et la Jeunesse, mais qui œuvrera pratiquement aussi pour mobiliser les parents et les amis de l'École et pour défendre nos instituteurs et nos institutions contre l'action sournoise ou avouée du cléricisme et de la réaction.

Nous écrivons dans ce sens aux animateurs du Front laïque, ainsi qu'à nos camarades de l'Enfance ouvrière, pour leur demander de joindre leurs efforts aux nôtres. Personnellement, nous l'avons dit, il n'y a dans notre initiative aucune pensée individualiste d'amour-propre et nous sommes prêts à nous rallier à tout mouvement

répondant à nos buts et qui serait lancé par d'autres groupements. Il ne s'agit pas aujourd'hui de faire triompher tel ou tel projet : l'enjeu est autre ; il s'agit de regrouper par l'action immédiate tous ceux qui sentent la nécessité urgente de sauver l'école et l'enfance ouvrière.

Devant cette nécessité, notre entente immédiate doit être possible.

Dès aujourd'hui, entrez en rapports avec toutes les organisations qui s'intéressent à l'Enfance. Le Front de l'Enfance sera sous peu une puissante réalité.

[L'Éducateur Prolétarien n° 6, 25 décembre 1935 dans son intégralité.](#)

Tour d'horizon

25 février 1936

Malgré l'espérance que provoque la montée du Front Populaire, la satisfaction de constater le développement des adhérents, Freinet exprime son amertume de n'être pas reconnu au sein des milieux syndicaux, politiques et littéraire, ce qui a nui le succès du Front de l'Enfance, une profonde déception.

Freinet ne baisse pas les bras. Même si les luttes immédiates sont indispensables, il faut penser l'avenir et donc changer sans attendre la pédagogie pour arrêter d'abrutir la génération enfantine et jeter les bases pour la libération du peuple, pour une autre société et pour offrir aux parents une logique de pensée et de vie.

Février ! Émouvant anniversaire !

Il y a deux ans, nous nous réveillions un beau matin en face du fascisme montant à l'assaut de l'État. Et nous avons quelques raisons de nous demander alors, le plus sérieusement du monde, si nous n'allions pas suivre bientôt, comme nos camarades allemands, le chemin de la torture et des camps de concentration.

Le triomphe fasciste ne faisait aucun doute pour certains camarades bien informés qui nous conseillaient de camoufler nos activités. Précaution bien inutile, pensions-nous : nous sommes classés d'avance parmi les premières victimes du fascisme et nous savons qu'aucune de nos initiatives ne trouverait grâce devant la réaction au pouvoir.

Comme tant de camarades antifascistes, nous avons lutté avec la dernière énergie parce que notre œuvre et notre vie étaient directement en cause ; et c'est avec un réconfort incontestable que nous entrevoyons aujourd'hui, avec la montée souveraine du Front Populaire, la possibilité de continuer notre action éducative.

Nous avons l'habitude, pour conserver intact notre optimisme, de considérer impartialement mais avec sérénité les obstacles que nous rencontrons sur notre route.

Le fascisme recule, mais nous n'en devons pas moins reconnaître que les temps sont bien peu propices aux calmes travaux pédagogiques.

Nous traversons une de ces tristes périodes militantes, où l'on sent que se joue l'avenir d'une civilisation. Alors, à l'exemple des Perrin et Langevin, on abandonne momentanément s'il le faut les austères travaux de laboratoire et on descend dans la rue pour renforcer matériellement le barrage que les masses dressent victorieusement contre les menaces fascistes.

Loin de nous, la pensée de désapprouver cette action. Quand l'inondation menace, il ne suffit pas de se réfugier sur le toit en attendant que la maison croule. Si le redressement politique et social actuel permet un jour prochain une reprise enthousiaste des besognes actuelles, tous les ouvriers de cette œuvre essentielle auront bien mérité de la civilisation.

Nous nous contentons donc de noter que la période actuelle n'est pas propice du tout aux paisibles recherches pédagogiques et qu'il faut vraiment que notre mouvement ait poussé aujourd'hui de solides racines de base pour qu'il continue à se développer puissamment.

Et, effectivement, le nombre de nos adhérents ne fait que croître ; l'enthousiasme de ceux qui se joignent à nous est toujours aussi frais et aussi intrépide ; notre Éducateur Prolétarien se répand dans le personnel ; nos éditions sont de plus en plus connues. Nous reparlerons d'ailleurs de ces différentes activités dans notre prochain rapport général préparatoire aux discussions de notre Congrès de Pâques.

Mais, hors de notre cercle, nous trouvons bien peu d'échos dans les milieux syndicaux, politiques et littéraires, et cela explique l'insuccès – que nous ne saurions cacher – de notre initiative du Front de l'Enfance. Il fut un temps, il y a 5 à 6 ans, où les grandes revues hebdomadaires ouvraient leurs colonnes aux éducateurs d'avant-garde : *Monde* nous offrait ses colonnes et les peu combattives *Nouvelles Littéraires* avaient leur page de l'Enfance... C'était la période où la masse petite-bourgeoise de France souriait sceptiquement aux annonces des prochaines tentatives fascistes et s'installait dans une paix égoïste qui masquait les nuages menaçants.

C'est maintenant la lutte : à nous les adultes de nous battre pour éviter la réaction ! Donnons-nous à la propagande politique, suivons meetings et manifestations ! Et, ma foi, si nous garantissons à nos enfants le pain et la liberté, n'est-ce pas encore là une des meilleures conquêtes pédagogiques ?

Explications qui ne sont ni raisons ni excuses, mais simples constatations : les journaux ont depuis longtemps supprimé leur page pédagogique ; les chroniques de l'enseignement dans les journaux ouvriers sont exclusivement revendicatives ; on s'intéresse en général aux enfants dans la mesure où leur regroupement sert les propagandes politiques ; on reste fasciné par l'immédiat, par le tragique et l'inexorable des batailles de demain.

Nous participons aussi à ces luttes avec la même certitude de défendre ainsi, indirectement, le mouvement de pédagogie populaire. Mais nous trahirions notre cause, nous ferions montre d'une bien piètre confiance dans les forces invincibles du redressement populaire, si nous persistions à voir plus avant, et à préparer, par notre éducation libératrice, les batailles et les victoires qui resteront encore à emporter quand, dans 5, 6, 10 ans, nos élèves seront des adolescents puis des adultes.

Ne nous laissons donc pas, même si nous rencontrons bien peu d'échos encourageants. Éducateurs d'avant-garde, nous devons ouvrir la marche, et, sans négliger les besognes urgentes, aller vers la jeunesse et la vie...

Notre grand Romain Rolland est un des rares hommes qui, les yeux obstinément fixés vers l'avenir, jugent cependant à leur valeur les pressants événements contemporains. Il a vu l'importance primordiale de l'action que nous préconisons en faveur du Front de l'Enfance et il nous a spontanément écrit l'encouragement enthousiaste que nous avons publié.

Mais il a été le seul, parmi les sommités pédagogiques et culturelles que nous avons sollicitées à apprécier notre effort. Les autres n'ont pas su se dégager de leurs préoccupations... L'enfance attendra !

En vain, nous nous sommes adressés aux Partis politiques. Les journaux ont brièvement commenté notre *charte*. Le *Populaire* en a donné un bon résumé : grâce à l'intervention personnelle du directeur de *L'Humanité*, ce journal a accueilli un premier article sur le *Front de l'Enfance*... Mais le deuxième, qui lui faisait suite, s'en est allé au panier... La Fédération de l'Enfance ouvrière tergiverse pour bâtir sur le papier des plans et des contre-plans, ergote sur des mots et des suppositions comme si nous avions voulu établir, par notre charte, les lignes définitives de ce Front de l'Enfance.

L'essentiel n'était-il pas de créer un courant, et un courant populaire souverain ? Foin des discussions byzantines ! A la roue, ceux qui veulent pousser ! Quant à nous, nous prenions modestement notre place, et parmi les premiers et les plus acharnés. Nous acceptions tous ceux qui poussaient dans le même sens. Quand le mouvement aurait été créé, nous aurions à loisir alors recherché en commun des règlements et des statuts.

Les appuis essentiels, sans lesquels, dépourvus de tous moyens de propagande, nous ne pouvons rien, nous ont fait défaut : CGT, CGTU, ITE, Parti communiste, Parti socialiste, Municipalités ouvrières... rien n'a voulu bouger.

Nous avons, conformément aux décisions du Congrès d'Angers, accompli jusqu'au bout notre tâche. Nous avons lancé l'idée, frappé à toutes les portes que nous croyions sympathiques.

Si même notre idée ne devait point se réaliser, nous aurons du moins apporté notre pierre originale au puissant mouvement de regroupement populaire. Mais il n'est pas dit encore que notre initiative ne continue son chemin et qu'un de ces jours peut-être, prenne corps, même sous une forme légèrement transformée, le Front de l'Enfance dont, plus que jamais, nous sentons la nécessité.

[Intégralité du texte dans L'Éducateur Prolétarien, n° 10, 25 février 1936](#)

Front de l'Enfance, grande réunion constitutive publique

25 mars 1936

La réaction s'organise, un Front National se dessine avec la constitution de la Ligue de l'Éducation Française qui appelle les maîtres « patriotes » et « fidèles au devoir national » à la rejoindre. En opposition, Freinet appelle de nouveau à un Front Populaire de l'Enfance, une urgence !

Grande réunion constitutive publique le 11 avril prochain, 21 h.

« Nous avons donné dans notre dernier numéro les raisons qui, après un moment de découragement, nous ont poussé à continuer notre action en faveur de Front de l'Enfance.

Le *Front Laïque*, auquel rien ne nous interdit d'ailleurs d'adhérer si le Congrès le décide, ne nous paraît pas répondre totalement aux exigences de l'heure. La réaction, d'autre part s'organise. *Le Temps* rend compte de la constitution de la *Ligue de l'Éducation Française* dont nous avons parlé, patronnée par Gaston Doumergue, Pétain et Weygand :

« Son programme peut être accepté par tout éducateur, quelles que soient par ailleurs ses opinions politiques ou philosophiques, pourvu seulement qu'il ait le souci de l'avenir du pays.

Il consiste à rendre l'école apte à préparer à la France, en étroite collaboration avec la famille, une jeunesse vigoureuse, saine d'esprit et de cœur, et résolue à servir et à défendre une patrie dont elle est fière.

Sa méthode est d'éviter autant que faire se peut la polémique, le travail négatif et de donner tout son effort à rassembler, stimuler et défendre les heureuses initiatives des maîtres patriotes.

Ce nouveau groupement ne prétend remplacer aucun de ceux qui existent déjà et qui ont tous rendu à la cause nationale dans l'enseignement de très grands services. Mais le fait qu'il est né de délibérations de membres appartenant à des associations multiples et diverses, montre qu'il rendra possible une action commune et puissante de tous les maîtres fidèles au devoir nationale. »

C'est, on le voit nettement, un essai de Front National auquel il nous faut d'urgence opposer un Front Populaire de l'Enfance.

Le CA a estimé aussi que notre action devait être continuée. Nous avons aussitôt demandé aux personnalités pédagogiques, aux organisations syndicales, politiques, philosophiques, d'assister ou de se faire représenter à une grande réunion constitutive qui aura lieu à Moulins à l'issue de notre Congrès.

Un appel spécial sera fait aux organisations départementales, dans l'Allier.

Il s'agit moins, à cette réunion constitutive, de présenter notre projet de charte que de confronter des opinions sur l'urgence et les modalités de l'action à mener. Car dans notre esprit, ce *Front de l'Enfance* ne devrait pas être un groupement avec statuts et directives, mais bien, et surtout un mouvement, un élan, une conjonction d'actions et de bonnes volontés qui trouveront facilement, nous en sommes convaincus, les points communs à mettre en avant.

Nous demandons à tous nos camarades de faire le maximum, dans la presse amie, au sein des organisations politiques et syndicales pour que cette réunion constitutive jette vraiment les bases d'action de ce Front de l'Enfance.

La réunion du Front de l'Enfance sera placée sous la présidence d'honneur de Romain Rolland.

« Cher Camarade Freinet,

Je serai heureux que vous placiez votre Assemblée Constitutive du Front de l'Enfance sous ma présidence d'honneur.

Je voudrais n'être pas si chargé de tâches pour pouvoir vous prêter une aide plus efficace.

Vous savez quelle sympathie et quelle estime j'ai pour vous et pour votre œuvre.

Affectueusement.

Romain Rolland »

[L'Éducateur Prolétarien, n°12-13, 25 mars 1936 dans son intégralité](#)

Projet de Tâches du Front de l'Enfance

25 avril 1936

Le Projet de Tâches du Front de l'Enfance, conçu et approuvé par l'Assemblée constitutive du Front de l'Enfance du 11 avril 1936 à Moulins.

FRONT de L'ENFANCE

Président d'honneur : Romain ROLLAND

« Je serai heureux que vous placiez votre Assemblée constitutive du Front de l'Enfance sous ma présidence d'honneur. Je voudrais n'être pas si chargé de tâches pour pouvoir vous prêter une aide plus efficace. Vous savez quelle sympathie et quelle estime j'ai pour vous et pour votre oeuvre. »

Affectueusement,

Romain ROLLAND.

« Quand nulle autre cause ne nous le commanderait, le salut physique et intellectuel de l'enfance nous obligerait déjà à la révolution.

Notre société est une entreprise d'abaissement de l'homme et de DESTRUCTION de l'enfant. Qu'un sentiment de révolte et une poussée d'espoir ne soulèvent pas nos contemporains, qu'ils acceptent cette dégradation presque systématique dont ils sont les témoins, cela est une des condamnations les plus dures qu'on ait à prononcer contre eux. Heureusement qu'il y a des hommes comme vous. »

Jean-Richard BLOCH.

Devant le fascisme qui menaçait les plus élémentaires de nos libertés républicaines, l'immense masse des citoyens de toutes tendances s'est unie en France au sein d'un FRONT POPULAIRE qui, au-dessus des partis, sans contrarier d'ailleurs ni la vie ni le recrutement de ces partis, coordonne, sur des principes communs, l'action de tous.

Mais, hélas ! les besognes urgentes sont si nombreuses et si prenantes que ce FRONT POPULAIRE ne pense pas assez, à notre gré, à la défense sociale dans le proche avenir. Dans la cité menacée, on mobilise d'abord tous ceux qui sont en âge de participer à la lutte ; on pense à dresser le barrage nécessaire. Et ce souci est certes légitime. Les éducateurs, eux, préparent les lutteurs de demain. Ils savent que, dans les années à venir, la république sociale demandera encore du dévouement et des sacrifices. De ce lendemain si proche, le FRONT POPULAIRE ne saurait se désintéresser.

C'est pourquoi, parallèlement à ce FRONT POPULAIRE, et selon les mêmes principes d'organisation et d'action, nous avons constitué le FRONT DE L'ENFANCE, susceptible de coordonner puissamment l'activité des diverses associations, des multiples personnalités qui s'intéressent à l'Enfance.

Certes, nombreux sont en ce pays ces associations et ces personnalités, nombreux sont les éducateurs qui se dévouent à une tâche qu'ils voudraient élargir et approfondir.

Mais, d'une part : chacun agit de son côté plus ou moins efficacement des associations se concurrencent au lieu de collaborer, et surtout aucune idée d'ensemble ne domine cette action constructive.

D'autre part éducateurs ni associations n'ont pas encore pu toucher comme ils l'auraient désiré l'immense masse des citoyens. Les parents notamment restent trop souvent à l'écart de l'école, circonvenus parfois par l'action cléricale. Il manque à ce pays le vaste mouvement de fond susceptible d'imposer aux gouvernements une action vigoureuse et coordonnée en faveur non seulement de l'école, mais de l'enfance et de la jeunesse.

Ce puissant mouvement de fond, le FRONT DE L'ENFANCE prétend le susciter en France.

Il est bien entendu alors que ce FRONT DE L'ENFANCE ne saurait, en aucune manière, être un super-parti ni un super-groupement.

Il ne saurait se substituer aux partis prolétariens ni aux organisations syndicales auxquels il fera sans cesse appel.

Il ne prétend entraver en rien l'action propre des organisations qui, actuellement, s'occupent de l'enfance; il s'en voudrait de gêner tant soit peu l'activité progressiste de telle ou telle personnalité.

Son rôle est seulement de coordonner, d'unir, de montrer les buts à atteindre, de préconiser des moyens d'action - et de mobiliser si possible, autour de ces associations et de ces personnalités, pour des buts précis, la grande masse populaire.

Dans ce cadre, il y a place, on le voit, pour tous les groupements, pour toutes les individualités qui désirent loyalement le bien et le progrès de l'enfance, quelle que soit leur orientation politique ou religieuse, quel que soit le terrain propre sur lequel elles se meuvent.

C'est dans cet esprit de large entente qu'a été conçu et approuvé, à l'Assemblée Constitutive de Moulins, le projet de tâches du FRONT DE L'ENFANCE, dont nous publions ci-dessous les points essentiels, étant entendu que ce projet ne saurait en aucune façon être restrictif, qu'il reste d'ailleurs un projet, révisable à mesure que la masse populaire prendra conscience des nécessités d'action du FRONT DE L'ENFANCE.

1. L'École Laïque est une des grandes conquêtes de la République. Le jour où elle serait libérée de toutes les forces réactionnaires qui l'assaillent, elle offrirait au peuple d'immenses possibilités de progrès. LE FRONT DE L'ENFANCE DÉFENDRA L'ÉCOLE LAÏQUE CONTRE TOUS SES ENNEMIS.

2. Les gouvernements ont, jusqu'à ce jour, fait passer au dernier plan les préoccupations concernant l'enfance. La réaction a, au cours de ces dernières années, aggravé les conditions matérielles de l'école: suppression des crédits pour constructions, suppression d'écoles, donc surcharge anormale des classes. Le fascisme ne ferait qu'accélérer cette irrémédiable décadence voulue par les forces obscurantistes.

Le FRONT DE L'ENFANCE luttera dans tous les domaines pour rétablir une situation normale, pour faire rouvrir des écoles, nommer des instituteurs, décongestionner les classes afin que soit possible le travail d'éducation qui fera des enfants du peuple des hommes, des lutteurs, des constructeurs de la société nouvelle.

3. LE FRONT POPULAIRE prendra, en toutes circonstances, la défense des instituteurs matériellement en appuyant leurs revendications, en exigeant pour eux des traitements honnêtes qui leur permettent de se consacrer totalement à leur sacerdoce ; moralement, en sonnant le rassemblement autour de l'école toutes les fois que, ouvertement ou non, le fascisme et le cléricalisme la menacent.

4. La construction sociale et la défense républicaine exigent qu'un esprit nouveau de libre collaboration anime dans tous les domaines l'œuvre d'éducation.

Le FRONT DE L'ENFANCE popularisera les mots d'ordre de l'école nouvelle prolétarienne: pour l'activité communautaire, pour une discipline libératrice, pour une école liée à la vie et aux destinées des masses populaires.

5. LE FRONT DE L'ENFANCE, conscient des graves dangers que font courir à l'enfance et à la jeunesse les publications pour enfants et le cinéma mercantile, entreprendra d'urgence une grande campagne pour dénoncer les entreprises obscurantistes, encourager et soutenir les initiatives libératrices, prendre enfin dans ces domaines toutes mesures pour que naissent la véritable presse pour enfants, les théâtres et cinémas pour enfants.

6. Pour ces buts, le FRONT DE L'ENFANCE groupe toutes les organisations scolaires et post-scolaires : coopératives scolaires, patronages, caisse des Écoles, organisations sportives, organisations d'enfants, etc., ainsi que les diverses organisations d'adultes susceptibles de soutenir les revendications du FRONT DE L'ENFANCE: Associations de Parents, syndicats et organisations diverses.

Le FRONT DE L'ENFANCE suscitera d'ailleurs, là où il n'en existe pas, la naissance et le développement d'associations scolaires et para-scolaires, décidé qu'il est, sans refuser l'adhésion des personnalités, à être le plus possible une sorte de large trait d'union entre organisations ouvrant toutes, dans leur milieu spécial, selon les modalités qui leur sont propres, tout en concourant à la vaste œuvre de rénovation.

7. LE FRONT DE L'ENFANCE n'oublie pas que le développement, l'éducation, les progrès de l'enfance sont conditionnés d'abord par le milieu social et politique, qu'il ne saurait y avoir de sérieuse amélioration sans une amélioration du standard de vie des travailleurs, sans une plus large conception des libertés sociales. C'est pourquoi, sans participer directement aux luttes politiques, le FRONT DE L'ENFANCE agira en complète liaison avec toutes les organisations qui ouvrent contre le fascisme, pour l'avènement d'une société meilleure, qui nous permettra de marcher victorieusement vers la conquête des buts ci-dessus.

Pourront adhérer au FRONT DE L'ENFANCE :

1. Les organisations diverses, scolaires et péri-scolaires, philosophiques, syndicales et politiques qui s'intéressent à l'enfance et qui verseront une subvention volontaire dont le taux pourra être fixé ultérieurement ;
2. Les personnes qui verseront une cotisation de deux francs.

A l'assemblée constitutive de moulins étaient représentées, sous la présidence d'honneur de Romain Rolland, les associations suivantes : Union Locale de Moulins, Syndicat National des Instituteurs (Allier), Jeunesses Socialistes, Cartel des Services Publics, Patronage Laïque de Moulins, Ligue des Droits de l'Homme (Moulins), Groupe Français d'Éducation Nouvelle, Comité Amsterdam-Pleyel (Creuse), Rassemblement mondial des Femmes (Creuse), Coopérative de l'Enseignement Laïque, Parti Socialiste (Allier), Union Départementale de la C.G.P.T. Toutes ces associations ont donné leur adhésion au Front de l'Enfance. Les Jeunesses Communistes avaient envoyé un observateur.

Le Bureau provisoire suivant a été élu :

Président d'honneur: Romain ROLLAND.

Secrétaire général: C. FREINET.

Secrétaire à la propagande : Dr Henri WALLON, du Groupe Français d'Éducation Nouvelle.

Trésorier : un délégué du mouvement Amsterdam-Pleyel.

Pour adhérer, s'adresser à C. FREINET, à Vence (Alpes-Maritimes). C. C. Marseille 115.03.

BULLETIN D'ADHÉSION

Adresse :

Nom de la personne ou de l'Association :

Déclare adhérer au FRONT DE L'ENFANCE et verse au trésorier une cotisation de francs.

A, le

SIGNATURE

A remplir et à renvoyer à C. FREINET, à Vence (Alp.-Mar.). C.C. Marseille 115-03.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 14, 25 avril 1936 dans son intégralité.](#)

A l'œuvre ! Camarades ! pour le Front de l'Enfance

10 mai 1936

Publication de la circulaire pour relancer la dynamique du Front de l'Enfance.

Le Front de l'Enfance

Nous avons adressé la circulaire suivante, au sujet de laquelle nous sollicitons aussi l'action militante de tous nos camarades :

Aux délégués départementaux de la CEL ;

Aux responsables d'organisations prolétariennes ;

A tous les amis de l'Enfance ;

La période électorale qui préoccupe si totalement l'esprit de nos camarades et qui surcharge aussi les imprimeurs, ne nous a pas permis d'entreprendre plutôt le lancement du FRONT DE L'ENFANCE.

Les organisations pressenties, Groupe Français d'Éducation Nouvelle et Comité d'Amsterdam n'ont pas encore non plus désigné leur responsable à notre Bureau, mais Mlle Flayol nous a annoncé son accord total avec les décisions prises et son désir de faire procéder sans retard à la nomination du vice-président.

Nous allons maintenant commencer le plus méthodiquement possible notre campagne de propagande.

Nous avons édité un tract dont nous vous adressons quelques exemplaires et dont nous vous ferons parvenir gratuitement autant d'ex. que vous demanderez. Au-delà de quelques dizaines, nous vous demandons seulement de nous verser une souscription pour nous aider.

Comment utiliser ce tract :

1. Adhésions individuelles : avec versement d'une cotisation de 2 frs.

Comme nous le disons dans notre tract, nous ne visons pas spécialement les adhésions individuelles, mais dans la période actuelle de lancement elles nous permettent d'avoir, dans tous les coins de France de solides points d'appuis et des propagandistes susceptibles de toucher ensuite et de décider les organisations.

2. Adhésions d'Associations : il appartiendra alors à tous les adhérents individuels, à tous les responsables d'association, de faire adhérer de nombreux groupements : syndicats, coopératives, caisses des écoles, groupements d'enfants, patronages, etc.

La subvention facultative que nous sollicitons, ne saurait en aucun cas être un obstacle à l'adhésion. Nous étudierons ensuite l'action à mener.

3. Une camarade de Toulouse qui se prépare à passer à la réalisation, nous suggère une idée qui serait excellente ; des manifestations culturelles se rapportant à l'Enfance, notamment des expositions enfantines contenant dessins, travaux manuels, réalisations pédagogiques diverses, avec le concours de toutes les organisations d'enfants : Pionniers, Faucons rouges, patronages, scouts, écoles laïques, etc.

Ces expositions, ouvertes au public, pourraient être accompagnées de conférences, d'auditions de disques, de projections cinématographiques, et peut-être même de représentations théâtrales. « De là, dit notre correspondante, naîtrait peut-être une union, une fraternité que l'on pourrait continuer en établissant un Comité, soit pour essayer de monter une imprimerie ou un centre culturel enfantin selon tes méthodes. »

A la réflexion, nous pensons que cette activité pourrait bien devenir une des activités spécifiques du Front de l'Enfance. Nous demandons à nos adhérents d'y réfléchir. Nous restons à leur entière disposition pour les y aider.

Certes, il nous reste tout à faire. Avec l'aide généreuse de milliers de camarades nous pourrions entreprendre de grandes choses. Ne nous décourageons pas si nous n'avons pas, dès le début, l'appui des grandes organisations nationales. C'est en marchant que notre mouvement s'affirmera et trouvera sa vraie voie.

A l'œuvre ! Camarades !

P.S. – Au moment de mettre sous presse, Mlle Flayol nous annonce que le Dr Henri Wallon, bien connu de tous nos camarades, accepte de prendre place au Bureau du Front de l'Enfance.

Nous l'en remercions bien cordialement et nous sommes persuadés qu'avec des concours aussi compétents et aussi dévoués, nous ne tarderons pas à démarrer puissamment. »

[L'Éducateur Prolétarien, n° 15, 10 mai 1936](#)

3. La rénovation de l'école et le nouveau plan d'études français

Besogne constructive

25 mai 1936

Un appel à réflexion collective pour une autre école aux adhérents, mais aussi aux organisations de l'enseignement, aux revues pédagogiques, aux journaux amis et aux syndicats.

Les préconisations pour cette réflexion résonnent encore en 2016 : fournitures gratuites ; ouvertures de classes et recrutement de jeunes enseignants ; aides budgétaires suffisantes pour l'achat de matériel ; modifications des programmes pour les plus jeunes (notre cycle 2) pour coller plus aux besoins des enfants dans leur milieu, sans leçons imposées, pour les plus grands (correspondant aux cycles 3 et 4) un « minimum strict exigible » (on dit « socle commun » aujourd'hui) ; latitude dans les méthodes pédagogiques éprouvées ; participation des enfants à la vie scolaire ; étude du milieu (sorties, visites...) ; soutien des pédagogies nouvelles ; écoles expérimentales d'éducation nouvelle ; un nouvel examen final qui ne contrôle pas seul les acquisitions ou sa suppression, un carnet de scolarité pris en compte (Brevet des collèges et livret de compétences aujourd'hui) ; organisation des lieux éducatifs hors école...

Questionnaire de fin d'année

Sans prétendre que l'avènement au Parlement d'une forte majorité Front Populaire doive tout bouleverser, nous pouvons reconnaître et affirmer que le puissant mouvement de masse dont les élections sont le témoin autorise les plus grands espoirs.

De la défensive où les éducateurs se cantonnaient depuis longtemps, il est possible maintenant de passer aux réalisations offensives, et notre groupe doit, dans ce domaine, encore une fois, être à l'avant-garde.

Les masses sentent que les vieilles mécaniques administratives doivent changer, que des initiatives hardies doivent prendre corps pour nous sortir de l'impasse. Notre premier devoir est de montrer que l'éducation des enfants ne saurait suivre les chemins périmés de la routine et de l'asservissement, que des méthodes aujourd'hui éprouvées peuvent être introduites dans l'enseignement public. Il nous faudra étudier très soigneusement les plus urgentes et demander alors aux pouvoirs publics les améliorations raisonnables que nous préconiserons.

Mais la besogne essentiellement pratique est surtout de libérer l'éducateur des vieux cadres qui jugulent sa bonne volonté et ses initiatives. Ces cadres sont essentiellement les programmes et les examens, plus spécialement le CEPE. Il nous faut, par une étude approfondie, préparer et mettre au point des propositions pratiques dont nous demanderons ensuite l'adoption.

Il y a, d'une part, ce travail de documentation et de préparation qui doit être avant tout une œuvre coopérative des techniciens compétents et intéressés : les instituteurs en l'occurrence. Par la collaboration de plusieurs centaines de nos camarades, nous sommes en mesure de mettre sur pied des propositions répondant effectivement aux besoins de la masse des éducateurs. Il ne sera pas inutile d'ailleurs de saisir de notre initiative nos sections du Front de l'Enfance qui sont susceptibles de nous aider en maintes circonstances.

Nous demandons instamment à tous nos camarades de répondre au questionnaire suivant qui remplacera, cette année, de façon originale, on le voit, le questionnaire habituel concernant nos techniques.

Il ne s'agit pas de répondre simplement par des oui ou par des non aux quelques questions que nous posons et qui ne sont que des indications nullement restrictives pour le plan possible de notre travail. C'est un véritable rapport que nous vous demandons, dans lequel chacun de vous apportera le meilleur de sa compétence et de sa documentation, sans craindre de traiter à fonds les points que nous avons pu oublier dans notre questionnaire.

Bien que nous comptons avant tout sur la collaboration bien souvent éprouvée de tous les adhérents de notre groupe, nous élargirons le plus possible notre enquête. Nous allons soumettre notre questionnaire aux diverses organisations de l'enseignement, nous le communiquerons aux revues pédagogiques et aux journaux amis. Nous vous demandons de le soumettre si possible à l'étude de vos syndicats ou de vos filiales.

Ce n'est que si les documents qui nous parviennent sont issus d'une base importante et compétente que nous pourrons ensuite, alors, soumettre nos conclusions au gouvernement.

Les résultats de notre vaste enquête paraîtront à la rentrée d'octobre, dans un numéro spécial de l'Éducateur Prolétarien.

Nos amis voient certainement toute l'importance pédagogique de cet effort et l'excellente propagande qu'il constitue pour nos techniques. Nous comptons encore une fois sur vous tous. »

A) REVENDICATIONS D'ORDRE ADMINISTRATIF :

- Organisation du service des fournitures gratuites à tous les enfants ;
- Prolongation de la scolarité jusqu'à 14 ans ;
- Décharge des classes par l'ouverture de classes nouvelles et emploi de jeunes éducateurs ;
- Amélioration permanente des locaux scolaires ;
- Octroi de subventions nationales et départementales du tiers pour tout matériel collectif d'enseignement : cinéma, radio scolaire, phono et disques d'enseignement, Imprimerie à l'École, Fichier Scolaire, Bibliothèques scolaires et Bibliothèques de Travail ;
- Dispense des formalités légales de déclaration et de dépôt pour les journaux scolaires édités dans les écoles sous le contrôle de l'Inspecteur primaire, avec gratuité de la circulation en France ;
- Divers.

B) REVENDICATIONS PLUS SPÉCIALEMENT PÉDAGOGIQUES :

- Modifications aux programmes et au Plan d'études. En Belgique, le nouveau plan d'études stipule que, jusqu'à 8-9 ans, le souci d'acquisition doit céder le pas au souci d'éducation. Il y aurait lieu, pour ces degrés, de modifier les programmes, en stipulant que l'enseignement doit, avant tout, répondre aux besoins des enfants dans leur milieu sans obligations extérieures ni leçons imposées.

Pour les degrés suivants, le programme devrait préciser un minimum strict d'acquisition exigible, - (nous demandons à nos adhérents d'établir ce programme minimum pour le CM et le CS) - et laisser aux éducateurs la plus grande latitude dans les méthodes employées pour parvenir à cette acquisition sans nuire aux nécessités éducatives.

- L'établissement de ce programme minimum permettra la participation active de l'école à la vie sociale :

- a) Classes promenades (en préciser le nombre souhaitable et le règlement) ;
- b) Visite d'usines, d'exploitations diverses (une fois par semaine par exemple) ;

c) Organisation effective des branches secondaires qui, dans la pratique, sont totalement négligées : éducation physique, travaux manuels et chants.

– Participation des enfants organisés en coopératives scolaires à la vie officielle de l'école. 5Préciser comment pourrait se faire cette participation).

– Vœu en faveur des méthodes nouvelles dans l'enseignement.

– Organisation des écoles expérimentales d'éducation nouvelle.

c) Les examens, et plus spécialement le certificat d'étude :

Si vous vous rendez compte des dangers de la course aux acquisitions, il sera nécessaire d'éviter que le CEPE contrôle cette seule acquisition.

Quelles propositions feriez-vous pour l'organisation d'un nouveau CEPE (ou pour sa suppression pure et simple) ?

– Établissement d'un carnet de scolarité dont l'examen entrerait en ligne de compte pour l'obtention du CEPE. Dans quelle mesure ?

– L'examen lui-même doit-il subsister et faut-il en demander la suppression ?

– Si on le laisse subsister, dans quel sens l'améliorer :

a) âge ;

b) épreuves : comment les amender, épreuves écrites et épreuves orales. Dans quelle mesure pourrait-on employer les tests ?

– Autres examens.

D) L'organisation post-scolaires :

– Réorganisation des cours d'adultes.

– Patronages.

– Organisation d'enfants.

– Cinéma et théâtre d'enfants.

– Journaux d'enfants.

– Bibliothèques, etc.

Si possible, présenter les rapports, au recto seulement des feuilles, sous la forme suivante :

Discussion ;

Exposé des motifs ;

Propositions pratiques qui pourraient être éventuellement traduites en articles de loi.

Il est bien entendu que le questionnaire ci-dessus n'est qu'indicatif et que nous ne voudrions en rien limiter tant soit peu votre initiative. Nous sollicitons au contraire l'examen approfondi de toutes questions susceptibles d'être dans le cadre de notre rapport.

Faire les envois avant la fin juillet à Célestin Freinet, Vence (Alpes-Maritimes).

[L'Éducateur Proletarien, n° 16, 25 mai 1936 dans son intégralité](#)

Vers un nouveau plan d'études français

10 juin 1936

Complément à la réflexion pour le questionnaire paru dans « Besogne constructive » de l'Éducateur Prolétarien précédent (25 mai 1936).

Les éducateurs populaires failliraient à leur tâche s'ils ne savaient utiliser pour les fins éducatives qui nous passionnent le puissant courant revendicatif qui secoue les masses victorieuses. Dans ce domaine aussi des réformes urgentes s'imposent. Lesquelles ?

Il y a deux aspects que nous ne saurions arbitrairement séparer dans l'organisation ou la réorganisation de l'enseignement. Nous avons toujours dit la portée prépondérante sur l'évolution pédagogique des améliorations administratives morales et surtout matérielles : décharge des classes, donc création de nouvelles classes par la nomination d'instituteurs sans travail, construction de locaux, prolongation de la scolarité, organisation de l'enseignement du 2^d degré, de l'enseignement technique, de l'orientation professionnelle, de la post-école.

Le gouvernement du Front Populaire a voulu faire un geste en demandant la prolongation de la scolarité. Nous espérons qu'on n'oubliera pas que ce n'est là qu'un geste, et, que ce geste fait, tout reste encore à réorganiser dans l'enseignement populaire.

Mais ce côté administratif, dont nous sommes cependant loin de nous désintéresser, est plutôt du ressort des syndicats. Nous nous attacherons davantage, nous, à l'examen de la réorganisation pédagogique, que tout le monde désire, mais pour laquelle manquent totalement les suggestions et directives susceptibles d'influer, le cas échéant, sur les décisions gouvernementales.

Nous réserverons aujourd'hui, pour la traiter séparément, la grave question du certificat d'études et des années de scolarité qui le précèdent directement, soit 11 et 12 ans, période pendant laquelle, dans l'organisation actuelle, il nous faut dévier nos efforts et procéder, plus ou moins, au bourrage systématique qui assurera le succès à l'examen. La question est délicate parce que liée à des considérations extra-scolaires dont nous ne méconnaissons pas la gravité.

Mais il est une période éminemment plus favorable à la réforme pédagogique : c'est celle qui concentre les quatre ou cinq premières années d'études primaires, de 5 et 6 ans à 10 ans.

Nous avons, pour ce degré, l'exemple précieux de la grande et récente réforme pédagogique belge, que nous citerons longuement pour montrer comment, en France encore plus qu'en Belgique, un nouveau plan d'études s'impose.

Les considérants de la circulaire ministérielle belge seraient bons à citer :

« Afin de conserver à l'enseignement primaire la caractère concret et cohérent qui doit être le sien, nous estimons que les leçons de géographie, d'histoire et de sciences naturelles peuvent être en quelque sorte confondues dans une seule et même rubrique: exercices d'observation.

Au cours des quatre premières années d'études, ces exercices bien conduits fourniront aux élèves un bagage sérieux de connaissances, les mettront en contact direct avec le monde extérieur et développeront leur esprit d'observation et de recherche.

Le milieu direct auquel l'enfant s'intéresse et qui le sollicite de toutes parts prodiguera la matière de tout cet enseignement. Le choix de la matière n'aura rien d'absolu et le programme des exercices d'observation sera établi en fonction du milieu et des circonstances. Cet enseignement sans ambitions scientifiques n'aura donc rien de systématique ni de rigide. Il ne peut s'agir au fond que d'une modeste initiation par une série de leçons judicieuses au cours desquelles l'esprit de l'enfant sera mis en contact avec les phénomènes et leurs effets pratiques sans s'égarer dans une outreucidante recherche des causes.

L'observation des choses dans le milieu ambiant enrichira l'expérience de l'enfant et fournira l'occasion de lui apprendre à exprimer sa pensée. Au cours des exercices d'observation, la langue maternelle sera toujours à l'honneur.

Observer les êtres vivants, les choses et les faits et y appliquer les moyens d'expression, constituent un seul et même progrès.

L'enfant exprimera par la parole et l'écriture ce qu'il aura vu, constaté, expérimenté. Mais les autres moyens d'expression, tels que le dessin, le modelage et le travail manuel ne seront pas négligés. Ainsi toute une série d'intérêts jaillissent et gravitent autour d'une idée et un beau travail d'association et de concentration se fait en profondeur.

En résumé, au cours des quatre premières années d'études, la langue matérielle et l'arithmétique seront au premier plan des préoccupations et on visera à des résultats nettement déterminés et contrôlables. Un barème de connaissances pourrait être

établi, afin que le but à atteindre soit défini avec précision.

A partir de la 5e année d'études, les matières seront progressivement élargies et plus systématiquement organisées. C'est une autre étape à parcourir au cours de laquelle la connaissance abstraite remplacera petit à petit la connaissance concrète. En d'autres termes, à la façon accidentelle d'apprendre se substituera une méthode plus logiquement ordonnée. Mais si les branches d'études font ici leur réapparition, c'est en laissant tomber beaucoup de rameaux et en renonçant à l'encyclopédisme. En géographie, en hygiène, en histoire, etc., il faut nous décider à laisser les enfants de l'école primaire ignorants d'un grand nombre de choses à condition qu'ils possèdent bien les plus simples et les plus importantes.

A tous les degrés de l'école, l'enseignement s'inspire largement du milieu et il puisera ses plus fécondes leçons dans les réalités proches.

Nous osons croire qu'en s'inspirant des principes que nous venons de rappeler, on peut établir un plan d'étude primaire applicable dans toutes les écoles du pays.

En réclamant plus de simplicité et de sobriété, loin de nous la pensée de vouloir borner brutalement l'horizon des enfants. Cependant, il faut renoncer à vouloir tout apprendre et mal apprendre. Il faut surtout se préoccuper du choix, de la qualité et de la portée des connaissances, ne pas confondre les moyens avec les fins et ne jamais dissocier l'instruction de l'éducation.»

Que signifie, au fond, cette circulaire ?

Nous avons, en France, la grande expérience de l'école maternelle incontestablement, il a été fait beaucoup dans ce domaine, et beaucoup surtout dans le sens de l'éducation nouvelle. On s'y applique à éduquer l'enfant, à étudier ses réactions, à faire du travail en profondeur en partant de ses besoins et de ses intérêts essentiels et fonctionnels. On n'y est pas contre l'acquisition, mais on pense avec raison que, à ce degré, l'acquisition ne doit pas trop tôt systématiser et étouffer la vie, qu'elle doit être la conséquence normale de cette vie.

On a souvent déploré qu'un fossé dont on mesure d'ailleurs mal la profondeur, sépare l'école maternelle de l'école primaire qui devrait en être la suite naturelle. Là, l'enfant est dans un milieu qu'on s'efforce de rendre tout à la fois familier et éducatif, avec des activités qui le sollicitent, un matériel parfois même exagérément suggestif, des éducatrices qui s'essayent à marcher à son pas.

Il passe à l'école primaire. Finie la vie ! C'est ici le règne du manuel, du devoir, du règlement, de l'étude. On croirait que brusquement l'enfant a fini sa croissance et son évolution et qu'il faut, en hâte, procéder à un ameublement anormal et inconsidéré.

Nous demanderons seulement que soient continuées jusqu'à dix ans, les méthodes pédagogiques qui font, dans le monde, l'honneur de l'école maternelle française. Non pas qu'il s'agisse d'y appliquer les mêmes techniques mais seulement de se laisser diriger par les mêmes considérations pédagogiques que nous trouvons résumées dans la circulaire belge.

Sans prétendre dicter leur devoir à nos camarades du Front Populaire au pouvoir, nous hasarderons une réglementation qui, simple, souple et large, serait susceptible de donner satisfaction à toutes les exigences.

Le Cours préparatoire et le Cours élémentaire à l'école primaire ne sont que la continuation de l'école maternelle, et il ne doit pas y avoir brusque changement de méthode générale entre ces deux degrés.

La caractéristique pédagogique à ce degré sera que l'éducation de l'enfant y a le pas sur l'éducation, que la vie compte plus que la formule, que l'activité sociale prime l'étude verbale ou formelle par les leçons magistrales ou par le manuel scolaire.

Cela ne signifie point que nous devions, à ce degré, négliger l'acquisition. Le rythme global pourra même en être prévu au règlement, à titre purement indicatif, étant entendu que, en aucun cas, on ne gavera l'enfant de notions formelles pour parvenir à ces normes indicatives.

La méthode sera celle que nous préconisons depuis dix ans et qui a fait ses preuves dans cinq cents écoles : c'est celle qui part de la vie de l'enfant pour mener à l'activité sociale par la vie de l'esprit.

L'enfant sera appelé à réfléchir d'abord sur les faits qui l'entourent, sur les événements intérieurs ou extérieurs de sa propre vie. Il sera engagé à écrire ses réflexions, à les imprimer, à les échanger avec d'autres camarades. Chemin faisant, il acquerra de la meilleure façon qui soit la maîtrise de la langue française qu'il apprendra ainsi à lire et à écrire - cet apprentissage ne devant jamais être l'effet d'un forçage, mais le résultat d'une vie intense et pédagogiquement, techniquement, organisée.

Les expériences d'éducation nouvelle, la nôtre en particulier, sont unanimes à montrer que, pour les enfants normaux - et les anormaux aussi d'ailleurs - les résultats, pour ce qui concerne l'acquisition, ne sont jamais

inférieurs à ceux qui résultent du bourrage systématique trop communément pratiqué encore.

Les leçons ex-cathédra de sciences et de géographie – et partant, les manuels sous leur forme actuelle – seront supprimés et remplacés par l'examen approfondi et systématique de la vie autour de soi. Par des visites sur les lieux du travail, par des expériences pratiques, des travaux manuels, par l'examen des vues, par la constitution et l'enrichissement permanent d'un imposant Fichier scolaire, par le cinéma, les enfants, en partant de leurs véritables intérêts, s'initieront harmonieusement aux acquisitions systématiques ultérieures. Les calculs basés sur la vie et partant de la vie éviteront l'écueil de la « prématurité », c'est-à-dire de l'obligation où nous sommes actuellement d'imposer aux enfants des études et des problèmes qu'il n'est pas encore mentalement en âge de comprendre et dont il s'assimile fort mal l'aride technique.

Pour l'histoire, l'inutile verbiage actuel sera remplacé par l'étude naturelle de l'histoire locale d'abord et, simultanément, de l'évolution à travers les âges, des conditions de vie et de travail - éléments qui donnent aux acquisitions formelles ultérieures une assise inébranlable.

Ce n'est pas parce que, ce faisant, on tournerait le dos aux pratiques indéfendables de la pédagogie classique qu'on ferait un saut dangereux dans l'inconnu. Ces méthodes ont donné dans l'enseignement matériel des résultats incontestables ; elles ont enthousiasmé les éducatrices. Notre technique a d'ailleurs préparé la voie à cette réforme souhaitable puisqu'elle a montré pratiquement que, sans anormal forçage, sans leçons systématiques, sans abêtissement par les manuels scolaires, les enfants savaient et pouvaient non seulement s'harmoniser et se centrer mais aussi s'enrichir d'une expérience qui, à l'heure actuelle, déborde étrangement les formules et les résumés des manuels scolaires.

L'élan et la volonté créatrice des masses ont porté au pouvoir un gouvernement de Front Populaire. Celui-ci ne peut que faire confiance à l'élan, à la volonté créatrice, à l'enthousiasme invincible des enfants d'aujourd'hui, constructeurs de la société socialiste de demain.

Nous demandons à tous nos camarades de réfléchir longuement aux propositions que nous apportons ci-dessus, de nous donner leur point de vue afin que, à la rentrée d'automne, nous puissions soumettre au Parlement le résultat pratique de notre travail collectif. »

L'Éducateur prolétarien, n° 17, 10 juin 1936

Pour un nouveau Plan d'Études Français,

15 octobre 1936

Un numéro spécial de l'Éducateur Prolétarien : le projet de réalisations immédiates soumis au Ministre de l'Éducation nationale, aux Députés du Front Populaire et aux Organisations pédagogiques.

La victoire du Front Populaire nourrit quelques espoirs de rénovation de l'École. Un événement important : le 9 août 1936 Jean Zay prolonge la scolarité obligatoire jusqu'à l'âge de 14 ans.

Le mouvement de l'Imprimerie à l'École et toute l'Éducation nouvelle doivent se saisir de cette opportunité et proposer leurs recherches, leurs expérimentations et leurs réalisations dans cette rénovation de l'École pressentie.

Différentes parties qui se terminent chacune par une proposition de texte :

[- Acquisition et Éducation](#)

[- Le Certificat d'Études Primaires](#)

[- L'Inspection Scolaire](#)

[- Organisation matérielle de l'École](#)

[- Projets de création d'Écoles expérimentales en France](#)

[- Conclusion](#)

La France avait ses Instructions ministérielles de 1923, que nous avons saluées, à l'époque, comme un solide document d'éducation nouvelle.

Les temps ont marché. Les expériences pédagogiques se sont développées et approfondies. La période difficile de réaction et de déflation ne nous a pas permis de tirer de ces instructions les avancées scolaires pratiques qui auraient dû en être la conséquence.

Au moment où l'avènement du Front Populaire nous permet quelques espoirs, nous ne pouvons pas offrir de préface plus suggestive et plus encourageante à nos travaux constructifs que les pages essentielles du Nouveau Plan d'Études belge dont nos voisins ont le droit de s'enorgueillir.

Nous n'avons pas l'outrecuidance d'affirmer que les rédacteurs belges de ce document se sont directement appuyés sur nos études et sur nos réalisations. Il n'en est pas moins certain que nos expériences et nos travaux commencent à avoir en France et dans le monde un très grand retentissement et que, directement ou non, notre technique tend à prendre, dans les constructions nouvelles, la place imposante que lui assurent et lui assureront les bases inébranlables sur lesquelles elle a été dressée.

Cette réalisation, l'influence indéniable de nos efforts sur la réforme belge nous encouragent à présenter ici, dans une deuxième partie, des propositions que nous demandons à nos amis au Parlement de faire passer dès que possible dans le domaine des réalisés. Avec l'appui du Groupe Français d'Éducation Nouvelle, réorganisé dans le sens génétique que nous avons indiqué dans notre dernier numéro, nous pensons orienter la pédagogie populaire française vers une réforme décisive analogue à la réforme belge.

Il suffit que tous nos camarades comprennent l'urgence de la campagne à mener et nous appuient sans réserve.

Extraits du Plan d'Études belge (pages 30 à 39)

Nous avons, par les longues citations qui précèdent, donné une idée de l'orientation pédagogique hardie du Nouveau Plan d'Études belge.

Nous nous sommes attardés à faire connaître cette réforme parce que c'est la première fois qu'une administration officielle s'engage aussi totalement dans la voie de l'école nouvelle, et pour montrer aussi à quel point ces diverses recommandations s'accordent avec les principes que nous défendons depuis plus de dix ans et qui, en apparence utopiques et paradoxaux à l'origine, sont sur le point d'être admis et pratiqués par les grandes masses d'éducateurs.

Il ne s'agit point cependant de demander à la France de copier la Belgique : certaines habitudes, certaines traditions, certaines conditions de vie à prépondérance rurale doivent donner au nouveau Plan d'Études français une orientation spécifique qui se fera cependant, nécessairement, comme pour le Plan belge, dans le sens des techniques populaires d'éducation nouvelle.

C'est ce problème spécifique du nouveau Plan d'Études français que nous voudrions étudier ici, moins théoriquement que pratiquement, dynamiquement. Nous ne prétendons pas présenter aux parlementaires et à l'administration ministérielle des textes absolument définitifs.

Notre but aura été atteint si nous avons poussé éducateurs, législateurs et administrateurs à étudier attentivement et d'urgence ce problème primordial – et cela sans ignorer les grands principes d'éducation nouvelle dont nous sommes en France les acharnés défenseurs.

A temps nouveaux, nécessités et solutions nouvelles. Ce sont ces nécessités et ces solutions que nous voudrions signaler seulement à l'attention de tous ceux qui s'intéressent activement au sort et à l'avenir de l'enfance populaire.

Les programmes officiels de 1923 et l'importante circulaire qui y était jointe contenaient effectivement d'excellentes recommandations théoriques. Mais faute d'entrer assez avant dans la pratique il en est résulté une méconnaissance presque totale des belles leçons de pédagogie nouvelle qu'elles contenaient.

Nous connaissons le vice irrémédiable des recommandations que chacun interprète selon ses désirs ou ses habitudes. Nous savons, par contre, à quel point certaines réalisations pratiques peuvent influencer directement sur les destinées de l'école, et c'est tout spécialement sur ces réalisations que nous porterons notre effort de clarification et de propagande.

ACQUISITION ET ÉDUCATION

La France est la patrie de prédilection des manuels scolaires ; c'est chez nous qu'on en consomme le plus ; et l'importance du commerce qui en résulte est certainement déterminant dans la période actuelle pour assurer la permanence de pratiques scolaires visiblement dépassées.

Nous ne pensons pas qu'il soit opportun de réglementer plus ou moins arbitrairement la production et la vente de ces manuels scolaires. On en aura enrayé la malfaisance le jour où on aura fait comprendre que les manuels scolaires ne sont pas un outil idéal pour notre travail. Ils sont l'outil idéal de l'école d'acquisition dont nous avons fait si souvent le procès. Il est certain que si on suppose que le premier rôle de l'école est de remplir la tête des enfants de notions adultes, prévues et classées par les adultes, alors il faut des manuels, il faut tout l'organisation oppressive actuelle avec son appareil de récompense et de punition.

Il est nécessaire que les pouvoirs publics, à l'exemple de l'administration belge, révisent leur position sur ce point précis, énoncent clairement que le rôle de l'école est non pas de remplir les têtes, mais de les former, que l'éducation doit primer l'instruction.

On sera lors amené à conseiller la méfiance de livres qui n'ont qu'un but : remplir les têtes. Et il sera nécessaire, par contre, de recommander les techniques nouvelles qui partent de la vie, et qui exploitent cette vie.

Ce tournant scolaire est le premier à réaliser, celui sans lequel rien de solide ne saurait être fait ultérieurement.

Nous soumettrons aux partenaires et aux administrateurs le texte suivant :

PRÉAMBULE. – Le rôle de l'école primaire, surtout jusqu'à 10-12 ans, n'est point de remplir la tête de formules scolastiques, définies, rédigées, classées par les adultes et qui ne sont que des mots qui ne s'intègrent jamais à la vie des enfants, qui ne réagissent donc jamais sur cette vie.

Si un minimum d'acquisition peut être prévu comme norme aux différents âges, il faut qu'il soit bien entendu que ce minimum ne devra jamais être le résultat passager et nuisible d'une acquisition formelle, d'un bourrage de crâne extérieur, mais bien la conséquence normale d'une vie riche dans un milieu éducatif.

Des règlements spéciaux fixeront, après étude documentée, méthodique et scientifique, ce minimum d'acquisition résultant de la vie.

Devront donc être exclus de l'école, les procédés, les méthodes, le matériel, les livres qui ont pour but cette acquisition formelle. Des commissions compétentes étudieront et publieront quelles sont les techniques et les matériaux à recommander pour l'adaptation nouvelle aux besoins et aux nécessités éducatives de l'école.

LE CERTIFICAT D'ÉTUDES PRIMAIRES

La réglementation préconisée ci-dessus sera impossible tant qu'un examen d'acquisitions systématiques et encyclopédiques viendra sanctionner les études primaires. Si, avec l'école belge, nous sommes persuadés de l'inutilité et de la malfaisance de cette instruction intensive, il est nécessaire de modifier en conséquence l'examen du certificat d'études primaires.

C'est actuellement le C.E.P. qui, plus puissant que toutes les réglementations officielles, motive en fait toute l'activité néfaste et épuisante de la grande masse des éducateurs. Le C.E.P. est comme le couronnement des études primaires. Quiconque le possède n'a plus à fréquenter l'école, comme s'il était vraiment lesté pour la vie. Mais qui échoue aussi subit un affront qui le rejette parmi les incapables. L'affront passé d'ailleurs, la vie se charge ensuite de corriger les graves erreurs résultant de l'école et de ses mesures.

Mais il est un fait certain, indéniable : l'instituteur est obligé de travailler, non pour ses élèves mais pour l'examen ; il doit solidement endoctriner pour emporter des succès. Et, pendant des mois et des mois, la véritable œuvre constructive est rejetée à l'arrière-plan, parfois même jamais amorcée.

Naguère encore, nous étudions la possibilité d'améliorer cet examen, d'en transformer les épreuves de façon à juger plus équitablement la formation plus que l'acquisition : besogne excessivement délicate, tant qu'une technique définitive des tests n'aura pas été précisée et divulguée.

Mais des événements nouveaux sont venus modifier notre position vis-à-vis du problème. Le gouvernement de Front Populaire vient de prolonger la scolarité jusqu'à 14 ans. Du coup le C.E.P. cesse d'être la sanction normale de l'école primaire. L'enfant qui le possède n'en devra pas moins fréquenter l'école et si on désire vraiment une sanction aux études, il faudrait envisager un examen nouveau pour les enfants de 14 ans qui vont quitter l'école – ce que nous croyons d'ailleurs superflu.

Quoi qu'il en soit, il est un fait certain, c'est que le C.E.P. à 12-13 ans ne sera désormais qu'un examen intérieur, ne signifiant nullement qu'on a terminé la scolarité, une sorte d'examen de passage pour accéder à l'enseignement semi-professionnel qui devra être donné entre 13-14 ans.

Nous demandons alors la suppression pure et simple du Certificat d'Études primaires, qui pourra être remplacé dans certaines écoles par des examens de passage tel qu'il en existe déjà pour les divers degrés.

Un examen épreuve d'orientation terminera la scolarité à 14 ans, non pas pour délivrer un parchemin aux uns et le refuser aux autres, mais pour indiquer à chacun, selon les observations faites au cours de la scolarité et consignées dans un *Carnet permanent de scolarité*, quelle est l'activité dans laquelle il est le plus apte à réussir pour le plus grand bien individuel et la meilleure harmonie sociale.

Nous répondrons d'avance à deux objections qu'on formule couramment contre cette suppression :

1) *Les instituteurs ne travailleront pas comme il faut, s'ils n'ont pas l'obligation et le stimulant du C.E.P.*

Oui, les instituteurs se fatigueront moins parce qu'ils seront déchargés d'une besogne aride, rebutante, sans intérêts, inutile et immorale même. Supposer que, du fait de cette suppression, ils travailleront moins, c'est formuler contre le corps des instituteurs une suspicion gratuite et regrettable. Il est facile d'ailleurs de prévoir un contrôle permanent mieux organisé qui permettra d'exiger des quelques inconscients l'accomplissement de cette tâche.

Il nous suffira de rappeler, pour donner l'assurance que les instituteurs sauront faire leur devoir sans la hantise de l'examen, que les écoles maternelles n'ont aucun examen, qu'on a déjà réalisé pour ces écoles le tournant pédagogique que nous préconisons pour l'enseignement primaire, qu'on exige d'elles l'éducation avant l'acquisition, et que, pourtant, les éducatrices maternelles sont incontestablement en France celles qui travaillent le plus, avec le plus de goût, avec le maximum de souci pédagogique, et que c'est à leur dévouement que nous devons en France un enseignement maternel qui, sans être parfait, nous fait honneur.

2) *Les parents y tiennent.*

Cela est vrai. On y tient comme à la première communion parce que c'est une sorte d'exaltation de l'orgueil des parents.

Mais comme nous ne croyons pas qu'il y ait la moindre difficulté de ce côté à la suppression du C.E.P., surtout si, d'une part le gouvernement renforce le souci d'organisation et de contrôle, si, d'autre part, de grandes fêtes scolaires locales, régionales, cantonales – comme la pratique s'en institue d'ailleurs – viennent donner aux parents d'élèves ce besoin d'exaltation que satisfaisait dans une certaine mesure le C.E.P.

Nous proposons alors le texte suivant :

L'EXAMEN DU C.E.P.E. EST SUPPRIMÉ.

Des examens de passage pourront être institués dans les écoles.

Un examen détaillé d'orientation professionnelle, basé sur les renseignements du CARNET PERMANENT DE SCOLARITÉ terminera la scolarité primaire à 14 ans.

L'INSPECTION SCOLAIRE

Les inspecteurs primaires actuels ne sont que des fonctionnaires administratifs. Accablés par les besoins diverses d'administration, ils sont contraints de négliger ce qui devrait être leur vraie tâche : la collaboration à l'œuvre pédagogique des éducateurs.

Les inspecteurs primaires devraient être secondés par un employé technique qui les libèrerait de toutes les tâches qui ne sont pas de leur ressort. Ils pourraient alors non pas faire des visites en coup de vent dans les écoles, mais apporter aux éducateurs un appui véritable tant pour l'orientation des études que pour les divers examens prévus par la nouvelle législation.

Nous proposons :

Les Inspecteurs primaires seront désormais assistés d'un personnel technique susceptible de régler toutes les besognes extra-pédagogiques.

Les Inspecteurs primaires deviendront alors les collaborateurs pédagogiques des instituteurs : ils les aideront dans leur travail, dans leur recherche ; ils assisteront aux examens de passage ainsi qu'à l'examen d'orientation professionnelle de la fin de scolarité.

Cette collaboration suppose que MM. Les I.P. n'iront pas dans les écoles en chefs redoutés mais en conseillers attendus et désirés. Des instructions précises seront données à cet effet.

ORGANISATION MATÉRIELLE DE L'ÉCOLE

Nous attachons, on le sait, à cette organisation matérielle, une importance primordiale.

1) Tant que l'école est scandaleusement chargée, si l'instituteur doit se faire le gendarme au milieu d'une troupe hétérogène de 50, 60, 70, 80 enfants, il est superflu d'édicter des plans nouveaux et des recommandations pédagogiques à grand effet.

Il faut absolument qu'on en revienne sur ce point aux instructions ministérielles antérieures, qu'on fixe après enquête quel est le chiffre maximum au-delà duquel un instituteur ne peut plus faire de la bonne besogne pédagogique. Ce chiffre est variable selon le degré des enfants et notamment selon le degré d'homogénéité des classes. Il pourra être plus élevé dans les écoles à 8 ou 10 classes que dans les écoles à classe unique ou à deux classes.

L'essentiel est qu'on établisse expérimentalement, en collaboration avec les organisations pédagogiques, le plafond pédagogique de l'effectif et qu'on le respecte.

PROPOSITION

La quantité d'élèves par classe ne devra jamais dépasser le nombre maximum au-delà duquel les nécessités disciplinaires rendent impossible tout travail pédagogique.

Le plafond pédagogique de l'effectif sera établi, pour les diverses classes, par une commission nationale à laquelle collaboreront les associations pédagogiques.

Des classes nouvelles devront être automatiquement créées dès que ce plafond sera dépassé.

2) Il est, de même impossible de faire du travail pédagogique sérieux dans des locaux insuffisants comme éclairage, comme surface et comme cube d'air.

La réparation et la construction d'écoles devra être une des préoccupations essentielles du gouvernement.

PROPOSITION

Les locaux scolaires devront répondre aux nécessités d'hygiène, d'aération, d'éclairages prévues par une commission qui travaillera en collaboration avec les éducateurs et qui supprimera ce que la réglementation actuelle a de trop formel pour considérer le problème dans sa complexité vivante.

Des améliorations ou des constructions nouvelles devront être entreprises sans retard où ce sera nécessaire.

3) Le matériel pédagogique enfin a une importance de tout premier plan, qu'on a toujours sous-estimée. Une réglementation nouvelle doit nécessairement intervenir pour l'achat, l'enrichissement, la conservation et l'usage de tous les outils nouveaux à usage communautaire de plus en plus nombreux : matériel d'expérimentation physique, chimique, fichiers scolaires, cinémas, radio, disques, imprimerie à l'école.

PROPOSITION

De plus en plus, l'école, milieu communautaire, possède un matériel impersonnel, à usage communautaire : matériel d'expérimentation physique, chimique, fichiers scolaires de documentation, cinémas, radio, disques, imprimerie à l'école.

L'État encouragera l'achat, la conservation, le perfectionnement et l'usage de ce matériel par des subventions importantes dont la modalité sera réglée par décisions spéciales.

COLLABORATIONS

L'œuvre scolaire nouvelle ne saurait être menée sans une intime collaboration à tous les degrés : collaboration au sein de l'école entre éducateurs d'un canton, collaboration entre éducateurs et inspecteurs, collaboration à l'échelle nationale entre organismes d'État et associations d'éducateurs.

L'État devra recommander cette collaboration, créer les organismes susceptibles de la rendre effective pour le plus grand bien de l'école et de ses maîtres.

Des réunions pédagogiques du personnel seront appelées à discuter toutes questions de techniques ou de méthodes proposées pour les écoles primaires.

PROJETS DE CRÉATION D'ÉCOLES EXPÉRIMENTALES EN FRANCE

L'évolution économique, industrielle et sociale marche à pas de géants. En dix ans, les moyens de communication se trouvent bouleversés, bouleversant également le mode de vie ; le cinéma parlant naît, et, en quelques années détrône le cinéma muet ; la radio, inexistante au début du siècle, est un des éléments les plus dynamiques de la vie contemporaine ; l'extension impressionnante des automobiles faisant disparaître jusque dans les plus petits villages, les voitures à chevaux, modifient totalement les relations locales, régionales et nationales.

L'école, élément de cette nouvelle vie, cellule incessamment adaptée au milieu social contemporain, ne doit-elle pas suivre le mouvement, utiliser aussi les outils nouveaux que la science met à sa disposition ? Cela ne fait aucun doute.

Cependant l'école est encore régie par la loi organique de 1886 à peine améliorée par les instructions hardies dans une certaine mesure de 1923. La génération de la radio, du cinéma, de l'auto, de l'avion, du sport, génération d'un Front Populaire qui mobilise des masses de 500 000 hommes, subit encore dans les écoles des programmes et des méthodes d'il y a 50 ans.

Une adaptation s'impose de toute urgence.

Cette adaptation, il est vrai, s'opère lentement. Dans leurs classes, dans les classes de villages ou de bourgs notamment, là où les instituteurs sont moins tenus par l'administration et par les règlements, des expériences se poursuivent, dont quelques-unes, hardies, trouvent dans la pédagogie internationale des échos sympathiques.

Mais ces expériences :

1) Sont en général plus ou moins anarchiques. Les mêmes tentatives sont rééditées par des centaines d'éducateurs dévoués qui ignorent ce que d'autres cherchent à côté d'eux. Les mêmes erreurs se rééditent, hélas ! les mêmes enthousiasmes s'usent devant l'indifférence et l'incompréhension.

Elles sont à la merci des chefs : là où inspecteurs et directeurs sont compréhensifs et hardis, les instituteurs sont, sinon encouragés, du moins autorisés tacitement à poursuivre leurs expériences. Mais que de chercheurs ont été rebutés et découragés par des chefs à cheval sur le règlement et qui n'acceptaient pas qu'on essaie de sortir des chemins battus.

Il faut aujourd'hui regarder la situation en face et agir.

L'école doit s'adapter à la société actuelle.

Cette adaptation doit être organisée, méthodique, permanente, de façon qu'il soit tiré le meilleur parti possible des efforts dévoués de tous les chercheurs.

Ces recherches doivent être graduées afin que les générations actuelles ne souffrent pas des tâtonnements indispensables.

C'est en vue de cette organisation que nous proposons que soient créées en France des écoles expérimentales, jouissant de certaines libertés dans l'adaptation des méthodes, autorisées, sous le contrôle d'un bureau d'éducation, à faire des recherches, à essayer des méthodes, à préparer des techniques et à se livrer à tous travaux susceptibles de faire avancer la pédagogie sans nuire à la préparation des enfants eux-mêmes.

PROPOSITION

Article premier. – Il sera créé en France un réseau d'écoles expérimentales destinées à travailler méthodiquement à l'adaptation des techniques nouvelles à l'école publique, sans nuire à l'éducation et à l'instruction des enfants.

Article 2. – Seront reconnues comme écoles expérimentales, toutes les écoles publiques et privées qui s'engagent à poursuivre des recherches méthodiques sous le contrôle du Bureau d'Éducation qui fonctionnera comme il est dit à l'art. 7.

Article 3. – Les écoles expérimentales pourront procéder à telles recherches de leur choix pourvu que soient respectés dans leur ensemble les règlements et les programmes en vigueur. Quelques dérogations pourront être accordées par le Bureau d'Éducation, notamment pour ce qui concerne les horaires et les examens.

Article 4. – Sur demande spéciale, autorisée après enquête du Bureau d'Éducation, des subventions pourront être accordées aux écoles expérimentales pour achat d'appareils et de matériel ou pour toutes autres dépenses nécessitées par les recherches entreprises.

Article 5. – Les stagiaires de l'Enseignement, les élèves-maîtres et les éducateurs eux-mêmes seront appelés à faire des stages dans les écoles expérimentales afin que les recherches de ces écoles puissent servir à tous.

Article 6. – Les écoles expérimentales seront placées directement sous le contrôle pédagogique du Bureau d'Éducation, les services d'inspection n'intervenant que pour ce qui concerne l'administration.

Article 7. – Il est créé un Bureau d'Éducation comprenant des pédagogues éprouvés de l'enseignement maternel, de l'enseignement primaire, de l'enseignement primaire supérieur et technique, de l'enseignement secondaire et supérieur, des délégués des associations d'instituteurs et des associations ouvrières représentant les parents d'élèves.

Ces pédagogues se constituent en commissions pour l'étude des questions de leur ressort.

Ils mettent en relations tous les éducateurs des écoles expérimentales, leur apportent leur appui technique, surveillent et contrôlent les expériences et étudient l'application dans les écoles publiques des techniques élaborées dans les écoles expérimentales.

Ce Bureau d'Éducation sera en même temps un bureau de recherches et de liaison pour tout ce qui concerne l'adaptation de l'école aux modes nouveaux de vie et de travail.

Article 8. – Des règlements spéciaux préciseront les attributions et les moyens d'action de ce bureau et les modalités de contrôle qu'il opérera sur les écoles expérimentales.

CONCLUSION

Les propositions de loi ci-dessus ne sont pas nécessairement définitives. Elles sont des suggestions actives que nous soumettons aux parlementaires du Front Populaire, aux associations d'instituteurs, aux organisations pédagogiques et que nous formulons en propositions de lois pour bien marquer qu'elles doivent au plus tôt devenir des réalités.

Nous n'avons pas tout examiné, certes. La loi ne doit pas nécessairement entrer dans tous les détails : elle doit indiquer les lignes essentielles d'action, en laissant aux circulaires qui les commentent le soin de les compléter dans l'esprit des législateurs – esprit qui admirablement indiqué dans les extraits que nous nous avons donnés du NOUVEAU PLAN D'ÉTUDES BELGE.

La Coopérative de l'Enseignement Laïc et le Groupe de l'Imprimerie à l'École, qui groupent un millier d'éducateurs parmi les plus actifs et les plus dévoués à l'œuvre pédagogique ont tenu à établir en commun ces projets de propositions qui peuvent servir de base solide à une large discussion que nous sollicitons et qui devrait aboutir au vote rapide de dispositions législatives susceptibles de diriger l'école primaire française vers la voie d'avant-garde qui est, en ces temps troublés, sa place historique.

L'Éducateur Proletarien, n° 2, 15 octobre 1936

Il faut sortir de l'impasse

15 novembre 1936

Une introduction de Freinet à deux articles sur la radio scolaire et l'éducation physique à l'école.

Déjà ce constat : la contradiction entre intérêts des professeurs pour les savoirs encyclopédiques et résistance de la jeunesse en proie au surmenage scolaire. Le temps d'apprendre sans hâte est révolu, les manuels scolaires sont de plus en plus copieux et encombrants pour suivre des programmes élargis de nouvelles matières.

La première victime est l'enfant qui travaille sans lever le nez, à la chaîne.

S'instruire, se former ne s'arrêtent pas à la fin de la scolarité, on apprend tout au long de la vie, mais si l'enfant a appris les techniques essentielles dans le temps de sa scolarité.

La société a changé, les moyens de diffusion aussi. Freinet demande au gouvernement populaire de moderniser l'organisation et les techniques de l'école populaire qui datent d'un siècle. C'est urgent, car le danger d'une réorganisation de l'école avec des techniques militaristes pour évincer les principes émancipateurs de l'école populaire n'est pas écarté...

Le nouveau Plan d'Études français s'impose ! Pour contribuer à la « régénération » de l'école populaire, le mouvement doit diffuser ses « idées-forces » pour « remuer le monde ».

Nous publions ci-dessous deux communications caractéristiques et dont nous voudrions qu'on saisisse toute la portée à l'heure présente : l'une de Pagès réclamant l'organisation de la Radio scolaire, et une autre de notre camarade Gauthier concernant l'organisation de l'éducation physique à l'école.

Il ressort de ces études que le gouvernement, que les responsables et les animateurs de l'Éducation nationale sentent la nécessité de donner une place importante dans les programmes à l'éducation physique et à la radio. Mais on n'en trouve plus la place tellement ces programmes sont déjà exagérément chargés. Alors, comme on l'a déjà fait, on établit des horaires qui, pratiquement, ne peuvent pas être suivis, ou bien on tente de faire déborder les disciplines scolaires et cet essai malheureux d'administrateurs impuissants méritait d'être dénoncé comme l'a fait Pagès.

Nous ne sommes pas de stériles critiqueurs ; nous tenons par-dessus tout à continuer notre besogne constructive et c'est pourquoi nous tenons ici à montrer la seule voie où peut s'engager l'éducation nationale si elle veut sortir de l'impasse où la poussent d'une part les désirs encyclopédiques des maîtres de la jeunesse, et d'autre part la résistance de cette jeunesse et des parents eux-mêmes émus par les tragiques effets du surmenage scolaire.

Il fut un temps – et nous l'avons encore connu au début du siècle, – où l'école poursuivait sereinement et sans hâte ce qu'elle croyait être sa grande mission éducatrice. Elle honorait certes l'instruction, l'acquisition, dont elle attendait le renouveau démocratique et républicain. Mais on en était malgré tout encore au temps de l'humilité primaire et de la simplicité. Nous n'avions que un ou deux manuels : ils étaient moins précis, moins illustrés, plus pauvres, mais ils étaient aussi moins encombrants, moins obsédants. Nous apprenions des résumés, mais il nous restait du temps encore pour aller à notre pas car les examens eux-mêmes étaient moins exigeants.

Depuis une vingtaine d'années, c'est la course à l'acquisition, la course au « bourrage de crânes », et les manuels – ou plutôt leurs auteurs – y ont leur large part de responsabilité. On a sans cesse élargi les programmes, ajouté de nouvelles matières, apporté de nouveaux développements ; toute classe qui se respecte possède aujourd'hui une bonne demi-douzaine au moins de manuels scolaires copieux, développés et complets ; les examens ont exagéré chaque année cet encyclopédisme qui devient comme une hantise mortelle pour l'école.

En même temps que se poursuivait cette course à l'encyclopédisme, la vie avec ses exigences, et l'action tenace des éducateurs poussaient à la nécessité d'introduire des activités nouvelles : la musique et le chant autrefois trop négligés, l'éducation physique dont on comprend aujourd'hui l'urgente nécessité, les promenades scolaires, la

puériculture, le cinéma, la radio, le phonographe, l'imprimerie, techniques nouvelles qui bouleverseront sous peu l'école comme elles ont bouleversé les sociétés lors de leur apparition pratique.

Mais c'est là alors que réside le drame : pour enseigner et utiliser tout cela DANS L'ESPRIT ENCYCLOPÉDIQUE de l'école actuelle, ce n'est pas trente heures par semaine qu'il faudrait, mais soixante, et bien remplies ; ce n'est pas d'allègement qu'il faudrait parler, mais de surcharge nouvelle jusqu'au jour où l'on comprend vraiment qu'il y a une victime incontestable de cette tendance : c'est l'enfant attelé à un véritable travail de chaîne et qui n'aurait plus un instant pour vivre sa vie précieuse et débordante s'il ne savait, ancestralement, déjouer le complot des pédagogues et remédier par la paresse, la distraction, la désobéissance, à une emprise destructrice de toutes personnalités.

Et là aussi réside le secret de l'insuccès flagrant de l'école actuelle ; quand on exploite les forces des individus, qu'ils soient adultes ou enfants, il faut bien que ceux-ci réagissent pour se défendre : la paresse, le dégoût du travail, la mauvaise volonté, le sabotage conscient ou non ne sont que les manifestations normales de cette réaction. Elles persisteront à l'école tant que nous n'aurons pas normalisé et humanisé notre éducation et notre enseignement.

L'instituteur d'ailleurs serait peut-être le seul à n'être point dupe. Il sait bien que l'horaire actuellement imposé ne peut jamais être respecté, qu'il faut sacrifier certaines techniques si l'on veut enseigner d'autres de façon normale et que les examens encyclopédiques sont parmi les inventions les plus inhumaines de notre civilisation : on a beau nous dire qu'ils sont une nécessité – ce que nous ne croyons pas – il n'en reste pas moins qu'ils sont les responsables des tortures morales qu'endurent les enfants et qui conduisent trop souvent hélas ! aux graves déchéances qui marquent la jeunesse estudiantine.

Le problème ne saurait être résolu que si on a le courage de l'examiner dans son ensemble et de prendre les mesures profondes et radicales qui s'imposent.

Il faut procéder sans parti-pris, en examinant loyalement, hors du cadre scolaire, les problèmes éducatifs, à une nouvelle hiérarchie des valeurs aux différents âges des enfants. Les recherches concluantes de pédagogie nouvelle, l'expérience belge elle-même, nous permettent de jeter aujourd'hui les bases sûres de cette révision :

1) L'acquisition encyclopédique telle qu'elle a été pratiquée jusqu'à ce jour est une erreur psychologique et pédagogique avec des enfants de 12-13 ans. Jusqu'à cet âge l'enseignement doit être essentiellement synthétique et vivant, avec un minimum de leçons formelles et un maximum de techniques susceptibles d'enrichir et d'harmoniser les individus.

2) Cela ne signifie point d'ailleurs que l'enfant, d'après ces directives, sera nécessairement un ignorant. Loin de là. Nous pouvons même affirmer qu'il connaîtra bien plus de choses que l'écolier parqué dans nos classes modernes ; il connaîtra peu de définitions peut-être, mais, pratiquement, dans la vie, il aura maîtrisé des techniques d'activité qui lui permettront de réagir en face des événements, cette tonalité constructive étant un des éléments essentiels de la pédagogie nouvelle, face à la passivité légendaire des enfants formés par les leçons encyclopédiques.

3) La pédagogie contemporaine a été faussée par cette conception essentiellement réactionnaire que la période d'instruction finit avec la scolarité et que l'enfant ne saura jamais ce qu'on ne lui aura pas appris avant qu'il n'entre dans l'enfer abrutissant de la production.

Les mesures nouvelles qui ont réduit à un minimum normal les heures de travail des ouvriers, l'expérience soviétique surtout montrent l'énormité de l'erreur commise par l'école. C'est vers 12-13 ans que devrait commencer l'instruction formelle qui se poursuivrait toute la vie. Jusqu'à 13 ans, l'enfant aurait fait une provision de vie, de hardiesse et d'audace, il se serait saisi, sans fatigue, des techniques essentielles qui permettraient alors des progrès excessivement rapides.

Si l'on tient compte de ces considérations, une refonte de l'éducation primaire française s'impose. Il faut sabrer impitoyablement dans le maquis encyclopédique, préconiser des normes nouvelles de travail scolaire basées sur ces techniques modernes qu'on essaye justement d'acclimater à l'école et qui apparaissent toujours comme des intruses ; il faut, d'accord avec les grandes consciences de la culture française, remettre en honneur cette activité,

cette originalité, cette vie indomptable qui ont permis jadis de dresser les cathédrales ; il est nécessaire de doser minutieusement l'instruction formelle dans ce renouveau de somptueuse acquisition synthétique ; il faudra mettre au pas auteurs et marchands de manuels et convaincre les uns et les autres que la vie d'une part, les moyens modernes de diffusion d'autre part, rendent scandaleusement surannés les livres scolaires et qu'une adaptation de toute l'éducation doit être faite sans tarder aux nécessités sociales et aux moyens nouveaux de la science.

Nous avons montré la voie ; et, dans notre école prolétarienne encore, nous tâchons de prouver expérimentalement qu'éducation harmonieuse et acquisition ne sont point opposées comme on a voulu le faire croire. Il ne s'agit point de préconiser l'ignorance à une époque où il y a tant à apprendre. Nous dénonçons justement la besogne retardataire d'une école qui instruit selon des procédés vieux d'un siècle alors que la vie contemporaine est là, puissante et éducatrice et nous demandons aux éducateurs, nous demandons au gouvernement populaire de moderniser sans retard, et avec hardiesse, l'organisation et les techniques de l'école populaire.

L'école actuelle est tragiquement embouteillée, à tel point qu'on ne peut y faire entrer ce moyen d'instruction qu'est la radio. On ne peut plus aller de l'avant si on ne réorganise pas d'urgence. Et on ne peut réorganiser que dans le sens que nous venons d'indiquer.

Ou bien alors, prenons garde : d'autres réorganiseront un jour notre école, mais ce sera pour supprimer radicalement tout ce qui pourrait aider à l'émancipation prolétarienne, et pour mettre l'exercice militaire et le fusil à la place des techniques d'expression libre et de libération que nous préconisons.

Plus que jamais un **NOUVEAU PLAN D'ÉTUDES FRANÇAIS** s'impose. A nous d'en populariser l'idée, d'en imposer la réalisation. Nous le pouvons si nous sommes bien convaincus de la ligne nouvelle de notre effort et si nous savons prouver par notre exemple et notre travail la possibilité et l'utilité de cette rénovation.

Courage, camarades ! Le bon grain que nous avons semé lève. Des masses toujours plus importantes d'éducateurs s'intéressent à notre activité et comprennent l'urgence des campagnes que nous menons. De nombreux inspecteurs viennent à nous et se rallient ostensiblement, officiellement à l'idée nouvelle que nous défendons. Nous nous en réjouissons et nous les rassurons de notre collaboration totale et désintéressée. Car notre but n'est point de mettre en vedette tels individus ou tels groupements, mais de contribuer à la régénération de notre école populaire et à la diffusion d'idées-forces qui ne sauraient être des forces que si elles sont dépouillées de toute individualité pour aspirer à cette généralité, à cette humilité, à cette simplicité qui les font aptes alors à remuer le monde.

L'Éducateur Prolétarien, n° 4, 15 novembre 1936

L'École Freinet doit devenir l'Institut des nouveaux Éducateurs Prolétariens

30 novembre 1936

Une vision globale de l'éducation qui sort largement des murs de l'école. L'éducateur se préoccupe de tous les temps hors famille de l'enfant : son éducation, son alimentation, ses loisirs, ses vacances... L'éducateur, mais aussi le travailleur se retrouvent et œuvrent ensemble dans ces activités en dehors des heures de classe.

Une vision globale de la formation également avec un lieu unique pour toutes ces différentes activités éducatives.

Une utopie toujours à réaliser !

Nous avons l'avantage – qui est payé, croyez-le, par de bien durs sacrifices – de pouvoir considérer le problème de l'éducation dans toute sa complexité globale.

Nous montrons, par notre réalisation, que l'action individuelle et sociale de l'école proprement dite est bien plus réduite qu'on ne croit communément, que la salle de classe ne devrait être que le complément naturel d'une vie harmonieusement organisée, et que l'école proprement dite ne saurait être séparée ni de la vie des adultes, donc des réactions sociales et politiques, ni de la formation physiologique des individus, c'est-à-dire de tout le problème initial de la santé et de la vie.

Cette conception totalitaire de l'éducation a une importance primordiale dont se persuadent peu à peu – grâce à l'action persévérante des pionniers de l'éducation nouvelle – tous ceux qui ont charge de l'enfance.

C'est parce qu'ils l'ont comprise que nos camarades administrateurs des municipalités ouvrières ne se contentent pas seulement d'améliorer les locaux scolaires, mais pensent en même temps – et parfois avant – à organiser des cantines, des écoles d'anormaux, des patronages, des terrains de jeux, des colonies de vacances.

Le problème éducatif a délibérément débordé l'école. Et il est encourageant que ce soient des administrateurs ouvriers qui aient les premiers admis et réalisé ce fait aujourd'hui incontestable dont devront bien peu à peu se persuader les pédagogues à œillères et les exploiters conscients ou inconscients de l'école prolétarienne.

Il n'en reste pas moins que cette conception nouvelle de l'éducation pose un certain nombre de problèmes et de tâches dont la technique pédagogique actuelle n'a point étudié la solution et dont l'urgence pourtant ne fait plus de doute :

- Comment sera réglée l'alimentation dans les cantines ?
- Comment seront conçus et organisés les terrains de jeux ?
- Comment préparer les responsabilités des patronages ? Selon quels principes ? Avec quelles directives ?
- Quelle sera la pédagogie dans les écoles d'anormaux ? Où seront formés ces éducateurs d'enfants délinquants que le Ministre voudrait maintenant recruter pour humaniser ces établissements tant décriés ?
- Quelles activités offrir aux enfants, dans les camps et colonies de vacances, dans les organisations d'enfants ? Selon quels principes ?

A toutes ces questions pourtant essentielles, nul organisme à ce jour n'est en mesure, pratiquement de répondre. Les éducateurs eux-mêmes qui se dévouent pour œuvrer, en dehors des heures de classe, soit dans les patronages, soit dans les diverses colonies de vacances, sont désorientés par la nouveauté des besognes qui s'offrent à eux et auxquelles il ne leur a jamais été donné de réfléchir. Quant aux camarades ouvriers qui, plus méritoires encore, ne craignent pas de s'improviser éducateurs – ou mieux : entraîneurs – ils sont capables d'initiatives de génie, certes ; mais ils useront une énergie précieuse à redécouvrir – avec des tâtonnements dangereux et de graves risques d'erreurs – ce que notre expérience pourrait aujourd'hui leur offrir.

Dans le chaos complexe de ce réseau d'initiatives extra-officielles, nous pouvons affirmer sans fausse modestie, que nous sommes les seuls à pouvoir apporter quelque clarté. Mieux : il faut que ce soient nos idées qui triomphent dans l'organisation naissante si l'on ne veut pas que l'orthodoxie et la routine reprennent leurs droits pour étouffer à leur naissance tant d'initiatives généreuses et enthousiastes.

Outre notre effort de dix ans dans le domaine de l'éducation nouvelle, nous menons ici, depuis un an, une expérience qui est, à tous points de vue, du plus haut intérêt. Ce que n'enseignent pas les écoles officielles, cet élan

nouveau vers la vie et l'éducation synthétique, cet effort d'organisation harmonieuse de l'activité enfantine dans tous les domaines, nous sommes maintenant en mesure de les présenter à tous les éducateurs ainsi qu'aux camarades ouvriers qui désirent s'occuper de l'enfance.

C'est à leur intention que nous allons faire de notre école l'INSTITUT DES NOUVEAUX ÉDUCATEURS PROLÉTARIENS, où tous ceux qui s'intéressent à l'enfance viendront puiser directives et conseils.

Nous continuerons, certes, par nos publications, à divulguer notre œuvre. Mais rien ne vaut, pour s'imprégner d'un idéal et d'une technique, la vie, ne serait-ce que quelques semaines, dans une communauté de recherche et de travail telle que la nôtre.

Nous sommes donc en mesure de recevoir dans notre École Institut tous les camarades éducateurs professionnels ou non qui veulent se perfectionner dans une des branches que nous avons indiquées ci-dessus. Outre le spectacle édifiant de nos réalisations, il sera organisé des cours théoriques qui compléteront la leçon efficace des faits et de la vie.

Dès que les engagements seront assez nombreux, nous prendrons des mesures pour offrir à nos grands élèves des conditions de séjour certainement compatibles avec les possibilités économiques des associations et municipalités désireuses de préparer méthodiquement des entraîneurs expérimentés pour les œuvres vitales dont ils prennent l'initiative. »

[L'Éducateur Prolétarien, n°5, 30 novembre 1936](#)

[L'article dans son intégralité](#)

Préparons pratiquement le nouveau Plan d'Études français !,

15 décembre 1936

Le travail de pionnier réalisé depuis dix ans est à poursuivre et à développer pour susciter l'engagement de l'immense masse des éducateurs et entraîner toute l'École française qui doit devenir efficiente, plus adaptée à la société contemporaine et les techniques expérimentées le permettent.

Il est important que le mouvement se présente comme celui qui peut aider les enseignants en volonté de changement pédagogique pour éviter qu'ils n'abandonnent définitivement devant les premiers obstacles.

Freinet rappelle que le problème de l'acquisition n'est pas sous-estimé, mais les procédures mises en œuvre ne permettent pas aux connaissances de s'accrocher à l'individu et donc s'évaporent très rapidement.

L'établissement d'un « Plan de Travail » s'avère indispensable avec pour l'élaborer une grande consultation auprès des anciens élèves et des parents, sans oublier les acteurs de la société (grands groupes humains, syndicats, coopératives, entrepreneurs...)

Pour articuler les intérêts, les plans de travail individuel des enfants et ce qui est essentiel à savoir, des plans de travail annuels par discipline et par degré d'enseignement seront élaborés. Ils guideront les élèves et les instituteurs dans leurs cheminements personnels.

C'est aussi un appel au travail, car ce Plan d'Études doit être une œuvre collective.

Notre numéro spécial n° 2, consacré au NOUVEAU PLAN D'ÉTUDES, a obtenu un succès sans précédent, non seulement en Belgique, – chose assez naturelle – mais en France aussi, et tant en province qu'à Paris. Preuve certaine que la masse des éducateurs, la masse des jeunes surtout, rebutée parfois par les principes vaporeux de l'éducation nouvelle, sent puissamment la nécessité d'une action pour la rénovation pratique de notre enseignement.

Nous l'avons dit bien des fois : sans sous-estimer l'importance historique des théories nouvelles ou anciennes, nous nous attachons surtout à être des praticiens plus que des théoriciens. Nous savons par expérience que les prêches, les exhortations, les beaux articles enthousiasmants, s'ils ne sont pas, comme chez nous, LA CONSÉQUENCE d'une action pratique, risquent de contrarier plus que de servir la cause de l'éducation nouvelle.

Rares sont, en effet, les éducateurs qui ont les possibilités, la force, et le temps, de renverser tout un édifice scolaire pour partir à l'aventure dans les champs prometteurs mais encore trop en friche, de l'éducation nouvelle.

Susciter un enthousiasme qui risque de s'évanouir devant des obstacles pratiquement insurmontables, c'est rebuter dangereusement, et parfois irrémédiablement, toutes les bonnes volontés qui comprennent les avantages et la nécessité de l'éducation nouvelle et qui ne restent dans la ligne traditionnelle que parce que nul ne les aide à en sortir.

A tous ces camarades qui sentent – ne serait-ce que quelques velléités d'émancipation pédagogique – notre mouvement se présente comme le seul susceptible de les diriger et de les aider.

Cette tendance est bien marquée dans notre numéro sur le PLAN D'ÉTUDES FRANÇAIS.

Nous ne demandons au gouvernement aucun verbiage : il y en a suffisamment dans les instructions et les programmes actuels. IL NOUS FAUT DES ACTES QUI NOUS PERMETTENT DE FAIRE PASSER DANS LA RÉALITÉ QUOTIDIENNE les idées généreuses inscrites dans les instructions ministérielles de 1923. Nous avons mis en lumière quelques-uns de ces actes dont nous demandons à nos camarades du Front populaire de prendre l'initiative : suppression des manuels scolaires, suppression du C.E.P.E., réorganisation de l'Inspection Primaire, organisation nouvelle de l'École avec décharge des classes, création d'Écoles expérimentales.

Si ces améliorations matérielles et techniques étaient réalisées, automatiquement les méthodes nouvelles pourraient se développer dans des Écoles où ne peut pénétrer pour l'instant que l'impuissant VERBIAGE DE L'ÉDUCATION NOUVELLE.

On nous rendra cet hommage que nous n'avons jamais attendu béatement que les gouvernements apportent toutes faites dans nos écoles les améliorations et les transformations que nous souhaitons. Bon pour ceux qui, solidement assis dans le désordre présent, craignent le progrès que nous appelons et que nous préparons, et qui ne se leurrent d'ailleurs pas sur la puissance réalisatrice de leurs revendications verbales.

Être à l'avant-garde, ce n'est pas partir en tête, drapeau déployé, en hurlant et en chantant, sans se soucier de ceux qui suivent... ou qui restent. C'est, comme nous le faisons, remplir un rôle de PIONNIERS : préparer généreusement les chemins et les ponts, couper hardiment les amarres des traditions et des égoïsmes, afin que, sans efforts héroïques, mais avec sûreté, l'immense masse des éducateurs s'engage enfin dans une voie dont elle comprend l'utilité et sur laquelle elle est certaine de réussir.

Cette besogne de Pionniers, nous la menons depuis plus de dix ans, contre vents et marées... et il y en a eu de puissamment dangereux, n'est-ce pas, camarades ? Mais nous avons la satisfaction maintenant d'avoir établi la voie sur laquelle des centaines d'éducateurs nous suivent. Mais cette voie est encore étroite et difficile. Nous devons l'élargir et l'aplanir pour que s'y engage toute l'école française.

On a cru – et nous y revenons – que nous étions partisans d'une école où l'enfant ne fait que ce qui lui plaît, en négligeant parfois des acquisitions que la société juge à bon droit essentielles.

Nous voulons, au contraire, une école plus efficiente que l'école traditionnelle où tant d'efforts se dépensent en vain. L'École actuelle n'est adaptée ni aux moyens que nous offre la civilisation actuelle, ni au mode de vie contemporain, ni aux buts sociaux qui évoluent à un rythme accéléré.

Il faut réorganiser l'enseignement sur des bases plus rationnelles.

C'est le but de notre technique.

Il fut un temps où l'École n'était pas exigeante : les notions à acquérir étaient réduites et ne risquaient pas de déborder la capacité d'un cerveau d'enfant.

On a tellement accumulé depuis quelques décades que nous sommes aujourd'hui dans cette impasse dont nous parlions dans un récent numéro. Il nous faut organiser et rationaliser l'éducation et l'enseignement.

Mais rationaliser l'acquisition, ce n'est pas, comme le pratiquent certains charlatans de la pédagogie, trouver le moyen de bourrer toujours davantage le cerveau des enfants. Ce serait procéder comme un État qui produirait des

millions d'automobiles qui, ne trouvant pas d'acheteurs, encombreraient le marché et immobiliseraient inutilement des forces vives. Le problème de l'acquisition ne saurait être séparé de celui de l'enrichissement et de l'harmonisation des personnalités, harmonisation qui doit être le résultat d'une organisation technique rationnelle adaptée aux exigences sociales de l'heure.

Nous ne sous-estimons pas le problème de l'acquisition : mais nous disons d'une part, que cette acquisition est conduite de nos jours selon des procédés qui ne donnent qu'un bien minime rendement. D'autre part, l'instruction, dans l'École actuelle, n'est jamais sérieusement accrochée aux individus ; elle ne fait pas partie d'eux-mêmes ; elle s'en sépare donc facilement. Et c'est ce qui explique l'ignorance incroyable de recrues pourtant instruites pendant 5 et 6 ans dans nos écoles primaires.

On pratique actuellement comme des dirigeants de la production automobile d'un pays qui produiraient de façon intensive les pièces détachées de leurs machines, mais qui les entasseraient dans leurs entrepôts, n'ayant pas trouvé le moyen de les agencer harmonieusement, rationnellement, scientifiquement, pour leur donner vie et utilité.

Il nous faut des matériaux, et d'excellente qualité, que nous devons apprendre à produire dans les meilleures conditions. Il nous faut aussi les utiliser pour créer et enrichir la vie.

C'est ce double problème qu'il nous faut mener de front, et selon les mêmes principes scientifiques et humains.

On voit alors l'importance conditionnée que nous accordons à l'acquisition.

Tenant compte de ces considérations, il faudrait nous mettre d'accord sur la qualité et la quantité de ces acquisitions.

L'École actuelle procède comme si ce même directeur de production automobile fabriquait intensivement des pièces quelconques qui s'entasseraient ensuite sur la machine, sans savoir lesquelles sont utiles, lesquelles inutiles, lesquelles nuisibles. Le chef de rayon des carburateurs a exagéré la production, mais les pistons sont mal ajustés et on manque de caoutchouc ou d'essence pour donner vie à la machine – chacun ayant exagéré sa spécialité sans se soucier de l'ensemble, de la synthèse dont son effort n'est qu'un élément.

Il en est ainsi à l'École, hélas ! Chaque manuel accentue les exigences du programme ; chacun voudrait faire rendre au maximum sa spécialité ; le C.E.P.E. contrôle la production de chacune de ces spécialités. Mais lorsque, sitôt l'examen passé, on essaye d'utiliser l'acquis de l'école, on s'aperçoit que nous avons enseigné beaucoup de notions inutiles, que nous avons ainsi usé en vain les rouages indispensables et que nous avons oublié l'essentiel qui est la synthèse de vie de la machine humaine. Alors, il faut tout redémonter, éliminer les malfaçons ou les pièces inutiles, forger patiemment ce qui manque. Rares sont hélas ! ceux qui en viennent à bout !

Si nous procédions plus rationnellement ! Si nous essayions d'abord de savoir quelles pièces sont nécessaires pour que la machine marche harmonieusement, nous pourrions établir avec sûreté ensuite la besogne de tous les spécialistes et le développement normal des disciplines qui doivent concourir à la synthèse vivante et profitable.

Autrement dit, il nous faut prévoir des Plans.

Nous n'avons pas de Plan de travail maintenant parce que nous sommes dans un régime où seuls ont un Plan ceux qui organisent l'Économie mondiale pour la plus grande somme de bénéfices ou de dividendes. Nous sommes dans la société qui produit des automobiles que les usagers éventuels ne peuvent acheter, des fruits qu'il faut jeter, du vin qu'il faut brûler, du blé qu'on doit donner au bétail.

A l'école actuelle, même activité désordonnée et inconsidérée : on passe de longues heures à enseigner – selon des techniques vieilles de cent ans parfois – l'histoire, le calcul, la géographie, les sciences compliquées et livresques. Et puis, à l'usage, on s'aperçoit qu'il y a eu maldonne, que la vie à d'autres exigences et qu'il faut, à nos risques et périls, remonter la machine.

Pour sortir de la crise, les gouvernements ont dressé des Plans rigoureux d'activité.

Si nous voulons travailler méthodiquement, effectivement, productivement dans nos écoles, il nous faut de même notre Plan de Travail.

Mais ce PLAN DE TRAVAIL il faut l'établir.

On pourrait nous objecter qu'il existe bien à ce jour des PLANS DE TRAVAIL qui sont les programmes officiels, détaillés et élargis dans les manuels scolaires. Mais ce sont des Plans de travail capitalistes, nés de la fantaisie ou de

l'intérêt de leurs initiateurs. Ils n'ont rien à voir socialement et humainement parlant, avec les PLANS DE TRAVAIL méthodiquement établis que nous préconisons.

Ces plans de travail ne peuvent être l'œuvre des seuls spécialistes. Il faut d'abord connaître quelles sont les notions, qui, de l'avis des usagers eux-mêmes, sont nécessaires à l'enfant aux différents âges et plus spécialement à l'enfant qui quitte l'école à 13-14 ans.

Il nous faut, par une vaste enquête, interroger nos anciens élèves et leurs parents, leur demander quelles sont, parmi les notions que nous leur avons enseignées, celles qu'ils ont reconnues indispensables, celles dont ils n'ont aucune utilisation et qu'ils ont laissé tomber. Il faut qu'ils nous signalent les trous, les insuffisances qui se sont révélées à l'épreuve de la vie.

Le résultat de cette enquête sera un élément pratique essentiel, car l'École est faite pour préparer l'individu social ; son rôle véritable doit être d'aider l'enfant à s'intégrer à la société pour y tenir utilement son rôle. Tout doit être subordonné à cette fin que nous tâcherons d'ailleurs de mieux connaître et de préciser.

Nous interrogerons ensuite les dirigeants des grands groupes humains de défense et de travail, les militants de syndicats et de coopératives, les petits artisans et aussi les chefs d'entreprise sympathiques en tenant compte cependant que ceux-ci jugent la formation des individus en fonction des frais d'exploitation qui sont leur seule raison d'être.

Nous aurons là le point de vue de la société qui attend du travail de l'homme une utilisation effective et profitable.

Tenant compte de ces deux ordres d'éléments, les spécialistes que sont les instituteurs et les inspecteurs établiront alors les plans de travail définitifs.

Ils pourront éliminer tout ce qui, dans notre enseignement, est inopérant et inutile, tout ce qui devra être acquis plus tard mais qu'on tenterait en vain d'inculquer prématurément aux enfants. Il y aura des élagages – et sérieux – à faire en histoire, en géographie, en sciences. Nous trouverons alors le temps de travailler pratiquement pour les choses essentielles ; nous aurons le temps de faire de la gymnastique, de chanter, d'utiliser radio et phono, et de nous mêler à la vie sans être obsédés par cette acquisition intensive, aux fins d'examen, que nous savons, nous, éphémère et nuisible.

Munis de ces plans, nous pourrions alors aller plus avant dans le sens de nos techniques.

Techniques de travail libre des enfants, avons-nous dit. Mais encore faut-il savoir dans quel sens exercer cette libre activité.

Il faut que l'enfant travaillant librement sache où il va, qu'il ait conscience des acquisitions souhaitables, qu'il voie l'ensemble, qu'il sente que son effort intègre à un Plan au service de la communauté. L'idéal serait que l'enfant dresse lui-même son plan d'activité qui stimulera, régularisera et harmonisera son effort quotidien.

Ce Plan de travail, nous l'avons dit, existe actuellement. C'est celui des manuels où l'effort demandé est débité en tranches très marquées par mois et par trimestre. Mais ce plan, outre qu'il n'a rien de rationnel, est imposé aux enfants qui se contentent de s'y conformer sans le vivre pour se l'assimiler.

A temps nouveaux, techniques nouvelles, Plan de travail plus efficaces.

Nos techniques – et le Plan d'Études belge s'oriente également dans ce sens – font une place essentielle à l'intérêt spontané, accidentel ou permanent des enfants, aux activités déterminées par le milieu, par les saisons, par les péripéties de la vie ambiante. Mais à suivre ainsi exclusivement le fait personnel on risque – et nous le sentons tous – de négliger des acquisitions indispensables ou de tourner parfois dangereusement autour des mêmes préoccupations, sans considérer la synthèse sociale et humaine qui nous impose ses lois.

Nous établirons alors, en nous basant sur nos Plans Généraux de travail dont nous préparons la réalisation, des Plans annuels de travail pour chaque discipline et pour les divers degrés d'enseignement. Sur ces plans, les élèves – et les éducateurs aussi, – marqueront de façon visible à mesure qu'ils les étudient librement, les divers points mentionnés. Ils auront ainsi constamment sous les yeux un tableau des activités possibles et souhaitables ; ils connaîtront les trous et les insuffisances et pourront éventuellement y parer.

Ces plans seront donc des guides et des stimulants. Avec eux, nous réaliserons des normes nouvelles d'acquisition et d'éducation parce que nous ferons appel à des éléments nouveaux d'activités susceptibles de remplacer avantageusement la discipline aveugle des manuels, liberté dans le choix et l'exécution selon l'intérêt et

les besoins du moment, tableaux de travail, normes d'activité qui stimulent l'effort et la compétitions, guides méthodiques qui donnent à l'enfant l'impression qu'il sait où il va, ce qui lui manque et quel effort il doit fournir.

L'expérience commencée dans notre école nous a montré que nous sommes là à l'aube d'une activité nouvelle qui pourrait bien nous apporter la clé de techniques de travail vivant et pourtant ordonné et méthodique. Nous en continuons la mise au point. Nous avons voulu seulement aujourd'hui en signaler l'essentiel pour bien faire comprendre toute l'importance technique que nous attachons aux PLANS D'ÉTUDES dont nous préconisons la mise au point.

Et maintenant à l'œuvre !

Nous disons de ce Plan d'Études ce que nous disions jadis du Fichier Scolaire Coopératif : **IL SERA UNE ŒUVRE COLLECTIVE OU IL NE SERA PAS.**

Il faut qu'il soit !

Cette œuvre collective, nous seuls en France sommes en mesure de la mener à bien. Et nous y pourrions. Nous prouverons ainsi que nous continuons notre tradition d'un mouvement pédagogique coopératif capable d'enthousiasmer des centaines de camarades à la préparation de voies nouvelles que les théoriciens avaient parfois entrevues et que nous sommes les premiers à réaliser.

L'Éducateur Prolétarien, n° 6, 15 décembre 1936

Trois questionnaires, pour un nouveau Plan d'Études Français

1^{er} Février 1937

Après le questionnaire proposé aux adhérents, aux diverses organisations de l'enseignement, aux revues pédagogiques, aux journaux amis et aux syndicats en mai 1936, Freinet propose dans ce numéro de l'Éducateur Prolétarien trois questionnaires : un aux enfants qui ont quitté l'école, un deuxième aux parents et le troisième aux employeurs et dirigeants.

POUR LES ENFANTS

1. L'École vous a-t-elle appris à vous exprimer comme vous le désirez ? en public ? en privé ?
2. L'École vous a-t-elle appris à vous débrouiller dans les diverses circonstances de la vie ? Sauriez-vous accomplir un voyage assez long, téléphoner, expédier un mandat ? Sauriez-vous bêcher, maçonner, menuiser, établir des plans ?
3. Quelles sont les exercices qui, à l'école, vous paraissent les plus utiles pour parvenir à ces connaissances ? A votre avis, que devrait faire l'école pour mieux réussir dans cette préparation ?
4. Savez-vous rédiger couramment et correctement un rapport, une lettre à un ami, à un fournisseur, etc. ?
Si oui, l'École vous a-t-elle aidé à y parvenir et par quels exercices ?
Sinon, quels sont les travaux scolaires qui, à votre avis, vous y auraient mieux préparé ?
5. Lisez-vous couramment ? Quels livres de préférence ? Lisez-vous les journaux ? Quels articles de préférence ? Qu'aurait dû faire l'École pour vous aider à mieux lire ?
6. L'École vous a fait faire beaucoup de calcul. Savez-vous faire les 4 opérations ? évaluer une distance ? déterminer la surface du terrain ? sa valeur ? le volume d'un récipient de forme régulière ? d'un tas de bois ? Dans votre vie actuelle, quelles sont les connaissances mathématiques qui vous sont le plus utiles ? Quelles sont celles qui vous manquent ?

7. On vous a enseigné de l'histoire ? Quels sont les faits, les dates dont vous vous souvenez le mieux ? A votre avis, sur quels points d'histoire, l'École devrait-elle insister ?

8. On vous a enseigné de la géographie. En avez-vous beaucoup retenu ? A quoi cela vous sert-il ? Connaissez-vous votre région ? Les autres régions de France ? Sauriez-vous établir l'itinéraire d'un voyage ? Qu'aurait dû faire l'École pour mieux vous enseigner tout cela ?

9. Que vous rappelez-vous des sciences enseignées à l'École ? Cet enseignement vous a-t-il aidé pour votre métier ? Qu'aurait dû faire l'École pour que vous en profitiez davantage ?

10. Pour les enseignements accessoires : dessin, musique, chant, gymnastique, travail manuel, pensez-vous que l'École vous a fait faire assez d'exercices ?

A votre avis, quels sont ceux qui devraient tenir plus de place ?

11. Le Certificat d'Études vous a-t-il servi ? Que pensez-vous de cet examen ?

12. Si vous aviez à faire un Plan de Travail pour des enfants au-dessous de 13-14 ans, que supprimeriez-vous ? Qu'ajouteriez-vous ? Comment organiseriez-vous le travail ?

13. Quels sont, en général, les souvenirs les plus précis que vous gardez de votre passage à l'École ?

14. Après avoir quitté l'École, quelles ont été vos occupations, vos amusements préférés ? Que faudrait-il faire pour que vous puissiez continuer à vous instruire ?

POUR LES PARENTS

Examinez le questionnaire ci-dessous. Répondez pour ce qui vous concerne.

Notez séparément :

a) Les notions ou activités que l'École devrait offrir aux enfants et qui sont actuellement négligées ;

b) Les activités qui, à votre avis, ne sont pas indispensables pour la vie et le travail.

Si vous à faire un Plan de Travail, qu'ajouteriez-vous ? Que supprimeriez-vous ?

1. L'École vous a-t-elle appris à vous exprimer comme vous le désirez ? en public ? en privé ?

2. L'École vous a-t-elle appris à vous débrouiller dans les diverses circonstances de la vie ? Sauriez-vous accomplir un voyage assez long, téléphoner, expédier un mandat ? Sauriez-vous bêcher, maçonner, menuiser, établir des plans ?

3. Quelles sont les exercices qui, à l'école, vous paraissent les plus utiles pour parvenir à ces connaissances ? A votre avis, que devrait faire l'école pour mieux réussir dans cette préparation ?

4. Savez-vous rédiger couramment et correctement un rapport, une lettre à un ami, à un fournisseur, etc. ?

Si oui, l'École vous a-t-elle aidé à y parvenir et par quels exercices ?

Sinon, quels sont les travaux scolaires qui, à votre avis, vous y auraient mieux préparé ?

5. Lisez-vous couramment ? Quels livres de préférence ? Lisez-vous les journaux ? Quels articles de préférence ? Qu'aurait dû faire l'École pour vous aider à mieux lire ?

6. L'École vous a fait faire beaucoup de calcul. Savez-vous faire les 4 opérations ? évaluer une distance ? déterminer la surface du terrain ? sa valeur ? le volume d'un récipient de forme régulière ? d'un tas de bois ? Dans votre vie actuelle, quelles sont les connaissances mathématiques qui vous sont le plus utiles ? Quelles sont celles qui vous manquent ?

7. On vous a enseigné de l'histoire ? Quels sont les faits, les dates dont vous vous souvenez le mieux ? A votre avis, sur quels points d'histoire, l'École devrait-elle insister ?

8. On vous a enseigné de la géographie. En avez-vous beaucoup retenu ? A quoi cela vous sert-il ? Connaissez-vous votre région ? Les autres régions de France ? Sauriez-vous établir l'itinéraire d'un voyage ? Qu'aurait dû faire l'École pour mieux vous enseigner tout cela ?

9. Que vous rappelez-vous des sciences enseignées à l'École ? Cet enseignement vous a-t-il aidé pour votre métier ? Qu'aurait dû faire l'École pour que vous en profitiez davantage ?

10. Pour les enseignements accessoires : dessin, musique, chant, gymnastique, travail manuel, pensez-vous que l'École vous a fait faire assez d'exercices ?

A votre avis, quels sont ceux qui devraient tenir plus de place ?

11. Le Certificat d'Études vous a-t-il servi ? Que pensez-vous de cet examen ?

12. Quels sont, en général, les souvenirs les plus précis que vous gardez de votre passage à l'École ?

13. Après avoir quitté l'École, quelles ont été vos occupations, vos amusements préférés ? Que faudrait-il faire pour que vous puissiez continuer à vous instruire ?

POUR LES EMPLOYEURS ET DIRIGEANTS

Examinez le questionnaire ci-dessous. Répondez pour ce qui vous concerne.

Notez séparément :

a) Les notions ou activités que l'École devrait offrir aux enfants et qui sont actuellement négligées ;

b) Les activités qui, à votre avis, ne sont pas indispensables pour la vie et le travail.

Si vous à faire un Plan de Travail, qu'ajouteriez-vous ? Que supprimeriez-vous ?

1. L'École vous a-t-elle appris à vous exprimer comme vous le désirez ? en public ? en privé ?

2. L'École vous a-t-elle appris à vous débrouiller dans les diverses circonstances de la vie ? Sauriez-vous accomplir un voyage assez long, téléphoner, expédier un mandat ? Sauriez-vous bêcher, maçonner, menuiser, établir des plans ?

3. Quelles sont les exercices qui, à l'école, vous paraissent les plus utiles pour parvenir à ces connaissances ? A votre avis, que devrait faire l'école pour mieux réussir dans cette préparation ?

4. Savez-vous rédiger couramment et correctement un rapport, une lettre à un ami, à un fournisseur, etc. ?

Si oui, l'École vous a-t-elle aidé à y parvenir et par quels exercices ?

Sinon, quels sont les travaux scolaires qui, à votre avis, vous y auraient mieux préparé ?

5. Lisez-vous couramment ? Quels livres de préférence ? Lisez-vous les journaux ? Quels articles de préférence ? Qu'aurait dû faire l'École pour vous aider à mieux lire ?

6. L'École vous a fait faire beaucoup de calcul. Savez-vous faire les 4 opérations ? évaluer une distance ? déterminer la surface du terrain ? sa valeur ? le volume d'un récipient de forme régulière ? d'un tas de bois ? Dans votre vie actuelle, quelles sont les connaissances mathématiques qui vous sont le plus utiles ? Quelles sont celles qui vous manquent ?

7. On vous a enseigné de l'histoire ? Quels sont les faits, les dates dont vous vous souvenez le mieux ? A votre avis, sur quels points d'histoire, l'École devrait-elle insister ?

8. On vous a enseigné de la géographie. En avez-vous beaucoup retenu ? A quoi cela vous sert-il ? Connaissez-vous votre région ? Les autres régions de France ? Sauriez-vous établir l'itinéraire d'un voyage ? Qu'aurait dû faire l'École pour mieux vous enseigner tout cela ?

9. Que vous rappelez-vous des sciences enseignées à l'École ? Cet enseignement vous a-t-il aidé pour votre métier ? Qu'aurait dû faire l'École pour que vous en profitiez davantage ?

10. Pour les enseignements accessoires : dessin, musique, chant, gymnastique, travail manuel, pensez-vous que l'École vous a fait faire assez d'exercices ?

A votre avis, quels sont ceux qui devraient tenir plus de place ?

11. Le Certificat d'Études vous a-t-il servi ? Que pensez-vous de cet examen ?

12. Quels sont, en général, les souvenirs les plus précis que vous gardez de votre passage à l'École ?

13. Après avoir quitté l'École, quelles ont été vos occupations, vos amusements préférés ? Que faudrait-il faire pour que vous puissiez continuer à vous instruire ?

Prière de retourner les réponses : C. FREINET, Vence (A.-M.)

(Si la place n'est pas suffisante veuillez répondre sur feuille séparée).

[L'Éducateur Prolétarien, n° 9, 1^{er} février 1937 dans son intégralité](#)

A propos du projet de réforme de l'enseignement

15 Mars 1937

Un appel à réflexion de Freinet sur le Certificat d'Études Primaires Élémentaires (C.E.P.E) qui devrait devenir un examen d'entrée dans le second degré. Réflexion qui se continuera au Congrès de Nice et donnera lieu à des décisions.

Un événement important d'ailleurs nécessite de notre part une mise au point rapide : il s'agit du projet de réforme de l'enseignement dont on a lu le texte dans divers journaux.

Ce projet de loi est, à notre avis, une réorganisation utile et nécessaire du système scolaire français. Il tend certainement à harmoniser et à démocratiser les diverses branches d'enseignement. Au chaos de jadis, il substitue un système plus rationnel, dans lequel joueront moins toutes les compétitions ou privilèges de classe.

Ne nous faisons cependant aucune illusion : le cadre est changé dans lequel un gouvernement prolétarien pourrait organiser véritablement l'ordre nouveau. Mais il faudra d'autres mesures, d'ordre économique et financier notamment, qui permettront au prolétaire de ne pas rester une fois encore au seuil de la terre promise.

Nous voudrions plus spécialement ici dire quelques mots des problèmes nouveaux que ce projet, une fois voté, poserait à notre enseignement primaire.

L'enseignement primaire devient le premier degré scolaire, le premier échelon de l'édifice, ce qui est normal et souhaitable.

Le C.E.P.E. – et c'est là le fait nouveau d'une importance qu'on n'a pas suffisamment souligné, – cesse d'être une sorte de diplôme de fin d'études pour devenir un examen de passage du premier au 2^e degré.

Nous nous plaignions jusqu'à ce jour, du bourrage intensif que nécessitait la regrettable course au C.E.P.E. Que sera-ce quand cet examen ouvrira les portes du second degré, les portes de l'université ! La course en deviendra affolante : tous les parents voudront pour leur fils le C.E.P.E. ; ils comprendront l'importance nouvelle qu'on lui accorde et ils seront prêts à tout y sacrifier, la liberté, l'intelligence et même la santé de leurs enfants.

Il faudra que notre Congrès s'occupe de cette question et dénonce avec vigueur ce danger ; qu'il propose en même temps les remèdes : un examen de passage est nécessaire ; nous ne voyons aucun inconvénient à ce que le C.E.P.E. soit cet examen. Mais un examen qui doit déceler si l'écolier est susceptible d'aller plus avant dans les divers degrés d'enseignement, doit nécessairement cesser de contrôler l'acquisition obtenue pour s'attacher davantage aux POSSIBILITÉS d'acquisition.

Autrement dit : la transformation du C.E.P.E., examen contrôlant l'acquisition en examen de passage décelant les aptitudes au travail et à l'acquisition s'avère indispensable.

A nous à montrer la voie. Nous proposons qu'une séance spéciale discute de la question pour que nous soyons en mesure de faire des propositions pratiques.

Aux camarades compétents d'y réfléchir. »

[L'article dans son intégralité](#)

[L'Éducateur Prolétarien, n° 12, 15 mars 1937](#)

Le C.E.P.E. et la réforme de l'enseignement au Congrès de Nice

1^{er} mai 1937

Première journée, compte-rendu, séance de nuit troisième et dernier point.

Freinet dégage tout de suite le sens de la discussion qui va s'ouvrir. D'après ce qu'on a déjà pu lire dans les revues pédagogiques. Il reste que, si certaines questions importantes font actuellement l'objet d'un débat, on n'a pas encore étudié une question qui nous intéresse puissamment, à savoir la question des programmes. On ne s'est pas encore rendu assez nettement compte sans doute que, l'enfant n'est pas une outre qu'il faut remplir, mais bien un individu qu'il faut former.

Pour le C.E.P.E., la question est encore bien plus importante. Le bourrage est nécessaire actuellement, parce que le C.E.P.E. sanctionne ce bourrage. Avec la nouvelle formule, il faut agir plus que jamais, et mener campagne pour orienter le nouvel examen vers une conception nouvelle ; la C.E.L., les jeunes se doivent d'agir sans tarder, afin d'aboutir à une reconsidération du problème qui ouvrirait la voie à une amélioration sérieuse du C.E.P.E. de manière à laisser au travail libérateur le plus de place possible.

Le camarade LOB, professeur au Lycée de Nice, apporte alors quelques réflexions personnelles. Il tient à souligner très justement que, si nous n'y prenons pas garde, malgré la réforme envisagée actuellement, il n'y aura pas beaucoup d'améliorations. Le fond des choses restera le même avec des étiquettes différentes.

En somme, la question primordiale réside dans le passage du 1^{er} au 2^e degré en limitant cet accès aux gens du peuple. La soudure entre les deux degrés est excessivement difficile à faire : il faut que le 1^{er} degré aille plus loin que le point où le 2^e degré prendra les enfants, sinon le 2^e degré sera comprimé à l'excès, si non ne change rien dans l'enseignement supérieur ; de là naîtra une hostilité certaine contre la réforme par la suite. On prétendra qu'on a saboté le 2^e degré, etc.

Il faudrait que l'école primaire soit ouverte jusqu'à 16 ans, quelque démagogique que puisse paraître cette proposition. Le certificat serait scindé en deux parties. Cela vaudrait beaucoup mieux que la réglementation nouvelle proposant deux séries pour l'obtention du C.E.P.E. Il ne faut pas qu'il y ait deux catégories de ce genre : ceux qui feront et ceux qui ne feront pas le 2^e degré.

BOYAU se défend de vouloir prolonger le débat, vu l'heure très tardive. Il tient cependant à apporter quelques suggestions. Il est tout à fait d'avis que, plus la sélection sera retardée, moins les possibilités d'orientation seront affectées. Il faudra que le C.E.P.E. cesse d'être un examen décelant avant tout la perfection plus ou moins grande dans le bourrage de crâne, mais devienne l'examen décelant des aptitudes. Dans l'état actuel des choses, il semble impossible de songer à une suppression du C.E.P.E.

Il est près de minuit. Freinet propose d'arrêter là la discussion pour ce soir, pour reprendre dans les semaines qui suivront dans *L'Éducateur Prolétarien*, et fait voter l'ordre du jour suivant :

ORDRE DU JOUR

Le Congrès de l'Imprimerie à l'Ecole,

Prend acte des projets de réorganisation de l'enseignement actuellement en discussion ;

Rappelle que si ces projets sont susceptibles d'harmoniser l'édifice scolaire, ils ne sauraient atteindre profondément l'édifice pédagogique lui-même que si sont étudiées dans un sens adapté aux besoins sociaux et humains les grandes questions des programmes scolaires et des examens ;

Demande que soit mise à l'étude immédiatement, dans toutes les organisations pédagogiques et syndicales, la question d'un nouveau Plan d'études Français susceptible de favoriser une éducation efficiente et libératrice ;

Demande également que soit étudiée par ces mêmes organisations et par l'administration une conception nouvelle de la technique du Certificat d'études, contrôlant non pas la seule acquisition, mais aussi le développement intellectuel et les progrès culturels afin que cesse la course au bourrage qui est une des plaies actuelles de notre enseignement ;

S'engage à poursuivre très activement l'étude de ces questions afin de soumettre aux organisations syndicales et à l'administration de l'éducation nationale des projets précis pouvant servir de base de discussion et de réalisation.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 15, 1^{er} mai 1937](#)

Le Certificat d'Études

15 mai 1937

Comme annoncé lors du Congrès de Nice, la discussion continue dans l'Éducateur Prolétarien.

Une réflexion sur les objectifs d'un examen, sur les connaissances minimales à acquérir par tous les enfants, sur ce qui est vraiment utile pour comprendre son environnement et trouver sa place dans la société, sur ce que représente « lire », « écrire », « compter » et sur ce que l'école peut en faire (par exemple, un appel à la lecture « muette » et à la compréhension au lieu de la lecture à voix haute) .

Une réflexion toujours actuelle où l'on questionne le socle commun, le brevet des collèges, le bac...

Nous apportons aujourd'hui notre contribution au projet de réorganisation du Certificat d'Études. Nous demandons à nos lecteurs de nous adresser sans retard leurs critiques. Nous les joindrons au dossier Hulin pour la mise au point définitive d'un projet qui paraîtra en numéro spécial commun de Pour l'Ère Nouvelle, L'École Nouvelle, L'Éducateur Prolétarien, sous la responsabilité commun du Groupe Français d'Éducation Nouvelle, du Groupe du Nord de l'École Nouvelle et de l'Imprimerie à l'École.

Nous regrettons de ne pouvoir donner des documents plus nombreux. Nous pourrions en communiquer copie à ceux qui nous le demanderont.

AVERTISSEMENT

Lorsqu'on parle d'un examen on doit considérer trois choses :

1. Le passé dont il doit contrôler travail et rendement.
2. Le présent : la matière elle-même. Les enfants et ce qu'on doit normalement et humainement en attendre.
3. Le futur. L'utilisation scolaire et sociale qui sera faite du diplôme donné.

Pour préciser le n° 1 il serait, pensons-nous, plus normal de préciser les points 3 et 2 d'abord, ce qui nous aidera à établir le programme lui-même du C.E.P.E.

1. Utilisation scolaire et sociale du C.E.P.E.

Jusqu'à ce jour l'utilisation scolaire du C.E.P.E. était à peu près nulle. Le nouveau projet tend à en faire un examen de passage du 1^{er} au 2^e degré.

La possession du C.E.P.E. sera obligatoire pour tous ceux qui voudront pénétrer au 2^e degré.

Cette finalité est cependant tempérée par la création d'un cycle d'orientation au bout duquel les enfants munis du C.E.P.E. seront plus spécialement fondés quant aux branches vers lesquelles ils doivent être dirigés.

Le C.E.P.E. ne sera donc pas un concours de passage, mais seulement une sorte d'examen de base. Les enfants seront contrôlés au cours de leurs années d'orientation.

Mais l'utilisation du C.E.P.E. tend par contre à être renforcée.

Disons tout de suite qu'il est normal qu'on exige des candidats à certaines fonctions un minimum d'acquisition et de technique.

Il suffit maintenant de s'entendre sur ce minimum.

De ce court examen, il résulte :

1. Que le C.E.P.E. n'est pas un concours d'entrée au second degré, mais le contrôle de base avant d'entrer dans le cycle d'orientation.

2. Que le C.E.P.E. sera simplement une attestation que celui qui le possède a suivi régulièrement les cours d'enseignement primaire, qu'il a acquis les connaissances et les techniques dont la possession paraît nécessaire et indispensable dans la vie à 12-13 ans.

S'il en est ainsi, si l'École remplit bien son rôle, le C.E.P.E. devrait être pratiquement donné à tous les enfants.

L'échec au C.E.P.E. montrerait seulement que le candidat n'a pas suffisamment, pour diverses raisons, sociales, individuelles ou scolaires profité de l'enseignement primaire. Des cours spéciaux devraient être institués pour leur permettre d'acquérir ce minimum indispensable.

A notre avis, il faudrait bien s'entendre sur les bases et faire admettre les principes essentiels.

1. Tout enfant doit posséder le C.E.P.E.

2. L'enfant qui n'a pas le C.E.P.E. redouble des classes dans des cours spéciaux de récupération qui lui permettent d'obtenir le C.E.P.E.

CE QU'ON DOIT ATTENDRE DES CANDIDATS

S'il en était ainsi, il faudrait se mettre parfaitement d'accord sur l'acquisition et les techniques dont le C.E.P.E. doit exiger la possession.

Si les bases ci-dessous sont admises, on ne cherchera plus à hausser inconsidérément le niveau afin que seuls y accèdent ceux qui sont le mieux doués et qui y ont été spécialement préparés. Au contraire, il faudra que ce niveau soit psychologiquement et scientifiquement établi comme fin naturelle de l'enseignement du 1^{er} degré.

Si les épreuves étaient imprégnées de ce nouvel esprit, il n'y aurait pas grand' chose à changer à notre examen actuel, pour en faire le contrôle raisonnable que nous désirons.

Lire, écrire et compter reste à la base de cet examen ; nous en ferons l'essentiel aussi :

Lire, écrire et compter restent à la base de lecture, qui n'existent pas du tout. Car il ne faut pas considérer seulement la lecture à haute voix d'un texte, mais aussi et surtout la lecture muette par la compréhension et l'utilisation d'un texte du niveau des enfants (technique indispensable, puisque l'enfant n'aura jamais ou presque jamais plus tard à lire à haute voix, il aura par contre à lire des yeux et à comprendre ce qu'il lit).

Il serait facile d'établir des épreuves intelligentes de lecture et d'utilisation de ces lectures. Il suffirait de présenter aux enfants des fiches imprimées, contenant des textes de leur niveau. Ils auraient un certain temps pour les lire et auraient ensuite un court résumé à donner ou bien ils répondraient à des questions qui y auraient été incluses, questions simples, compréhensibles, sans rébus, qui s'éloigneraient au maximum de l'épreuve à colle pour en venir à l'épreuve de lecture intelligente.

Il y a des combinaisons infinies dans ce domaine, depuis l'histoire à raconter, jusqu'aux questions dont on attend une réponse intelligible.

ÉCRIRE : Il y a deux considérations qui pour le psychologue se tiennent parfaitement, mais qu'on peut cependant pour la commodité du contrôle, séparer : la rédaction et l'orthographe.

a) **Rédaction**. – Un grand progrès a déjà été réalisé : les sujets sont devenus intelligents. On n'a qu'à accentuer cette évolution, dont nous nous félicitons. La meilleure preuve que cette épreuve est presque parfaitement adaptée, c'est que nos enfants, habitués à la rédaction libre, sont en général ceux qui réussissent le mieux cette épreuve au C.E.P.E.

b) **Dictée**. – Elle est une bonne épreuve de contrôle à condition qu'on cesse presque totalement de présenter les colles qu'évitent seulement ceux qui ont subi un entraînement méthodique et abrutissant.

Les dictées ne devraient contenir que des mots du langage enfantin. Des tolérances très larges seraient accordées pour les mots non du langage enfantin.

Il n'y aurait pas de note éliminatrice en dictée.

L'épreuve de dictée en question serait couplée avec celle de rédaction : 5/10 pour la rédaction, 2,5 /10 pour la dictée, 2,5/10 pour les questions.

Aussi l'épreuve écrite serait à la vraie place.

COMPTER : Le contrôle du C.E.P.E. devrait se borner aux techniques de base : addition, soustraction, multiplication, division, fraction, règle de trois, règle d'intérêt, etc.

L'épreuve de calcul actuelle entraîne un bourrage épuisant et très insuffisamment éducatif. Un problème, s'il n'est pas dans la vie, s'il n'est pas d'une compréhension pratique pour les enfants, reste une sorte de rébus, sans véritable portée éducative.

Nous demandons que l'épreuve de calcul comprenne un exercice ou une série d'exercices techniques sur les opérations essentielles du programme : addition, soustraction, multiplication, division, opérations diverses, fractions, intérêts, etc., 5 points sur 10.

2. Un problème à opérations multiples mais de compréhension facile, adapté le plus possible aux réalités quotidiennes, 5 points sur 10.

Nous estimons, en effet, qu'un enfant qui est maître de toute la technique du calcul, saura, s'il n'a pas été déformé par la scolastique résoudre ultérieurement les problèmes pratiques qui se présenteront à lui.

Lire, écrire, compter restent donc les acquisitions essentielles qu'on doit exiger de notre enseignement primaire. Quiconque les possède même si son savoir n'est pas d'autre part rigoureusement encyclopédique, est suffisamment lesté pour acquérir par la suite les notions et les techniques que la vie demandera de lui.

L'examen doit cependant tenir compte des connaissances accessoires secondaires, dont l'acquisition maximum reste cependant souhaitable.

Mais une trop grande place donnée à ces acquisitions risque de substituer à l'école à un savoir expérimental et pratique un savoir de mots sans valeur formative.

On pourrait, soit :

Avoir à l'écrit une épreuve spéciale, cotée sur 10, pour l'ensemble, et portant sur : géographie, 3,3 ; sciences, 3,3 ; histoire, 3,3 (en une ou plusieurs questions de chaque) ; ou bien, ce qui serait préférable, reporter à l'oral l'interrogation sur ces matières en même temps que les épreuves de musique, de chant, de diction et de gymnastique.

La part aussi réduite, faite aux épreuves de contrôle d'acquisitions générales éviterait les risques du bourrage verbal qui se pratique à l'école.

ECRIT

Une épreuve de lecture de compréhension muette ou écrite, cotée sur 10.

Une épreuve de langue avec rédaction simple, 5/10 ; dictée normale, 2,5/10 ; et questions, 2,5/10.

Une épreuve de calcul avec questions multiples, 5/10.

Opérations techniques, un problème compréhensible, 5/10.

Une épreuve de dessin libre ou non, ou coté au choix, 5/10.

ORAL

Interrogation. – Lecture expressive, histoire, géographie, sciences, musique, chant, diction, gymnastique.

Au cas où les interrogations orales révéleraient des faiblesses susceptibles de motiver l'échec à l'examen, il sera tenu le plus large compte du carnet de scolarité et de l'opinion de l'instituteur pour la décision finale. L'essentiel de l'examen restant l'écrit, qui seul détermine souverainement la réussite ou l'échec.

Pour ceux qui croiraient que nous ne réservons pas à ces matières que nous repoussons à un oral décisif une place suffisante, nous répondrons que l'enfant de 12-13 ans aura encore le temps largement, d'apprendre dans les années à venir de sa scolarité, les notions d'histoire, les notions pratiques de géographie et de sciences. Ce n'est pas le plus ou moins grand bagage qui doit séparer les enfants de cet âge.

Nous devons nous en tenir aux acquisitions principales, qui ont toujours été le domaine de l'école primaire et réduire pratiquement à ces matières le contrôle opéré.

Il ne s'agit pas d'avoir avec les enfants de cet âge des ambitions démesurées. Nous avons appris à nos élèves à lire couramment et intelligemment, à rédiger correctement et sans faute, à calculer rapidement et sans erreur, nous les auront bien lestés par les travaux ultérieurs.

C'est ce que devra marquer le nouveau C.E.P.E.

[L'Éducateur Proletarien, n° 16, 15 mai 1937 dans son intégralité](#)

Pour la rénovation de l'École : les lignes générales d'un Nouveau Plan d'Études Français

10 juin 1937

Freinet souhaite que le gouvernement entreprenne rapidement des réformes scolaires et que le mouvement y prenne part activement. Dans cet article, il propose les bases de ce pourrait être cette réforme en dix suggestions.

Des techniques nouvelles, des outils nouveaux doivent entrer dans les classes et les mouvements pédagogiques en sont créateurs. Ils doivent également pénétrer la nouvelle formation.

L'École comme construction d'un citoyen en capacité d'agir dans la société est réaffirmée.

Depuis un an, nous menons l'action pour ce que nous avons appelé NOUVEAU PLAN D'ÉTUDES FRANÇAIS.

Les Instructions Ministérielles de 1923, dont M. Lapie avait été le principal rédacteur, avaient marqué déjà une orientation, qui dans la pratique, a été trop souvent méconnue.

Avant même que soit publié le projet de réorganisation de l'enseignement primaire, nous avons fait connaître dans cette revue l'essentiel du Nouveau Plan d'Études belge ; nous avons montré ce que, en pleine crise, veut réaliser la Catalogne. Nous avons lancé un questionnaire aux enfants, aux parents, aux employeurs. Des centaines de ces questionnaires nous ont été retournés remplis d'une écriture et dans une langue qui en disent plus long souvent que le contenu sur la faillite de l'école.

Entre temps, le gouvernement de Front Populaire a manifesté le désir de remettre un peu d'ordre dans la maison universitaire. Réorganisation nécessaire, certes. Mais nous ne saurions oublier, nous éducateurs, qu'il n'y aura pas grand-chose de changé si les cadres seuls sont réadaptés et modernisés, si un sang nouveau ne circule pas à l'intérieur de ce grand corps, et à un rythme digne des espoirs de la jeunesse ouvrière et paysanne.

Selon quels principes devrait-on et pourrait-on revigorer l'École Française ?

Nous nous permettons de présenter ici quelques suggestions en souhaitant que ceux qui ont charge de préparer les projets annoncés, veuillent bien s'en inspirer. Nous résumons et condensons ces suggestions sous une forme que nous voudrions incisive et frappante dans l'espoir que de nombreux camarades les reprennent – même sans mention d'origine – au cours des discussions et motions souhaitables.

1. – La culture nouvelle n'est pas seulement intellectuelle – ou intellectualiste. Elle doit imprégner l'individu tout entier, dans ses grandes fonctions personnelles et sociales.

Au siècle du sport, du camping, au siècle de l'organisation syndicale et des vastes mouvements de masses agitées par un idéal, on ne comprendrait plus une école qui se contenterait de ressasser les vieilles formules.

L'Éducation physique, le chant, la formation communautaire, le sens des responsabilités deviennent des éléments indispensables au même titre que la langue, les mathématiques, la philosophie, de la nouvelle culture.

2. – Il en découle que, au premier degré surtout, l'école ne saurait plus se contenter des vieilles techniques verbales que l'école perpétue entre ses quatre murs.

La civilisation actuelle a brisé les cadres matériels de la vie ; l'école doit briser aussi ses cadres, après avoir forgé les techniques nouvelles susceptibles de régler son travail à venir.

3. – La France n'a qu'à chercher dans son passé, lointain ou récent, dans les œuvres de ses grands animateurs pédagogiques, les lignes directrices de ces techniques nouvelles. Elle doit hardiment réadapter techniquement l'école du peuple aux nécessités modernes de l'évolution et de la vie.

4. – L'École est comme ces vieux chemins de Fer qui circulaient encore, il n'y a pas longtemps sur les voies secondaires d'intérêt économique et qui paraissaient ridicules tellement elles étaient peu en harmonie avec le rythme de la vie ambiante.

Des michelines les ont remplacés, ou les autobus s'y sont pratiquement substitués.

L'École doit, elle aussi, changer hardiment la conception et l'installation de ses locaux, la forme et l'usage des bancs-pupitres centenaires ; le matériel scolaire doit être modernisé ; les manuels scolaires qu'on distribue en début d'année identiques pour tous les enfants d'une classe, doivent faire place à de riches bibliothèques de travail, à de belles encyclopédies, à des fichiers bien garnis qui, utilisés méthodiquement, permettront à l'École un rendement décuplé.

Les outils nouveaux doivent être employés au maximum pour la nouvelle formation : cinéma, radio, disques, imprimerie, machine à écrire, etc.

5. – Le succès de l'École ne saurait être indépendant de la santé de la race. Disparition des taudis, colonies de vacances, cantines, patronages, camping, gymnastique bien comprise doivent contribuer à former l'homme nouveau, cellule d'une société évoluée et différenciée.

6. – Les méthodes d'autorité brutale sont unanimement réprouvées dans les sociétés modernes. Elles ne sauraient plus être de mise à l'École.

Partout l'association, le syndicat, la collaboration visent à mettre dans les rapports humains un maximum de justice et de liberté. Il faut que l'École soit à l'image de ce grand effort de libération.

Ce n'est pas du désordre que nous voulons, ni de la licence. Désordre et licence sont trop souvent le fait d'une autorité affaiblie là où on a donné à cette autorité un pouvoir souverain.

Mais il faut que l'École à tous les degrés devienne une communauté organisée dont les éducateurs seront les guides et non les maîtres et où s'exerceront et se formeront les personnalités agissantes de demain.

7. – Toutes ces possibilités sont latentes dans notre école française. Des expériences nombreuses, des réalisations déjà très poussées rendent aujourd'hui possible cette modernisation pourvu que les pouvoirs publics veuillent bien épauler les forces novatrices.

8. – Mais cet effort de modernisation ne saurait être effectif que si on cesse de considérer l'enfant comme un incapable et un impuissant qu'on doit forger de toutes pièces et diriger sans cesse.

L'effort de l'homme est incapable de faire jaillir du néant la beauté et la puissance de la vie. C'est à la VIE seule qu'il faut demander son miracle. S'appuyer totalement, en éducation, sur la vie et les possibilités enfantines est le seul moyen d'éviter les erreurs qui on mené à la faillite un siècle d'efforts scolastiques.

Au moment où le monde ouvrier prend conscience de ses possibilités et de sa dignité, on comprendra que nous revendiquions hautement, pour les enfants, le droit aussi de construire leur vie selon les lignes de leurs besoins et de leurs intérêts. Il est du devoir des aînés de les aider sans réserve dans cette besogne émouvante de création et de vie.

9. – En aucun cas, les examens ne devraient gêner cette évolution et cette création.

Un contrôle est nécessaire et souhaitable. Il peut s'opérer aujourd'hui selon des techniques qui restent dans le cadre des nécessités nouvelles et qui éviteront totalement le bourrage intensif qui se pratique à tous les degrés en vue des examens, au détriment, tout le monde le sait, de la formation véritable.

Les examens ne sauraient être un but. Il faut que l'organisation nouvelle – pour le C.E.P.E. notamment – libère l'école primaire d'une hantise qui n'a fait déjà que trop de dégâts.

10. – La poursuite effrénée des succès aux examens aura vécu le jour où la société sera en mesure de mettre chaque individu à la place de travail et d'action qui lui convient.

Dès aujourd'hui, et en attendant cette réorganisation dont nous n'ignorons pas les difficultés, nous saluons dans le projet des classes d'orientation l'aube d'une compréhension nouvelles. Et nous demandons que ces classes d'orientation soient développées et multipliées. Mieux que les examens, elles seront en mesure de démêler, en cours d'années, les aptitudes et les possibilités des enfants qui arrivent au seuil de la production. Les examens auront tendance alors à devenir ce qu'ils devraient rester : des épreuves de contrôle, de valeur non définitive, mais servant seulement de base à la sélection à intervenir.

Épreuves de contrôle, classes d'orientation : une tendance nette se dessine aujourd'hui vers cette double réalisation.

Il ne s'agit pas de renverser révolutionnairement un ordre scolaire que nous estimons désuet, mais de faire comprendre pourquoi il est désuet et de préparer les voies d'adaptation et de rénovation, dans le cadre normal de nos lois, de nos institutions, avec le personnel actuellement en exercice et dont nul ne peut nier le dévouement.

Que tous nos camarades fassent connaître autour d'eux, qu'ils portent au sein de leurs organisations ce projet de Plan d'Études Français.

Nous ne prétendons pas qu'on l'admette tel quel. Mais nous avons suffisamment d'expérience au sein de notre Groupe de l'Imprimerie à l'École pour affirmer que ce sont des bases sages, modérées, possibles pour l'action de rénovation dont le peuple entier sent aujourd'hui la nécessité. »

[L'Éducateur Prolétarien, n°17, 10 juin 1937 dans son intégralité.](#)

La réforme du certificat d'Études, le « bachot des gueux »

1^{er} juillet 1937

Un numéro spécial de l'Éducateur Prolétarien qui présente le projet de rapport envoyé aux auteurs de la réforme.

Un contrôle des connaissances avec l'aptitude à les utiliser pour tous les enfants et un examen des aptitudes à poursuivre au second degré. Des classes d'orientation permettraient de préparer cet examen.

On trouve dans ce rapport des propositions de modalités de l'examen, la réécriture de l'arrêté, le contenu des épreuves, l'organisation pratique....

Le tout pensé en lien direct avec la réforme des programmes qui est en projet également.

AVERTISSEMENT

Ce rapport n'est pas le travail d'un homme. Un tel travail ne saurait présenter quelque valeur que s'il est l'œuvre de nombreux collaborateurs.

C'est bien ce que nous avons tâché de réaliser.

A la demande du Groupe Français d'Éducation Nouvelle, le Groupe du Nord des Amis de l'École Nouvelle et l'Éducateur Prolétarien ont ouvert une vaste enquête. Un questionnaire a été publié dans toutes les revues pédagogiques.

Une centaine de rapports ont été recueillis et minutieusement dépouillés.

Un premier rapport a été communiqué et discuté au Congrès de la Coopérative de l'Enseignement laïc le 28 mars.

A la suite d'un échange de vues entre les principaux artisans de cette enquête, après l'avis de diverses personnalités du mouvement pédagogique moderne : M. le Professeur Wallon, Mlle Flayol, MM. Vérel, Freinet, Guet, Hulin et autres, le présent rapport a pu être établi.

Simple projet susceptible d'être modifié et que nous offrons aux auteurs de la prochaine réforme en vue de les aider à améliorer dans toute la mesure du possible notre « bachot des gueux ».

CONTRÔLE DES CONNAISSANCES ET EXAMEN D'APTITUDES

La réforme du Certificat d'Études Primaires, depuis longtemps souhaitée par l'ensemble des Éducateurs, devient d'une impérieuse nécessité – conséquence de la Réforme de l'Enseignement annoncée par le projet de loi Jean Zay.

Si ce projet Zay n'était, semble-t-il, un premier schème général de la réforme, on pourrait s'étonner que la modification du C.E.P., n'y soit déjà annoncée.

L'exposé des motifs du projet stipule pourtant : « Nous proposons de rendre obligatoire la possession du C.E.P. et d'exiger ainsi, de la part des futurs élèves de nos lycées, collèges, Écoles primaires supérieures et techniques un minimum de *connaissances* et d'*aptitudes*. »

Les termes « *connaissances* » et « *aptitudes* » semblent indiquer qu'on se propose de demander au C.E.P. d'être à la fois la sanction d'études terminées et un moyen de *déceler les aptitudes* à profiter des études à venir.

D'où une question préalable de première importance !

LE NOUVEAU CERTIFICAT D'ÉTUDES

Doit-il – ou peut-il – être à la fois

un examen de contrôle des connaissances et un examen d'aptitudes ?

L'examen, dans sa forme actuelle, peut bien tendre à estimer la possession de certaines connaissances et de certaines aptitudes, mais son manque absolu d'objectivité conduit à des résultats tellement confus qu'il n'est pas possible de persister dans cette voie. Donc, une réforme s'impose – et elle s'imposerait, même si la réforme de l'enseignement n'était pas envisagée.

Une troisième exigence se marque de plus en plus parmi les Instituteurs qui voudraient *un examen dit de fond d'études du premier degré, accessible non plus comme l'examen actuel à 55 % des écoliers, mais à tous les enfants normaux.*

En vue de résoudre la difficulté au mieux pour chacun, nous proposons deux solutions :

1^{re} SOLUTION. – Que le C.E.P. DEVIENNE – il ne l'est pas – un examen de contrôle de connaissances accessible à tous les enfants normaux dont la scolarité aurait été régulière.

- Que la possession du C.E.P. permette l'entrée dans une classe d'orientation où serait organisée d'une manière beaucoup plus sérieuse et durant une année, la première orientation.

- Un examen spécial serait peut-être organisé à la fin de cette année d'orientation en vue de désigner – compte tenu du travail scolaire – les élèves susceptibles de profiter de l'enseignement du second degré.

2^e SOLUTION. – Si cette 1^{re} solution – la meilleure nous semble-t-il – ne pouvait être retenue, nous proposerons l'institution d'un examen (A.B) comportant :

a) *des épreuves A* en vue du contrôle des connaissances et l'aptitude à les utiliser. Cette partie A resterait accessible à tous les élèves normaux.

b) *une épreuve ou des questions B*, d'un caractère différent, contrôle d'aptitudes :

Le succès aux épreuves A conférerait le Certificat d'Études.

Le succès aux épreuves A.B permettrait l'accès aux classes d'orientation là où elles seront créées et, ailleurs, l'accès en 6^e.

RÉGIME DU NOUVEAU CERTIFICAT D'ÉTUDES

Pour plus de clarté et à seule fin de marquer la différence entre le nouvel examen et l'ancien, nous donnons ci-dessous un texte destiné à servir de base à l'arrêté qui remplacera l'arrêté du 1^{er} février 1924.

1. *Les candidats au C.E.P. élémentaire doivent avoir atteint 12 ans révolus au 31 décembre de l'année où ils se présentent.*

Une dispense d'un an sera accordée aux élèves susceptibles d'entrer dans l'enseignement du 2^e degré (art. 6 du projet J. Zay).

Tous les enfants qui fréquentent les écoles primaires devront être présentés au moins une fois avant la fin de leur scolarité et les élèves retardés devront être présentés pour la première fois au plus tard dans leur 13^e année.

2. *L'inscription des candidats se fera comme par le passé, mais les parents qui désirent que leur enfant profite de l'enseignement du 2^e degré devront produire une demande écrite. Aucun candidat ne doit figurer sur la liste avec la mention : « présenté par la famille ».*

3. *On instituera autant de commissions qu'il sera nécessaire pour éviter aux enfants des déplacements trop fatigants. (La correction des épreuves étant reportée à plus tard, la présence de l'Inspecteur n'est pas absolument indispensable et la responsabilité de la présidence pourrait être assumée par un directeur ou un professeur d'E.P.S. ou d'École Normale.)*

4. *Seuls les membres de l'Enseignement public en exercice peuvent faire partie des commissions.*

5. *La durée totale de l'examen n'excèdera pas 6 heures : 4 heures le matin ; 2 heures l'après-midi.*

Diverses mesures sont à envisager pour réduire au maximum la fatigue des enfants (alternance de certaines épreuves par ex.)

6. Épreuves. (En raison de son importance, cette question est traitée à part). Voir plus loin.

7. Toutes les épreuves ont lieu à huis clos.

8. Les épreuves orales seront ou supprimées ou organisées sérieusement (voir plus loin).

On n'établira aucune distinction entre les épreuves dites autrefois de 1^{re} et de 2^e série.

9. La correction des épreuves sera effectuée la semaine suivante, soit au chef-lieu de canton, soit dans une autre ville.

C'est le seul moyen d'assurer :

- un contrôle vigilant des épreuves et d'organiser un oral sérieux si on le maintient ;

- une correction moins hâtive des copies d'après des barèmes soigneusement établis et uniformes.

Peut-être serait-ce là encore un moyen d'épargner aux enfants échoués le retour humiliant au village au milieu des camarades « triomphants ».

Les maîtres qui présentent des candidats seront présents au centre de correction et se tiendront à la disposition de la commission, porteurs des carnets de scolarité, à seule fin de donner leur avis en cas d'échec immérité de tel ou tel candidat.

10. La note zéro ne sera éliminatoire que si l'élève n'obtient pas un nombre de points supérieur de 5 unités au total général exigible.

Toutefois pour maintenir la valeur de l'épreuve d'orthographe, peut-être pourrait-on, en outre, convenir qu'au dessus de 5 fautes, le total général subirait un décompte progressif ; ex :

6 fautes : ½ point

7 " : 1 point

8 " : 1p. ½

9 " : 2 points

10 " : 2 p. ½

Au-dessus de 10 fautes : 2p. par faute

11. Les mentions sont supprimées.

12. Le succès au C.E.P. ne sera effectif et le diplôme ne sera remis aux lauréats qu'à la fin de la scolarité primaire et à la condition que l'élève continue à donner satisfaction au point de vue de la fréquentation du travail et de la conduite.

13. Tout en maintenant à l'examen son caractère essentiel de contrôle des connaissances, des mesures sont à envisager pour éviter que ces connaissances restent comme par le passé, le plus souvent verbales.

La forme et la nature des questions à poser doivent le permettre.

ÉPREUVES

Le choix des épreuves est subordonné à la solution de plusieurs difficultés à résoudre préalablement. Nous en voyons quatre :

1. – La Réforme des programmes ne doit-elle précéder celle de l'examen ?

Ce serait, en effet, la première réforme à considérer et nous sommes les premiers à le demander. Seulement, depuis 14 ans que les programmes de 1923 sont soi-disant « appliqués », le Certificat d'Études qui devrait être le couronnement de ces programmes semble avoir évolué à part.

« Plus d'air, plus d'aisance, plus de lumière, plus de joie et, partant, plus de travail ». C'était le ferme désir du regretté P. Lapie et c'est dans la conclusion de la circulaire du 20 juin 1923 qu'il demandait tout cela. Ce qu'on a vu ? Les auteurs de manuels, tous rédigés, lit-on, « conformes aux programmes de 1923 », nous ont produit des ouvrages volumineux où les conseils de P. Lapie – sinon méconnus – ont été bien mal interprétés. Ah ! les manuels scolaires !!

Et le C.E.P., reflet de ces erreurs, a pris une forme de contrôle encyclopédique vraiment déraisonnable – on peut dire intolérable. De sorte que les Instituteurs se sont vus obligés de négliger les Instructions officielles et de préparer

leurs élèves au C.E.P., de les *entraîner à passer* et en dernière heure de *souhaiter qu'ils réussissent* au C.E.P. ; véritable jeu de hasard pour les élèves moyens.

Dans ces conditions, tous ceux qui ont suivi avec une réelle amertume la mort des Instructions officielles en sont venus à penser que *l'examen étant devenu le véritable régulateur des études, c'est d'abord l'examen qu'il faut réformer.*

Tel examen, tel travail scolaire et nous ne pourrons guère avancer tant que le C.E.P. restera une revue-fatras de connaissances non assimilées, tant qu'on n'y fera pas la chasse au verbalisme, au « par coeurisme » vide, tant qu'il faudra « bachoter » pour y réussir.

Il va de soi que l'aménagement des programmes s'impose en même temps et ici nous ne saurions mieux faire que dire toute notre admiration pour le nouveau Plan d'Études Belge qui pourrait, à bien des égards – *mutatis mutandis* – nous servir d'exemple².

Beaucoup d'Instituteurs réclament des programmes limitatifs, notamment pour Histoire, Géographie, Sciences, où serait fixé d'une manière très précise, disent-ils, *ce qu'un enfant de 12 ans doit savoir.*

2. Nature des épreuves : tests ou épreuves habituelles

Les épreuves ordinaires ne sont plus très en faveur dans les milieux qui se réclament de l'Éducation Nouvelle. On assure que ces moyens de contrôle ont « fit leur temps » et non « leurs preuves ». On préférerait le TEST moyen de contrôle beaucoup plus scientifique.

Sans entrer dans les détails de cette importante question, et tout en marquant notre préférence pour les TESTS, convenons que le moment n'est pas encore tout à fait venu de les utiliser à l'exclusion des autres épreuves : personnel non préparé, manque d'un organisme central chargé d'élaborer ces tests, etc. Et puis, rappelons-nous avec Franklin que « la Vérité entre si difficilement dans la cervelle humaine qu'on peut la comparer à un clou qu'il faudrait enfoncer, non par la pointe, mais par la tête ». Bornons-nous donc à ceci :

- 1) Application à l'examen de certains procédés mis en lumière par les tests³.
- 2) Fournir à chaque élève une copie des questions.
- 3) Préparer les questions avec soin ; ne poser aucune question ambiguë pour éviter la divergence des réponses, les établir de telle sorte qu'une seule réponse correcte soit possible.
- 4) Donner aux élèves des instructions précises sur le travail qu'ils ont à exécuter.
- 5) Apprécier objectivement d'après des règles bien définies.
- 6) Déterminer la durée des épreuves si cette durée est significative.
- 7) Utilisation, si possible, d'un test pour l'épreuve B.

3. L'Oral sera-t-il supprimé ?

C'est un vœu presque unanime du personnel.

S'il en est ainsi, supprimera-t-on toutes les épreuves qui constituaient la 2^e série : lecture expressive, récitation et chant, calcul mental, éducation physique et demandera-t-on aux Inspecteurs d'assurer le contrôle de ces matières dans les classes ?

Certains demandent le maintien de la lecture expressive. D'autres pensent que l'épreuve de lecture silencieuse serait beaucoup plus probante.

On demande aussi que l'Éducation physique fasse l'objet d'un examen séparé, sorte de brevet physique scolaire.

On souhaite encore que l'épreuve de calcul mental soit écrite. D'autres estiment qu'il faudrait tenir compte du *temps*, donc procéder oralement.

Exigences difficiles à satisfaire toutes ensemble.

A seule fin d'indiquer comment nous souhaiterions que les épreuves orales soient organisées, nous *supposerons* qu'elles seront maintenues.

² Lire le numéro spécial de *L'Éducateur Prolétarien*, n°2.

³ Voir Dottrens : *Le Problème de l'Inspection*, p. 174.

4. Deux examens A et B ou un seul examen (A.B.)

Provisoirement on peut prévoir un seul examen (A.B.), il suffirait :

1) Soit d'organiser la correction séparée des épreuves écrites de ceux qui déclarent vouloir suivre l'enseignement du 2^e degré.

2) Soit d'ajouter certaines questions à quelques épreuves essentielles (à l'épreuve de lecture silencieuse, à l'épreuve d'arithmétique). (Voir plus loin).

3) D'instituer une épreuve B spécialement destinée à révéler les aptitudes. (Voir plus loin).

4) Pour plus de sécurité, les 3 mesures précédentes pourraient être prises à la fois.

Voici à titre d'exemple, quelle pourrait être la physionomie de l'examen complet. On notera ces 2 préoccupations dominantes :

1) Organiser un examen sérieux quoique simple.

2) Réduire le plus possible la fatigue des candidats par une alternance convenable des épreuves, par la suppression de toute attente inutile (pas de banquet interminable), par une organisation matérielle parfaite.

D'un mot :

Un examen sérieux, quoique simplifié et allégé qui ne sera plus ni une loterie, pour les candidats moyens, ni une simple formalité par aucun de ses aspects, ni une épreuve d'endurance pour les candidats, ni enfin, une foire aux médailles quelque peu ridicule.

Organisation pratique de l'Examen

Epreuve spéciale B - Test

L'Éducateur Prolétarien, n°18-19, 1^{er} juillet 1937 dans son intégralité.

Coup d'œil de fin d'année et tâches à venir

15 juillet 1937

Un bilan de l'année que Freinet juge très satisfaisant. Le mouvement a dépassé pour la majorité des enseignants, les seuls objectifs d'utilisation de l'imprimerie dans les classes, il est devenu un acteur reconnu de la rénovation de l'École pour qu'elle réponde aux besoins des enfants certes, mais aussi aux nécessités de la société moderne. Les réalisations quotidiennes des techniques de l'Imprimerie à l'École sont de plus en plus connues et suivies et permettent de rêver l'école populaire et l'École nouvelle.

Freinet porte beaucoup d'espoir dans la jeunesse enseignante qu'il trouve très sensible aux propositions du mouvement. Il faut continuer la double action : créer et améliorer le matériel au sein de l'Imprimerie à l'École tout en visant l'agrandissement du cercle pédagogique qui se développe autour.

Pour l'avenir, Freinet énonce quelques pistes dont la création d'une nouvelle collection, les Brochures d'Éducation Nouvelle Populaire, qui seront à petit prix pour permettre à un grand nombre d'enseignants de se les procurer et ainsi d'étudier les principes essentiels de la pédagogie populaire.

L'année a été marquée, ont souligné quelques camarades, par une sorte de changement de font de l'Imprimerie, qui prend conscience de sa rapide évolution vers une action de masse.

Nous sentons, d'une part, la nécessité de nous lier davantage encore entre camarades conscients, possédant l'esprit **IMPRIMERIE À L'ÉCOLE** et de freiner plutôt que d'accentuer la divulgation commerciale de notre matériel qui doit toujours rester au service de notre idéal et des buts pédagogiques que nous poursuivons.

Nous l'avons déjà déclaré fermement à Nice : ce qui nous importe, ce n'est pas de vendre des milliers de presse, mais de donner vie, activité et puissance à un groupement de camarades qui, sachant tout ce que nos techniques apportent de nouveau et de libérateur, sont décidés à collaborer fraternellement, à apporter leur travail et leur effort à notre entreprise de rénovation et d'adaptation de l'école populaire française.

Mais, d'autre part, les idées que nous défendons depuis dix ans, font aujourd'hui rapidement leur chemin dans la masse des éducateurs. Rares sont maintenant les instituteurs ou professeurs qui ne connaissent pas l'Imprimerie à l'École ; l'idée de l'expression libre de l'enfant a désormais triomphé dans le domaine pédagogique et est sur le point de bouleverser tout notre enseignement.

Pour cette masse d'éducateurs prêts à nous suivre, mais hésitants devant les perspectives de transformation rationnelle de l'enseignement il nous fallait faire un dernier effort. C'est pour les diriger et pour les aider que nous avons mené une action profonde qui a eu un grand retentissement.

Nous avons publié, en cours d'année, sous forme de numéros spéciaux de **L'ÉDUCATEUR PROLÉTARIEN**, des documents de toute première valeur dont l'influence sera certaine sur l'évolution de notre pédagogie populaire : numéros sur le **NOUVEAU PLAN D'ÉTUDES FRANÇAIS**, sur **L'ÉCOLE NOUVELLE UNIFIÉE DE CATALOGNE**, sur la **RÉFORME DU CERTIFICAT D'ÉTUDES**.

Nous avons gagné à cette action une compréhension plus large et plus sympathique de nos réalisations. On avait tendance à croire que notre mouvement pédagogique n'était que **L'IMPRIMERIE À L'ÉCOLE** et que, de ce fait, il ne pouvait intéresser tous ceux – et ils sont nombreux – qui ne se sentent pas encore en état d'introduire l'imprimerie dans leur classe. Nous avons montré que nous avons des objectifs autrement profonds et importants, basés certes sur l'expression libre par l'Imprimerie à l'École, mais qui débordent considérablement le simple emploi de notre matériel.

Nous avons élevé cette année notre mouvement pédagogique jusqu'à en faire le seul effort français de réadaptation de l'École, non seulement aux besoins actuels des enfants, mais aussi aux nécessités matérielles et sociales qu'impose l'évolution moderne.

Il nous a été facile de prouver, dans ce domaine que nos réalisations matérielles et techniques rationnelles orientent de façon décisive et plus que les meilleurs discours, notre école populaire vers l'École nouvelle de nos rêves. Les éducateurs nous comprennent et nous suivent. Avec notre vieille garde d'imprimeurs, avec les milliers d'éducateurs qui nous approuvent, nous irons plus hardiment encore, plus témérairement de l'avant.

Dans cette action nouvelle, nous nous sommes trouvés en contact plus spécialement avec les jeunes instituteurs qui sentent plus profondément que vous autres les tares que nous dénonçons. Notre Congrès de Nice a été très significatifs à ce sujet : il a été un exemple émouvant de l'enthousiasme que notre effort est susceptible d'éveiller au sein des masses enseignantes.

Il nous faut continuer cette double action, qui se confond d'ailleurs durant un bon bout de chemin puisque la mise au point incessante que nous faisons au sein de notre groupe, le matériel que nous ne cessons de créer ou d'améliorer seront la plateforme qui attirera tout particulièrement les éducateurs.

Nous verrons plus loin nos projets de travail pour notre groupe. Disons tout de suite ici l'action à envisager pour agrandir encore autour de nous, le cercle pédagogique qui se développe autour de l'Imprimerie à l'École et qui, telles les ondes à la surface de l'eau, va s'élargissant toujours.

Si nous voulons progresser, il faut :

1) Que nous fassions connaître notre matériel : Imprimerie à l'École, correspondance, fichiers, bibliothèque de travail, disques, etc.

2) Que nous donnions des indications très précises sur la conception, la préparation coopérative, la fabrication, l'édition et la vente de ce matériel, et sur la technique de son application dans les diverses classes, même si elles ne possèdent pas l'imprimerie.

3) Que nous donnions notre réponse aux grandes questions d'École Nouvelle qui nous sont si souvent posées.

Que nous le voulions ou non, en effet, nous sommes, en France, pratiquement, le seul mouvement actif d'éducation nouvelle. C'est vers nous que se tournent et que se tourneront de plus en plus tous ceux qui sentent la nécessité de marcher de l'avant. Il nous faut répondre à leurs besoins. Et s'avère alors la nécessité d'une littérature simple, compréhensible, pratique et bon marché, qui sera diffusée largement en France.

Nus voilà justement à un tournant : nos éditions diverses sont épuisées. Il nous faut, bon gré mal gré recréer celles au moins qui sont indispensables à la vie de notre mouvement. Mais c'est un gros livre qu'il faudrait maintenant, donc un livre cher, qu'hésiteraient à acquérir ceux justement qui seront nos meilleurs adhérents.

Nous avons pensé à une autre formule, celle des brochures bon marché, éditées par souscription d'abord et largement diffusées ensuite dans le personnel enseignant.

Nous allons lancer une collection de Brochures d'Éducation Nouvelle Populaire que nous livrerons à 1 fr. l'une et qui seront consacrées chacune à l'étude approfondie d'une question essentielle :

1. L'Imprimerie à l'École
2. Le calcul nouveau
3. Les sciences pratiques
4. La grammaire en 4 pages par l'Imprimerie à l'École
5. Rédaction libre et textes d'enfants
6. Principes d'alimentation naturiste
7. Les plans de travail scolaire
8. Le Fichier Scolaire coopératif
9. Le Phono et les Disques
10. La Bibliothèque de Travail

Nous avons fixé la souscription à la première série de ces brochures au prix modique de 9 fr. Mais il nous faut un nombre important d'adhésions pour que nous puissions commencer l'édition dès octobre. Si les camarades le veulent bien, c'est par milliers que doivent se vendre aujourd'hui ces *Brochures d'Éducation Nouvelle Populaire*.

Nous continuerons, d'ailleurs, à partir d'octobre prochain, les tournées de propagande qui ont eu un tel succès et une telle portée cette année. Nos camarades aussi, riches du matériel nouveau que nous allons préparer, pourront multiplier les conférences et les expositions pour que notre mouvement prenne, en France, une irrésistible ampleur.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 20, 15 juillet 1937 dans son intégralité](#)

Vers un nouveau Plan d'Études Français,

31 octobre 1937

La réforme avance ; la concertation et l'expérimentation sur le terrain semblent préoccuper le ministère. Les éducateurs, les inspecteurs se tournent vers l'Imprimerie à l'école, mais plus largement, c'est la Technique Freinet qui doit enrichir les expériences en cours.

Les camarades sont invités à réaliser coopérativement la mise au point des techniques dans leurs classes, puis d'envoyer leurs communications pour la revue, en particulier celles qui se rapportent à la scolarité prolongée et aux horaires réduits. Il est important de participer à cette « œuvre commune » d'école populaire.

Le débat à l'intérieur du mouvement est indispensable, c'est de la confrontation d'idées que pourront sortir les préconisations à adresser aux éducateurs et au ministère.

Dans ce numéro, il sera traité de la scolarité prolongée.

L'an dernier, avant même que s'amorcent les réformes scolaires dont nous sentions l'urgence, nous donnions en exemple les réalisations belges et nous indiquions le sens dans lequel devaient s'opérer ces réformes.

Nous n'avions point la prétention de présenter un Plan précis et définitif. Nous apportons des idées, nous suggérons des possibilités, persuadés que, le moment venu, directement ou non, notre action porterait ses fruits.

Un nouveau Plan d'Études Français se prépare, et, ma foi, fort méthodiquement. Aux camarades qui pourraient être impatients de la lenteur avec laquelle s'opère la transformation, nous dirons que nous redoutions justement le contraire. Nous craignons qu'un projet définitif et général sorte un jour des bureaux ministériels, projet hâtif, insuffisamment étudié par les techniciens eux-mêmes, et qu'il nous aurait fallu pourtant adopter tant bien que mal.

Nous ne saurions trop louer la prudence et l'intérêt de la tactique ministérielle qui paraît accorder une très grande importance à l'expérimentation à la base, et attend des résultats de cette expérimentation les directives pour la coordination indispensable. Tactique qui est la nôtre et dont nous ne saurions donc que nous féliciter : A nous de travailler, de pénétrer de nos techniques l'expérience en cours afin que le résultat définitif soit à la mesure de nos espérances.

Deux grandes expériences, deux amples enquêtes sont en cours et sont susceptibles, si les éducateurs intéressés savent y contribuer, de changer la figure désuète de notre enseignement : la scolarité prolongée, la réduction des horaires dans les écoles primaires.

A l'occasion de ces expériences, les éducateurs sentent eux-mêmes la nécessité de briser les vieux cadres et de rénover des méthodes sur l'efficacité desquelles on commence à douter. Les éditeurs eux-mêmes se réservent et se demandent quels livres ils vont lancer pour continuer, au sein de ces expériences, une technique qui leur a valu et qui leur vaut tant de beaux bénéfices.

Alors les camarades et les Inspecteurs eux-mêmes se tournent vers nous. A défaut d'autres innovations, ils sentent que l'Imprimerie à l'École avec les échanges qu'elle permet d'organiser, est une des rares activités actuellement techniquement possible et qui intéressent et instruisent les enfants. Ils ont raison. Mais l'Imprimerie à l'École n'est pas tout et nous pensons que la Technique Freinet, telle que nous l'avons aujourd'hui définie et mise au point, est susceptible de donner un sens nouveau aux expériences en cours.

Nous allons étudier successivement les possibilités que nos techniques offrent, dans les deux cas, aux camarades qui sont chargés d'appliquer des instructions ministérielles que nous estimons larges et compréhensives.

Selon notre habitude, nous n'apportons pas une technique absolument prête pour tous les cas. Ce sont des possibilités nouvelles de travail que nous vous offrons, une façon plus efficiente de prévoir l'organisation de l'effort scolaire dans les divers cas. Il appartient aux camarades mêlés directement à l'expérience de travailler eux-mêmes, coopérativement, à la mise au point définitive de nos techniques dans leurs classes. Et, dès aujourd'hui, nous publierons volontiers toutes les communications se rapportant soit à la scolarité prolongée, soit aux horaires réduits.

C'est de la confrontation de nos idées que doivent surgir les directives nouvelles que nous suggérerons à tous les éducateurs et aux pouvoirs publics. **La Coopérative de l'Enseignement Laïc, l'Imprimerie à l'École** pratiquent depuis douze ans cette coopération effective. Nous mettons notre organisation, notre publication au service total de ceux qui veulent apporter leur pierre à l'œuvre commune.

Il n'y a, à **l'Éducateur Prolétarien**, aucun crédo, si ce n'est celui du dévouement coopératif au service de notre école populaire.

L'ANNÉE DE SCOLARITÉ PROLONGÉE

Tout reste à faire dans ce domaine, et il y a beaucoup à faire.

Les camarades, les parents d'élèves, les administrateurs eux-mêmes, sentent bien que cette année de scolarité prolongée ne peut pas continuer avec les normes habituelles. Et ce sentiment est une preuve que les techniques traditionnelles ont fait leur temps et que, pour peu que nous y aidions, une transformation radicale peut s'opérer dans tout notre enseignement.

On sent donc qu'on ne peut pas, avec des enfants qui seront, dans quelques mois, intégrés à la production et à la

vie sociale, continuer à faire des leçons traditionnelles, à donner des devoirs, à perfectionner le verbiage scolastique. « L'année de scolarité prolongée doit être employée, dit A. Richand, dans le *Journal des Instituteurs*, à organiser le savoir antérieurement acquis et à préparer les enfants à l'action clairvoyante et réfléchie dans le domaine professionnel et dans le domaine social. »

Je crois que nous pouvons affirmer sans nous vanter que nous seuls avons d'avance réfléchi au problème et apportons des réalisations cohérentes et longuement étudiées qu'il sera facile d'adapter dans les classes de scolarité prolongée.

C'est cette technique que nous allons indiquer.

Il faut cesser, avec ces enfants, tout inutile verbiage et étudier : d'une part, les bases matérielles et matérialistes de leur enseignement ; d'autre part, leur intégration la plus rapide possible à la vie sociale et professionnelle.

Nous avons une technique qui convient parfaitement à la deuxième exigence et qui est en même temps une des plus passionnantes réalisations matérielles : L'IMPRIMERIE A L'ÉCOLE.

Il ne devrait pas y avoir de classes de scolarité prolongée sans matériel d'imprimerie à l'École et accessoires (limographe, géline, nardigraphe, machine à écrire).

Lorsque, conformément aux Instructions Ministérielles, ces enfants seront allés sur place, dans la production même, faire quelques judicieuses enquêtes, il faut qu'ils puissent en rédiger et en imprimer le compte-rendu, qu'ils puissent illustrer ce compte-rendu de plans et de dessins (limographe, géline et nardigraphe) ; il faut qu'ils aient la possibilité de joindre à leur documentation permanente des pages polycopiées (pour plusieurs élèves à la fois) propres et pratiques (machine à écrire). Il faut que vos enfants sentent que leur effort sert la petite et la grande communauté, que leurs recherches seront appréciées par d'autres enfants qui, à des centaines de kilomètres, travaillent selon les mêmes normes et pour des buts identiques. (Échanges interscolaires).

Nous plaçons ces techniques à la base de l'effort nouveau. Partout où elles seront introduites dans les classes de scolarité prolongée, la vie sera heureusement bouleversée. L'enseignement y changera de forme; les livres et les devoirs évolueront comme dans nos classes vers l'activité voulue et dirigée seulement par le maître.

Après les nombreuses expériences déjà faites et toutes concluantes, il faut que nous posions comme principe essentiel à la vie et à l'activité efficiente dans les classes de scolarité prolongée, l'achat :

- au moins d'une Imprimerie à l'École avec un Limographe C.E.L.,
- et, si possible, d'une machine à écrire.

Munies de ce matériel, ces écoles pourront rédiger et tirer un journal scolaire et documenté dont les pages constitueront pour chaque élève le plus merveilleux et le plus utile des livres de classe.

Il faut ensuite organiser la DOCUMENTATION.

Documentation ! Avant nous, ce mot était inconnu dans nos classes. Les manuels scolaires n'apportaient-ils pas, méthodiquement classée, la documentation nécessaire et suffisante ?

Pour ces enfants qui, demain, n'auront plus, pour les guider, aucun manuel valable dans les diverses circonstances de la vie, il faut préparer une technique qui les habitue au travail individuel et vivant. C'est cette technique qui trouve son expression dans notre Documentation.

LE FICHER SCOLAIRE COOPÉRATIF sera un des instruments essentiels pour le nouvel effort d'élaboration et d'acquisition. Le Fichier de base que nous avons édité peut rendre de grands services, surtout parce qu'il est un embryon tout prêt qu'il suffit de développer et d'enrichir.

Mais cet achat n'est même pas indispensable.

Prenez du carton fort 13,5x21 (nous en livrons de deux sortes, du blanc, plus cher, et du dossier couleur, plus abordable) — et du carton format double 21 x27. Collez là-dessus tous les documents que vous possédez. Demandez surtout aux enfants de participer à la confection de ce Fichier en apportant eux-mêmes tous les documents qu'ils peuvent se procurer, en écrivant à leurs correspondants, en demandant des documents aux Sociétés diverses, aux Agences de tourisme, etc. La recherche de ces documents est, par elle-même, profondément éducatrice.

Lorsque les élèves auront eux-mêmes fait un travail intéressant pour leurs camarades et c'est là le but à rechercher ils en tireront également une fiche qui restera dans le Fichier.

De même que le journal scolaire fixe et matérialise pour ainsi dire les pensées intimes des enfants, le FICHER SCOLAIRE COOPÉRATIF en fixera et en matérialisera les connaissances et les acquisitions. Il sera une sorte d'encyclopédie vivante et perfectible qui est en même temps un modèle de travail moderne, une réalisation qui décharge l'esprit, ordonne les connaissances, enrichit véritablement les individus qui apprendront ainsi à reposer leur mémoire par l'ORGANISATION. (Ces documents sont judicieusement classés selon une classification décimale dont nous avons publié en détail tous les éléments dans notre brochure : « Pour tout classer ».)

Mais le Fichier Scolaire ne peut pas contenir tous les documents. De nombreux livres, pourtant indispensables, ne peuvent pas être mis en pièces. Nous les réunissons dans notre BIBLIOTHÈQUE DE TRAVAIL et nous supprimons totalement et résolument tous les manuels d'étude.

Nous avons dit : à ce degré pas de leçons, pas de devoirs traditionnels ! Il ne faut pas craindre de heurter la tradition. Et au lieu de donner à chacun de nos élèves, une dizaine de livres nouveaux individuels, nous constituerons une BIBLIOTHÈQUE DE TRAVAIL coopérative, qui, ne contenant aucun élément en double, pourra être d'une extrême richesse.

Fichier scolaire et Bibliothèque de Travail seront les piliers essentiels du travail nouveau. La Bibliothèque de Travail surtout devrait être très riche et adaptée à l'enseignement que nous désirons donner. Là, réside la principale difficulté, car il n'y a pas eu jusqu'à ce jour de technique pour l'édition d'une Bibliothèque de Travail pour enfants. Nous avons entrepris cette édition et, si le nombre de nos adhérents allait rapidement croissant, nous trouverions certainement un éditeur équipé pour pousser à fond cette réalisation. En attendant, vous ferez comme nous : vous tâcherez de vous procurer un ou plusieurs dictionnaires (il en existe certainement dans le commerce qui seront très utiles à ce degré) ; les manuels de classe pourront y figurer pour leur nouvelle utilisation ; d'autres livres documentaires ou techniques seraient trouvables dans le commerce. Si les camarades travaillant dans ces classes le veulent bien, nous pourrions, avec leur collaboration permanente, poser cette question de la Bibliothèque de Travail pour classes de scolarité prolongée.

Et maintenant, plus de leçons, plus de devoirs, mais une activité voulue, qui a un but, pour laquelle on se donne pleinement.

Mais il ne s'agit pas de dire : les enfants vont où bon leur semble, vers les activités qui paraissent les intéresser. Si cela pourrait être vrai avec des enfants habitués de toujours à travailler librement et qui savent ce qu'est le travail spontané, il ne saurait être de même avec des enfants qui ont subi pendant huit ans la discipline scolastique. A ces enfants, il faut une règle, une technique de travail.

La technique des manuels, des leçons et des devoirs est une technique. Nous la croyons désuète et impuissante. Nous préconisons une autre technique, celle des Plans de Travail et des Conférences.

Nous donnons le détail de cette technique dans la brochure n° 3 d'Éducation Nouvelle qui va paraître. Nous en donnerons aujourd'hui seulement les caractéristiques essentielles. L'École doit être comme une usine moderne bien organisée où nul ne fait du travail inutile et où chacun s'applique à la besogne qui lui convient le mieux et pour laquelle il a le plus d'aptitudes.

Les Plans quinquennaux en U.R.S.S. ont été décisifs pour le relèvement économique du pays. Nous dressons, nous aussi, nos plans annuels pour les diverses disciplines du programme : nous marquons tous les sujets à traiter en spécifiant au mieux la question précise qui peut être traitée. Chaque enfant traitera un point. Mais le même point ne sera jamais traité deux fois si ce n'est pour le compléter.

En partant de ces plans de travail annuel, les enfants établissent tous les lundis leur plan de travail de la semaine. En collaboration avec l'éducateur, ils délimitent ce qu'ils désirent faire. C'est là un stimulant extraordinaire de l'activité scolaire.

Tous les matins enfin, nous établissons notre plan de travail pour les besognes coopératives communes qui ne peuvent pas figurer sur les plans individuels.

A l'usage, nous avons constaté que ces plans étaient très aimés des enfants, qu'ils étaient un stimulant incroyable et qu'ils méritaient d'être le pivot de la nouvelle organisation du travail.

Pour qui fait-on ce travail ?

Il faut éviter que les besognes redeviennent des devoirs soumis à la seule critique du maître. Certaines de nos activités (rédaction, dessin, documentation) sont motivées par nos correspondances et notre Fichier. Mais pour les autres tout restait à faire.

Voici ce que nous proposons :

En fin de journée, les élèves se réunissent pour les deux besognes suivantes :

1° Chaque élève, qui a étudié un des sujets de son plan, vient en rendre compte succinctement, au besoin avec documents à l'appui, de façon que le travail des uns serve au travail des autres. Ces travaux, d'ailleurs, rédigés de préférence sur feuilles agrafées en brochures, sont à la disposition de tous les enfants ;

2° Chaque soir, selon un tour établi d'avance, chaque élève vient faire une grande conférence sur un sujet librement choisi par lui, et qu'il a longuement préparé. C'est à l'occasion de ces conférences que les enfants font le travail profond qui est si totalement éducatif : rédaction soignée, cartes, recherches de documents, soit dans les journaux, soit en écrivant un peu partout, soit dans le fichier.

Car il faut que cette conférence intéresse et, donc, instruisse supérieurement les enfants. La chose n'était guère possible tant que nos élèves n'avaient à leur disposition que leurs monotones livres de classes. Mais avec les sorties recommandées par les instructions, par les correspondances, par le Fichier et la Bibliothèque de Travail, des possibilités nouvelles de travail efficient sont à notre disposition et nous pouvons assurer que les éducateurs qui tenteront l'expérience n'y trouveront qu'intérêt et profit.

Ainsi motivé, ainsi compris, tout le travail scolaire change alors de sens : ce n'est pas l'instituteur qui, à l'heure fixe, fait sa leçon préparée d'avance. Ce sont les élèves qui ont leur travail, un travail organisé, pratique, intéressant. Le rôle de l'éducateur consiste à les aider pratiquement dans ce travail :

- en prévoyant et en achetant si nécessaire le matériel indispensable ;
- en les guidant pour la recherche de la documentation ;
- par des explications tantôt individuelles et tantôt collectives, mais qui sont données quand l'enfant en a besoin.

Et ce sera la forme nouvelle des leçons : lorsque, au cours du travail, des insuffisances collectives se seront révélées, nous tâcherons de combler le vide par des leçons ou même des exercices collectifs — mais leçons et exercices qui auront alors leur plein effet parce que désirés par les enfants et cela dans tous les domaines d'activité.

Pour ce qui concerne les acquisitions pour ainsi dire mécaniques à acquérir, notamment en calcul, en géométrie et en algèbre, nous ne saurions trop recommander le système de fiches auto-correctives établies d'avance par les éducateurs et que les élèves vont prendre lorsqu'ils le désirent, sans l'intervention du maître.

Et alors toutes les activités suggérées par les circulaires ministérielles s'encastrent merveilleusement dans cette nouvelle technique : les visites d'entreprises, d'ateliers, d'usines, dont on fera naturellement des comptes-rendus pour les correspondants et sur lesquels peut-être des conférences seront prévues ; le travail scientifique ou physique en liaison avec le préapprentissage lui-même, les fêtes, les jeux, tout prendra un nouveau sens dans cette ATMOSPHERE DE TRAVAIL ORGANISÉ ET MOTIVÉ !

On l'a dit bien des fois : à ce degré comme autrefois dans les défunts cours d'adultes, l'enfant ne veut plus être soumis à une méthode de travail dont il a trop pâti ; il ne veut plus entendre de leçons ; il ne veut plus faire de devoirs. Et il a raison.

Nous offrons une technique qui supprime devoirs et leçons en organisant le travail sur de nouveaux éléments, avec des motifs d'intérêts efficaces. Et, ce qui est tout aussi important, nous préparons directement les enfants à l'activité sociale qui sera la leur demain. Nous leur apprenons à lire, à rédiger, à discuter, à critiquer ; nous les entraînons à choisir leur tâche et à aller dans le sens où les poussent leurs intérêts, ce qui nous permettra de discerner leurs tendances essentielles par l'orientation que, bon gré mal gré, il nous faudra amorcer.

Et tout cela, nous le faisons non pas dans le désordre anarchique qu'on suppose devoir dominer partout où ne règne pas la discipline scolastique. Nous n'organisons pas la discipline ; nous organisons le travail, et, avec de grands enfants comme avec les tout-petits, le problème disciplinaire est résolu dès qu'est solutionné le problème essentiel de l'organisation du travail.

Camarades qui avez la responsabilité d'une classe de scolarité prolongée, ne craignez pas de vous orienter vers cette technique ; vous lirez notre brochure n° 3 et vous verrez ce qu'elle peut donner ; vous introduirez dans votre classe le matériel dont je viens de vous indiquer la nécessité ; vous préparerez votre fichier ; vous sillonnerez la France de vos échanges, et surtout vous collaborerez fraternellement au sein de notre coopérative pour la mise au point de cette technique. Il faudra que chacun apporte sa pierre afin que, en fin d'année, nous soyons en mesure, nous aussi, d'établir un rapport d'activité qui, porté à la connaissance de nos Inspecteurs, qui sont aujourd'hui très sympathiques à nos efforts, et du Ministère, nous contribuons à rénover et à adapter l'enseignement dans les

classes de scolarité prolongée.

Dans notre prochain numéro, nous parlerons plus spécialement de la réduction des horaires dans un certain nombre de départements ; nous publierons de larges extraits de la circulaire ministérielle s'y rapportant et nous dirons, comme nous l'avons fait aujourd'hui, pourquoi et comment l'adoption de nos techniques est indispensable pour sortir de l'ornière scolastique et harmoniser l'effort des enfants selon des normes nouvelles adaptées aux nécessités qu'impose une société bouleversée par les récentes conquêtes sociales.

D'ores et déjà nous demandons à nos camarades travaillant dans les écoles à horaire réduit, à ceux qui étaient l'an dernier dans la première zone d'expérience, d'apporter ici leurs réflexions afin que, dans ce domaine aussi, de notre effort commun sorte la technique attendue par les éducateurs du peuple.

[L'Éducateur Prolétarien, n°3, 31 octobre 1937](#)

La réduction des horaires dans les Écoles primaires

30 novembre 1937

Une école plus performante, sans toucher aux visées d'éducation et à la vie des enfants, c'est possible !

Jean Zay, le ministre de l'Éducation nationale du Front populaire, plutôt qu'une circulaire, préfère tenter des expériences dans des départements différents où les éducateurs sont libres dans leurs réalisations. Freinet s'en félicite.

Une nouvelle organisation du temps : 30 heures d'éducation, dont vingt-quatre d'enseignement proprement dit, 3 heures d'éducation physique et 3 heures de loisirs dirigés avec les classes promenades. Ainsi, l'apport de la vie et du milieu environnant entrent à l'école et les techniques de l'Imprimerie à l'École en seront les outils essentiels.

Le mouvement doit participer pleinement à ces expérimentations et les faire connaître.

Freinet met en garde, même les meilleures circulaires, telles celle de 1923, peuvent être détournées de leur but, donc il faut rester vigilants et tirer le maximum des prescriptions ministérielles.

La réduction des horaires ne peut se solutionner que par l'introduction à l'école de techniques nouvelles

Il y a, depuis une vingtaine d'années, dans l'école française, une crise permanente des horaires. A mesure que progresse la science, que s'accumulent les réalisations techniques, que se complique le monde où nous vivons, on a sans cesse aggravé et surchargé les programmes scolaires jusqu'à en faire des monstres dangereux pour les enfants, et dont l'opinion publique a concurrence capitaliste a contraint d'accélérer sans cesse leur production. Si mêmes qui sont à incriminer que leurs commentateurs, les manuels scolaires et leur contrôle par des examens encyclopédiques dont le moins que nous puissions dire est qu'ils sont aujourd'hui mortels pour l'enfance studieuse.

La corde était tendue au maximum : on ne pouvait plus aller longtemps dans cette voie. Une réorganisation s'imposait d'urgence.

L'École était dans la situation de ces fabriques primitives qui, à l'aurore du machinisme, travaillaient dans une sorte de quiétude artisanale et que la concurrence capitaliste a contraint d'accélérer sans cesse leur production. Si elles ont su adapter progressivement leur installation, leur organisation et leurs techniques de travail aux nécessités et aux possibilités contemporaines. La vie aura pu continuer avec quelque harmonie, sans déséquilibre dangereux entre les nécessités sociales et les possibilités humaines.

Mais si le propriétaire, farouchement traditionaliste, n'a rien voulu modifier à ses méthodes, force lui sera de surcharger sans cesse ses ouvriers, de les pousser à l'extrême limite, sans pour cela éviter la faillite normale et fatale.

On connaît notre position face au problème délicat de l'acquisition scolaire. Nous ne disons pas qu'il faut réduire massivement la production de l'usine pour redonner une vie humaine aux ouvriers, car cette production est elle-même une condition du bien-être social. Nous disons qu'on doit adapter et moderniser le matériel, réorganiser le travail afin que les ouvriers, sans surcharge anormale, élèvent la production au niveau souhaitable.

Nous ne pensons pas que les enfants qui sortent de nos écoles connaissent trop de choses : ils n'en connaissent pas assez, ou si, du moins, ils ont quelques connaissances, ils sont comme des infirmes de l'esprit que la maladresse scolastique a scandaleusement mutilés.

Nous-avons pour notre école publique d'autres exigences ; nous voulons une plus totale efficacité et un rendement plus dynamique, mais sans que soit menacée l'éducation et la vie même des enfants. Et cela nos expériences récentes nous permettent de l'affirmer : il est aujourd'hui possible, par des techniques nouvelles mieux adaptées aux besoins de l'école, de poursuivre l'éducation et la formation des enfants, tout en parvenant à des acquisitions satisfaisantes. Nous disons mieux : les procédés scolastiques chargent la mémoire pour un jour, le jour de l'examen ; mais les acquisitions sans base vitale, se dispersent et s'effacent avec une extrême rapidité.

Nous avons la prétention de parvenir par nos techniques à une acquisition maximum, sentie et voulue par les enfants, comprise par eux, base solide pour les acquisitions futures que l'école aura préparées.

Nous ne voyons donc pas seulement, dans l'expérience de la réduction des horaires et des loisirs dirigés, un frein officiel à la folie croissante de la surcharge des programmes et des examens. Le Ministre suggère déjà, prudemment certes, mais incontestablement, la solution à ce grave problème, solution qui ne peut être que dans le sens de l'éducation nouvelle.

Nous ne voudrions pas avoir l'air d'encenser un Ministre Front Populaire, mais nous devons affirmer cependant notre satisfaction presque totale à la lecture de la circulaire dont nous croyons nécessaire de donner de larges extraits.

Je le disais récemment à la réunion du Groupe Français d'éducation nouvelle : l'administration de l'éducation nationale aurait bien pu, comme elle l'a toujours fait, édicter une circulaire péremptoire préconisant telle et telle solution obligatoire. Au lieu de cela, le Ministre tente une vaste expérience dans des départements variés et nombreux. Je sais bien que l'expérience est menée sans technique scientifique, qu'on n'a pas fait appel aux spécialistes de la mesure pédagogique et psychologique, qu'on n'a pas fait d'avance le point afin de délimiter avec quelque précision avantages et inconvénients des procédés appliqués. Mais, même sans ces précautions préliminaires, l'expérience en cours doit et peut avoir une grande portée : l'instituteur sent bien dans sa classe si telle et telle technique est avantageuse pour l'éducation et l'acquisition de ses enfants; l'Inspecteur qui visite une école en sent vite aussi l'atmosphère. Les uns et les autres sont en mesure de donner des appréciations à peu près exactes puisque le Ministre n'a pas indiqué d'avance dans quel sens devait être poursuivis les essais, mieux : qu'il laisse entendre que quelque hardiesse ne lui déplaira pas et que les éducateurs seront laissés totalement libres dans leurs réalisations.

Je ne sais pas si cette façon de procéder a quelque précédent dans les autres pays. Nous constatons avec satisfaction qu'elle est, en l'état actuel de notre administration scolaire la méthode presque idéale pour préparer l'évolution et l'adaptation de notre école publique.

Nous nous en félicitons totalement pour nos techniques. Nous n'avons jamais espéré, ni même souhaité qu'un ministre décide un jour l'introduction de l'Imprimerie dans les écoles. Mais qu'on favorise nos expériences, qu'on en surveille officiellement la marche, qu'on en consigne les résultats, qu'on recommande ensuite l'application progressive de nos techniques, nous ne saurions que nous en réjouir, car nous ne craignons pas l'épreuve que nous savons toujours favorable à nos réalisations.

Quels sont les avantages que nous réserve l'expérience française ? Il est bon pour cela de donner ici les passages essentiels de la circulaire qui l'organise :

Cependant, si les trois territoires choisis correspondent sensiblement à l'État Moyen du territoire français, ils n'en expriment pas toute la diversité et, avant d'édicter des règles générales, il convient de rechercher les réactions de régions très variées. On doit tenir compte des conditions orographiques susceptibles de mettre un obstacle aux transports, des conditions climatiques qui empêchent parfois de quitter le local clos, des conditions de peuplement, des conditions financières qui

permettent ou ne permettent pas d'escompter un gros effort des communes, de la vocation économique particulière, de chaque contrée sur laquelle on doit plus ou moins régler l'emploi des loisirs, de facteurs psychologiques enfin, C'est pourquoi cette expérience, en même temps qu'elle se continuera dans les trois départements où on consolidera les résultats acquis, sera mise en train dans les départements suivants.

On remarque qu'une partie des départements choisis renferment les plus grandes villes de France, que d'autres sont purement ruraux, que certains présentent un territoire d'une grande homogénéité, mais que, par contraste, de grandes circonscriptions administratives, comme le Pas-de-Calais, les Pyrénées Orientales, offrent, suivant les districts, des conditions très variées. L'expérience doit donc donner tous les résultats définitifs qu'on attend. On prendra garde que le texte même de l'arrêté laisse à MM. les inspecteurs d'Académie la plus grande latitude. Si, dans la grande majorité des cas, il sera bon de faire une expérience d'ensemble sur tout un département, on conçoit très bien qu'ici ou là des témoins soient réservés afin que les observations puissent prendre toute leur valeur de comparaison. Ce dernier procédé si recommandable n'aura d'ailleurs d'intérêt que si l'expérience peut être entourée de toutes les garanties de contrôle nécessaires et en particulier d'un contrôle médical assez sérieux, autorisant à juger les résultats en même temps que les méthodes.

Résultats et méthodes, ce sont les deux points sur lesquels devront porter les rapports d'enquête des Inspecteurs d'Académie. Toutes les initiatives y seront mentionnées. Ils devront parvenir au Ministère pour le 15 Mai 1938. Sans doute, l'expérience sera-t-elle en cours à cette date, mais déjà assez de faits auront pu être recueillis pour que des conduisions soient apportées.

Nous avons dit que cette circulaire ne cachait pas le désir du ministre de voir l'éducation nouvelle animer et vivifier les essais. Par les sages instructions qu'elle contient, elle continue en effet, et avec bonheur, la tradition française des instructions ministérielles de 1928, que nous avons saluées en leur temps comme un des meilleurs écrits d'éducation nouvelle :

Quelques principes généraux doivent être rappelés. Réduire la durée de renseignement ne signifie pas qu'on diminue le temps pendant lequel l'enfant est soumis à l'action de l'école, nous entendons que les heures dont parle l'arrêté soient, bien des heures effectives d'éducation. La formule nouvelle de nos horaires pourrait être la suivante : 30 heures d'éducation, dont vingt-quatre d'enseignement proprement dit. Il ne saurait y avoir aucune équivoque sur ce point.

Mais on se propose d'aérer notre système d'enseignement et, tout en faisant à l'Éducation du corps la place qui lui convient, de multiplier les contacts avec la nature et avec la vie, de donner une part plus grande à la spontanéité de l'enfant et, dans une mesure raisonnable, à son libre choix. Ces préoccupations s'accordent avec l'esprit des systèmes préconisés par les plus modernes éducateurs, et fondés sur une connaissance plus poussée sur la psychologie de l'enfant. Mais on tient à dire qu'elles ont été familières à tous ceux qui ont établi notre école publique et rédigé les instructions antérieures. Les modifications aujourd'hui proposées, s'insèrent naturellement dans l'évolution pédagogique française.

Que pourrions-nous dire de mieux au sujet de l'éducation physique, des classes promenades qui s'insèrent officiellement dans l'éducation française, la pénétration de l'école par le milieu ambiant, pénétration pour laquelle l'Imprimerie à l'École sera l'outil merveilleux qui établira cette profonde liaison culturelle entre l'activité scolaire et le travail des enfants, les résonances de la nature, l'explosion synthétique au sein même de la vie :

Mais il faut très soigneusement veiller à ne pas laisser se développer cet esprit de compétition qui exerce de si fâcheux ravages dans la pratique courante du sport. Nous avons souci du développement physique harmonieux de l'enfant et à un égal degré de sa culture morale. Est-il besoin de souligner quel bénéfice une surveillance attentive de l'enfant aux heures où il se livre tout entier sans souci de plaire, en dehors de toute convention scolaire, apporte à un maître désireux de mieux connaître ses élèves.

La classe promenade était prévue d'une manière expresse dans les instructions ; elle est déjà entrée dans la pratique en quelques endroits. L'heure est venue d'en généraliser l'usage.

Si les trois heures de loisirs dirigés sont utilisés par un maître diligent, elles doivent fournir les acquisitions les plus solides qui serviront de fondement à un enseignement, moins formel et plus proche de la vie. L'ingéniosité des maîtres est appelée à se donner libre cours et l'on peut concevoir une infinité de modalités dans l'organisation de ces loisirs et dans l'utilisation des ressources du milieu local. C'est la promenade au cours de laquelle la conversation est orientée vers l'analyse du paysage. Leçon de géographie, de botanique, d'agriculture ? Non, certes, mais un appel à l'observation directe, où la formule trouvée parfois, d'autres fois suggérée, vient à son heure, et comme d'elle-même, la formule qui sera reprise plus tard en classe. C'est la visite d'un monument historique devant lequel s'éveille le sens du passé. L'éloquente leçon des vieilles pierres ne suscitera

peut-être pas beaucoup de vocations historiques, comme celle de Michelet, mais son langage peut trouver un écho dans toutes les âmes enfantines. Ce sont des visites de chantiers ou d'usines moins orientées vers la connaissance d'une technique changeante que destinées à donner à l'enfant le sens de la grandeur et de la noblesse de l'effort, humain.

À l'école même et dans les environs immédiats, c'est une longue séance au jardin où le développement de l'habileté manuelle, l'observation minutieuse du sol, de la plante, des animaux, de leur croissance et de leurs transformations devient possible. C'est peut-être aussi une séance de projections ou de cinéma avec commentaires — commentaires spontanés de la classe, mais disciplinés et adroitement orientés par le maître.

Pour ce qui concerne le programme nécessaire à tout travail scolaire, nous avons maintes fois donné notre point de vue et on lira dans notre brochure N° 3 d'E.N.P. : PLUS DE LEÇONS, ce que nous pensons. On verra que nous nous sommes orientés, même dans notre école, vers un programme annuel et hebdomadaire, que nous pensons, en effet, que toute éducation est suggestion et liberté ordonnée, mais il y a la manière. Et on verra comment nous solutionnons la question par nos techniques nouvelles de travail : Plans de travail et conférences.

L'objection est que nous allons imposer un programme à ces exercices et que nous serons assez loin des formules qui font tout, reposer sur le libre choix de l'enfant. Elle n'est pas nouvelle et les premiers critiques de l'Émile l'ont déjà faite. Mais toute éducation est suggestion et liberté ordonnée.

Toute éducation doit aussi être joie. Pour cette raison, nous attachons un grand prix aux fêtes scolaires dans les conditions actuelles. La préparation de ces dernières, ou bien impose un surcroît de travail aux maîtres, une charge dont ils s'acquittent avec dévouement mais non sans fatigue, ou bien se concilie mal avec la pratique des horaires en vigueur. Désormais elle pourra se repartir sur le cours de l'année et s'insérer sans difficulté dans l'utilisation de six heures hebdomadaires.

Si nous voulons que notre expérience se propage dans l'enseignement public, nous ne devons justement pas laisser croire que nos classes peuvent être entièrement fondées sur la spontanéité enfantine. Dans certaines conditions idéales peut-être. Dans le milieu difficile où nous évoluons, non.

Nous ne nous insurgerons donc pas contre ce désir d'organisation du Ministre. Au contraire : il faudra que nous montrions comment, pratiquement, l'introduction de nos nouvelles techniques suppose et nécessite l'ordre, non plus un ordre superficiel, certes, des bras croisés, mais l'ordre indispensable qui résulte de l'organisation plus rationnelle des diverses activités, l'ordre de la ruche au travail, avec des va-et-vient peut-être, des paroles et parfois même des chants, mais sur laquelle on sent planer mieux qu'une discipline, la NECESSITE DE L'ORGANISATION.

Les mailres et maîtresses pourraient être arrêtés par la crainte légitime des responsabilités légales en cas d'accident. On répétera ici ce qui a été dit dans une circulaire antérieure émanant de la direction de l'Enseignement du second degré.

Je vous prie de rappeler aux administrateurs ainsi, qu'aux membres du personnel, qu'en matière d'accidents, la loi du 5 avril 1937 substitue la responsabilité de l'État à celle des membres de l'Enseignement public. La loi prescrit que ceux-ci ne pourront jamais être mis en cause devant les tribunaux civils par la victime ou ses représentants. Il en sera ainsi toutes les fois que, pendant la scolarité, dans un but d'éducation morale ou physique non interdit par les règlements, les enfants ou jeunes gens confiés ainsi aux membres de l'enseignement public se trouveront sous la surveillance de ces derniers.

C'est l'autorisation pour les éducateurs de se livrer à certaines formes hardies du travail nouveau, à laisser mieux l'enfant travailler et s'organiser seul, à ne plus redouter les risques que peut encourir l'enfant qui, pendant les heures de classe, s'en va seul avec un camarade, faire une rapide enquête dans un chantier voisin. On ne craindra plus les promenades.

Nous nous en réjouissons sans réserve.

Nous n'avons pas trop parlé jusqu'à présent de l'organisation pratique des trois heures consacrées à des travaux éducatifs parce que l'instituteur qui pratique nos techniques ne sera jamais embarrassé pour leur affectation.

Les promenades scolaires : nous en avons toujours dit la nécessité. Mieux : Nous avons montré comment par l'Imprimerie à l'École et les échanges, ces sorties s'insèrent merveilleusement dans les activités vitales de la classe.

On ne sort pas sans but et sans méthode : nos correspondants attendent la description des usines, des chantiers de notre village ; ils veulent connaître, au cours des saisons, l'aspect vivant de nos champs et de nos vallons; ils veulent connaître notre village. Et quand nous rentrons de promenade, ce n'est pas un morceau de vie nouvelle qui finit pour faire place à la mortelle scolastique : c'est la vie nouvelle de l'école qui se continue avec notre sortie comme base et comme sujet : on rédige, on dessine, on imprime, on calcule. Et ainsi se réalise cette unité entre les prescriptions d'éducation nouvelle et l'école officielle, dont le ministre a eu, à juste titre, le souci.

L'observation de la vie autour de soi, la préparation du matériel d'études : la nécessité où nous sommes d'informer nos camarades, l'enrichissement permanent de notre FICHER SCOLAIRE en sont la meilleure et la plus efficace des motivations.

N'avons-nous pas dit ici même, sur le cinéma, les disques, l'organisation des fêtes, les choses essentielles ?

Les instituteurs qui pratiquent nos techniques n'auront rien à changer à l'activité de leur classe : ils auront seulement dans la circulaire ministérielle l'autorisation officielle de poursuivre plus librement leurs essais. Et ils éviteront encore le danger de morcellement que redoute sans doute aussi le ministre. Il n'y aura pas d'un côté 3 heures d'activité libres, tendance éducation nouvelle, parfois peut-être trop anarchiques, insuffisamment organisées, et d'autre part 24 heures d'enseignement traditionnel, mortel pour l'âme enfantine.

Il faut que l'école reste un tout et que l'esprit qui, selon les conseils du Ministre, doit imprégner les trois heures d'activité libre gagne peu à peu tout l'enseignement. C'est dans ce sens surtout que l'expérience en cours a une portée considérable : elle est comme un coin d'éducation nouvelle enfoncé en plein cœur de l'école.

Et nous avons confiance dans les résultats : les instituteurs qui auront vu et senti vivre leurs enfants pendant quelques heures par semaine, comprendront mieux ce qu'a d'inhumain et d'anormal l'enseignement traditionnel pratiqué en classe. Naturellement ils éprouveront le désir d'animer de l'esprit nouveau tout l'effort scolaire. Et à ce moment-là ils se tourneront nécessairement vers nous parce que nous sommes les seuls en France à avoir organisé pratiquement l'école selon les nouvelles techniques suggérées par le Ministre. Alors on comprendra plus facilement l'utilité, la nécessité de l'Imprimerie à l'École, la nécessité du Fichier Scolaire Coopératif, de la Bibliothèque de Travail, du Phono et du Cinéma.

Nous savons que les meilleures circulaires, telles celle de 1923, peuvent être détournées de leur but par les marchands de la scolastique. A nous d'y veiller et de tirer le maximum des prescriptions ministérielles.

Que tous nos camarades pratiquant dans les écoles des départements soumis à l'expérience s'appliquent tout spécialement à l'organisation de leur classe selon nos techniques : qu'ils fassent vivre l'Imprimerie à l'École, qu'ils organisent leur fichier, qu'ils préparent pratiquement les activités libres des enfants.

Les rapports qui seront faits de ces activités ne pourront que nous être favorables et les instructions ministérielles qui suivront cet essai risquent fort alors d'être imprégnées de nos tendances et de s'orienter, prudemment mais sûrement, vers nos nouvelles techniques.

Le nouveau Plan d'Études français est en marche. A l'œuvre tous, non seulement dans vos classes mais dans le département : organisez des conférences, des expositions, groupez les adhérents et les sympathisants dans des sections du Groupe Français d'Éducation Nouvelle, collaborez à l'E.P. ou nous ouvrons une rubrique permanente pour la scolarité prolongée, la réduction des horaires, les loisirs dirigés et les classes d'orientation. Aidez sans réserve à la marche normale d'une expérience dont nous ne saurions encore une fois que louer tout à la fois la prudence et la hardiesse.

Travaillons tous méthodiquement pour la réalisation du nouveau Plan d'Études Français.

[L'Éducateur Proletarien, n° 5, 30 novembre 1937 dans son intégralité.](#)

Les « Trente heures », pour la dignité de l'enfant

15 décembre 1937

Freinet appelle à défendre l'enfant de l'abrutissement quotidien des devoirs et des leçons et à diffuser une motion à mettre au vote de la Chambre des députés et qui interdit de donner des devoirs hors des trente heures légales.

Une défense de l'enfant qui augure avec force celles qui suivront quelques décennies plus tard portées par les militants des Droits de l'enfant !

Le gouvernement de Front populaire a libéré l'ouvrier du travail abrutissant et l'institution des 40 heures et des congés payés est considérée comme une des grandes révolutions de notre époque.

Cette même révolution n'a pas encore été réalisée pour les enfants et le père qui fait ses huit heures admet fort bien que ses fils travaillent encore le soir tard, alors qu'il lit paisiblement son journal ou soigne ses choux.

Il y a là une mesure urgente à prendre et il est excellent que ce soit nous qui en ayons l'initiative.

C'est, en effet, nous qui avons le plus réalisé qu'on réapprenne à considérer la dignité de l'enfant. Cet être qu'on croyait à peine apte à être commandé, nous avons montré ce qu'il était capable de réaliser quand il pouvait agir librement dans le sens de ses besoins.

Il faut que nous le défendions aujourd'hui contre l'abrutissement permanent des devoirs et des leçons.

Un principe doit être admis : l'enfant qui a besoin de jouer, de courir, de respirer, de dormir longuement, doit faire une semaine plus courte que les adultes. Trente heures par semaine sont suffisantes.

Nous demandons donc à nos camarades des départements de diffuser, et à nos amis de la Chambre de faire voter la motion suivante :

« La semaine de travail imposé ne doit pas dépasser, dans l'enseignement primaire, trente heures par semaine.

En conséquence, il est interdit aux éducateurs de donner, hors des trente heures régulières de cours, des devoirs supplémentaires qui seraient considérés comme une infraction à la loi. »

Nous allons rédiger à ce sujet une proposition de loi que nous demanderons à nos camarades de défendre à la Chambre.

Comment faire en trente heures ce qui en demandait 40 ou 50 crieront certains.

Nous avons entendu les mêmes protestations quand les ouvriers ont arraché les quarante heures. Nous ferons la même réponse qu'ils ont faite à leurs patrons : modernisez les installations, utilisez les usines, employez avec méthode l'effort humain, redonnez aux individus une dignité et une personnalité et le problème sera résolu.

Quant à nous, il nous est facile de dire à nos camarades :

– Vous comprenez les raisons d'humanité qui nous poussent à défendre l'enfant. Mais organisez nos classes selon nos techniques, adaptez le matériel nouveau, redonnez la joie et l'enthousiasme. Les trente heures alors seront suffisantes pour les besoins d'acquisition et d'éducation qu'on attend de notre école populaire. Et alors, par nécessité, s'accomplira une des plus grandes révolutions pédagogiques : ce sera l'aube d'une éducation basée sur l'effort libre et voulu des enfants, sur la conception libératrice de notre belle tâche.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 6, 15 décembre 1937 dans son intégralité](#)

Pour nos enfants : la semaine de trente heures ?

1^{er} janvier 1938

Un plaidoyer de Freinet pour le respect du temps de l'enfant où la santé, le repos et les loisirs, droits essentiels sont à prendre en compte. Comme l'adulte avec les 40 heures et les congés payés, l'enfant doit également bénéficier d'un temps raisonnable de travail et suffisamment de repos et de loisirs.

La suppression des leçons et devoirs en dehors du temps scolaire, ce travail forcé clandestin, devient donc indispensable. Ce qui n'empêche pas le travail personnel libre de l'enfant passionné par un travail au-delà des trente heures d'enseignement. Tout est affaire de pédagogie !

Depuis le début du siècle notamment, sous l'action énergique, cohérente et persévérante des organisations ouvrières, le travail des hommes s'est considérablement humanisé : les 14 heures sont devenues les 12 heures, puis les 10. Puis un mot d'ordre est venu comme une revendication extrême des masses ouvrières : la journée de huit heures. Et on disait alors : huit heures de travail, huit heures de repos, huit heures de loisir.

Ce n'était pas assez encore : l'ouvrier restait rivé à sa tâche 6 jours sur 7 et 12 mois sur 12 ou toute sa vie. Les journées de juin 1936 ont valu à la classe ouvrière la semaine de quarante heures et les congés payés.

Les ouvriers ont quelques raisons d'être heureux et fiers de leurs conquêtes.

Mais qui pense aux enfants dans cette humanisation de l'effort des hommes ?

Paradoxe de notre époque : les conditions de travail des enfants n'ont fait qu'empirer depuis le début du siècle, suivant la courbe exactement opposée à celle de la libération ouvrière.

Au début du siècle, le certificat d'études ne nécessitait point une acquisition encyclopédique présomptueuse. On pouvait y parvenir sans fatigue exagérée ; les livres étaient peu nombreux à l'école et la gamme des devoirs n'avait pas encore atteint la démoniaque perfection actuelle. Le Brevet Élémentaire, le Concours d'entrée à l'École Normale, pour ne parler que des examens primaires, se préparaient encore dans la paix des petites écoles de villages alors qu'il y faut maintenant l'usine scolaire de la ville et des piles de livres à ingurgiter et des théories infinies de devoirs et d'exercices.

Aussi devient-il banal de dire que l'enfant, à partir de 10-11 ans surtout, est constamment surmené. On a dénoncé âprement parfois les dangers de ce surmenage qui continue cependant parce qu'on n'en a point supprimé les causes : l'encyclopédisme croissant des examens.

Toujours est-il que, au moment même où les ouvriers voient réduire considérablement leur semaine de travail, les écoliers voient s'accumuler au contraire les obligations. Lorsqu'il a fait ses trente heures de classe, l'enfant a encore autant parfois d'heures supplémentaires pour faire ses devoirs et étudier ses leçons. Pendant que le père va faire sa partie de manille ou jardiner au soleil, l'enfant accomplit sa tâche de forçat. Et nul ne trouve anormal ce contraste : un enfant jeune encore, qui aurait besoin de long repos, de jeu au grand air, de rêverie, de promenades instructives, qui travaille de longues heures le soir et les jours de congé, tandis que l'adulte qui est en possession de toute sa puissance de travail, qui serait en mesure de produire au maximum, se repose, se distrait, s'humanise.

Et on se plaindra ensuite de la pâleur des enfants, de leur déséquilibre précoce, du vieillissement prématuré de leur visage, de leur manque d'entrain.

Suprême inconscience : il se trouvera même des ouvriers qui ont lutté âprement pour les quarante heures pour imposer, dans leur foyer, à leurs enfants, les longues heures de travail supplémentaire contre lesquelles ils ont tant lutté eux-mêmes.

Il ne fait aucun doute que, humainement parlant, la semaine de travail de l'enfant doit être plus courte que celle des adultes.

LES ADULTES ONT LES QUARANTE HEURES. LES ENFANTS RECLAMENT LES TRENTE HEURES PAR SEMAINE.

Ils ont, plus que les adultes, besoin de sommeil et de repos constructif ; l'exercice et le jeu sont pour eux des nécessités physiologiques, l'effort intellectuel prématuré, qu'on sait être le plus épuisant des travaux, les désorganise et les déséquilibre.

Si on envisage la santé des enfants, leur harmonie constructive, le sens de leur vie, trente heures d'efforts par semaine sont largement suffisants.

Mais alors, dira-t-on, et les examens, et l'acquisition, et la préparation à la vie !

Autant de sophismes qu'il nous faut démolir, et ce sera facile.

L'acquisition pour laquelle on torture incessamment les enfants n'est jamais considérée pour ses fins vraiment humaines. On lance les enfants dans une sorte d'affolante compétition : il faut savoir toujours davantage, et le plus tôt possible, pour réussir aux examens, pour conquérir des places, pour essayer de monter dans la hiérarchie bourgeoise ou petite bourgeoise. A cette soif de conquête, à ce faux besoin de s'élever et de s'enfler, les parents, hélas ! sacrifient tout, jusqu'à la santé et au bonheur de leurs enfants.

Mais n'avons-nous pas connu la même compétition dans le domaine social et ouvrier ? Est-il si loin qu'on l'ait totalement oublié le temps où la vie ouvrière n'était que compétition aussi pour un plus fort salaire ? Au lieu de s'entendre pour exiger de leurs patrons ou de la société des conditions plus humaines de travail, chacun prétendait se débrouiller pour arriver : et c'était à qui ferait le plus grand nombre d'heures de travail, à qui consentirait le maximum d'heures complémentaires.

L'organisation ouvrière est venue changer tout cela et substituer à l'ère de la concurrence, celle de la justice dans la répartition du travail.

Tolérerons-nous alors que seuls les enfants restent lancés à fond de train dans cette compétition épuisante, et ceux qui n'ont pas craint de verser leur sang pour supprimer les journées exagérément longues et les heures supplémentaires, n'affronteront-ils donc jamais l'humanisation du travail scolaire des enfants ?

Nous nous souvenons que, au temps où les ouvriers bataillaient pour les huit heures, des expériences et des statistiques tendaient à prouver que les ouvriers rendaient autant en huit heures de travail qu'en dix heures. Et on en conçoit la possibilité, car quiconque n'est pas surmené travaille harmonieusement : ses gestes sont plus sûrs, plus vifs, plus rapides, donc plus efficaces.

La chose est plus frappante encore dans le domaine intellectuel et scolaire : le repos, la santé, l'harmonie physiologique sont absolument indispensables à un travail normal. De sorte qu'il n'est pas très osé d'affirmer que l'enfant rendra plus en trente heures de bon travail par semaine qu'en cinquante heures d'études au ralenti.

Et puis, il y a, comme dans l'industrie, une réorganisation qui s'impose.

Nos écoles travaillent encore selon les techniques usitées il y a 50 à 80 ans, au temps où le papier et l'encre étaient rares, les communications difficiles, les journaux populaires inexistantes. Il faut que l'école soit adaptée aux possibilités nouvelles qu'apportent l'imprimerie en général et en particulier la presse sous ses formes les plus populaires, le cinéma, la radio, les disques, la poste, les trains rapides, le télégraphe et le téléphone. Par cette adaptation, il est possible de stimuler d'une façon fantastique l'acquisition et l'éducation à l'école et de supprimer notamment tous ces devoirs et ces leçons qui sont comme les ramifications honteuses et clandestines de l'école.

Est-ce à dire que nous proscrirons toute éducation hors des trente heures prévues ?

L'ouvrier cesse-t-il obligatoirement tout travail après ses 46 heures de présence effective et ne sait-il pas, avec persévérance, à ses heures de liberté, faire le bûcheron, le maçon ou le jardinier ?

L'enfant surmené en classe et à la maison se dégoûte de tout travail intellectuel et le fuit dès qu'il en a le loisir. Tout comme l'ouvrier exténué fuit l'effort physique dès sa sortie de l'usine. Mais l'ouvrier, mais l'enfant chez qui on

a harmonisé et réduit raisonnablement l'effort imposé sentent au contraire le besoin de travailler à leur enrichissement matériel, social ou spirituel selon les lignes de leurs besoins fonctionnels.

Hors des heures de classe l'enfant doit et peut travailler, mais librement, à des tâches qui le passionnent, et il appartient justement à la pédagogie, scolaire ou familiale, de trouver, de définir et de rendre possible ces tâches.

Et c'est à cette besogne que s'emploient les éducateurs du Groupe de l'Imprimerie à l'École.

Si vos enfants stimulés par l'Imprimerie à l'École veulent écrire des textes le soir à la veillée, s'ils veulent matérialiser le chant et la poésie qui vibrent en eux, s'il leur plaît de graver du linoléum, de faire de la photographie, si on sait les entraîner à des excursions salutaires et instructives, si on peut leur offrir du bon cinéma, pratiquement, l'enfant travaillera effectivement, hors de l'école, plus et avec plus de profit qu'aujourd'hui. Mais l'effort ainsi fourni, au lieu d'être destructif et fatiguant, s'insérera dans le processus normal de vie et d'incessante acquisition qui est le propre des enfants.

Si nous réalisons cette deuxième partie d'un programme d'éducation, s'ils voient leurs enfants intéressés et occupés à des besognes dont ils sentiront eux-mêmes l'attrait et le profit, les parents cesseront de réclamer le travail à la maison et ils s'orienteront avec nous vers cette pédagogie active et libératrice.

La formation, l'acquisition profonde gagneront considérablement à cette conception nouvelle de la vie des enfants. Mais l'acquisition verbale superficielle, ce qu'on continue à appeler d'un mot expressif : le bourrage de crânes, souffriront certes de cette réduction de la journée de travail. Apprendre par cœur des résumés, ressasser des leçons, copier des textes interminables et sans intérêt, cela nécessite des heures de travail. C'est pour y parvenir qu'on imposait le travail à la maison comme complément nécessaire de l'activité scolaire.

La suppression du travail forcé à ta maison obligera les éducateurs à réviser leurs techniques de travail.

Elle obligera les administrateurs aussi à modifier la conception et la technique des examens qui, à ce jour, contrôlent exclusivement cette acquisition livresque et sont, de ce fait, les principaux responsables de l'état aigu actuel de la scolastique. Si, dans aucune école, aucun enfant ne peut, hors de la classe, continuer le bourrage traditionnel, il faudra bien que toute l'école se mette au pas et que, tenant compte des nécessités nouvelles, on bouleverse la technique des examens.

C'est pourquoi nous considérons comme primordial l'acte essentiel qui est la réduction de la journée obligatoire de travail de l'enfant.

Nous résumons donc ci-dessous l'essentiel de nos propositions à ce sujet, propositions que nous demanderons à nos élus de présenter au Parlement.

Primo :

A l'ère de la semaine de quarante heures et des congés payés doit correspondre une réduction parallèle du temps de travail obligatoire des enfants.

La semaine de travail imposé ne doit pas dépasser, dans l'enseignement, trente heures par semaine.

En conséquence, il est interdit aux éducateurs de donner, hors des trente heures régulières de cours, des devoirs supplémentaires qui seraient considérés comme une infraction à la loi.

Secundo :

La réduction du temps de travail imposé va rendre nécessaire la réadaptation et la modernisation des techniques de formation et d'acquisition de l'école.

Le Gouvernement sera invité à orienter la pédagogie dans le sens de cette réadaptation.

La formule des examens qui ont été jusqu'à ce jour les principaux instigateurs du travail interscolaire devra être adaptée aux nouvelles techniques scolaires et mesurer scientifiquement l'acquisition profonde et la formation personnelle des enfants.

Tercio :

L'École ainsi comprise ne saurait remplir son rôle de préparation maximum des enfants que si son action est renforcée par une organisation souple mais efficace de l'activité libre des enfants. Toute une pédagogie théorique et pratique, inconnue jusqu'à ce jour, est à étudier et à mettre en action : c'est celle de l'organisation du travail libre des enfants hors de l'école : travaux manuels ou intellectuels, salles de lecture et de réunion, pédagogie et technique

de journaux d'enfants moraux et éducatifs, nouvelle pédagogie du cinéma, du disque, de la radio, du théâtre pour enfants.

Le Gouvernement serait invité à considérer que l'organisation de cette pédagogie lui incombe au même titre que la pédagogie scolaire, que des éducateurs doivent y être préparés et désignés ensuite pour y travailler, que des fonds doivent être prévus pour l'activité libre para-scolaire des enfants.

Réduction à 30 heures de la journée de travail imposé des enfants.

Réorganisation pédagogique et technique du travail scolaire et des examens qui sera nécessitée par la réduction du temps de travail obligatoire.

Prise en charge morale et matérielle par l'État de l'éducation extrascolaire des enfants.

Telles nous paraissent être les trois étapes indispensables à la modernisation de notre enseignement et à l'humanisation de nos techniques.

Il faut que, dans tes milieux d'enseignement, dans les milieux ouvriers on fasse sentir l'inconséquence d'une société qui ne veut pas donner aux enfants les garanties essentielles arrachées par les adultes ; il faut qu'on reprenne et qu'on intensifie la propagande naguère amorcée contre le surmenage scolaire ; il faut que nous dressions, face aux conceptions rétrogrades de la pédagogie traditionnelle, les revendications majeures de l'enfant, de l'adolescent qui protestent, consciemment ou non, contre l'injustice dont ils sont victimes.

Il faut que notre mot d'ordre :

LA SEMAINE DE TRENTE HEURES POUR NOS ENFANTS

gagne tous les milieux afin qu'elle devienne sous peu une réalité.

Il n'y a à cette réalisation aucun obstacle insurmontable, nous l'avons montré. Une société, un gouvernement qui ont organisé la semaine ouvrière de quarante heures et les congés payés doivent être en mesure de prévoir pour nos enfants une vie humaine leur permettant de travailler avec profit dans la santé et la joie.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 7, 1^{er} janvier 1938 dans son intégralité](#)

La réforme du C.E.P.E.

1er janvier 1938

Freinet rappelle les propositions du mouvement pour un accès au second degré pour tous ceux qui ont suivi l'enseignement du premier degré. Le second degré deviendrait ainsi la suite naturelle du premier degré.

Et améliorer cet examen pour éviter le bachotage et le bourrage de crâne.

Le Conseil supérieur et le ministre devant se prononcer à ce sujet au cours des premiers mois de 1938, les diverses associations et personnalités s'agitent et présentent des suggestions.

Le rapport que nous avons établi en commun avec le Groupe du Nord et le Groupe Français a été un des éléments les plus sérieux qui a été en bien des ras la base de toutes discussions. Nous avons fait certainement, en l'occurrence, besogne utile et profitable.

Trois tendances se font jour actuellement :

1) Les secondaires, en général partisans d'une culture qui pour être la culture doit, selon l'avis de M. Piéron lui-même, commencer très tôt, sont opposés à un certificat d'études unique donnant accès au secondaire, parce que cet

examen ne pourrait pas, pratiquement, intervenir avant la 12^e année. On préconise alors soit un examen spécial (c'est ce qui existait), soit un C.E.P.E. en deux parties, l'une très tôt, donnant accès au secondaire, l'autre à la fin de la scolarité, comme fin d'études.

Le mal serait, à notre avis, doublement aggravé.

2) Il existe dans l'enseignement primaire même un courant créé par les fabricants de certificats d'études en série, et pour lesquels il ne saurait exister de travail effectif et d'éducation qu'en fonction de cet examen. On propose alors dans ces cercles de reporter le C.E.P.E. à la fin de la scolarité.

3) D'autres enfin, et nous souhaitons qu'ils soient écoutés, maintiennent les conditions générales de notre rapport de juillet. Ils rappellent que si l'on veut un 2^e degré comme suite naturelle du premier degré il faut que tous ceux qui ont satisfait à l'enseignement du premier degré puissent y avoir accès. Un examen spécial, même si c'est sous la forme d'une première partie du C.E.P.E. ne fait qu'opérer un triage prématuré et rejette aussitôt la grande masse hors de cet enseignement qu'on voudrait démocratique.

Et surtout que le C.E.P.E. ne soit pas reporté à la fin de la scolarité, sinon ce sera, qu'on le veuille ou non, le bachotage qui étendra ses ravages à la scolarité prolongée qui semblait s'en dégager et s'orientait résolument, de ce fait, vers les techniques nouvelles.

Nous choisissons naturellement pour le moindre mal et demandons un examen unique, amélioré pour réduire les causes de bourrage, donnant accès aux classes d'orientation et laissant l'instituteur libre pour les dernières années de la scolarité.

Les examens tels qu'ils sont conçus et organisés aujourd'hui sont un mal pour quiconque envisage la formation des enfants et les conditions de travail des éducateurs. Nous sommes d'avance partisans de toutes solutions qui réduisent ce mal nu minimum. De toutes façons ce n'est pas l'organisation des examens en elle-même qui régénérera l'enseignement, mais les possibilités que cette organisation laisse aux enfants et aux éducateurs pour les véritables tâches d'éducation dans le sens des techniques nouvelles.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 7, 1^{er} janvier 1938 dans son intégralité](#)

L'évolution favorable de la pédagogie française

15 mai 1938

Freinet salue les dernières publications ministérielles qui donnent raison aux maîtres qui ont tenté d'autres pratiques pédagogiques.

Le nouveau certificat d'Études répond aux préconisations du mouvement. Même si tout n'est pas parfait dans cet examen, les techniques du mouvement y préparent efficacement.

Les programmes du cours de fin d'études sont imprégnés de l'esprit du mouvement, ils « rompent complètement et délibérément avec la tradition scolaire et visent à rapprocher l'école de la vie » (extrait du texte institutionnel).

Par ses pratiques, le mouvement est préparé, le chemin tracé ; il lui suffit de montrer son organisation, d'apporter ses conseils, ses directives, le matériel adapté et de développer ses éditions (bibliothèque de travail, fichiers, brochures, dictionnaire).

La préparation de notre important Congrès d'Orléans, puis le long compte rendu que nous avons donné de nos débats, ne nous ont pas permis de saluer comme il convenait les publications officielles consécutives à la réunion du Conseil Supérieur.

Il ne s'agit pas d'ailleurs ici de distribuer des louanges à tels ou tels personnages officiels mais de voir avec

précision dans quelle mesure les décisions prises servent l'effort de rénovation et d'adaptation que nous défendons depuis tant d'années, quel appui favorable nous pouvons trouver en elles pour poursuivre notre action avec plus de vigueur encore et plus de résonance.

Ce qui ne nous empêche pas de nous réjouir que les responsables de l'éducation française et le Ministre lui-même aient su, avec une hardiesse qu'il ne faut pas sous-estimer dans les circonstances actuelles, donner raison aux pionniers et encourager leurs efforts, et cela dans une administration hier encore si dominée par la routinière tradition et si encline à juger sévèrement toutes décisions qui rompent au profit de la vie l'apparente harmonie de l'habitude. De la pagaille, du désordre, de l'incompréhension des mesures hâtives mal préparées et parfois sabotées, objectent les sceptiques ! Ils ne voient pas à quel point cet ordre réglementaire et intérieur de l'université française était mortel pour la formation des enfants et le devenir de notre civilisation.

Ils ne comprennent pas que, dans notre monde extraordinairement dynamique, il faut marcher hardiment ou mourir. « Jamais, sans doute, un ordre du jour de la haute assemblée (le Conseil Supérieur) n'avait été aussi chargé, écrit le Manuel Général, et n'avait apporté, en ce qui concerne l'enseignement primaire élémentaire, des « nouveautés » aussi importantes, nouveautés au sens le meilleur du terme. Cette soudure entre l'école et la vie, depuis si longtemps souhaitée, réalisée partiellement par les maîtres qui n'avaient pas peur de prendre quelquefois, à leurs risques et périls, des initiatives jugées hardies et aventureuses, va devenir maintenant une réalité vivante, définie avec une parfaite clarté, précisée sous tous les aspects qu'elle peut prendre dans la vie d'un enfant, aux étapes de sa vie scolaire sans doute les plus décisives ».

Dans l'École primaire française, le Certificat d'Études a toujours été comme le baromètre de toute l'organisation pédagogique.

Tant qu'il a contrôlé plus ou moins arbitrairement le savoir livresque, le bourrage intensif a prévalu sur toutes tendances éducatives. Depuis plusieurs années, éducateurs, et administrateurs aussi, se sont évertués à amenuiser ce danger : les dictées, dans la plupart des centres, étaient mieux à la mesure de la compréhension enfantine et le barème des fautes était établi parfois avec une indulgence symptomatique; les problèmes devenaient d'année en année moins conventionnels, moins hermétiques, plus intelligents; le dessin libre pénétrait même les épreuves.

Allait-on continuer dans ce sens ou faire machine en arrière en renforçant les épreuves comme le demandaient certains éducateurs.

Nous avons, dans notre N° spécial de l'an dernier, montré la nécessité de continuer dans la première voie et de faire en sorte que cet examen dont nous n'envisageons plus la suppression ne contrarie point nos tendances éducatives et puisse être affronté avec succès par des enfants travaillant selon les techniques nouvelles.

Nous avons eu satisfaction :

1° « La rédaction portera sur un sujet simple se rapportant à la vie personnelle de l'enfant », ce qui exclut ces dissertations scolastiques, d'une morale et d'un sens plus ou moins anachroniques, qui sont aujourd'hui universellement condamnés. Et nos techniques deviennent alors la meilleure des préparations, et la plus logique, à la rédaction ainsi comprise.

2° Nous retrouvons, dans les innovations en calcul, l'application d'une de nos suggestions : le contrôle d'une part de la mécanique du calcul et d'autre part de l'acquisition du sens et de la compréhension mathématique par la résolution d'un problème.

Avec un examen ainsi compris, tout enfant ayant acquis normalement la technique du calcul et initié à la compréhension mathématique selon les techniques que nous préconisons doit nécessairement et sans risques arriver à la moyenne.

3° L'épreuve de sciences, histoire, géographie a aussi, selon nous, heureusement évolué. Sur six questions, – pour peu que les administrateurs respectent l'esprit de la nouvelle organisation – tout enfant normalement préparé doit être capable de répondre de façon satisfaisante. Le tout est de simplifier aussi ce contrôle et de le mettre vraiment à la portée des enfants ce qui sera le résultat de la collaboration pratique de nos camarades à l'organisation tout entière du C.E.P.E.

4° Nous avons deux griefs graves à faire à l'épreuve de dictée : qu'elle était souvent hérissée de colles devant lesquelles les enfants moyennement doués échouaient toujours, et que les cinq fautes étaient éliminatoires.

Nous devons reconnaître que cette épreuve s'est considérablement améliorée ces dernières années, qu'on a

abandonné les textes rébus au profit d'une plus grande simplicité, donc d'une plus grande compréhension.

Et voici maintenant que, conformément à notre demande, la rigueur des commissions doit être atténuée éventuellement par l'examen de l'orthographe usuelle – les cinq fautes n'étant plus éliminatoires.

Tout examen, si minutieusement et si libéralement préparé soit-il, garde toujours une certaine rigidité et sa large part d'erreurs possibles. Nous avons quelque habitude de ces dictées; nous connaissons aussi ce que valent à ce jour les divers tests en usage. Et il nous apparaît que la dictée telle qu'elle se présente actuellement dans les examens de l'enseignement primaire français est une épreuve des mieux étalonnées et dont on aurait tort, aujourd'hui, de trop médire.

D'ailleurs nos techniques préparent naturellement à l'orthographe correcte des mots qui sont du langage de l'enfant. Il nous reste à lutter, dans les syndicats, pour que tous les mots étrangers à ce langage soient exclus des dictées d'examen qui deviendront alors des tests parfaitement à la mesure de nos écoles.

5° Et enfin, conformément à nos vœux, on a supprimé les mentions.

Voici, rapidement examinées, les raisons qui nous font louer l'effort d'adaptation du C.E.P.E. aux conditions actuelles et aux nécessités de l'éducation progressive. Nous ne disons pas que tout est parfait maintenant, mais nous affirmons que, dans les circonscriptions où sera respecté l'esprit qui a présidé à l'établissement de cette réglementation, les enfants ayant travaillé normalement selon nos techniques sont en mesure de réussir à l'examen du C.E.P.E. sans bourrage systématique (ce qui ne signifie pas : sans entraînement à faire certains travaux selon une forme convenue et dans un temps prévu).

Nous avons dit bien souvent que nous ne sous-estimons point l'acquisition ni la maîtrise des techniques pour des enfants qui vont entrer dans la vie. Et les enfants eux-mêmes, s'ils sont habitués à réfléchir sur les buts de leur éducation, se rendent compte de cette nécessité.

Notre école doit être efficiente. Nos techniques l'y préparent. Qu'un examen bien compris contrôle cette efficience n'est ni pour nous étonner ni pour nous rebuter.

Et révolution présente du C.E.P.E. s'opère dans le sens des techniques nouvelles. Nous ne saurions trop nous en féliciter.

Nous n'allons pas examiner en détail les innovations contenues dans les nouveaux programmes du Cours Supérieur et du Cours de Fin d'Études Primaires élémentaires.

Nous en retiendrons surtout :

que, malgré l'opinion de certains instituteurs eux-mêmes, qui demandaient qu'on reporte à la fin de la scolarité l'examen du Certificat d'Études, le Ministre a maintenu sa conception première d'un cours de scolarité prolongée dégagé de la hantise de tout examen et qu'il a voulu imprégner davantage de cet esprit nouveau que nous préconisons. Le renvoi explicatif concernant ce cours de fin d'études est trop significatif à ce sujet pour que nous ne le reproduisions pas intégralement.

« La classe de fin d'études primaires réunit les enfants de 13 à 14 ans qui vont quitter définitivement l'école.

Malgré lui-même, et malgré les efforts de son maître, l'enfant sépare profondément les connaissances qu'il acquiert en classe, de leur répercussion pourtant constante dans les faits de la vie quotidienne.

C'est pourquoi les programmes de la classe nouvelle, établis dans l'esprit des circulaires du 30 octobre 1936 et du 9 août 1937 qui ont réglé les conditions d'une expérience préalable poursuivie depuis 18 mois, et compte tenu des observations suggérées par cette expérience, ROMPENT COMPLETEMENT ET DELIBEREMENT AVEC LA TRADITION SCOLAIRE et visent à rapprocher l'école de la vie ».

Voilà nos buts, la raison même de nos techniques qui sont officiellement reconnus comme devant imprégner l'enseignement de ces cours de fin d'études primaires élémentaires. L'événement est d'importance : il nous pose de nouvelles obligations mais ouvre aussi à nos possibilités de diffusion aux divers degrés des horizons nouveaux.

Des maisons d'éditions vont s'évertuer pour fournir aux maîtres intéressés des outils de travail hâtivement conçus et réalisés, répondant à la lettre des nouveaux programmes plus qu'à l'esprit.

Nous n'avons pas, nous, à changer la direction de notre effort puisque nous avons pris les devants et que la masse des éducateurs est aujourd'hui invitée à s'engager dans la voie que nous avons tracée. Il nous suffit de montrer que nous sommes les mieux préparés, les plus aptes, les mieux organisés pour offrir aux éducateurs non pas seulement des conseils, des directives ou des exhortations, mais du matériel adapté aux fins nouvelles de l'éducation et permettant effectivement les activités aujourd'hui officiellement recommandées.

Forts de cet appoint, nous allons seulement intensifier notre effort, développer nos éditions, enrichir notre matériel, l'adapter aux divers degrés de notre enseignement.

Notre matériel d'imprimerie est parfaitement au point. Nous faisons fabriquer des presses à encrage automatique (avec fonctionnement à pied ou à main) spécialement adaptées pour les Cours Complémentaires et les classes du 2^e degré qui, de plus en plus nombreuses, introduisent nos techniques.

Nous sommes en mesure de fournir, de plus, à ces écoles, le matériel accessoire que nous jugeons indispensable : machine à écrire, limographe, nardigraphe, appareil de prise de vues, cinéma, phonos et disques.

Des centaines d'éducateurs connaissent et emploient notre fichier, que nous développerons méthodiquement à une allure accélérée. L'idée fait rapidement son chemin ; les revues qui nous imitent en publiant des fiches encartées se font de plus en plus nombreuses. Nous allons adapter le fichier aux classes de fins d'études, au C. C. et 2^e degré, et la Commission désignée pour ces classes prépare l'édition de fiches spéciales.

La Bibliothèque de travail, implicitement recommandée par les programmes va devenir une nécessité. Aussi allons-nous reprendre immédiatement la parution de ces brochures qui ont eu, ces temps-ci, un si grand succès. Nous allons incessamment mettre en souscription une série de 5 brochures B. T. genre « Histoire des véhicules », qui sera éditée pour la rentrée d'octobre et sur laquelle nous donnerons toutes indications dans notre prochain N^o.

Notre Dictionnaire est en bonne voie... Nous le réaliserons prochainement. Une nouvelle Commission se met au travail pour l'adaptation de l'Imprimerie dans les Écoles d'anormaux et les classes de perfectionnement...

Il faut maintenant qu'à cet effort sans précédent pour l'adaptation du matériel et des techniques scolaires, corresponde une propagande intense et permanente telle que nul éducateur ne puisse plus ignorer nos réalisations et que, spontanément, il éprouve le désir de s'adresser à la coopérative pour toutes les activités qui sont en quelque sorte comme notre monopole de fait.

C'est pourquoi nous avons demandé à nos camarades de profiter partout des certificats d'études pour distribuer gratuitement :

- des exemplaires de l'Éducateur Prolétarien,
- de la Gerbe,
- du Fichier,
- des spécimens d'imprimés.

Nous avons demandé à nos délégués départementaux de nous mettre en relations avec un camarade susceptible de faire consciencieusement cette distribution dans chaque centre d'examen.

Que tous nos lecteurs se mettent également à la besogne et que tous nous commandent pour eux et pour d'autres camarades des colis propagande. Nous invitons également ceux qui le peuvent à s'occuper, à ces mêmes examens, de la vente de quelques-unes de nos éditions : nos brochures d'Education Nouvelle Populaire sont d'écoulement très facile, ainsi que les brochures B. T. et les Infantines. Le remise de 30 % en votre faveur vous couvrira des quelques frais et le produit de la vente compensera dans une certaine mesure le coût des envois.

Mais n'attendez pas davantage pour cette action. ECRIVEZ-NOUS IMMEDIATEMENT.

Je continue d'ailleurs mes tournées de conférences qui ont une telle portée de propagande. Je suis le 12 à Albi, le 25 dans la Nièvre, le 19 juin dans la Charente-inférieure. Malgré les examens, d'autres conférences se préparent.

Nos cours de vacances enfin seront eux aussi une occasion de propagande d'une profondeur et d'une portée exceptionnelles. Outre le travail pratique auquel nos camarades participeront et les cours réguliers qui les initieront totalement à nos techniques, nous nous proposons, de plus, de faire de cette semaine de stage une semaine de travail coopératif du plus haut intérêt.

Nous avons ici des archives incomparables composées de plusieurs milliers de journaux scolaires d'enfants reliés

sous forme de livres. Richesse unique au monde, non seulement par son originalité mais aussi par son contenu. Il y a là, nous l'avons noté maintes fois, les éléments d'une nouvelle théorie pédagogique et psychologique dont il nous faudra un jour jeter les bases.

Nous commencerons cette année un travail plus directement pratique : le dépouillement, par les participants du cours, de ces archives pour choisir les documents susceptibles de nous aider dans nos travaux en cours pour :

La Gerbe,

Le Fichier Scolaire Coopératif,

Le Dictionnaire.

Des séances de travail commun nous permettront ensuite de discuter profondément sur cette réalisation. Nous inviterons d'ailleurs la Commission du Dictionnaire à se réunir ici à l'occasion de ces cours de vacances afin de profiter de ces bonnes volontés pour la mise au point des travaux préparés.

Nous prônons l'activité, l'effort personnel selon de puissantes lignes d'intérêt, et le travail coopératif dans nos classes.

Ce qui réussit si bien avec nos enfants, doit réussir de même avec les éducateurs. Et l'expérience prouve que nous avons raison.

Si nos techniques attirent tant de camarades, si nos Congrès enthousiasment à tel point les participants, ce n'est pas seulement parce que nous leur présentons des méthodes originales et un travail nouveau : c'est surtout qu'ils sentent là, au sein de notre communauté, la possibilité de satisfaire enfin, coopérativement leur désir de perfectionnement pédagogique. A la passivité et à l'ennui, nous substituons dans ce domaine aussi la création et la vie.

Que d'efforts, parfois valeureux, rebutés jusqu'à ce jour parce que les natures généreuses s'étaient toujours heurtées, seules et vaincues d'avance, aux grandes forces mercantiles au service de la tradition ! Que de projets partiellement réalisés, et qui auraient fait tellement avancer la pratique pédagogique sont restés enfermés dans les tiroirs de l'école !

C'est parce que nous avons enfin trouvé le moyen de mobiliser ces bonnes volontés éparses, que nous sommes actuellement la plus importante force pédagogique de notre pays.

De plus en plus notre mouvement prend sa vraie figure : un groupe d'éducateurs travaillant coopérativement, et sans but lucratif, – en sacrifiant temps et argent – à l'adaptation définitive de notre enseignement et à la mise au point du matériel nouveau que suppose cette adaptation.

Et nous avons acquis aujourd'hui la puissance commerciale qui nous permet de réaliser nos rêves, de fabriquer du matériel, d'éditer des brochures, des fiches, de mettre debout, selon une technique jamais encore pratiquée, le véritable dictionnaire des enfants du peuple.

Nous convions à cette œuvre les milliers d'éducateurs qui s'accommodent mal de la routine traditionnelle, qui sentent la nécessité de la recherche et de l'effort, qui comprennent qu'il y a quelque chose de plus reconfortant que le profit personnel et le mortel égoïsme : la joie enthousiasmante de mêler son effort, pour des buts connus et désirés, à ceux de milliers d'autres camarades qui ont entrepris, et déjà en partie réalisé, en commun, une œuvre pédagogique à la mesure de notre grandiose et tragique destinée prolétarienne.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 17, 15 mai 1938, dans son intégralité](#)

Une organisation nouvelle de l'école

15 juillet 1938

Dans le monde du travail, les ateliers ont changé pour s'adapter aux nouveaux outils, à l'école tout est resté à l'identique et ne correspond plus aux nouvelles activités inscrites dans les dernières instructions officielles. La transformation pédagogique en cours ne se fera qu'avec une transformation des locaux scolaires.

Plus d'écoles-casernes !

Célestin Freinet donne des pistes de transformation des grandes écoles de villes.

Une architecture nouvelle pour une pédagogie nouvelle

La conception, l'organisation, la forme des ateliers de travail a évolué sans cesse avec l'introduction de nouveaux outils de travail et de techniques dont le rendement était intimement lié à l'organisation matérielle des locaux eux-mêmes.

On pourrait justement, à travers la forme et la disposition de ces locaux, mesurer cette évolution : pièce unique, attenante au logement du patron, au temps de l'artisanat ; usine indépendante mais non encore différenciée à l'apparition de la grande industrie, vastes locaux, spécialement construits pour leur affectation spéciale dans la période actuelle de standardisation et de taylorisme.

L'École, elle, en est restée, pour ce qui concerne les locaux, à la conception matérielle d'il y a un siècle : grande pièce unique et géométrique, uniforme partout et sans aucune différenciation, que l'éducateur doit pouvoir surveiller en permanence, préparée pour cette surveillance et pour le travail passif des enfants, plus spécialement pour la technique – pas encore disparue, hélas ! de la leçon magistrale, de la lecture du manuel et de l'écriture individuelle : estrade pour le maître, bancs et pupitres pour rester assis, écrire ou croiser les bras, tableaux noirs, fenêtres haut placées, passages réguliers entre les rangées de bancs, tout comme à l'Église.

Or, qu'on le veuille ou non, la pédagogie a quelque peu évolué : on condamne aujourd'hui la leçon passive, qui n'est qu'un pur verbiage, et dont on commence à mesurer le faible rendement instructif et éducatif. Les récentes instructions ministérielles font une place de plus en plus importante à toutes ces activités, naguère si négligées par l'école et que nous avons préconisées et préparées : Imprimerie à l'École, gravure, échange interscolaire, fichiers, décoration, dessin libre, travail du bois et du fer, collections, jardinage, sorties, etc.

Celle organisation nouvelle du travail nécessite des locaux adaptés à ce travail. Elle est impossible dans les locaux actuels, même neufs.

La transformation pédagogique en cours ne se fera pas sans une transformation parallèle des locaux scolaires permettant les nouvelles formes d'activité.

Cela est indéniable et quiconque réfléchit se rend compte de la justesse de notre raisonnement.

Il ne suffit pas d'esquiver le problème sous prétexte que ce que nous demandons est une chose apparemment impossible. Si elle est impossible, l'École nouvelle sera impossible comme le travail standardisé auraient été impossible dans les anciens locaux d'usines.

Nous avons vu, il y a quelques années, sur l'avenue centrale d'une grande ville de France, les maçons s'employer à raser tout un pâté de vieilles maisons bourgeoises, solides et confortables, avec rez-de-chaussée de magasins luxueux. A la place se sont élevées les imposantes colonnes en ciment armé des *Uniprix*.

Ce qu'on a osé pour la modernisation des magasins de vente, notre société sera-t-elle incapable de le tenter avec une même hardiesse pour les usines où se forme et se perfectionne le matériel humain ?

Dans quel sens agir ?

Il est un fait d'expérience qui va nous aiguiller sur la nouvelle voie : nos techniques se sont développées et se développent presque exclusivement dans les villages. Leur expérimentation et leur extension rencontrent dans les écoles de villes des obstacles presque insurmontables.

Pourquoi les écoles de villages sont-elles exceptionnellement favorables au développement de nos techniques ?

Non pas certes que les locaux scolaires y soient luxueux et même parfois confortables ; ni qu'ils puissent soutenir la comparaison, en général, avec la propreté et l'apparente beauté des écoles de villes.

Mais :

– Elles sont au milieu de la nature, au milieu des champs : l'hiver, le givre blanchit à leur porte les arbres dépouillés et, dans la vallée, les derniers brins d'herbe raidis ; la corne du berger sonne sous leurs fenêtres où bêlent bientôt les bêtes attardées ; au printemps, tout frémit, et ce frémissement envahit l'école et multiplie les intérêts naturels dont il est facile de ranimer ; en été, le blé jaunit à l'horizon...

Il est facile à l'école, dans ces conditions, de lier son activité au rythme incessant et mystérieux de la nature, de faire jaillir du terroir une pédagogie vitaminée, passionnante et profitable.

– Les sorties recommandées par les récentes instructions sont, faciles et profitables. Pas de longues, exténuantes et dangereuses pérégrinations à travers les faubourgs mornes. Ici, tout de suite le bain de nature.

– Le mobilier de la classe est certes encore traditionnel. Mais il est possible d'installer dans un couloir un petit atelier d'imprimerie ou de découpage. Si on dispose par hasard d'une pièce inoccupée, voilà tout de suite l'organisation rêvée pour l'école multiple : un camarade a fait aménager en atelier, dans la cour face à sa classe, une vieille cabane inoccupée. Et, à défaut de tout cela même, en été, les enfants sortiront sous les fenêtres de l'école, à l'ombre de l'acacia, sous la surveillance encore de l'éducateur pour y poursuivre une de ces besognes qui nécessitent un certain isolement et une plus grande liberté de manœuvre et d'allure. Là, l'enfant se sent, chez lui ; il a tendance à chanter et à gazouiller comme les oiseaux et il travaille avec un autre rythme et dans un autre esprit.

Ajoutons que l'éducateur se trouve à la campagne dans une atmosphère plus familiale. Ou bien il est seul, ou bien souvent c'est un ménage qui conjugue et harmonise les travaux de toute l'école. Et même sans lien de parenté la collaboration est toujours facile à deux ou à trois.

De ce fait, l'éducateur a beaucoup plus d'initiative et de liberté. Il peut suivre les enfants qu'il a sous les yeux pendant toute la scolarité ; il est moins directement astreint à un respect servile des horaires et des programmes. Il n'y a pas toujours d'horloge ou l'horloge elle-même bat la campagne et l'on sait s'attarder encore à une tâche intéressante, entrer et sortir sans ces savantes manœuvres prémilitaires qui caractérisent nos écoles de villes.

Ce sont là incontestablement, des conditions éminemment favorables à une meilleure éducation.

Pourquoi ne pourrait-on faire subir aux écoles de villes les transformations indispensables à la réalisation de semblables conditions de travail et de vie.

Plus d'Écoles-Casernes !

On s'en rend compte : toute éducation véritable est impossible dans les écoles-casernes de villes, telles qu'elles sont conçues aujourd'hui. Nous n'examinons pas, pour l'instant, la disposition, l'aménagement et l'équipement des salles elles-mêmes, mais les groupes scolaires dans leur ensemble.

Leur situation déplorable d'abord, en plein cœur des villes, parfois dans des centres excessivement bruyants, sans espace libre autour, sans air pur, sans verdure, sans joie.

Conditions déplorables au simple point de vue eugénique.

On recommande aujourd'hui l'exercice, mais les cours sont petites et pas toujours ensoleillées : pas de larges terrains de jeux, pas de jardins — nous entendons : de véritables jardins. La multiplicité des classes occasionne dans ces écoles un va-et-vient continu qui gêne tout travail et rend impossible la paix et le calme indispensables.

La multiplicité des classes et, du personnel oblige le directeur à une discipline qui fait de son école une caserne où l'enfant qui change d'ailleurs de classe chaque année n'est qu'un numéro, ne sent autour de lui aucune chaleur amie, aucune atmosphère sympathique et éducative, aucun milieu favorable.

Les maîtres se plaignent d'ailleurs au même titre de cette organisation qui rend impossible toute initiative vivifiante et qui transforme l'école en une stérile fabrique de cerveaux.

Mais les cerveaux ne sont pas si dociles. Ces corps peuvent être apparemment disciplinés. Pour se défendre, les individus trichent et rusent et c'est toute l'atmosphère de l'école qui en est irrémédiablement compromise.

Que faire ?

La solution est toute trouvée pour la campagne, pour ce qui concerne remplacement et la disposition des locaux.

Pour la ville, nous demandons qu'on s'oriente à l'avenir vers la suppression des grands groupes scolaires et la création de cellules scolaires répondant au mieux à nos besoins.

Ces cellules scolaires ne devraient pas compter plus de 150 élèves répartis en 5 classes au maximum.

Chacun de ces groupes aurait une certaine autonomie pour l'organisation pédagogique scolaire et extrascolaire selon les normes que nous allons indiquer avec :

- Atelier de travail manuel ;
- Salle de cinéma ;
- Salle de fêtes ;
- Jardin scolaire ;
- Radio ;
- Terrain de jeux et de sports ;
- Cantine scolaire.

Du fait de l'organisation régulière de tels groupes, un certain nombre d'inconvénients signalés plus haut au passif des écoles-casernes disparaîtraient automatiquement.

On aurait :

- Une organisation plus harmonieuse «le l'école ;
- Une collaboration effective des maîtres ;
- Une humanisation des enfants qui seraient placés dans une nouvelle atmosphère éminemment propice à leur éducation ;

L'École deviendrait comme un grand élément de vie dont bénéficierait notre civilisation.

Les dépenses par classes seraient sensiblement les mêmes que pour les grands groupes, certains services comme piscine, discothèque, cinémathèque, musée, etc. pouvant être concentrés dans un service unique pour la ville.

Et puis, ne nous laissons pas éblouir par ces installations incomparables, privilège des grands groupes mais dont l'élève, lui, est loin de bénéficier intégralement. Ce qui conditionne l'éducation, ce ne sont pas les outils sans vie qu'on peut accumuler dans des salles splendides, mais l'activité qui anime les communautés capables de faire à l'école l'apprentissage de l'effort constructif qui dressera les cathédrales de demain.

Ces groupes réduits pour cellules scolaires seront faciles à installer dans certains quartiers. Ils s'accommodent au besoin, provisoirement, de certaines constructions existantes. Il sera souhaitable, dès que possible, de transporter ces écoles dans la périphérie des villes, au milieu de la nature, en prévoyant naturellement le transport des enfants.

Dans les groupes scolaires vivants des ateliers de travail scolaire

Que seront les salles de classe dans ces nouvelles cellules scolaires ?

Nous pouvons donner ici l'exemple de notre École Freinet de Vence, qui a été construite pour répondre aux besoins nouveaux du travail scolaire.

Quelques grands principes mis en application :

- 1° L'École n'est plus un « auditorium » et un « scriptorium » mais un « atelier de travail » ;
- 2° Puisque ce sont les enfants qui doivent travailler, il faut éliminer tout ce qui gêne ce travail et prévoir, comme dans une usine, tout ce qui peut donner à l'effort le maximum d'utilité et de rendement ;
- 3° Avec des enfants régénérés par les techniques nouvelles, la surveillance immédiate, directe et permanente de l'éducateur n'est pas indispensable. Il suffit de faciliter au maître sa collaboration avec les élèves.

Nous donnons ci-dessous le plan de l'École Freinet de Vence. On remarquera un couloir central sur lequel débouchent les diverses salles atelier et qui est non seulement couloir de communication, mais élément de concentration de l'école : plans de travail, journal mural, exposition de travaux, affiches diverses, avec possibilité d'installer des tables pour le travail libre d'une dizaine d'élèves.

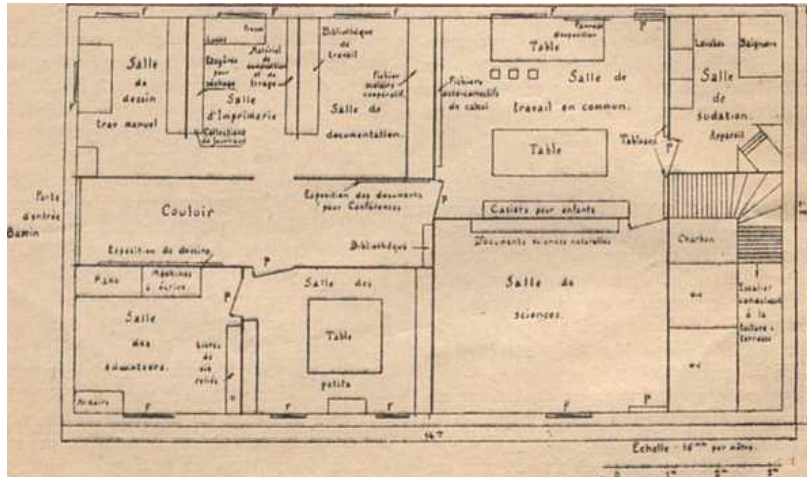
Débouchent sur ce couloir une salle atelier d'imprimerie, une salle de dessin, une salle de documentation, une salle de travail commun et de rédaction de textes, une salle de sciences, une salle des petits, et une salle des maîtres.

La présence de cette salle des maîtres montre bien que l'école est l'atelier de travail des enfants et que les éducateurs n'y disposent que d'un petit espace, au milieu même du groupe vivant.

Notre école a été prévue pour 50 enfants travaillant en présence de deux éducateurs (pas tous deux en permanence dans l'école). Mais l'idée qui a présidé à sa conception et à sa réalisation est valable pour toutes les

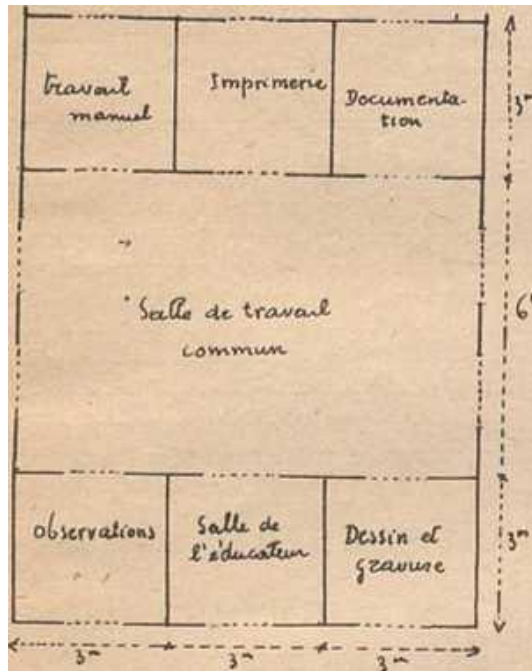
classes à un seul maître.

Plan de l'École



C'est vers de telles réalisations que nous devons nous orienter.

Si on trouve l'espace trop grand pour une seule classe et cette séparation totale en ateliers parfois difficile pour la discipline transitoire dont nous savons la complexité, nous préconisons alors une solution intermédiaire que voici :



Plan d'une salle de classe de travail scolaire

La nouvelle salle de classe comprendra un espace de 8 x 9 environ destiné à servir de salle de réunion et de travail en commun. Cette destination spéciale nécessite la disparition des bancs-pupitres lourds et encombrants et l'ameublement avec un matériel pliant si possible et surtout facilement transportable. A défaut de mieux, les bancs sur tréteaux peuvent très bien convenir. Nous préférons cependant des tables légères et stables de 1 m sur 0,60 m où peuvent travailler facilement 4 enfants et qui, accolées bout à bout, permettent toutes les combinaisons.

Le siège le plus pratique est la chaise ou le tabouret.

Des casiers au mur remplacent les casiers des pupitres.

Pas d'estrade ni de place spéciale pour l'éducateur. Une table au niveau des enfants, dans n'importe quel coin suffit. Tableaux muraux ou sur chevalets (le plus possible), panneaux d'exposition, etc.

Débouchant sur cette salle de travail commun, des ateliers spéciaux de 3 x 3 environ, genre de box bien éclairés dont chacun est consacré à une activité spéciale : atelier d'imprimerie, atelier de dessin et gravure, atelier de travail manuel réduit (le travail manuel à grande échelle devant être pratiqué dans une salle spéciale indépendante,

commune à toute l'école, par exemple), salle de documentation (avec fichiers, cartes, dictionnaires, livres de documentation), une salle d'observation, animaux, plantes, petites expériences ; les collections définitives et importantes étant dans un atelier spécial de l'école ; salle de l'éducateur où celui-ci peut placer les objets : livres, revues, documents qui ne peuvent rester à la disposition permanente des enfants.

Cette disposition du local permet, on le voit, le travail commun à certaines heures, et ensuite le travail véritable, individualisé ou par groupes, selon nos techniques.

L'espace prévu peut convenir pour une trentaine d'enfants. Si les moyens financiers permettent de couvrir le parquet d'un tapis silencieux en caoutchouc : si les portes sont munies d'amortisseurs caoutchoutés, nous aurons là la véritable salle de travail scolaire selon nos techniques, et dans laquelle l'enfant pourra se déplacer, écrire, lire, travailler selon des techniques diverses, où il sera vraiment actif dans le cadre de la communauté.

Notre conception se prête très bien à l'utilisation du phono et du disque, de la radio, du cinéma, de la pratique des conférences — ce qui n'empêchera pas nos cellules-écoles d'avoir des salles spéciales pour certaines activités, une salle de fête, une salle de cinéma et tous ateliers ou musées recommandables.

Mais l'essentiel est que, à la base, dans la nouvelle salle de classe, l'écolier puisse œuvrer selon ses tendances et ses possibilités. Nous croyons que nos suggestions y aideront.

*

Nous demandons aux éducateurs, aux administrateurs et aux architectes de tenir compte de ces suggestions lors de la réparation ou de la construction de locaux scolaires. Et qu'on ne dise pas : c'est exagéré ; les salles prévues sont trop grandes ! N'admet-on pas aujourd'hui, dans les constructions, que les salles pour maternelles doivent être plus spacieuses. Pourquoi ce qui se réalise pour les tout-petits ne serait-il pas possibles pour les degrés suivants ?

La question est de toute importance. Un changement dans la conception et la construction des locaux contribuera certainement à révolutionner tout notre enseignement et à le faire évoluer, malgré les éducateurs parfois, vers les conceptions nouvelles qui assureront joie, travail, éducation communautaire et efficience.

[L'Éducateur Proletarien, n° 20, 15 juillet 1938 dans son intégralité](#)

Extraits et commentaires des Instructions ministérielles de Jean Zay du 24 septembre 1938

[Le texte intégral dans l'Éducateur prolétarien n°3, novembre 1938](#)

En italique les paroles de Freinet, en gras quelques-uns des extraits relevés par Freinet de ces instructions.

En 1936, Freinet lance un appel, en écho au Plan d'Études qui vient de transformer les programmes de l'enseignement primaire en Belgique dans un numéro spécial de « L'Éducateur prolétarien » (n° 2, octobre 1936).

En 1937, après avoir suivi le cheminement des Actes officiels qui « *méthodiquement, sans bruit inutile, mais avec suite et décision, ont modifié si profondément sinon la pratique totale, du moins l'atmosphère de notre enseignement public* », Freinet y voit la réalisation progressive du nouveau Plan d'Études Français qu'il réclamait.

Le 24 septembre 1938, de nouvelles instructions ministérielles paraissent.

« Oh ! bien sûr, tout n'est pas parfait. Et nous ne nous ferons pas faute de souligner les faiblesses. Mais nous avons du moins, là, une charte précise, qui autorise, qui nécessite une rénovation de notre enseignement, qui permettra aux éducateurs de travailler avec un peu plus de joie et de profit dans leur classe, qui contribuera, dans une certaine mesure, à la libération de l'enfance.

Nous ne saurions trop nous en réjouir. Et nous tenons à marquer notre satisfaction avant même que les éternels saboteurs aient minimisé ce qu'il y a de hardi et de novateur dans ces Instructions pour remettre en honneur ce qu'ils appellent la "continuité" française, pour sacrifier à la lettre toujours servile, l'esprit que nous devons faire triompher.

Je ne sais si, comme l'affirment certains, je me satisfais facilement. Mais je puis affirmer que si nous avions, dans l'histoire de l'évolution scolaire française, quelques lustres aussi riches en innovations hardies que ces deux dernières années, il y aurait bientôt quelque chose de changé dans l'éducation française. [...]

Ces Instructions ministérielles sont pour nous plus qu'un encouragement. Elles peuvent, elles doivent être notre bréviaire. Elles nous donnent raison, presque totalement, sur presque tous les points du programme, pour l'action tenace que nous avons menée depuis 15 ans. Elles prouvent à ceux qui redoutent parfois notre élan que nous sommes dans la bonne voie, que nous y resterons et que l'avenir montrera la justesse de nos conceptions. (L'Éducateur prolétarien, décembre 1938)

Avant de se pencher sur les programmes de français, petit arrêt sur les horaires révélateurs de l'esprit de ces instructions.

Les nouveaux horaires

« La scolarité hebdomadaire continue à comporter trente heures. Mais l'enseignement proprement dit se trouve allégé de six heures, dont trois sont consacrées à des exercices de sport et de plein air et trois réservées à des modes d'éducation plus libres, moins asservies aux méthodes qui s'imposent à l'intérieur de la classe. »

Avec cette référence à l'éducation nouvelle

« Il s'agit de mettre à profit les leçons qui se dégagent de toutes les expériences pédagogiques faites en France ou à l'étranger au cours de ces dernières décades. De toutes ces tentatives que l'on groupe

sous le nom général d'école nouvelle et qui visent à faire un appel direct à l'activité spontanée de l'enfant, nous avons beaucoup à tirer. Nous souhaitons que la curiosité des maîtres soit orientée dans ce sens. »

Les trois heures d'activités dirigées « doivent fournir les acquisitions les plus solides qui serviront de fondement à un enseignement moins formel et plus proche de la vie. [...] Ce sont enfin et surtout les initiatives de l'élève isolé ou du groupe d'élèves que l'on recueille, que l'on stimule, dont on favorise l'éclosion et le développement dans une atmosphère de liberté réglée. L'enfant devient l'artisan de sa propre éducation en même temps que son sens social se développe. »

« Et les vingt-quatre heures d'enseignement qui restent se trouvent dégagées et vivifiées. »

« Toute éducation doit aussi être joie »

« L'utilisation des trois heures de libre activité pédagogiques selon les ressources du lieu et de la saison, l'appel plus large aux libres initiatives de l'enfant, ne se conçoivent pas sans un grand effort de renouvellement des instituteurs. Nous avons conscience d'avoir restitué aux maîtres beaucoup plus de liberté que nous ne leur enlevions en apparence. »

« Les inspecteurs d'Académie et les inspecteurs primaires, à qui il appartient de diriger l'application de ces instructions, veilleront à ce que la souplesse que nous avons voulu conférer à l'organisation pédagogique soit mise à profit. »

Pour Freinet, comme le ministre ne cite aucune technique ou méthode pour ces activités dirigées, il donne à toutes les mêmes prétentions... ce qui va donc être important, c'est la préparation du matériel scolaire et sa technique d'emploi (ce qui donne la place aux outils et techniques Freinet).

Ces nouveaux horaires marquent un certain libéralisme d'application :

« On n'a pas entendu prescrire par exemple qu'il y aura chaque semaine et en tout temps une heure et demie de dessin et de travail manuel dans chaque classe. Il faut surtout qu'au bout de la quinzaine et même du mois, on retrouve le temps attribué à chaque matière d'enseignement. »

Le travail à la maison : « Il comporte, en outre, traditionnellement, l'étude des leçons et des exercices d'application écrits. La nécessité de la première et l'inutilité des seconds sont reconnues. »

Les Instructions de 1938 préconisent des exercices simples et courts : « L'effort demandé aux enfants, en dehors des heures de classe, doit être très strictement limité à ce qui est nécessaire pour la consolidation des notions enseignées dans la journée et à des exercices simples, courts et peu nombreux, n'occupant chaque soir qu'un temps assez bref pour ne pas empiéter sur les loisirs et pour permettre la détente nécessaire. »

Freinet souligne que ces recommandations pour les devoirs du soir valent naturellement pour les devoirs de classe. Il rappelle que les techniques Freinet suscitent chez l'enfant des activités diverses qui rentrent parfaitement dans le cadre des Instructions comme les seuls travaux scolaires à demander : observations, questions, rédactions, dessins, calculs...

Freinet se réjouit de cette mesure, mais malheureusement beaucoup d'instituteurs renforceront le travail à la maison pour compenser les 6 heures « perdues ».

La Langue française

L'étude de la langue en pédagogie Freinet ne se sépare pas des pratiques de langage en situations authentiques que ce soit celles motivées par la communication ou par l'expression.

Pour Freinet, étudier la grammaire, le vocabulaire, l'orthographe, n'a en soi aucun intérêt « *Tout enseignement de la langue doit se faire sur un texte partout et toujours. Il ne faut pas se dissimuler toutefois que, pendant longtemps, si on veut être compris, il faut prendre à l'enfant lui-même ses exemples de façon à lui faire analyser son propre usage et non le nôtre.* » (La grammaire française en quatre pages, 1937). Il condamne

ainsi toutes les techniques scolastiques qui «*tuent la vie* », les exercices systématiques, la mémoire, le «*par cœur* » et le «*travail de robot* » sous-tendu par l'idée que l'apprentissage se fait par répétition et conditionnement. Il invite au contraire à «*partir des tendances naturelles à l'action, à la création, à l'amour du beau, au besoin de s'exprimer et de s'extérioriser [...] C'est vraiment en forgeant qu'on devient forgeron, c'est en parlant qu'on apprend à parler, c'est en écrivant qu'on apprend à écrire. Il n'y a pas d'autre règle souveraine, et qui ne s'y conforme pas commet une erreur aux conséquences incalculables* » », justifiant ainsi une étude de la langue écrite basée sur la pratique du texte libre.

Les Instructions ministérielles de 1938 en langue française se rapprochent des affirmations et des pratiques Freinet, mais elles s'approchent seulement... ces instructions ne sont qu'une étape... il y a encore du terrain à gagner !

Freinet trouve dans les instructions la justification des techniques Freinet qui puisent dans le milieu, dans la vie infantile, dans le langage populaire et familial la base de l'enseignement : imprimerie, échanges scolaires, vie sociale de la classe, gerbes de textes, bibliothèque de travail, fiches de construction, de jardinage...

« Il s'agit moins d'acquérir des connaissances théoriques que de prendre des habitudes correctes. Toute notion que l'on enseigne doit engendrer chez l'enfant une aptitude pratique à exprimer sa propre pensée et à comprendre celle d'autrui. »

1. La lecture silencieuse, une innovation

Le constat n'est pas fameux, la lecture est hésitante encore à 10 ans pour la moyenne des élèves (déjà dans les IO de 1923). Il est donc recommandé de laisser l'enfant lire silencieusement avant de lire à voix haute.

« Jamais un exercice de vocabulaire ou un exercice de grammaire, de vocabulaire ne doit se greffer intempestivement sur la lecture. »

Pour enseigner la langue actuelle, les Instructions de 1938 mettent en avant l'ingéniosité des maîtres :

La condamnation de la lecture expliquée **« Les maîtres estiment avec raison que les heures de lecture devraient être consacrées à lire et non à expliquer des mots ou des tournures. »**

La crainte de voir les enfants lire des textes qu'ils ne comprennent pas **« Les maîtres ont le souci de trouver des textes de lecture ou de récitation qui soient tirés d'ouvrages tout à fait récents. »**

Les textes ! Les classes Freinet en ont à revendre souligne Freinet : les textes libres, les gerbes de textes, les journaux, la correspondance...

« Textes d'enfants ! Nous avons donc manifestement comblé un vide avec nos journaux scolaires, avec La Gerbe et Infantines. La vraie littérature infantile, le vrai langage d'enfant sont là. » (Grammaire française en quatre pages », octobre 1937)

2. Le texte libre

La rédaction dans les Instructions

Pour Freinet les Instructions de 1938 frisent les techniques Freinet, les justifient, mais n'examinent pas la question du texte d'enfant.

Depuis les IO de 1923, on se questionne toujours sur la précocité des exercices de rédaction : **« Il faut donc se demander quel est le but des exercices de rédaction, et quels sont les procédés les meilleurs pour l'atteindre. »**

Freinet met en premier l'expression infantile, car l'enfant sait – au moins autant que nous – ce qu'il dit.

Les Instructions de 1938 justifient les condamnations du mouvement Freinet sur la procédure par étapes (assembler une proposition, puis une phrase simple, puis un paragraphe, la rédaction n'arrivant qu'au terme de l'apprentissage) : « **Dans la parole et dans la rédaction comme dans le dessin, la démarche de la pensée va nécessairement du tout à la partie, c'est-à-dire de la rédaction au paragraphe et à la phrase, de la phrase à la proposition et au mot.** »

On y voit également une remise en cause également de « A la manière de... » : « **Emprunter d'une façon systématique à un grand écrivain des comparaisons ou des images, des constructions syntaxiques, ou des rythmes, pour les introduire, comme du dehors, dans une composition nouvelle, c'est risquer de cultiver le mauvais goût.** »

« **“Les jolis passages” qu'on trouve ensuite dans leurs devoirs, loin de témoigner de qualités personnelles, sont faits de “clichés”. [...] Ces élégances de clinquant n'ont rien à voir avec l'art d'écrire.** »

On retrouve dans les Instructions l'expression de Freinet « d'élan vital » : « **Au contraire : on immobilise ainsi, sous la clarté de la réflexion, une activité spontanée, une sorte d'élan vital qui ne peut se déployer qu'à la condition de restée spontané et instinctif.** »

Et cette conclusion qui justifie la lecture globale idéale telle que le préconise Freinet :

« **Apprendre à écrire, comme apprendre à parler, c'est apprendre à penser. La méthode par laquelle l'enfant apprend à exprimer sa pensée par écrit ne diffère pas de celle par laquelle il apprend à parler. Et cette méthode consiste à diriger intelligemment la pratique de façon à créer des habitudes et des automatismes. Et c'est pourquoi il est utile de rattacher, le plus souvent possible, les exercices de rédaction aux exercices de lecture ; par la lecture, les enfants s'exercent à comprendre la langue écrite ; par la rédaction, ils s'exercent à écrire et à s'exprimer à leur tour.** »

3. La grammaire

C'est en écrivant qu'on apprend à écrire ! « *Et, comme préface au cours de grammaire annoncé, nous poserons seulement aujourd'hui le premier, le grand principe : le principal devoir de grammaire française et le plus profitable est la rédaction : individuelle, par groupes, ou en collaboration avec le maître, pourvu que cette rédaction ne soit pas un devoir, mais bien l'expression d'une pensée qui a besoin de jaillir.* » (La Grammaire française en quatre pages, 1937)

Pour Freinet, la pédagogie Freinet gagne des points avec les Instructions de 1938. Il rappelle également qu'il n'a jamais dit qu'il ne devait plus y avoir d'enseignement grammatical, mais qu'il condamnait l'enseignement traditionnel, mécanique, formel, froid, sans portée et sans effet. Il défend une technique qui part de la vie et de la construction dynamique.

« **La correction dans la langue parlée s'acquiert surtout par la pratique. [...] C'est des faits de la langue parlée qu'il faut partir, parce que c'est la langue parlée qui est seule bien connue des enfants.** »

Les notions dégagées de l'observation de la langue parlée peuvent être provisoires : « **Si elles sont claires, elles peuvent sans inconvénient se trouver incomplètes : il suffit qu'elles ne contiennent rien d'inexact et ne compromettent pas le futur travail de réflexion. On les complètera plus tard si l'on peut être.** »

Néanmoins, Freinet réaffirme son désaccord sur l'apprentissage des règles formulées, écrites, copiées et recopiées, apprises par cœur, car souvent loin d'être une aide, elles ne sont qu'une complication.

La règle émerge de la pratique, en découle, elle est donc alors comprise et sentie. Même informulée, elle apporte alors toute son efficacité.

Freinet n'est pas contre certains exercices d'entraînement, comme pour le calcul, il lui semble important pour la correction grammaticale et orthographique, arriver à un complet automatisme, surtout pour l'écriture des verbes. Ce qui motive l'existence du fichier de grammaire. Mais il met en garde sur la profusion inutile et dangereuse des exercices des manuels.

4. Le vocabulaire

Théoriquement, les Instructions donnent pleinement raison aux techniques Freinet, mais pratiquement, elles recommandent des exercices que Freinet condamne.

« C'est d'abord par la conversation et par la lecture que les enfants acquièrent des mots nouveaux »

« C'est dans une phrase, et seulement par cette phrase et par le contexte, que nous pouvons donner à un mot sa signification exacte et nette ; on peut même dire qu'un mot abstrait (et la plupart des mots sont abstraits à quelque degré), considéré isolément, n'a plus souvent aucun sens précis. »

« Il faut toujours en revenir à cette idée : c'est par l'usage seul, c'est-à-dire par l'exercice de la langue parlée et par la lecture, que l'enfant enrichit son vocabulaire.

« Si les textes sont sortis de la vie même de l'enfant, ils sont, de ce fait, vivants et dynamiques, c'est encore mieux ! » s'exclame Freinet.

« Mais il faut rappeler encore que ces exercices n'aident en rien à comprendre le sens des mots dans un texte : et même dans la mesure où ils rapprochent des mots dont l'analogie de forme et de sens n'a pas été spontanément sentie, ils ne contribuent en rien à faciliter l'usage de la langue. »

La méthode exprimée dans « La Grammaire française en 4 pages » répond parfaitement à l'esprit de ces instructions : *« Si nos élèves ont longuement pratiqué la rédaction libre, si la mise au point des textes a été l'occasion d'observations précieuses, sur la valeur, l'emploi et la fonction des mots ; si au lieu de tenir la grammaire au-dessus des élèves comme une science majestueuse et fermée, nous l'avons ainsi mise vraiment à la portée des enfants, si nous l'avons fait jaillir de leur vie, les trois quarts de notre besogne sont maintenant accomplis. Nos élèves sont capables de reconnaître dans un texte, et de faire accorder, les noms, les articles, les adjectifs, les pronoms, les verbes, et de les distinguer non pas par un simple souvenir scolaire de pure mémoire, mais parce qu'ils ont intimement saisi les règles du jeu - la vie du mot et de la phrase. La preuve en est qu'ils s'arrêtent parfois, s'ils ne disent pas juste, sur des formes voisines qui se préciseront encore à l'avenir. »*

La dictée

Freinet se félicite sur la dictée qui se sépare de toutes les questions sur la compréhension du texte dans les Instructions, mais Freinet la considère toujours nuisible.

« La vie d'abord !, nous rappelle Freinet, ce n'est pas par des procédés scolastiques qu'on la construira, pièce par pièce. Le travail de l'école doit aider seulement, et préciser, ce que peut acquérir, la construction, l'effort et la vie.

[L'Éducateur Proletarien, n° 3, novembre 1938 dans son intégralité](#)

Activités dirigées

15 juin 1939

Freinet apprécie les objectifs de formation du ministre Jean Zay : une introduction progressive des méthodes de l'École nouvelle. Il salue sa ténacité ministérielle face à la réaction, mais met en garde à propos de l'utilisation de ces nouveaux temps qui ne doivent pas se réduire à du bricolage, de l'occupationnel et être un vrai travail en lien avec le temps d'enseignement.

Freinet se méfie des éditeurs qui profiteront de cette nouveauté pour recycler leurs vieux manuels, les journaux qui ne servaient plus... Les seuls auteurs qui travaillent pour toutes les écoles, pour tous les éducateurs ce sont les instituteurs membres de la Coopérative de l'enseignement laïc (CEL)

La question est à l'étude pour les Conférences d'automne dans la majeure partie des départements. En effet, le Ministre lui-même a fait connaître qu'il lui serait agréable de voir étudier, lors des prochaines conférences pédagogiques, les *Activités Dirigées* considérées comme une introduction progressive des méthodes de l'École nouvelle dans toutes les disciplines.

Considérons d'abord la formule : elle nous agréé totalement puisque nous avons, à maintes reprises et publiquement, félicité le Ministre d'avoir fait des *Activités Dirigées* comme un coin enfoncé en plein cœur «le l'École traditionnelle et auquel il nous appartient de donner le maximum d'efficacité. Et c'est cette obstination hardie de marcher vers le progrès pédagogique que ne manquent pas de critiquer et d'attaquer tous les servants de la réaction. Ils reconnaissent d'ailleurs que l'école est dangereusement en retard sur son siècle, mais s'élèvent, par principe, contre tous essais de rénovation.

Un fait n'en doit pas moins être acquis pour nous ; et c'est celui dont nous avons montré bien souvent la nécessité : ou bien les *Activités Dirigées* seront conçues dans le sens nouveau que nous préconisons ; ou bien on constatera bien vite leur inutilité — ou même leur malfeasance et il suffira d'une campagne bien orchestrée pour en exiger la suppression - laquelle serait un recul grave de l'esprit progressiste qui se manifeste heureusement depuis quelques années.

Or pour aboutir, il faut en effet que les *Activités Dirigées* ne soient pas qu'un pur verbiage de l'École nouvelle, une recommandation généreuse dont nul ne peut, pratiquement, tirer profit. On ne détruit pas le passé par des règlements, mais par des constructions nouvelles plus harmonieuses, plus efficaces, mieux adaptées aux nécessités de l'heure.

« J'ai lu, j'ai écouté, j'ai voulu comprendre, écrit un professeur dans le journal d'instituteurs le plus violemment réactionnaire de France ; mais pourquoi faut-il qu'à chaque fois, j'ai été plus frappé de l'abondance des affirmations ou des négations péremptoires que de la simple existence de conseils nets et de directions fermes ? Est-ce effet de cette déformation professionnelle qui veut, en une telle matière, précision et efficacité, beaucoup plus que rêve ou ironie ?

Rien de bien fameux si on en juge par expérience directe. C'est ainsi que des confiances s'ébranlent, *se désagrègent lentement, alors qu'on ne met rien à la place*. On ruine sans aucun profit, sans la contre-partie nécessaire et apaisante. Or, cela, en tout pays comme en toute langue, c'est le propre même de toute œuvre de désorganisation, de démoralisation, voire même de toute pagaille... »

Voici maintenant, à l'intention des nombreux camarades qui ont à traiter ou à discuter de la question, le problème bien posé :

1° Les *Activités Dirigées* ne doivent pas être de paisibles et anodines heures de bricolage et de travail actif jetées en travers de l'horaire traditionnel comme les dix minutes de récréation, au milieu des trop longues heures de classe. Elles doivent être le premier essai d'adaptation — et à grande échelle, — des techniques d'intérêt et d'activité à l'École publique traditionnelle.

Nous n'avons cessé de dénoncer cette tendance scolastique qui consiste à appliquer passivement les Instructions ministérielles et à remplir les heures prévues par des activités quelconques, sans lien d'aucune sorte avec la vie ou les intérêts des enfants. Et les journaux pédagogiques n'ont, bien souvent, hélas ! fait que faciliter cette orientation facile, anodine et non compromettante. On baptisera ainsi *Activité dirigée* non seulement le simple travail du bois, le

modelage de l'argile plastique, le pliage et le découpage de papiers, mais aussi les simples passe-temps que sont les mots croisés ou même... les jeux de cartes. Ceci pour le vulgaire, car les bricoleurs experts seuls pourront accéder à ces réalisations savantes qui ne sont pas d'ailleurs une nouveauté à l'école — et qui sont la menuiserie, la reliure, le modèle réduit ou le tissage semi-professionnel.

Nous voulons des activités scolaires vivantes, liées à l'intérêt et au devenir profond des enfants, beaucoup mieux qu'un jeu ou un passe-temps, mais du travail véritable, dont on sent le besoin, dont on voit l'utilité, auquel on se donne totalement et qui, par tous ces considérants, est puissamment générateur de dynamisme et de profit pédagogique. Nous ne sommes point contre les réalisations à éclat des as du bricolage auxquels nous rendons volontiers hommage, mais nous cherchons avant tout les activités courantes de la vie scolaire quotidienne qui peuvent animer toutes les écoles de France, quelles que soient les possibilités professionnelles et techniques des éducateurs.

Si les *Activités dirigées* sont ainsi liées à toute la vie scolaire, si elles en suivent les destinées, si elles s'incorporent vraiment dans notre pédagogie, il est impossible alors qu'on n'en reconnaisse pas les multiples avantages. L'expérience sera concluante. Les Activités dirigées, loin de disparaître, iront se développant et s'épanouissant pour animer de leur esprit nouveau, pratique et technologique, toute notre éducation publique.

Il faut que nos camarades insistent tout particulièrement sur ces points essentiels et que partout ils montrent le danger des Activités dirigées scolastiques, et la seule voie efficiente des Activités dirigées adaptées à nos écoles et liées à la vie.

Mais le professeur dont nous avons cité ci-dessus la critique, a bien raison de s'élever contre le verbiage d'éducation nouvelle qui se donne libre cours à l'occasion de cette Institution nouvelle. Et nous sommes persuadés que c'est là, effectivement, le deuxième grand danger qui menace les Activités dirigées.

On nous recommande les Activités dirigées ? Qu'à cela ne tienne... On prend les mêmes et on recommence...

On avait en stock un matériel qui s'écoulait difficilement avec l'ancienne formule scolaire ; on va le relancer par les Activités dirigées. Un livre qui ne se vendait pas : nous allons en recommander la lecture pour les Activités dirigées. Vous voulez une rubrique d'Activités dirigées dans telle revue : on va vous en donner... et pour tous les goûts : musique et théâtre, bois et lino, contes et poésies, promenades scolaires et visites d'usines, etc. Une abondance extraordinaire de possibilités s'ouvre devant nous. Mais quand on veut les atteindre, bernique ! Nous nous trouvons dans la situation humiliante du petit affamé qui défile le soir de Noël devant les vitrines illuminées... Pour des raisons multiples nous ne pouvons et savons rien réaliser... Et nous maudissons alors ceux qui ont substitué à l'aide effective que nous attendions ce verbiage prometteur qui est trop souvent un regrettable mensonge.

Une seule organisation en France a vu l'action indispensable sous son vrai jour. Et cela n'est pas étonnant puisque sa raison d'être est *de travailler justement, pour toutes les écoles, pour tous les éducateurs*, à la mise au point du matériel et des techniques les mieux adaptées aux Activités dirigées.

Et les auteurs de cette mise au point ce sont les instituteurs eux-mêmes, directement intéressés à cette adaptation et qui, à plus d'un millier, collaborent au sein de la Coopérative de l'Enseignement Laïc.

Ici pas de verbiage prometteur : des réalisations. Et des réalisations nées de l'effort des éducateurs dans leurs classes, toutes possibles dans les écoles populaires.

Nous ne vous présentons pas une liste de plusieurs centaines d'Activités possibles. Mais nous vous disons : voilà des Activités expérimentées dans nos classes, qui partout ont enthousiasmé maîtres et enfants ; voici, sans tape à l'œil, un matériel pédagogique, vraiment pratique et que vous pouvez acquérir sans hésitation ; voilà des directives techniques précises, grâce auxquelles vous pouvez, dans tous les cas, pleinement réussir : imprimerie à l'École, journal scolaire, échanges interscolaires – contreplaqué, linoléum, clichés, dessin libre, découpage, décoration – Fichiers et Bibliothèque de travail – Sciences pratiques – Conférences – musique, chants et fêtes..., la liste en est déjà longue, on le voit. Elle est tout entière détaillée dans notre brochure *Activités dirigées*, 2^e édition de notre brochure *Loisirs Dirigés* si vite épuisée.

Il faudra justement qu'en octobre, dans tous les centres, une petite exposition de nos réalisations persuade les éducateurs que nous ne nous sommes pas contentés de parler dans le vide, mais que nous avons construit patiemment, méthodiquement, pendant quinze ans, et que les Activités dirigées sont comme un légitime triomphe de nos efforts.

Nous demanderons à nos Délégués départementaux d'organiser méthodiquement l'information et la propagande

à ce sujet dès maintenant et au moment des conférences pédagogiques. Aucun rapport ne devrait se faire sans que soient signalées les possibilités incontestables qu'offrent nos techniques ; des visites d'écoles pourraient avoir lieu, des démonstrations et des expositions roulantes pourraient être prévues dans chaque département.

Ce faisant, nous servons notre C.E.L. ; nous servons notre idéal de libération, mais nous nous servons nous-mêmes et nous contribuerons à rendre indestructible cette institution des Activités dirigées, première étape vers l'amélioration technique et l'adaptation permanente aux nécessités de l'heure de notre école publique.

[L'Éducateur Prolétarien n° 18, 15 juin 1939 dans son intégralité](#)

4. L'Éducation nouvelle

Il faut que le mouvement d'éducation nouvelle devienne un mouvement de masse

1^{er} octobre 1936

L'articulation entre militantisme pédagogique et militantisme politique est essentielle, les deux agissant simultanément et c'est une préoccupation persistante de Freinet de sensibiliser à la pédagogie nouvelle tous les travailleurs en même temps que tous les éducateurs.

Nous y trouvons une belle définition de la pédagogie Freinet (passage mis en gras par mes soins).

Freinet présente ce que pourrait être – pour un meilleur développement de la pédagogie nouvelle – l'organisation du Groupe Français d'Éducation Nouvelle. Une nouvelle organisation est mise en place, mais qui doit devenir un mouvement de masse pour ne pas sombrer dans la passivité et l'immobilisme. La période est favorable pour la pédagogie nouvelle, les dirigeants et les inspecteurs la regardent autrement et la recommandent...

Freinet rappelle aussi dans ce texte, qu'il n'y a pas « d'orthodoxie » dans le mouvement. Chacun reste libre de concevoir comme il l'entend la lutte politique et sociale bien qu'elle soit « urgente et nécessaire » et que les dangers pédagogiques de la réaction fasciste sont bien là et qu'ils ne doivent pas nuire à « la puissante action de la masse en marche vers ses destinées révolutionnaires ».

Bien qu'obscurci par la tragique partie qui se joue présentement en Espagne et dont l'issue ne saurait nous être indifférente, l'horizon nous laisse du moins quelque espérance. Nous entrevoyons la possibilité de progresser, de travailler utilement dans une atmosphère politique et sociale plus favorable à nos réalisations.

Nous savons bien que pour nous aussi, comme pour nos camarades espagnols, il s'agit aujourd'hui de « vaincre le fascisme ou mourir » ; plus que jamais la montée de la réaction serait l'anéantissement immédiat de notre action pédagogique et l'extermination physique de tous ceux qui y participent avec décision et obstination.

« Vaincre ou mourir ! ». C'est parce que le dilemme se pose avec cette impitoyable brutalité que nous vaincrons. Et alors, nous disons comme notre camarade Almendros qui, en pleine bataille espagnole nous écrit : « Quand nous aurons acquis la victoire, notre travail scolaire prendra une grande valeur. Nous préparons actuellement les éléments de la technique que demandera le peuple après sa révolution. »

Nous ne saurions commencer cette nouvelle année sans envoyer notre salut fraternellement ému à tous nos camarades, à tous les éducateurs, aux paysans, aux ouvriers et aux ouvrières qui, en Espagne, ont su donner un exemple jamais connu encore de clarté, de netteté et d'inébranlable décision dans la défense prolétarienne. C'est aujourd'hui à coups de fusils, c'est par le sacrifice de leur vie que nos camarades espagnols défendent, avec leurs libertés, le triomphe de nos techniques pédagogiques. Leur succès sera un épanouissement de leurs efforts et de nos efforts ; leur défaite serait l'anéantissement immédiat de leurs expériences éducatives.

Il faut, plus que jamais, prendre conscience de cette interdépendance essentielle de nos efforts pédagogiques et de la lutte sociale et politique qui oppose ennemis et défenseurs de la liberté du peuple. Notre devoir de pédagogues est alors de défendre activement, par tous les moyens qui s'offrent à nous, nos admirables frères espagnols, et nos camarades n'y manquent point. Il est aussi de préparer chez nous le triomphe de la démocratie qui seule permettra le progrès normal et naturel de nos techniques.

Dans les conjonctures présentes, s'obstiner à faire de la pédagogie pure serait une erreur et un crime. La défense de nos techniques, en France comme en Espagne, se fait sur deux fronts simultanément : sur le front pédagogique

et scolaire certes, où nous devons plus que jamais être hardis et créateurs parce que l'immédiat avenir nous y oblige, sur le front politique et social pour la défense vigoureuse des libertés démocratiques et prolétariennes.

Mais il faut être sur les deux fronts à la fois. L'Espagne ouvrière et paysanne construite à l'intérieur pendant que se battent ses miliciens. Nous ne comprendrions pas que des camarades fassent de la pédagogie nouvelle sans se soucier des parties décisives qui se jouent à la porte de l'école ; mais nous ne comprenons pas davantage les éducateurs qui se passionnent, activement ou plus souvent passivement, hélas ! pour l'action militante, et restent dans leur classe de paisibles conservateurs, craignant la vie et l'élan, redoutant l'apparent désordre de la construction et de l'effort. Quiconque voit la nécessité de changer la face du monde doit se mettre immédiatement et directement à la besogne et chaque éducateur doit, dans sa classe, rechercher et appliquer les techniques constructives et libératrices qui permettront aux adolescents de demain de continuer l'œuvre nécessaire pour laquelle nous sommes prêts aujourd'hui, nous aussi, à sacrifier notre activité et notre vie.

A la période actuelle devrait correspondre un grand renforcement de notre pédagogie. Cela sera, si, sans négliger nos autres obligations, nous savons développer notre propagande parmi la masse travailleuse et parmi les éducateurs.

Notre revue s'y emploiera certes, comme par le passé, et plus encore puisque ne fait que croître le nombre de nos abonnés. Mais nous avons voulu faire mieux et nous y parviendrons si nos camarades, partout, savent donner à notre cause une part intelligente de leur activité.

Au cours du Congrès de Cheltenham, nous avons eu fort à faire pour opposer, à cette pédagogie scolastique qui tourne en rond depuis des décades autour de quelques idées nouvelles ou de quelques pièces de matériel, notre pédagogie vivante et naturelle, qui puise ses assises constructives et ses méthodes dans la synthèse complexe dont elle ne peut s'abstraire. Que ce soit au sujet de la longue et passionnante discussion qui s'est instituée sur la question de la religion dans ses rapports avec la formation libre des personnalités, ou à propos des conceptions familiales ou sociales de tels ou tels orateurs, nous avons dû mener une lutte opiniâtre pour faire comprendre et admettre notre conception **d'une pédagogie nouvelle à base matérialiste, d'une pédagogie surtout dégagée de toute scolastique, largement ouverte à la vie et à l'effort social, d'une pédagogie qui ne néglige aucune des graves réalités qui sont déterminantes aujourd'hui pour l'orientation des destinées humaines. Aux grands discours, aux discussions soi-disant idéalistes, qui restent avant tout des jeux scolastiques et philosophiques, nous avons opposé le solide bon sens de la masse prolétarienne qui dénonce, brutalement parfois, certaines valeurs douteuses, mais qui sait d'instinct où elle va et ce qu'elle désire ; nous avons fait sentir la dignité et la noblesse d'un idéal nouveau, l'exemple émouvant de ceux qui s'y dévouent. La montée populaire dans les régimes délivrés de la dictature réactionnaire pose, brutalement peut-être, mais inéluctablement, des problèmes nouveaux dont nous, techniciens, devons chercher la solution.** La pédagogie nouvelle internationale est à un tournant. Nous avons essayé de le faire sentir et comprendre. Nous ne croyons pas avoir perdu notre temps.

Nous avons été aidés et renforcés dans cette besogne par l'autorité calme et hardie, par la courageuse franchise du Professeur Wallon qui a su exprimer bien souvent, sous une forme plus intellectuelle, ce que nous sentions être la vérité. Nous devons dire aussi que les congressistes de langue française se seront montrés dans l'ensemble très favorables à cette pédagogie réaliste qui contrastait quelque peu avec l'idéalisme pur des discussions anglo-saxonnes.

Nous n'insisterons pas davantage sur ces discussions, pour aborder le sujet qui, pratiquement, nous intéresse plus directement : celui de l'organisation et de la vie du Groupe Français d'Éducation Nouvelle.

Il est de tradition de réunir, au cours des Congrès mondiaux de la Ligue pour l'Éducation Nouvelle, une sorte d'Assemblée générale des adhérents du Groupe Français d'Éducation Nouvelle. En l'absence de Mlle Flayol qui, à notre grand regret, n'a pu se rendre à Cheltenham, Mme Hauser, trésorière du groupe, a provoqué une réunion des participants français.

L'action que, au cours de l'année écoulée, nous avons menée dans divers départements en liaison avec le Groupe Français d'Éducation Nouvelle, nous autorisait à intervenir dans la fixation de l'action et de l'orientation du Groupe.

Je suis personnellement intervenu pour rappeler l'ampleur de la besogne pédagogique qui devrait être le domaine propre du Groupe Français : unir pour une action et des buts précis tous ceux qui, en France, sentent la nécessité d'une action pédagogique nouvelle. Mais pour répondre à ce besoin la réorganisation du Groupe s'imposait : au Bureau – à l'action duquel nous rendons d'ailleurs hommage – il fallait adjoindre un organisme, des personnalités, des activités susceptibles de faire de cette association un véritable moteur pour une puissante réalisation de pédagogie nouvelle en France.

Il ne suffit plus d'avoir à Paris un bureau dont l'activité se résoud le plus souvent dans le travail – accablant – de un ou deux responsables. Il faut :

– Un Bureau parisien susceptible de prendre des décisions rapides, et se réunissant toutes les fois que c'est nécessaire ;

– Un Comité directeur comprenant :

a) Un certain nombre de personnalités pédagogiques susceptibles de travailler ;

b) Des représentants des diverses associations s'intéressant à l'éducation nouvelle, ou désirant œuvrer d'une façon quelconque dans le sens de cette éducation.

Le Comité directeur se réunira tous les mois seulement.

Au cours de la deuxième réunion des adhérents, les nominations suivantes ont été effectuées et le règlement qui suit approuvé et accepté.

BUREAU

Pr. Langevin, Pr. Wallon, Pr. Piéron, Mlle Flayol, Mme Hauser, et une autre personnalité à désigner.

COMITÉ DIRECTEUR

a) PERSONNALITÉS PÉDAGOGIQUES

1. Enseignement Primaire. – Hulin, instituteur à Phalempin (Nord), du Groupe du Nord des Amis de l'École Nouvelle ; Pichot, instituteur à Lutz-en-Dunois (Eure-et-Loir), du groupe d'Éducation nouvelle d'Eure-et-Loir.

2. Enseignement Secondaire. – Brun-Laloi, proviseur à St-Omer (Pas-de-Calais) ; Lob, professeur au Lycée de Nice (A.-M.).

3. Enseignement Primaire privé. – Mme Brandt, 13, rue Nernegger, Strasbourg ; C. Freinet, à Vence (Alpes-Marit.).

4. Enseignement Secondaire privé. – Bertier, directeur de l'École des Roches, à Verneuil-sur-Avre (Eure) ; Mme Roubakine, école Nouvelle de Bellevue.

5. Enseignement supérieur, Technique et Professionnel. – Mlle Bayeux, directrice École technique, Boulogne-sur-Mer ; X...

b) REPRÉSENTANTS D'ORGANISATIONS

1 représentant du Syndicat National des Instituteurs ;

1 ... de la Ligue de l'Enseignement

1 ... de la Fédération Générale de l'Enseignement

1 ... de l'Association des Écoles Maternelles ;

1 ... du Syndicat des Directeurs d'E.N. ;

1 ... des Parents d'élèves de l'Enseignement secondaire ;

1 délégué de la CGT, représentant les parents d'élèves de l'enseignement primaire ;

1 représentant du Groupe Médecine et Travail

[...]

Mais ce premier effort ne serait rien s'il devait rester le cadre mort d'une organisation passive et statique.

Le Groupe Français d'Éducation Nouvelle doit devenir l'organisation de masse de tous ceux qui comprennent la nécessité d'une rénovation pédagogique. En liaison avec les organisations professionnelles d'éducateurs, il doit remplir son rôle de regroupement et de stimulant pour l'action spécialement pédagogique. Tout ou presque tout, reste encore à faire en France dans ce domaine. La conjonction d'efforts que nous préconisons devrait nous permettre d'utiles réalisations immédiates.

Mais il ne saurait y avoir action de masse sans ce sursaut d'énergie de tous ceux qui, dans leur travail quotidien, apprécient la justesse et l'urgence de l'action entreprise. Nous rendons hommage à l'activité et au dévouement inlassable de Melle Flayol, mais ce n'est ni un bureau, ni un Comité directeur, si actifs soient-ils, qui feront du Groupe Français ce que nous voudrions qu'il soit. Il faut que dans toutes les villes, dans tous les départements, se constituent des sections actives du Groupe Français. [...]

Sans renoncer à aucune des caractéristiques qui lui donnent sa physionomie originale, notre Groupe de l'Imprimerie à l'École apportera au mouvement d'éducation nouvelle tout son appui. Mais cette collaboration permanente et complète ne nous empêche point de poursuivre notre propagande.

Le moment est favorable. Les progrès de l'idée nouvelle poussent nos dirigeants, donc nos inspecteurs, à nous accepter et même à nous recommander. Pour la première fois depuis que nous luttons, nous avons pu obtenir justice malgré l'administration : le pourvoi que nous avons formulé, au Conseil supérieur contre l'interdiction de notre école, a été approuvé le 8 juillet dernier.

Signe des temps ? Preuve surtout de cette interdépendance entre l'action politique et sociale et le développement de notre pédagogie nouvelle qui sera, elle aussi, une conquête de la masse prolétarienne et de la démocratie.

Autre fait qui prouve le rayonnement international de notre action : à la suite de la circulaire si hardie publiée l'an dernier par le Ministère belge et dont nous avons parlé, un *Nouveau Plan d'Études avec instructions pédagogiques* vient d'être adopté. Il sera applicable dès octobre.

Ce document précieux est, à quelques réserves près, l'application intégrale de nos techniques dans les écoles publiques. Ce que nous avons préconisé, préparé, développé en France dans 500 écoles, la Belgique le recommande aujourd'hui à tout son personnel enseignant. L'Imprimerie à l'École elle-même y est officiellement présentée.

C'est là, on le comprendra, un événement d'une importance considérable. Aussi allons-nous consacrer à l'école nouvelle publique un numéro spécial.

Nous ne sommes soumis ici à aucune orthodoxie. *L'Éducateur Prolétarien* reste exclusivement au service de *l'École Nouvelle Prolétarienne*. Mais il est totalement au service de cette école, sans aucun souci de plaire ou de déplaire aux gouvernements qui passent. Nous avons une besogne large et profonde à mener. Nous nous y employons. Nos efforts se rencontrent bien souvent avec ceux des militants des organisations syndicales et des partis prolétariens. Pas toujours pourtant. Dans notre domaine, nous sommes à l'avant-garde et cette position nous expose, nous le savons, à n'être pas toujours compris de nos meilleurs amis et camarades. Nous devons braver leurs critiques pour continuer dans une voie que l'expérience et les résultats obtenus montrent comme juste et féconde.

Qu'on ne nous demande pas alors d'être soutiens à fond du gouvernement de Front Populaire, ou d'être « stalinien » comme nous le reproche Wullens, ou de « verser dans la campagne anticomuniste et antisoviétique » comme nous en accuse un camarade qui déclare se désabonner pour cette raison.

Nos camarades et nos collaborateurs restent libres de concevoir comme ils l'entendent la lutte politique et sociale que nous estimons urgente et nécessaire. Mais il existe suffisamment de revues spécialisées pour que nous n'abordions pas des discussions qui accapareraient toute notre revue. Ce que nous pouvons assurer, c'est que nous sommes trop conscients des dangers pédagogiques de la réaction fasciste pour nuire le moins du monde à la puissante action de la masse en marche vers ses destinées révolutionnaires. Il faut, au contraire, que notre effort pédagogique soit une raison de plus, et une des plus péremptoires, pour nous galvaniser dans cette lutte.

Mais nous estimons d'autre part que nos camarades sont suffisamment éduqués pour ne pas craindre les vérités, toutes les vérités. Adversaires irréductibles du bourrage de crâne dans nos écoles, nous continuerons à *L'E.P.* avec la même doctrine et la même fermeté.

Nous vous demandons de nous aider et de nous soutenir fraternellement.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 1, 1^{er} octobre 1936 dans son intégralité](#)

Pour une profonde action de pédagogie nouvelle en France

1^{er} novembre 1936

Un appel de Freinet aux adhérents pour participer activement au Groupe Français d'Éducation Nouvelle.

En rejoignant les chantiers de recherche sur des grands principes de pédagogie nouvelle.

En créant des groupes locaux pour intéresser les enseignants à l'Éducation nouvelle et à devenir, si ce n'est adhérents, au moins sympathisant à l'Imprimerie à l'École.

Dans ce numéro, propositions d'action d'un militant, Pouget, pour sensibiliser les parents à l'Éducation nouvelle.

La réorganisation sur des bases actives du Groupe Français d'Éducation Nouvelle

A l'occasion de mon voyage à Oslo, à l'aller, et deux semaines après, au retour, il m'a été possible d'assister à deux importantes réunions du Groupe Français d'Éducation Nouvelle.

La première avait pour but de demander au Comité d'action de se prononcer sur la nouvelle organisation proposée à Cheltenham et qui a été approuvée.

A l'avenir, le Groupe Français d'Éducation Nouvelle sera donc administré par :

- un Bureau parisien, chargé de la direction ;
- un Comité élargi comprenant les diverses personnalités pédagogiques qui, aux divers degrés et pour les divers enseignements, s'intéressent à la pédagogie nouvelle et aux réalisations du Groupe. Ce comité a voix délibérative.
- des représentants de toutes les organisations s'intéressant à l'Éducation nouvelle seront invités à titre consultatif aux réunions du Groupe.

Une grande campagne de propagande sera entreprise pour la constitution, à travers la France, de groupes locaux et départementaux d'Éducation Nouvelle, et pour l'adhésion au Groupe de tous ceux qui, à quelque titre que ce soit, s'intéressent à l'Éducation nouvelle. Le prix de la cotisation est de 5 fr. par an et donnera droit à un bulletin mensuel du Groupe dont le premier numéro sortira incessamment.

La deuxième réunion à laquelle assistaient plusieurs de nos amis a travaillé à mettre effectivement en marche l'organisme nouveau. Elle a tout spécialement étudié la possibilité de mettre immédiatement en chantier les recherches et les discussions sur les sujets susceptibles de passionner actuellement les éducateurs : suppression du C.E.P., éducation des anormaux, les journaux d'enfants, la liaison entre les divers degrés d'Enseignement, l'organisation des études entre 13 et 14 ans, les bibliothèques publiques, etc.

Le bulletin du Groupe donnera la liste complète des sujets d'étude préconisés avec les noms des responsables pour quelques-uns de ces titres. Il fera appel à tous les camarades que la question intéresse pour diriger l'étude de ces problèmes essentiels. Des questionnaires seront adressés aux journaux et organisations, des articles publiés dans les revues. Le rapport général et définitif sera enfin publié dans une collection des *Brochures de l'Éducation Nouvelle* auxquelles une grande diffusion sera assurée.

Le succès de notre mouvement est profondément lié à l'élargissement de cette action.

Nous avons constaté bien des fois que nous ne tenons pas à voir s'accroître à une allure accélérée le nombre des adhérents de l'Imprimerie à l'École. Nous sommes donc une organisation peut-être unique puisque notre préoccupation essentielle n'est pas le recrutement mais le travail pédagogique effectif.

Pour ce travail, nous sentons cependant la nécessité de créer une atmosphère favorable, de susciter des cercles amis, d'aider au mouvement d'Éducation nouvelle dont nous sommes une des branches les plus vivantes. Le Groupe d'Éducation Nouvelle créera cette atmosphère, ce climat favorable.

C'est pourquoi nous demandons tout spécialement à nos adhérents d'être partout dans leurs départements les meilleurs artisans de l'organisation nouvelle du Groupe. Adhérez tous, personnellement au Groupe français. Ce

n'est pas la cotisation minimale qui pourrait vous arrêter. Constituez ensuite dans votre ville, dans votre arrondissement, dans votre département, des Groupes d'Éducation Nouvelle adhérents au Groupe de Paris. Des instructions à ce sujet vous seront données sous peu.

Il vous suffira d'ailleurs d'imiter l'activité de nos filiales d'Eure-et-Loir et des Vosges dont nous avons parlé : par des expositions, des conférences, par l'organisation de cinémathèques et de discothèques, vous intéresserez à l'Éducation nouvelle des masses toujours plus grandes d'éducateurs. Et alors, si même les adhésions à l'Imprimerie ne sont pas nombreuses, nous sentirons au moins sympathie et appui.

Organisez des conférences. Je rappelle l'offre que j'ai faite de répondre à la demande que, pourraient me faire plusieurs villes ou même plusieurs départements pour l'organisation tous les mois ou tous les deux mois de tournées de conférences. Je reste à votre disposition.

Pour l'Éducation Nouvelle, obstacles à briser

Pour que nous puissions travailler dans de bonnes conditions, il faut que le milieu soit moins ignorant et moins hostile à l'application des méthodes nouvelles.

Nous savons tous que, vis-à-vis de l'école, les parents ont encore, dans leur très grosse majorité, l'esprit farci de préjugés rétrogrades. Ils désirent qu'on enseigne leurs enfants comme ils ont été enseignés eux-mêmes. Ce qu'on fait à l'encontre du vieux système les hérisse.

Par l'intermédiaire des sociétés post-scolaires, nous ne pourrions atteindre qu'un nombre restreint d'entre eux. Et ce que nous pouvons faire quelquefois, occasionnellement, sur le terrain de l'action individuelle risque de ne pas être très fructueux.

Actuellement, nous assistons à une « mue » de l'esprit public. Les mouvements ouvriers de juin ont provoqué une fermentation, un bouillonnement d'idées qu'on n'a certes pas vu depuis longtemps.

Ne pourrait-on pas profiter de ce moment pour organiser une offensive de grand style dans les journaux acquis au Front populaire ? : *Peuple, Humanité, Populaire, L'œuvre*, etc. D'octobre à décembre prochain, par exemple, nous demanderions à ces journaux de publier une quinzaine d'articles. En principe un par semaine. En très bonne place. Avec titres attirants : « Tu me feras 50 lignes », « A bas le premier », pour critiquer par exemple, les punitions scolaires et les classements stupides. « Quand tu sortiras de classe, enferme-toi, assieds-toi et ne bouge plus », pour taper sur l'abominable chancre des devoirs à la maison.

Freinet grouperait dans un dossier, communiqué à ceux qui mèneraient la campagne, les témoignages des parents qui ont déjà été conquis, afin que ces témoignages enchâssés, soulignés, commentés obtiennent la plus large publicité.

Il faudrait naturellement obtenir l'assentiment préalable et l'appui actif d'une très grosse organisation : Ligue de l'Enseignement par exemple. Et aussi celui des journaux qui confieraient cette rubrique à des rédacteurs qualifiés.

Insertion de lettres critiquant ou approuvant, répliques des rédacteurs, tout cela entretiendrait bien l'intérêt des lecteurs pendant 9 mois.

Au bout de ce temps, on aurait certainement désarmé des hostilités... et nous pourrions occuper et organiser le terrain conquis.

Pouget

L'Éducateur Proletarien, n° 3, 1^{er} novembre 1936

Un pas décisif

1^{er} octobre 1937

Comptes rendus de Freinet de ses participations aux congrès de l'été.

Des congrès bien différents, le premier où l'enfant et les collectifs sont au centre avec des réflexions de sociologues, le deuxième où ce sont plutôt les problèmes d'éducation que rencontrent les éducateurs et les pédagogues, moment essentiel pour la divulgation des techniques du mouvement, le troisième celui de l'Imprimerie à l'École belge aux présentations et préoccupations communes avec le groupe français et le dernier, celui des jeunes instituteurs, groupe déjà intéressé par la Coopérative.

Avant de repartir pour l'année de travail efficient qui commence, il est bon que nous donnions, aux camarades qui n'ont pu assister aux diverses manifestations auxquelles nous avons participé, un peu du réconfortant optimisme que nous y avons gagné.

Rarement période d'été aura été si utilement remplie. Il faut dire aussi que l'occasion était vraiment unique, car l'exposition internationale a été l'occasion d'un rassemblement de philosophes, de psychologues et de pédagogues peut-être unique dans l'histoire. Et ce sera sans doute une des caractéristiques essentielles de cette exposition qu'elle a été merveilleusement doublée par une infinité de manifestations du plus haut intérêt qui n'ont pas été parmi les moindres attraits de Paris cet été.

CONGRÈS DE SOCIOLOGIE DE L'ENFANT

J'ai assisté d'abord, au début de Juillet, au 1^{er} Congrès de Sociologie de l'Enfant, organisé par Mme Lahy-Hollebecque. Le thème général de ce Congrès était l'étude des sociétés d'enfants.

Pas de bien grandes nouveautés, car la plupart des sociologues vivent trop sur le passé sans mener, d'une façon originale, des expériences susceptibles d'éclairer ce passé par l'étude approfondie et véridique du présent. J'ai noté cependant : une expérience intéressante présentée par le camarade qui dirige l'Orphelinat ouvrier de la Villèle-aux-Aulnes, sur la discipline scolaire par l'influence d'un groupe secret d'enfant, puissamment organisé, mais avec l'approbation et même le concours des dirigeants. C'est l'application du principe de la minorité dirigeante qui a, en éducation, ses avantages et ses inconvénients. Nous y reviendrons. Une émouvante évocation des comptines nivernaises par un camarade superbement artiste et qui a su les faire revivre et les expliquer d'une façon extraordinairement profonde.

J'ai personnellement pu faire une première communication sur « TRANSFORMONS L'ÉCOLE EN UNE SOCIÉTÉ D'ENFANTS PAR L'IMPRIMERIE À L'ÉCOLE », communication dont l'intérêt et la portée étaient encore amplifiées par l'importante exposition d'Imprimerie à l'École et de nos diverses réalisations dans une salle attenante où nos travaux furent très visités.

J'ai fait le lendemain une communication plus originale sur : « POINTS DE VUE NOUVEAUX SUR LE CONTE, SES POSSIBILITÉS ACTUELLES, SON AVENIR. »

Ce travail est pour ainsi dire une explication préalable de la tournure nouvelle que nous voudrions donner dans LA GERBE à nos CONTES MODERNES. C'est pourquoi nous publierons ici même ce rapport qui peut inciter quelques-uns de nos camarades à faire un effort original dans ce domaine.

Cette communication a été fort appréciée parce qu'elle apportait du nouveau, qu'elle ouvrait des horizons féconds, qu'elle montrait aux psychologues la possibilité d'aller plus avant et hardiment, loin des chemins traditionnels. Le monde, donc le milieu social, se transforme à une allure incroyable. Il s'agit de suivre cette évolution, d'examiner enfin avec quelque à-propos la véritable sociologie, non pas de l'enfant d'il y a cent ans, mais de l'enfant de notre époque chaotique et fiévreuse, mais si enthousiasmante aussi.

Nous sommes, nous, en plein dans cette vie, et c'est pourquoi nous jetons, dans toutes les directions, les bases nécessaires des futures recherches pédagogiques et sociologiques.

LE CONGRÈS INTERNATIONAL DE L'ÉDUCATION POPULAIRE

Il a été le rendez-vous de ceux que passionnent les problèmes d'éducation, de ceux qui sentent l'indigence des méthodes actuelles et qui, même non initiés, offrent un terrain propice à la divulgation de notre effort.

Et nécessairement, tous les participants de ce Congrès connaissent, de nom au moins, nos réalisations; ils éprouvaient un ardent désir de se documenter. Ils sentaient que nous apportons, à l'angoisse des pédagogues, autre chose que (les mots ou d'aristocratiques essais. Et tous voulaient connaître.

C'est ce désir presque unanime – unanime dirais-je, – qui a créé dans ce Congrès une atmosphère de si chaude et de si réconfortante sympathie autour de nos réalisations.

Et une telle sélection de préoccupations, à une si vaste échelle, est suffisamment rare pour que nous la signalions aussi. Nous l'avons mieux appréciée encore lorsque, le 2 août, nous avons installé notre exposition dans le hall du Congrès du Syndicat National. Là, ce n'étaient plus les pédagogues, les éducateurs, qui se réunissaient ; c'étaient les instituteurs-fonctionnaires. Ils passaient, préoccupés et absents, devant notre stand, comme s'ils n'avaient pas été du métier.

Et certainement, de nombreux délégués n'ont pas vu fonctionner nos presses.

On nous dira peut-être que l'action revendicative a aussi son urgence. Ce n'est certes pas moi qui le nierai. Je soutiens seulement qu'elle peut aller de pair avec la préoccupation pédagogique, mieux : qu'elle sera renforcée par elle le jour où nous aurons redonné de d'harmonie à la vie et à la lutte de l'instituteur-fonctionnaire-pédagogue.

Cette diversion peut donner une idée de l'atmosphère vraiment exceptionnelle du Congrès de l'Enseignement Populaire.

Une autre constatation aussi, qui est toute à l'honneur des éducateurs français : J'ai assisté à de nombreux Congrès Internationaux ; j'en connais les difficultés et je ne leur croyais pratiquement qu'un grand avantage : celui d'être de grandes rencontres au cours desquelles fraternisent des travailleurs qui ont les mêmes préoccupations de foi en le progrès humain et de dévouement à l'enfance.

Mais je connais aussi l'habitude de ces Congrès : une grande affluence à la séance d'ouverture, puis toute l'assistance s'envole et ne restent que quelques groupes de passionnés qui suivent minutieusement conférences et discussions.

Le même fait se serait produit à Paris, j'en aurais été moins étonné encore puisqu'il y avait l'Exposition à visiter, si attirante.

Non ! Le Palais de la Mutualité a connu pendant une semaine une animation très soutenue et on a jugé de l'éducation pédagogique de ces éducateurs en voyant avec quel instinct, ou quelle sagesse, ils se portaient vers les salles où se traitaient les questions vitales, délaissant sans pitié le grand amphithéâtre où les officiels péroraient devant un haut-parleur qui répercutait les paroles dans une salle vide.

Et cela aussi était un vigoureux enseignement.

Notre exposition, réduite et concentrée certes, n'en a pas moins grandement contribué à asseoir ce puissant intérêt qu'on sentait porté vers nos techniques. Des centaines et des centaines d'éducateurs français et étrangers se sont renseignés, ont vu fonctionner notre matériel, se sont enthousiasmés devant nos réalisations. Ils se sont pénétrés aussi de l'importance et de la cohésion de notre groupe. Ce n'était pas Freinet qui participait au Congrès et qui exposait, mais la Coopérative de l'Imprimerie à l'École. Boyau, en une intervention originale sur le cinéma, venait accentuer l'opinion des auditeurs sur la malfaisance pédagogique des bonzes exploités et profiteurs de cette technique ; Davau, remplaçant Pagès, faisait sur les Disques C.E.L. une conférence du plus haut intérêt et que nous publions ; tous les camarades présents participaient aux démonstrations et à la vente. Et nous voyions parfois, dans un coin de la salle, autour du stand, un de nos adhérents, un Cazanave, un Tessier, et tant d'autres, expliquer à des instituteurs passionnés ce qu'ils réalisent dans leur classe.

Une atmosphère merveilleuse était créée pour le succès de la Conférence que je devais faire le mardi sur notre technique. A cette atmosphère, les organisateurs eux-mêmes y ont été sensibles, puisque, avec une bonne grâce et une amabilité auxquelles je suis heureux de rendre ainsi hommage, après nous avoir, en toutes occasions, facilité notre travail, ils se sont ingénies pour nous affecter une grande salle à la place de la salle réduite où je devais prendre la parole.

Heureuse idée d'ailleurs. Car c'est devant une assistance très nombreuse que j'ai pu commencer mon exposé. Et preuve de l'attrait de mon exposé, les auditeurs, abandonnant d'autres salles et d'autres conférences, n'ont pas cessé

d'affluer au cours des deux heures de mon exposé. Et une attention soutenue, un silence religieux, fréquemment coupé d'applaudissements enthousiastes. Une salle splendide comme disent les habitués des réunions publiques.

Et là, débordant l'abrégé que j'avais préparé et que je devais lire en trente minutes, j'ai pu traiter à fond le problème complet de notre technique nouvelle, devant plus d'un millier d'éducateurs de toutes les régions de France, un millier d'éducateurs qui seront sous peu nos adhérents.

Et ce succès — j'ai tenu à le marquer et je veux le répéter ici — il ne saurait être dû à mon éloquence plus que relative, mais bien aux réalisations pratiques dont je faisais l'exposé et dont les auditeurs avaient eu au préalable une idée pratique à l'examen de nos travaux. Ils comprenaient alors que cet exposé n'était pas, comme tant d'autres, que du verbiage, mais la relation de possibilités pratiques nouvelles, la promesse immédiatement réalisable d'un véritable renouveau dans l'enseignement populaire, le sentiment que la pédagogie changeait véritablement de sens et que nous allions enfin moderniser notre enseignement, pour l'adapter aux réalisations et à la vie contemporaine, pour le rendre aussi tout à la fois, plus efficient, plus humain et plus libérateur.

Le succès complet et total de cette conférence devrait avoir une heureuse répercussion sur le développement, au cours de l'année qui commence, de notre technique et de nos réalisations.

CONGRÈS DE BRUXELLES

Entre temps, j'avais fait une courte apparition à Bruxelles, où notre ami Mawet avait organisé, pour le 25 Juillet, le premier Congrès de l'Imprimerie à l'École belge.

La veille au soir, je parlais à l'École de Paudure, devant les parents d'élèves auxquels s'étaient joints quelques éducateurs ou personnalités des environs. Dans cette même salle de l'école où j'avais parlé deux ans auparavant, j'étais présenté à nouveau par notre ami Fernand Dubois. Inspecteur Principal, qui sut, en quelques observations frappantes, faire comprendre ce que nos techniques apportent de nouveau dans nos classes. Après que les élèves de Mawet aient donné une petite séance de danse et rythmique avec les disques C.E.L., j'ai donc parlé aux parents assemblés. Je leur ai montré la nécessité de moderniser notre enseignement pour lui donner intérêt et efficacité. Et ces parents, non habitués aux spéculations intellectuelles, ont pu suivre pendant deux heures, l'exposé de nos réalisations.

Le lendemain donc, Congrès de l'Imprimerie à l'École belge dans une grande salle aimablement mise à notre disposition par Mlle Wauthier.

Caractéristique de ce Congrès : il y a là les déjà anciens adhérents de l'Imprimerie à l'École, mais il y a aussi, à côté de M. Fernand Dubois, plusieurs autres Inspecteurs qui sont depuis longtemps de fervents adhérents de notre mouvement. Un de ces Inspecteurs pense même avoir une imprimerie dans chaque école de son canton à la rentrée prochaine.

L'intérêt que les Inspecteurs belges portent à notre technique n'est pas anormal d'ailleurs dans un pays qui applique maintenant le Nouveau Plan d'Études, et où les idées semées par Decroly poussent aujourd'hui en une si belle floraison.

Le matériel et les nombreuses réalisations exposées d'ailleurs dans la salle du Congrès donnaient une idée réconfortante du développement que notre technique prend en Belgique.

Après Fernand Dubois, après mon exposé, Mawet, puis Lallemand, qui était venu des Ardennes, parlèrent l'un de l'organisation des échanges, l'autre du fichier. Puis, Mme Mawet exposa longuement la pratique de la lecture par l'Imprimerie à l'École dans les Écoles Maternelles et Infantines.

Nos disques, qui intéressent à un si haut point nos amis belges, furent aussi auditionnés.

Voilà une manifestation réconfortante qui pose à notre camarade Mawet des problèmes nouveaux d'organisation et de réalisations. Pour y faire face, ils lancent une petite revue mensuelle L'IMPRIMERIE A L'ECOLE, qui servira de lien indispensable entre les adeptes belges de nos techniques.

Cela n'empêchera pas d'ailleurs — au contraire — la diffusion de nos revues L'EDUCATEUR PROLETARIEN et LA GERBE surtout qui, nous l'espérons, seront de plus en plus lus en Belgique.

Nous continuerons à collaborer, dans tous les domaines, matériel et pédagogique, avec notre Coopérative sœur de Belgique pour notre plus grand avantage commun.

CONGRÈS DES JEUNES INSTITUTEURS

Il se tenait à Gentilly, et, naturellement, nous y avons exposé notre matériel et nos réalisations qui ont profondément intéressé nos jeunes camarades.

J'ai aussi salué le Congrès au nom de notre coopérative afin de sceller solidement cette Union entre Groupe de jeunes Instituteurs et Coopérative, union qui a déjà donné d'excellents résultats.

Puis, par les soins d'excellents camarades parmi lesquels notre dévoué Joachim, le même matériel était transporté à Issy-les-Moulineaux, où se tenait le Congrès de l'Internationale de l'Enseignement.

[L'Éducateur Proletarien, n°1, 1^{er} octobre 1937 dans son intégralité](#)

Plus que jamais, travail coopératif

15 octobre 1937

Lors d'une réunion du Groupe Français d'Éducation Nouvelle à Paris, Freinet et ses camarades présents sont déçus de la forme qui reste académique avec une organisation bureaucratique qui ne sollicite pas les militants de province qui pourtant ont réalisé un énorme travail pour la création de sections départementales.

Freinet va exprimer ses critiques tout en souhaitant le développement du G.F.E.N. une nécessité pour l'éducation nouvelle. S'il ce dernier n'en devient pas l'organisateur où tous coopèrent, il piétinera et mourra.

Ce discours franc a été entendu par le G.F.E.N. et le travail repart sur de nouvelles bases.

L'Exposition Internationale de Paris a été l'occasion d'une sorte de grande rencontre des éducateurs. Il était naturel que tous ceux qui s'intéressent à l'éducation nouvelle en profitent pour discuter fraternellement de l'évolution de ce mouvement.

Le Groupe Français d'Éducation Nouvelle, en la personne de Mlle Flayol, avait convoqué une journée d'éducation nouvelle le 1^{er} août, à l'École Nouvelle de Bellevue, aimablement mise à notre disposition par Mme Roubakine. Cela nous aura été une occasion d'ailleurs pour admirer un site incomparable avec son parc, ses grands arbres, ses jardins, ses frondaisons, et pour visiter l'école de Mme Roubakine où nous avons noté bon nombre d'initiatives qui mériteraient d'être mieux connues.

Nos camarades étaient venus nombreux à cette réunion parce qu'ils avaient l'espoir d'y voir discuter et éclaircir la position et l'action du Groupe Français d'Éducation Nouvelle pour lequel nous avons mené, au cours de l'année, une active propagande. Nous étions bien décidés, nous aussi, à ne pas nous contenter d'une rencontre académique et protocolaire. En prolétaires que nous sommes, nous avons appris, hélas ! à nous méfier des discours creux et condescendants à souhait ; nous ne voulons plus qu'on nous amuse avec de belles paroles ; en éducation plus qu'ailleurs encore, nous désirons la clarté la plus complète et la virilité dans l'action. C'est à cette seule conditions que nous sommes prêts à apporter à toute œuvre généreuse notre plus ardente et notre plus totale collaboration.

Nous reconnaissons volontiers que l'assemblée ainsi convoquée n'était pas autorisée à discuter statutairement de la vie du Groupe. Mais quelle assemblée, mieux que celle-ci, pouvait à ce jour, parler avec autorité du mouvement d'éducation nouvelle ? Il y avait là des camarades de nombreux départements qui ont fondé chez eux des sections du Groupe et qui sentent la nécessité d'agir s'ils ne veulent point avoir fait œuvre vaine ; d'autres camarades se proposaient à la rentrée, de créer leurs groupes. Le vent nous était favorable, mais il fallait à tout prix montrer que nous étions décidés à agir. Le piétinement dans des formes impuissantes et usées, la faillite de toutes nos promesses auraient été la mort définitive du mouvement d'éducation nouvelle existant.

Nous ne l'avons pas voulu, et, avec quelque âpreté peut-être, âpreté qui s'explique par la part de responsabilité que nous avons aujourd'hui dans l'évolution de ce mouvement, j'ai, pendant toute la journée, défendu la nécessité

de faire, du Groupe Français d'Éducation Nouvelle, l'organisateur de toute l'action à mener en France sur le plan scolaire et social de l'éducation nouvelle.

J'ai eu – et je regrette d'y avoir été contraint – à lutter pour cela contre toute l'organisation actuelle du groupe Français, trop exclusivement parisienne, donc trop bureaucratique, qui sous-estime la valeur et les possibilités des nombreux camarades de province et qui n'a rien su faire jusqu'à ce jour pour les faire travailler. Je l'ai affirmé avec la dernière énergie : ou bien le Groupe Français tiendra le plus grand compte de ces enthousiastes énergies en se décentralisant et en donnant à la province **LA PART DE DIRECTION ET D'ACTION** qui lui revient, ou bien nos camarades se désintéresseront d'un groupement qui ne leur est point propre, dont ils ne se sentent pas les ouvriers essentiels, et cette fois le Groupe Français ne ressuscitera pas.

On a cru que je posais un ultimatum et des personnalités que nous savons totalement dévouées et à qui nous ne cesserons de rendre hommage – je pense tout spécialement à Mlle Flayol, l'âme du groupement, et au professeur Wallon – ont protesté contre cette façon brutale de poser le problème. Mais ce n'est pas nous qui posons le problème : le problème est posé par les événements ; nous ne pouvons pas, quant à nous, esquiver la solution. Il y a dans nos sections un malaise latent né du fait qu'on sent la direction parisienne trop timide dans l'action. Nous ne pouvons piétiner. Pour un mouvement d'éducation nouvelle, piétiner c'est reculer et sombrer ; l'avant-garde doit sans cesse, malgré les obstacles, pousser hardiment, même s'il faut pour cela dénoncer quelques protocoles ou nous séparer de certains éléments qui se faisaient une autre idée du mouvement d'éducation nouvelle.

Nous le répétons ici franchement : **LE GROUPE FRANÇAIS NE SAURAIT ÊTRE POUR NOUS UN SIMPLE PARAVENT. OU BIEN IL EST L'ORGANISATEUR ATTENDU DU MOUVEMENT, OU BIEN NOUS LE LAISSERONS MOURIR POUR CHERCHER AILLEURS UNE NOUVELLE FORME POSSIBLE D'ORGANISATION NATIONALE.**

C'est pour que le Groupe Français vive, c'est pour qu'il devienne vraiment l'animateur de tout le mouvement d'éducation nouvelle en France que nous avons apporté à la réunion des propositions concrètes de collaboration et d'action.

Il faut travailler surtout ; et il faut organiser ce travail. Là réside le vrai problème car, pour y réussir il faut, outre la tâche d'organisation que nous savons très prenante, une direction incessante, énergique et parfois même quelque peu dictatoriale ; il faut aider les camarades à travailler chacun dans le sens pour lequel il se sent aptitudes et possibilités ; il faut encourager les indécis, coordonner les velléités, faire éclore les œuvres et les utiliser.

Nous ne saurions reprocher à la direction actuelle du groupe de n'avoir pu réussir une semblable action, œuvre de longue haleine, œuvre d'équipe pour laquelle il faut recruter d'urgence les équipiers.

Nous sommes prêts à apporter notre pierre, dans le domaine qui nous est propre : celui de l'éducation populaire au premier degré, persuadé que des collaborations similaires pourront se faire jour dans les autres degrés d'enseignement.

Chose paradoxale : c'est cette collaboration qu'on sait totale et effective qui effraye quelque peu les dirigeants du Groupe, et nous ne sous-estimons pas leurs raisons.

On est aujourd'hui obligé de se rendre à l'évidence : quand on parle éducation nouvelle populaire, en toutes occasions, dans tous les départements, le Groupe de l'Imprimerie à l'École se présente comme seul réalisateur ; quand il faut organiser des tournées de réunions nos adhérents sont les seuls à offrir leur bonne volonté ; quand il s'agit de réaliser, seuls les membres de la C.E.L. encore restent sur la brèche.

Alors, le Groupe Français redoute avec quelque raison que, en utilisant à fond nos bonnes volontés, il apparaisse trop, pour le premier degré du moins, comme animé par un Groupe d'éducateurs susceptibles parfois d'effrayer certains adhérents.

Nous regrettons aussi, très sincèrement, cette alternative. Ou plutôt, nous pensons que, quels que soient nos désirs, nous sommes en face de certaines réalités et qu'il s'agit de réagir au mieux à ces réalités.

Il est trop tard pour se lamenter sur l'apathie des éducateurs hors de notre Groupe. Le dilemme est grave : ou bien le Groupe Français vit et travaille, même avec notre totale collaboration ; ou bien il piétine et meurt et nous ne saurions le suivre dans son suicide.

Nous avons voulu résumer ici, pour nos lecteurs, l'essentiel de la longue et passionnante discussion qui se prolongea tout l'après-midi du 1^{er} août. Nous avons essayé de vous faire sentir le tragique de la situation telle qu'elle se présentait pour que vous ayez l'assurance que nous n'avons pas craint de parler clairement et fermement pour dissiper un équivoque qui nous paralysait.

Nous avons obtenu satisfaction :

1) Nous sommes mandatés par le Groupe Français d'Éducation Nouvelle pour nous occuper, au sein du Groupe, de toutes les questions qui nécessitent discussion et pour lesquelles nous faisons appel aux bonnes volontés et aux compétences :

L'Éducation nouvelle à l'école du premier degré ;

La scolarité prolongée ;

Les examens ;

L'éducation physique

La pédagogie de la post-école : patronages, loisirs, colonies de vacances, etc. ;

Le matérialisme scolaire : locaux et matériels.

Dans un de nos prochains numéros ainsi que dans la revue du Groupe « Pour l'Ère Nouvelle », nous publierons un questionnaire préparatoire pour l'organisation des équipes de travail.

Il faut aujourd'hui que l'éducation nouvelle élargisse son rayon, qu'elle ne se cantonne plus dans la seule pédagogie scolaire mais qu'elle fasse comprendre aux masses populaires et à leurs dirigeants la nécessité des principes que nous préconisons.

Nous devons – et l'assemblée a été de cet avis – aller résolument vers les masses, sans sectarisme certes, mais sans crainte aussi de certains abandons. La Nouvelle Éducation de Mme Guérite groupe de plus en plus en France tous ceux qu'effrayent les progrès populaires. Les positions sont prises désormais. Le Groupe d'éducation nouvelle doit travailler hardiment au sein du Front populaire et pour le succès éducatif de ce Front populaire.

2) La direction du groupe sera, dès cette année, réorganisée au mieux, avec la plus large collaboration possible des éducateurs susceptibles d'y travailler. Nous faisons confiance à Mlle Flayol pour cette réorganisation.

3) Il sera convoqué, en août prochain, un Congrès du Groupe Français d'Éducation Nouvelle, Congrès dont les délégués seront régulièrement mandatés par les sections départementales et qui sera en mesure de donner au Groupe une organisation et une vie définitives.

Nous n'ajouterons qu'un mot.

Notre action au sein du Groupe a toujours été loyale et franche. Nous avons reconnu publiquement la nécessité de le faire vivre et de le développer car il est susceptible d'agréger de nombreuses bonnes volontés qui ne sauraient pour l'instant venir à notre Coopérative, atelier de travail. Si nous créons des sections dans les départements, si nous voulons réorganiser le Groupe Français, ce n'est point pour nous en rendre les maîtres exclusifs. Nous essayons au contraire de susciter de nouvelles bonnes volontés, qui, à côté de nous, en liaison avec nous, travailleront sur un plan légèrement différent au succès de l'éducation nouvelle.

Ces sections du Groupe et le Groupe Français peuvent faire beaucoup pour l'élargissement et l'épanouissement de notre action ; ils seront comme un milieu de résonance harmonique à cette action. Nous continuerons à y apporter notre collaboration totale, sans aucune manœuvre d'aucune sorte, persuadés que nous sommes que tout effort qui va dans le sens de l'éducation nouvelle populaire ne saurait que nous être favorable.

C'est dans cet esprit que nous demandons à tous nos camarades :

D'animer les sections aujourd'hui existantes, d'y travailler effectivement et d'y organiser si possible le travail avec des éléments étrangers à notre Coopérative ;

De créer ou de pousser à la création de sections partout où il n'en existe pas encore. Nos camarades ne doivent être à la direction de ces sections que lorsqu'ils n'y a vraiment pas d'autre possibilité de travail. Entrer pour cela en relation avec Mlle Flayol.

Il faut que, en août prochain, chaque département, chaque circonscription importante aient leur section du G.F.E.N. et que nous nous rencontrions nombreux à Paris pour y mettre définitivement debout l'organisation qui fera faire à l'éducation nouvelle en France un pas décisif.

[L'Éducateur Proletarien, n°2, 15 octobre 1937 dans son intégralité](#)

Groupe Français d'Éducation Nouvelle

30 novembre 1937

Une réunion de travail du Comité d'action du GFEN, le sujet de réflexion n'est ni la réduction des horaires, ni la prolongation de la scolarité pourtant au cœur de la réflexion du moment, mais les classes d'orientation.

Des divergences apparaissent et il est décidé de poursuivre la réflexion dans les sections départementales du GFEN.

Le 1^{er} novembre a eu lieu, à Paris, une réunion du Comité d'Action du Groupe Français d'Éducation Nouvelle.

Il s'agissait de voir plus spécialement qu'elle allait être l'activité pratique du Groupe en face des urgents problèmes de l'heure. Et on sait que ce désir de pousser le Groupe vers l'action pratique en faveur de l'École Nouvelle est, depuis, l'an dernier, une de nos principales préoccupations.

Nous savons, en effet, que, pour que nos sections vivent, et se développent, il faut qu'on sente que le Groupe Français n'est pas seulement une association théorique, mais un Groupe d'action.

Quelques-uns de nos camarades des environs de Paris, spécialement convoqués, étaient présents.

Nous aurions voulu que puissent être examinées les questions si importantes pour notre enseignement et que nous avons traitées dans *l'E.P.* : la scolarité prolongée et la réduction des horaires, mais la discussion se cantonna et se passionna sur *les classes d'orientation*.

Un certain nombre d'expériences ont été tentées pour ces classes d'orientation : les uns en disent grand bien, d'autres crient au sabotage organisé.

Certes, le problème est complexe et cette complexité fut soulignée surtout, par les représentants du secondaire dont nous ne cacherons pas le scepticisme.

A l'occasion de cette discussion, quelques divergences de vues se firent jour sur nos propositions pour le nouveau certificat d'Études. La plupart des représentants du secondaire et du supérieur trouvent que placer le début de l'orientation après le certificat d'Études, soit à 12 ans environ, est beaucoup trop tard. C'est pourquoi ils demandent : soit qu'on devance le C.E.P. — solution que nous rejetons et nous avons nos raisons — soit qu'on institue un examen spécial pour les enfants qui doivent entrer dans le secondaire en reportant à la fin de la scolarité prolongée le nouveau certificat d'Études. Nous nous sommes élevés également contre cette conception.

Nous continuons à penser que si on veut s'orienter vers un enseignement démocratique, si l'école primaire a été quelque peu réorganisée, il n'est pas trop tard pour les enfants doués d'entrer vers 12 ans dans les classes d'orientation dont nous attendrions beaucoup.

L'enseignement secondaire, comme le supérieur, se fait certainement illusion sur les résultats de ce forçage prématuré et foncièrement aristocratique. Nous connaissons le travail du lycée : nous savons ce que sont les classes de latin ou autres dans les petites classes de lycée et nous prétendons qu'on peut fort bien envisager un enseignement plus démocratique et ainsi conçu : enseignement primaire jusqu'au C.E.P. à 12 ans ; classe d'orientation pour les bien doués, puis E.P.S., lycée ou collège — scolarité prolongée pour les autres après le C.E.P.E.

Nous serions heureux qu'une discussion s'institue à ce sujet dès maintenant soit dans « Pour l'Ère Nouvelle », soit ici même, afin que le Conseil Supérieur qui se réunira dans quelques mois ne soit pas regrettamment influencé par des opinions hâtives et partiales.

Le G.F.E.N. a décidé d'étudier pratiquement les classes d'orientation. Les tâches ont été réparties et nous y participons, dans l'espoir que cette collaboration sera un heureux prélude à la collaboration plus élargie que nous souhaitons.

Nous demandons à nos camarades de créer dans leur département des Sections du G.F.E.N., d'entrer en rapports avec les professeurs du secondaire, du technique, du supérieur, d'organiser des expositions, des réunions, afin de nous aider dans la tâche urgente entreprise.

Nous donnerons prochainement des explications détaillées sur la façon dont, on doit procéder pour créer des Sections du G.F.E.N.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 5, 30 novembre 1937 dans son intégralité.](#)

Le Groupe Français d'Éducation Nouvelle et nous

1^{er} janvier 1938

En réponse à la résolution prise lors d'une réunion nationale du G.F.E.N., Freinet renouvelle ses préoccupations sur le devenir du travail avec le Groupe s'il ne devient pas plus actif et représentatif dans les sections départementales et au premier degré.

Dans le n° 2 de l'E.P. nous avons cru devoir mettre nos camarades au courant des discussions poursuivies à Bellevue, durant la journée d'Éducation nouvelle du 1^{er} août. Selon notre habitude, nous avons tenu à mettre nos lecteurs en face des problèmes sans rien masquer de leur acuité.

Au Groupe Français on s'est quelque peu ému de quelques passages de cet article et il en a été discuté dans une récente réunion à laquelle je n'ai malheureusement pas pu assister. J'avais envoyé cependant une longue lettre explicative dans laquelle je maintenais en tous points la forme et le fonds de mon court rapport en disant encore une fois la nécessité urgente pour le Groupe de travailler et de réaliser s'il voulait répondre aux aspirations des cercles toujours plus importants d'éducateurs s'intéressant à l'éducation nouvelle.

Voici la résolution publiée à ce sujet à l'issue de la réunion du 9 décembre du Groupe Français :

•••

COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU 9 DECEMBRE 1937

A propos du compte-rendu publié dans « l'Éducateur Prolétarien » sur la réunion qui a rassemblé, à Bellevue, en juillet dernier des amis de l'Éducation nouvelle, dont plusieurs d'ailleurs n'appartenaient pas au G.F.E.N., M. Wallon croit nécessaire de relever certaines inexactitudes d'où pourraient résulter des malentendus qu'il est évidemment dans les intentions de M. Freinet lui-même d'éviter.

Loin d'avoir, comme le dit M. Freinet, manifesté de l'inquiétude au sujet de son activité pédagogique. Mlle Flayol et M. Wallon l'en ont publiquement félicité. Mais comme il invoquait cette activité pour se faire réserver à lui et à ses amis de l'enseignement primaire les questions relatives à la pédagogie du premier degré, on lui a fait remarquer le morcellement qui en résulterait et qui est tout à fait contraire aux conceptions les plus modernes sur l'évolution de l'enfant et sur les besoins de son développement harmonieux, personnel et total. La réunion n'avait d'ailleurs pas qualité pour modifier la structure du Groupe.

Quant à la menace dont M. Freinet avait appuyé sa demande de faire démissionner ses amis, il ne s'agissait évidemment là que d'une boutade sur laquelle il est inutile d'insister.

D'autres membres du Groupe ont dit le malaise que leur avait causé l'article de Freinet. Des explications échangées il résulte que liberté appartient à tous et à chacun de combiner à des préférences pédagogiques telles préférences politiques, philosophiques ou religieuses. Mais le Groupe Français d'Éducation Nouvelle n'est responsable que des décisions prises officiellement par lui et publiées comme telles dans le « Bulletin du Groupe Français d'Éducation Nouvelle » et dans « Pour l'Ère Nouvelle ». Tout le reste relève de la simple liberté de discussion.

Le G.F.E.N. profite de cette occasion pour rappeler son ferme propos de réunir, d'aider, de soutenir, tous ceux, individus ou groupements qui travaillent au perfectionnement ou à la propagande des méthodes d'éducation nouvelle quelles que soient leurs convictions religieuses, politiques, philosophiques, etc. et par ailleurs leurs activités au sein d'autres groupements. Il ne prononce d'exclusive pour aucune méthode, pour aucune catégorie d'enfants, pour aucun milieu. Il demande à ses membres — dont chacun travaille dans son milieu, avec sa foi ou ses espoirs, avec ses techniques — d'accepter qu'à côté d'eux d'autres travaillent dans des milieux, avec des croyances et des techniques différentes. Il n'est inféodé à aucun parti politique laissant chacun de ses membres se réjouir de voir réalisé ses vœux d'éducation nouvelle par son parti ou regretter qu'ils le soient par un autre.

L'influence et la part d'autorité de ses membres sont dues à la valeur de leur travail dans le domaine de l'éducation, non à leurs croyances ou leur parti et il est juste que les meilleurs ouvriers soient plus écoutés et plus étroitement associés à la direction, sans pourtant disposer jamais d'un monopole.

•••

Je ne ferai à ce sujet que deux courtes mises au point.

1) Je n'ai jamais demandé à me faire réserver à moi et à mes amis les questions relatives à la pédagogie du premier degré. Comme si nous avions pu avoir quelque avantage à ce privilège.

J'ai simplement constaté un fait, regrettable d'ailleurs : que, lorsqu'on parle d'éducation nouvelle dans les départements, c'est toujours notre mouvement qui est là, à la besogne ; lorsque des éducateurs œuvrent pour ce mouvement, comme par hasard, ce sont toujours des fidèles de notre Groupe; lorsqu'il s'agit de mener un enquête pédagogique, d'organiser conférence ou exposition, ce sont encore des membres de notre Groupe qui s'en chargent. De ce fait l'action pour l'éducation nouvelle dans les départements risque toujours d'apparaître comme trop directement influencée par nos réalisations. Et c'est ce que craint le Groupe Français qui a raison d'ailleurs de rappeler qu'il reste largement ouvert à toutes les idéologies et à toutes les tendances.

Mais nous sommes en face d'un fait. J'ai fait moi-même appel à la collaboration : connaissez-vous quelque éducateur actif et dévoué, hors de notre Groupe, susceptible de s'occuper, non pas en dilettante, mais avec cœur et persévérance des grandes questions que le Groupe devrait mettre d'urgence à l'étude ? Et nous repons la même question, car on aurait tort de croire que nous recherchons et que nous cultivons le redoutable monopole de l'éducation nouvelle dans l'enseignement primaire où il y a tant à faire.

Mais si, malgré nos recherches, pas plus que dans le passé, nul ne se présente pour la besogne sans brillant et sans gloire qu'il nous faut mener tout au long des jours, comme il est cependant indispensable, pour notre marche en avant, d'étudier les grandes questions connexes d'actualité, eh bien, nous serons à la tâche.

Mais nous nous demandons pourquoi cette besogne devrait être faite comme clandestinement par nous, comme s'il fallait laisser croire que d'autres que les adhérents de notre Groupe ont collaboré à notre travail lorsque cela n'est pas ? Pourquoi continuerions-nous à masquer notre activité alors que nos réalisations, aujourd'hui connues de tous les éducateurs, imprègnent directement la réorganisation en cours de l'enseignement primaire.

Nous demandions au Groupe Français de donner au Groupe de l'Imprimerie à l'École autorité pour mener en son nom toutes enquêtes concernant l'Éducation nouvelle. Notre Groupe, nos adhérents, se seraient mis alors, officiellement au service d'un mouvement pour lequel, sans rien abdiquer de leurs préoccupations, ils auraient su encore se dévouer généreusement.

Il reste bien sûr que nos camarades sont libres de donner au Groupe toute l'activité dont ils sont capables, et nous les y convions avec insistance. Mais il y a loin de là à l'action cohérente et ordonnée que nous aurions voulu mener, par notre Groupe, au nom du Groupe Français, Et il y avait tout à faire.

On a eu peur de l'influence de notre Groupe. Résultat : aucun travail d'aucune sorte n'est amorcé pour l'enseignement primaire. Et cela est grave : car, nous ne craignons pas de le répéter, un Groupe d'Éducation nouvelle ne peut vivre et prospérer que s'il travaille, s'il réalise dans le sens de l'éducation nouvelle.

2) Je n'ai pas menacé de faire démissionner mes amis. Ceux-ci sont absolument libres de leurs actes et je n'ai aucune autorité pour les faire se séparer de telle ou telle organisation. Je ne suis jamais intervenu dans ce sens auprès d'aucun de nos camarades qui sont suffisamment éduqués pour savoir où vont leurs intérêts.

J'ai été seulement le porte-parole de centaines de camarades et j'ai dit : j'ai fait campagne au cours de l'année pour la constitution de Groupes départementaux d'éducation nouvelle. Mais nos camarades supposent naturellement que ce Groupe agira et réalisera selon leurs aspirations. Dans le cas contraire, comme je prévois les déceptions, je ne pourrais pas tromper davantage nos membres et les pousser à adhérer à une association au dynamisme insuffisant. Si le Groupe Français veut travailler, nous serons nombreux à nous dévouer pour lui. Dans le cas contraire, nous serons contraints de chercher une autre forme d'organisation nationale.

Il ne s'agit là ni d'une menace ni d'une boutade, mais simplement de l'expression évidente de ce que pensent, de ce que veulent tous les camarades qui, à notre appel, se sont lancés dans le mouvement d'éducation nouvelle. La menace ce n'est pas moi qui la brandis. Je la formule. Mais elle reste une menace de fait : les éducateurs d'avant-garde ne sauraient s'accommoder d'une organisation nationale qui pour des questions de formalisme intérieur, craindrait de se lancer dans la lutte et le travail.

Nous ne réclamons aucun privilège. Nous sommes totalement d'accord avec les paragraphes suivants de la résolution votée. Mais nous ne voudrions pas non plus que, pour ne pas déplaire à quelques éléments dont l'appui à notre mouvement est plus qu'aléatoire, on se refuse à considérer la puissance dynamique d'un Groupe qui a montré pratiquement ce qu'il était capable de réaliser.

Nous le répétons avec quelque angoisse : le Groupe Français est-il disposé à travailler dans l'enseignement primaire, même s'il doit faire appel pour cela à la collaboration avouée des adhérents de notre Groupe ? Dans ce cas-là nous sommes totalement à sa disposition, et nous ne tirerons pas la couverture à nous, car ce qui nous importe avant tout c'est la marche en avant.

Dans le cas contraire, soyez persuadés que je ne serai pas seul à faire des réserves, à proférer des menaces sérieuses, et à chercher, s'il le faut, la possibilité de réaliser nationalement, malgré toutes les défaillances, les aspirations des éducateurs populaires.

•••

Nous ne voudrions pas que les dirigeants du Groupe Français puissent croire à une quelconque manœuvre de notre part; nous voudrions encore moins que nos adhérents puissent nous reprocher un jour un silence nuisible à la grande cause de l'éducation nouvelle populaire. C'est notre sort de lutter, de protester, de déplaire parfois. Nous nous y résolvons parce que nous voyons là la condition nécessaire de notre marche en avant. Que ceux qui auraient tendance peut-être à nous reprocher l'âpreté de nos critiques veuillent bien considérer qu'elles nous coûtent à nous aussi mais que seul doit compter le progrès général de l'éducation nouvelle populaire.

[L'Éducateur Prolétarien, n° 7, 1^{er} janvier 1938 dans son intégralité](#)

Pour terminer cette période

Clartés dans la nuit

1^{er} octobre 1939

Dernier numéro de l'Éducateur prolétarien qui deviendra l'Éducateur, Daladier vient de dissoudre le Parti communiste et le maintien du terme « prolétarien » dans ce climat anti-communiste serait provocateur... et la revue doit continuer... et le mouvement aussi.

Un appel émouvant de Célestin Freinet à continuer.

Notre année scolaire s'était terminée le 6 août dans cette apothéose d'un cours de vacances sans précédent – non seulement par le nombre – une centaine de camarades de toutes les régions de France, des colonies et de l'étranger, de tous âges, dont quelques-uns d'ailleurs revenaient pour la deuxième fois et se promettaient de revenir encore – mais aussi par le sérieux et la haute idée de leurs devoirs d'éducateurs.

On aurait dit que planait déjà sur ce cours la menace des graves événements que nous avons connus depuis. Chacun cherchait sa voie en nous interrogeant avec anxiété et les participants auront certainement pensé longuement, ces temps-ci, à cette soirée d'ardente discussion sur le problème de la paix.

Émouvante et comme solennelle aussi, cette dernière soirée sur le terrain de jeux, où les petits Espagnols qui allaient retourner dans leur pays se découpaient en fières silhouettes clignotantes et lançaient vers le ciel leurs inoubliables chants d'espoir...

Nous avons bien dit à nos amis : nous n'aurons pas cette guerre que vous craignez et qu'on vous annonce. Et, forts de notre bon sens et d'un attentif examen des conjonctures présentes, nous justifions notre prophétie.

Nous serions-nous trompés ?

Nous ne voulons pas encore le croire. La grande tuerie n'est qu'à moitié déchaînée. Les canons et les bombes n'ont pas encore donné leur grosse voix. Le monde hésite à se suicider.

Mais quelle nuit !

Brusquement, les camarades se sont dispersés pour répondre à l'appel du devoir... Plus de lettres, journaux rares et bien trop stéréotypés... L'homme de la rue accuse la malchance ou la mauvaise étoile, ou tels ou tels chefs de peuple qu'on leur désigne comme responsables. Mais quand on est habitué, à réfléchir et à juger et que, brusquement, vous manquent les éléments pour ce jugement ; quand la nuit vous enveloppe et qu'on ne peut pas même essayer de comprendre ce que signifie le grand cliquetis qui la rend si tragique, on souffre intensément comme si on assistait à sa propre déchéance.

Et puis, voici les premières lettres qui arrivent, des lettres de femmes, naturellement, si courageuses et si dignes que nous ne pouvons nous abstenir d'en citer quelques-unes :

« C'est moi qui dois terminer la lettre que mon cher M... avait commencé pour vous. Le voilà, mobilisé depuis huit jours et parti vers l'Est samedi dernier Je supporte avec le courage et le calme nécessaires la dure épreuve qui commence.

« Me voici donc à la tête de deux classes et je peux vous assurer de tout mon concours dans l'immense et belle oeuvre que nous avons ébauchée ici. Je me dévouerai à notre cause commune avec l'enthousiasme que vous connaissez à mon mari. Je veux être digne de lui et de notre groupe.

« Donc, je suis à vos ordres pour toute collaboration utile. Je suis pour vous une collaboratrice dévouée et une amie sûre. »

« Puisque l'horrible cauchemar est devenu une réalité, écrit une autre camarade, puisque la plupart des

camarades imprimeurs sont partis, je me mets en rapports avec les camarades femmes de la filiale pour voir ce qu'il sera possible de faire. Quant à moi, je prévois 50 élèves (mixte, tous les cours). Je suis seule, toute seule avec mon petit. B... est parti vendredi pour les Vosges. »

Puis, malgré les vacances, malgré les multiples soucis de l'heure, voici des commandes, des demandes de renseignements. Peu à peu, les amis se retrouvent, avec le désir permanent de continuer à tout prix la profonde collaboration coopérative.

Nous sentons alors que, même dans les heures tragiques que nous traversons, notre action n'apparaît point comme inutile, que même au bord de l'abîme de la guerre, il se trouve des éducateurs suffisamment enthousiasmés par notre travail pour poursuivre hardiment l'humaine besogne pédagogique dont le rayonnement a fait le renom de la C.E.L.

Cet émouvant attachement à notre coopérative nous impose, des devoirs. Nous n'y manquerons pas.

D'abord, rétablir la liaison, et c'est une des essentielles raisons qui nous font continuer la parution de l'Éducateur.

Aider tout à la fois, par cette parution, et ceux qui sont partis et qui seront heureux de ces contacts rétablis, et ceux qui sont restés pour remplacer avec tant de dévouement les absents.

Nous prétendons même amener à nous de nouveaux lecteurs grâce à cet esprit d'adaptation réaliste dont nous avons fait preuve ces dernières années.

Pendant cette période difficile, notre *Éducateur* ne sera certainement pas ce qu'il était naguère, et ce qu'il compte redevenir sitôt la paix retrouvée. Nous devons tenir compte de plusieurs états de faits impérieux : crédits plus rares, classes chargées, ou même surchargées, personnel nouveau et parfois recruté hâtivement.

On pourrait vous dire : ces conditions, dont vous reconnaissez l'importance, vous imposent de revenir bien vite à l'ancienne pédagogie, à la discipline strictement autoritaire, aux leçons passives et traditionnelles. C'est un point de vue nous en défendons et en défendrons un autre : que dans ces moments difficiles, la tâche de l'éducateur devient parfois infernale s'il prétend n'être que le gendarme d'une troupe énervée et frondeuse. Que vous suscitez au contraire quelques intérêts, que vous parveniez à « organiser » votre classe, à donner une besogne active à vos gamins, ne serait-ce que par roulement, vous verrez quel changement et quel soulagement. Le scoutisme n'est-il pas là pour nous montrer le bien-fondé, d'une telle conception ? On menait naguère, le jeudi, des enfants en promenade ou bien on les parquait, les jours gris, dans des préaux nus. On en connaît les résultats. Aujourd'hui, le scoutisme mène ces mêmes masses d'enfants dans les champs et les bois, sac au dos, avec des buts d'action et des possibilités d'intérêt. Il y a là, qu'on le veuille ou non, un immense progrès éducatif.

Nous dirons ici, avec le plus de précision possible – et nous donnerons des exemples, – ce qu'on peut continuer dans les classes qui sont restées normales, mais aussi le travail possible dans les écoles que des départs ont rendues extraordinairement surchargées. Nous montrerons ce qu'on peut réaliser dans les écoles envahies de petits réfugiés.

Nous ne nous contenterons pas de conseiller : nous aiderons au mieux ces écoles, comme nous avons aidé naguère les camps de réfugiés espagnols. A nos adhérents de nous exprimer les besoins qui se révèlent et les possibilités d'appui dans ce domaine.

Cette partie essentiellement pratique de notre effort ne peut être et ne doit pas être, notre œuvre exclusive. A vous, camarades qui êtes restés au travail, à vous femmes héroïques de nos amis mobilisés, à vous mères, à vous délégués départementaux de tisser à nouveau autour de la C.E.L. ce réseau complexe et familier qui est la matérialisation de notre idéal.

Votre coopérative est à votre disposition. L'École Freinet, délestée en partie des enfants Espagnols dont la vie devenait ici trop difficile dans les heures présentes, peut entreprendre et continuer pour les petits Français touchés par le cataclysme cette oeuvre de sauvetage pratiquée depuis trois ans. Si vous connaissez des enfants de camarades en difficultés et que nous pourrions recevoir, faites-nous-les connaître et nous nous organiserons pour les recevoir.

Moins que par le passé, nous ne saurions nous contenter de verbiage. Toujours dans l'action !

Ceci pour la question pour ainsi dire technique et pratique. Reste la question idéologique.

Nous n'avons absolument rien à y changer ; nous n'avons rien à en cacher. Nous avons toujours pensé que l'esprit Imprimerie à l'École devait nécessairement baigner toute l'atmosphère dans laquelle évoluent et se diffusent nos techniques. Il ne s'agit point là d'un esprit partisan quelconque puisque nous avons toujours rallié l'unanimité des

adhérents de notre Coopérative qui, comme dans toute Coopérative, ont le loisir d'appartenir aux organisations philosophiques, sociales et politiques qui leur plaisent ou de rester au contraire à l'écart de toutes. Cette unanimité est justement la meilleure réponse à ceux qui voudraient bien mettre une étiquette à notre Coopérative. Celle-ci, comme toute Coopérative, est ouverte à tous les éducateurs et, conformément aux statuts, « toutes discussions religieuses ou politiques y sont interdites. »

Comment avons-nous pu réaliser cette unité dans le respect jaloux de nos statuts ? En restant avant tout des hommes et des éducateurs, des éducateurs honnêtes et conséquents avec eux-mêmes, qui comprennent et pratiquent dans ce qu'ils ont de plus noble et de plus humain les devoirs qui incombent aux éducateurs.

Nous prétendons former des hommes... On dira peut-être en cette période former des Français ! Mais n'a-t-on pas suffisamment exalté ce destin généreux de la France et sa mission civilisatrice. Pour nous, qui dit former des Français, dit : former des hommes, et inversement.

Nous continuerons notre devoir.

Nous apprendrons aux enfants à raisonner sainement, à réfléchir, à passer les événements et leurs résonances au crible de leur claire conscience ; mais nous leur enseignerons aussi, outre ces devoirs pour ainsi dire individuels, leurs inéluctables devoirs sociaux ; nous les préparerons à se sentir membres de la communauté locale et nationale, à savoir y prendre leur place et y tenir leur rôle jusqu'à l'héroïsme et au sacrifice.

Ce faisant, nous amènerons les éducateurs à mieux réfléchir aussi, à juger avec plus de sens critique et de bon sens. Une démocratie ne peut pas être un troupeau ; elle ne peut vraiment exister que si ceux qui la composent savent la faire vivre, la servir et s'y dévouer.

Nous admettons certes que, dans les moments de crise, on sacrifie parfois l'avenir et la formation de la jeunesse à la vie même de la communauté nationale. Le soin avec lequel le gouvernement a mis l'enfance à l'abri des bombardements possibles témoigne de son désir de sauvegarder ce potentiel d'avenir. Nous travaillerons dans ce sens. Nous continuerons à montrer aux enfants et aux éducateurs ce que doit être une pédagogie efficiente, conséquente et digne du sacrifice de ceux qui veulent aujourd'hui garantir l'avenir et l'épanouissement de notre jeunesse.

Il ne faut, en aucune façon, que les difficultés actuelles autorisent le retour virulent de techniques condamnées par l'expérience et prétendant annihiler les heureuses innovations de ces dernières années.

Il se peut, bien sûr que, par une nécessité inéluctable on remplace dans nos campagnes l'automobile par la vieille charrette qui rouillait sous le hangar ; que l'âne trace à nouveau de maigres sillons avec la charrue primitive, la où le tracteur éventrait naguère la terre. Mais mènera-t-on campagne pour prouver que la charrette est plus agréable que l'auto et fera-t-on croire à quelqu'un que la charrue tirée par un âne fait du meilleur travail que le puissant tracteur ? Non, on admet ce pis-aller, on le comprend, comme on admet et on comprend le départ des mobilisés. Avec l'espoir que, demain, la lutte finie, disparaîtront pour jamais les vestiges de la souffrance humaine.

Il faut qu'on se persuade de même dans nos écoles que l'abandon provisoire de nos plus chères conquêtes pédagogiques n'est qu'un pis-aller du temps de lutte, mais que, demain, inéluctablement, il nous faudra revenir aux techniques qui ont montré leur adaptation aux nécessités modernes, leur efficacité pédagogique, sociale et humaine, pour la formation virile des jeunes générations.

Encore une fois, nous serons là pour montrer la voie...

On tentera de nous décourager en nous signifiant que, lorsque les hommes se battent, toutes discussions pédagogiques deviennent futiles et superflues.

Comme si on voulait nous persuader que l'éducation des jeunes générations en temps de guerre est indifférente ! Nous espérons bien qu'on n'a point l'intention de poursuivre une guerre d'extermination. Quand les combattants reviendront prématurément fatigués et vieillissants, ce seront ces enfants dont nous avons la garde aujourd'hui qui devront reprendre le flambeau. Nous voulons qu'ils en soient dignes.

Là est le but sacré de toute notre pédagogie. Nous serons nombreux à nous y dévouer, dans l'esprit Imprimerie à l'École qui a su faire naître, maintenir et développer au sein de notre Coopérative ce dévouement et cet enthousiasme que l'épreuve ne fera que renforcer et viriliser.

[L'Éducateur prolétarien n°1, 1^{er} octobre 1939 dans son intégralité](#)